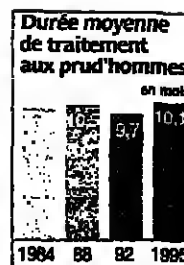


هكذا من لاصل

Le Monde

LE MONDE INITIATIVES

- Les conseils de prud'hommes
- Emploi : 22 pages d'annonces classées



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16438 - 7,50 F

MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Comment l'or nazi a enrichi les banques suisses

● Les trois quarts des transactions d'or de la Reichsbank pendant la guerre sont passées par les banques helvétiques ● A Londres, des experts tentent de percer les derniers mystères du trésor du III^e Reich ● Un fonds international d'indemnisation des victimes de la Shoah sera créé

Grève surprise à France 2

FRANCE 2 et France 3 étaient en grève, mardi 2 décembre. Alors que France 2 affichait en permanence son image fixe un texte d'excuse aux téléspectateurs, France 3 est parvenue à diffuser ses programmes du matin grâce à des cassettes préenregistrées. A France 2, le mouvement exprime l'inquiétude des techniciens et personnels administratifs sur le démantèlement du siège de France Télévision qui pourrait se traduire par des fusions de services. A France 3, les revendications portent essentiellement sur les salaires et la durée du travail. Dans les deux entreprises, des négociations devaient se dérouler dans la journée de mardi.

Lire page 19

Divorcer devant le maire

ÉLISABETH GUIGOU va engager une large concertation sur une réforme de la procédure de divorce par consentement mutuel. L'idée avancée par le garde des sceaux serait de créer un véritable « divorce civil » qui ne serait plus prononcé, en cas de séparation à l'amiable, par un juge, mais par un officier d'état civil. Cette mesure, qui aurait le mérite de désengorger les tribunaux, est vivement critiquée par les avocats. Selon une étude de l'Insee, « la dissolution du couple est le principal motif pour lequel un particulier est amené à consulter un avocat ». Le Syndicat de la magistrature est, en revanche, favorable à l'idée de « divorcer devant le maire ».

Lire page 10 et notre éditorial page 15

Le diplomate de l'économie



DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

LE GRAND ARGENTIER du gouvernement est soulagé. Le premier ministre a tranché : Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, ne briguera pas la présidence du conseil régional d'Ile-de-France. Portrait d'un séducteur et d'un pragmatique, d'une fidélité entière à Lionel Jospin.

Lire page 14

Allemagne, 9 DM ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRO ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 10 NOK ; Pays-Bas, 100 G ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 250 F S ; Suisse, 10 SFR ; Tunisie, 200 T ; USA, 1,25 \$; USA (Hawaï), 2,00 \$.

M 0147 - 1203 - 7,50 F



Pour être mieux payés, les hauts fonctionnaires se lancent dans le lobbying

PAUVRES hauts fonctionnaires ! Aucun gouvernement, de droite ou de gauche, ne veut revaloriser leurs salaires. Ce serait impopulaire, s'entendent-ils répondre, lorsqu'ils plaident leur cause dans les bureaux ministériels. Comment pourrait-on expliquer à l'opinion publique qu'on augmente les traitements de ceux qui gagnent 30 000 francs net par mois, alors qu'on ne fait rien, ou presque, pour ceux qui ne touchent que 7 000 francs ? Ces énarques et polytechniciens ont, sans mot dire, assisté à la revalorisation de tous les salaires, sauf les leurs, pendant les sept années d'application des accords Durafor, voulus par Michel Rocard, alors premier ministre. Aujourd'hui, ils estiment que leur tour est venu. Et puisque ni les parlementaires ni les syndicats ne veulent se faire l'écho de leurs préoccupations, ils ont décidé de prendre l'affaire en main.

L'union faisant la force, ils se sont d'abord regroupés, en mars 1995, au sein d'une fédération - qu'ils appellent le « G 16 » - de seize associations, toutes aussi prestigieuses les unes que les autres : Conseil d'Etat, inspection des finances, Cour des comptes, corps

préfectoral, Ponts et Chaussées ou Mines. Ils ont entrepris d'informer l'opinion publique de leur véritable situation. Jean Poullit, patron du « G 16 », Guy Berger, président de l'Association des anciens élèves de l'ENA, et Fabrice Dambrine, son homologue des grands corps techniques de l'Etat, ont emprunté aux lobbyistes leur méthode la plus ancienne : ils ont discrètement convié un certain nombre de journalistes à déjeuner. Les rencontrant un par un, ils leur ont, entre poire et fromage, remis de petits dossiers fort bien argumentés. Dans les jours qui ont suivi, des articles ont fleuri ici ou là. Le message avait été entendu.

Les graphiques du « G 16 » mettent en évidence une baisse de pouvoir d'achat, en francs constants. Ils soulignent, par exemple, le cas d'un ingénieur des Ponts et Chaussées, un an d'expérience, qui touchait 24 432 francs net par mois en 1983. En 1995, il ne gagnait plus que 21 232 francs. La part des primes atteignant souvent 50 % de leur rémunération, les hauts fonctionnaires qui partent à la retraite voient leurs revenus diminuer de moitié. Un ingénieur des Mines

qui gagne 46 000 francs au terme de trente ans de carrière ne touche « que » 24 000 francs de pension.

Ceux qui, dans la fonction publique, font figure de privilégiés, ont une situation désavantageuse par rapport aux cadres du privé. Une enquête de l'Association des anciens élèves de l'ENA montre que le salaire moyen des énarques est de 30 000 francs dans la fonction publique, contre 81 000 francs dans le privé. Quand ils vont dans les entreprises, les ingénieurs des Mines multiplient leur salaire par 2,75, ceux des Ponts par 2,5. Du coup, nombre de hauts fonctionnaires cherchent à « pantoufler » dans le privé.

En ces temps de crise de l'Etat, la fonction publique peut-elle se permettre une telle fuite ? Le « G 16 » demande donc une enveloppe de 300 millions de francs pour revaloriser les salaires des 6 000 hauts fonctionnaires administratifs et techniques. Un montant qu'il juge modeste en regard des 23 milliards dépensés par l'Etat dans le cadre des accords Durafor.

Rafaële Rivais

La perplexité des droites européennes

« LA DÉMOCRATIE est bonne. » Brillamment réélu maire de Venise dès le premier tour, dimanche 16 novembre, Massimo Cacciari porte un jugement de politique plus que de candidat. Il déplore qu'à l'occasion de ces élections locales en Italie, dont les résultats du second tour, dimanche 30, ont confirmé la tendance, la droite ait subi une défaite telle qu'elle disparaît du paysage dans la plupart des grandes villes. Sans doute serait-il hasardeux de tirer des enseignements pour l'ensemble de l'Italie, et a fortiori d'extrapoler pour l'Europe. Il n'en reste pas moins que, dans les pays européens, où la gauche est arrivée récemment au pouvoir, les partis conservateurs ou libéraux ont du mal à se remettre de leur défaite. A tel point que les gouvernements de droite apparaissent parfois bien seuls dans l'Union européenne.

Le sommet extraordinaire de Luxembourg vient encore de le montrer, le chancelier allemand, Helmut Kohl, et le président du gouvernement espagnol, José Aznar, menant des combats d'arrière-garde contre une politique européenne de l'emploi. On a même vu se dessiner un front commun entre dirigeants à tendance sociale-démocrate. Un événement insolite en Europe, qui ne s'était pas produit quand, dans le passé, la gauche dominait plusieurs gouvernements européens.

Il y a, à cette situation, des causes diverses. En Italie, le pays des coups de théâtre politiques par excellence, la victoire de l'Olivier aux élections municipales a suivi de quelques semaines une crise qui aurait pu s'achever par la déconfiture du cabinet Prodi. Or, la coalition de centre-gauche a consolidé ses positions et jeté le trouble chez sa rivale de centre-droit. C'est peu dire que la défaite a entraîné des querelles de chefs. Les deux figures de proue du Pôle de la liberté, Silvio Berlusconi et Gianfranco Fini, en sortent diminuées. Le premier parce qu'il ne s'intéresse plus à la politique que dans la mesure où elle sert ses affaires personnelles, le second parce qu'il n'a pas réussi à faire de l'Alliance nationale, avatar du MSI néofasciste, le premier parti de l'opposition. L'avènement du bipartisme, gage de la véritable renouveau de la vie politique italienne, en est ajourné d'autant.

Daniel Vernet

Lire la suite page 15

ROLEX
GENÈVE

YACHT-MASTER
or 18 ct.

MILLIAUD
Horloger-Joaillier depuis 1883
8, rue Royale Paris 8^e - Tél. : 01.42.86.96.16

Menaces d'OPA sur les groupes français

Les sociétés françaises sont des proies de plus en plus tentantes pour les groupes étrangers. p. 17

L'Asie à la baisse

La plupart des monnaies asiatiques, dont le yen japonais et le baht thaïlandais, continuent à céder du terrain. p. 6

CNPF : « La chute de Jospin »

Le futur président du CNPF affirme sa volonté de provoquer « la chute de Jospin sur les 35 heures ». p. 7

Basques espagnols condamnés

Le Tribunal suprême a condamné à sept ans de prison les 23 dirigeants d'Herri Batasuna, la branche « politique » du mouvement séparatiste ETA. p. 4

La mort de Stéphane Grappelli



Lire page 27

Fausse note dans la gauche plurielle

L'abstention imprévue des députés écologistes et communistes sur la nationalité augure d'un débat houleux sur l'immigration, jeudi. p. 8

Sciences : M. Chirac à l'Académie

Dans son discours, M. Chirac a souhaité que les chercheurs aident les citoyens à « mieux comprendre la révolution des savoirs et des pouvoirs ». p. 23

L'avenir du PS

L'ancien secrétaire national du PS, Gilles Martinet, se demande si la gauche est encore socialiste. Le sénateur Henri Weber ébauche l'avenir de la social-démocratie. p. 16

DOM-TOM : la nature en danger

Un rapport remis au ministre de l'environnement stigmatise la dégradation du patrimoine naturel. p. 13

Pour tous les goûts

Du canard à l'orange de chez Lasserre aux vinaigrettes estampillées Paul Newman, en passant par notre sélection de bistrots et brasseries. p. 24

International	2	Finances/marchés	20
France	7	Aujourd'hui	26
Société	10	Jeu	23
Carnet	12	Météorologie	76
Annuaire classés	12	Culture	27
Régions	13	Guide	29
Horizons	14	Abonnements	30
Entreprises	17	Kiosque	30
Communication	19	Radio-télévision	31

Le mensuel qui vous aide à acheter dans le neuf chez votre marchand de journaux.

HISTOIRE Un demi-siècle après la fin de la deuxième guerre mondiale, les délégations de 41 pays - anciens belligérants et neutres - sont réunies du 2 au 4 décembre à Londres

pour tenter d'élucider les mystères qui demeurent sur l'or pillé par l'Allemagne nazie dans les pays occupés. ● LA GRANDE-BRETAGNE, qui a pris l'initiative de cette conférence, a

proposé la création d'un fonds international destiné à indemniser les victimes de la Shoah. Il devrait être financé par le reliquat de l'or volé dans les banques centrales des pays

occupés ou aux juifs envoyés dans les camps et par les contributions de quelques grands États. ● LA SUISSE est de nouveau sur la sellette. Une commission d'experts indépendants

a établi notamment que 76 % de l'or pillé par le III^e Reich a abouti ou transité par la Confédération. D'autres pays comme la Suède et le Portugal redécouvrent leur passé.

Des experts de quarante pays tentent de refaire le chemin de l'or nazi

La conférence internationale, qui se tient du 2 au 4 décembre à Londres, va proposer la création d'un fonds destiné à verser des compensations aux victimes de la Shoah. Sur les 337 tonnes récupérées après la guerre par les Alliés, 5,5 tonnes n'ont pas encore été reversées aux ayants droit

LONDRES

de notre correspondant
Officiellement, l'objet de la première grande conférence internationale sur l'or pillé par les nazis, à laquelle participent quarante et un pays, belligérants comme neutres lors de la seconde guerre mondiale, est de proposer un forum d'échanges d'informations historiques sur l'aventure du trésor du III^e Reich. Comme il ne s'agit pas de proprement parler d'une réunion intergouvernementale, les délégations sont principalement formées d'experts, surtout des historiens, épaulés d'archivistes et de banquiers, plutôt que de ministres ou de diplomates. Le gouvernement britannique, qui a pris l'initiative de cette réunion, insiste particulièrement sur la distinction entre ce conclave et les travaux actuels de la commission tripartite (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) pour la restitution de l'or monétaire volé par les nazis dans les banques centrales des pays occupés. Pourtant, les palanques de Lancaster House dressent un rideau volontiers trompeur car, en coulisses, les grands marchandages politico-diplomatiques vont bon train.

« C'est un miracle moral. Pour la première fois, une réunion de ce type a lieu avec, au bout du compte, la possibilité de faire éclater la vérité et de permettre la restitution de

ce que l'on doit aux victimes », lord Janner, président du Holocaust Educational Trust, l'homme par qui le scandale sur l'or nazi a rebondi, arbore l'air réjoui de celui qui arrive au but après un grand nombre d'épreuves. C'est lui, ancien président du Board of Deputies, l'instance de représentation des juifs britanniques, qui a forcé le Foreign Office à publier, le 10 septembre 1996, un rapport rédigé à partir d'archives officielles qui levait le voile sur le cheminement du butin constitué pendant la guerre par Hitler et ses sbires. Cet ex-député travailliste se dit persuadé que la Conférence décidera la création d'un fonds international destiné à indemniser les victimes de la Shoah.

Si l'idée de ce fonds a été lancée en septembre par la commission tripartite chargée depuis un demi-siècle de redistribuer l'or pillé par les nazis, lord Janner ne cache pas son animosité envers cet organisme qu'il accuse d'être trop accommodant envers les pays détenteurs d'avoirs juifs. A ses yeux, la commission tripartite est responsable de la confusion des montants en jeu, en ayant sciemment mêlé dans ses comptes l'or monétaire, c'est-à-dire celui dérobé dans les coffres des banques centrales, et l'or non monétaire, la part volée aux particuliers, juifs pour la plupart. Or, bon nombre

d'historiens estiment qu'une partie importante de l'or provenait des bijoux ou des lingots volés aux juifs des pays occupés et refondus ensuite par les Allemands, mais aussi des dents prélevées sur les victimes dans les camps de concentration.

« Ce nouveau véhicule servirait précisément à aider ceux qui ont reçu peu ou pas de compensation pour leurs souffrances », comme l'a indiqué le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, ce fonds, dont les organisations juives seront bénéficiaires, sera d'abord constitué par le reliquat d'or pillé dans les banques d'émission des pays occupés. Comme il n'en reste pas grand-chose, puisque 98 % des 337 tonnes d'or récupérées par les alliés ont été redistribuées aux Etats, la grande partie des ressources devra donc provenir des contributions de grands pays comme les Etats-Unis (qui ont promis 25 millions de dollars) ou la Grande-Bretagne.

RECELEUR DE 85 % DU BUTIN

Le rôle des pays neutres, en particulier la Suisse, sera également au centre des pourparlers. La Conférence examinera ainsi la manière dont les lingots frappés de l'algèbre ont abouti dans ces pays qui, en échange, procuraient des devises au Reich, lui permettant d'acheter sur le marché mondial les matières premières stratégiques dont il avait besoin. Accusée une nouvelle fois par le Congrès juif mondial d'avoir été le receleur de 85 % de ce butin nazi, la Suisse sera certainement clouée au pilori. Le chef de la délégation suisse, Thomas Borer, a démenti que son pays ait bâti sa prospérité

sur les profits des spoliations, en toute connaissance de cause. A l'écouter, l'objectif de cette réunion est d'établir une discussion détaillée sur les aspects historiques et de les remettre dans le contexte international : « Notre priorité reste la poursuite de notre effort humanitaire pour aider les victimes indigentes de l'Holocauste, en particulier celles qui vivent toujours dans les pays de l'Est. » Les autorités de Berne ont eu tendance ces derniers temps à

accuser l'autre de tous les méfaits comme dans un jeu d'enfants (...), mais il reste que la plus grosse partie du trésor nazi a transité par la Confédération. Ils ont joué un rôle crucial dans cette affaire, les Suisses bien sûr ne sont pas les seuls et uniques responsables. »

Autre problème qui sera évoqué, l'ouverture des archives officielles des protagonistes d'alors. Le cas du Vatican, qui fut récemment contraint de démentir les informations selon lesquelles il au-

sence à Londres d'une délégation de haut niveau et non plus d'observateur comme c'était initialement prévu, soulignent l'importance de cet enjeu.

Lord Janner a, par ailleurs, demandé à la très secrète commission tripartite de balayer devant sa porte et d'étaler au grand jour les livres de comptes ou les échanges de correspondances pour purger le passé. Paris refuse la levée du secret tant que la commission, basée à Bruxelles, n'aura pas terminé son travail de redistribution des avoirs en or. Une forte pression sera également exercée sur la Russie pour qu'elle dévoile des documents compromettants pour les Suisses et les Alliés, saisis notamment lors de l'occupation de l'Autriche.

Une chose est claire : à Lancaster House, les pays neutres lors de la seconde guerre mondiale ne seront pas les seuls sur la défensive. Ainsi, le pays hôte, la Grande-Bretagne, a reporté à une date ultérieure la publication prévue pour le 2 décembre d'un rapport officiel explosif sur les avoirs bancaires « ennemis » confisqués par le gouvernement britannique après la déclaration de guerre en 1939. Ces actifs comprenaient les avoirs de réfugiés juifs allemands, autrichiens, tchèques et roumains. De telles révélations faites alors que se tient la Conférence n'auraient pas manqué d'embarrasser le Foreign Office. Selon la presse, une partie de cet argent aurait même été utilisée pour indemniser des industriels britanniques victimes d'expropriations de la part des nouveaux régimes communistes d'Europe de l'Est.

Marc Roche

68 millions de dollars dans les coffres

● Evolution du stock de la Reichsbank : la commission d'experts indépendants suisse, dite « commission Bergier », s'est efforcée de reconstituer l'évolution du stock d'or de l'Allemagne nazie. La Reichsbank disposait avant la guerre de 258,7 milliards de dollars sous forme d'or, y compris les réserves de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie annexées. Depuis septembre 1939, le III^e Reich avait pillé l'or des banques centrales des pays occupés à hauteur de 475 millions de dollars dont 225,9 pour la Belgique et 137,2 pour les Pays-Bas. Légèrement, Berlin a acheté pour seulement 29,5 millions de dollars de dollars l'or confisqué ou dérobé aux personnes privées, puis livré à la Reichsbank.

● Cinq nouvelles catégories. Afin d'aller au-delà de la distinction d'usage entre or monétaire et or non monétaire, les experts proposent de distinguer l'or allemand selon cinq nouvelles catégories : or acquis par des méthodes de contrainte étatique ; or confisqué et dérobé ; or des victimes ; or des réserves monétaires des banques centrales ; or acquis avant 1933 ou au cours de transactions régulières avant l'éclatement de la guerre. ● Restitution : 98 % des 337 tonnes d'or récupérées après la guerre par les Alliés ont été à ce jour redistribuées aux pays lésés par les nazis, mais seulement aux Etats et non aux particuliers. Il reste aujourd'hui 5,5 tonnes d'or, soit quelque 68 millions de dollars dans les coffres à New York et à Londres. ● Indemnisation : un Fonds international d'indemnisation des victimes de la Shoah doit être créé lors de la Conférence de Londres.

BERNE

de notre correspondant
Alors que d'aucuns prétendaient que tout avait été dit, le travail de clarification auquel la Suisse est accusée pour faire la lumière sur certaines zones d'ombre de son comportement durant la seconde guerre mondiale a au moins le mérite d'apporter quelques informations supplémentaires ; même si c'est au compte-gouttes et au prix d'un exercice souvent laborieux.

Une commission d'experts suisses et étrangers, chargée d'éclaircir cette période controversée, a révélé, lundi 1^{er} décembre à Berne, que jusqu'en 1945 les banques privées suisses avaient acquis auprès de la Reichsbank pour 61,2 millions de dollars d'or, soit trois fois plus que les estimations antérieures. A la veille de la conférence internationale de Londres, la commission a également confirmé le rôle central de la place financière helvétique pour l'Allemagne hitlérienne, la Suisse à elle seule ayant permis à la Reichsbank de réaliser 76 % de l'ensemble de ses transactions sur l'or pendant la guerre.

Depuis sa mise en place au début de l'année par le gouvernement helvétique, c'est la première fois que la commission Bergier - du nom de son président, l'historien Jean-François Bergier - fait connaître quelques-uns des résultats de ses investigations. En principe, elle devait publier un rapport intermédiaire conformément à son mandat de « mener des recherches sur le sort et le volume des biens dont les objets en or qui sont parvenus en Suisse à cause de la dictature nazie ». Mais des imprévus l'ont contraint à reporter « au début de 1998 » la publication d'un rapport plus détaillé.

Ce retard s'expliquerait par des difficultés de coordination entre divers groupes de chercheurs et la découverte récente de sources historiques nouvelles. « Etablir la vérité cinquante ans après les faits constitue une entreprise complexe

et ardue », fait valoir M. Bergier. Par la même occasion, le président de la commission a vivement réitéré, en les qualifiant de « malveillantes », les critiques de la presse dominicale de Zurich faisant état de dissensions internes parmi ses neuf experts.

ESTIMATIONS RÉÉVALUÉES DE 300 %

A défaut du rapport attendu, M. Bergier et quelques chercheurs de la commission ont présenté un « aperçu statistique commenté » d'un document de travail destiné à la conférence de Londres. « [Ce travail] tente de répondre aux questions qui seront posées. D'où provient l'or de la Reichsbank ? Comment le régime nazi se l'est-il procuré ? Où est-il passé ? Pour la première fois, nous présentons une description complète des transactions d'or de la Reichsbank », ont-ils expliqué.

Se référant au contexte de l'époque, la commission rappelle que le franc suisse était librement convertible en or et qu'il servait de monnaie d'échange par excellence pendant la seconde guerre mondiale, ce qui a notamment permis à l'Allemagne de se procurer des matières premières stratégiques en provenance de Turquie, du Portugal, d'Espagne ou encore de Suède.

Se basant sur des sources helvétiques déjà connues, mais pour la première fois aussi allemandes et alliées, la commission précise que la Banque nationale suisse (BNS) avait acheté pour 389,2 millions de dollars d'or à la Reichsbank, soit un peu moins de 4 milliards de dollars d'aujourd'hui, ce qui en fait l'acquéreur de loin le plus important.

La BNS est suivie par les banques commerciales helvétiques (61,2 millions de dollars), la Banque de Roumanie (54,2 millions), et, en Allemagne, les succursales de la Reichsbank (51,5 millions), ainsi que la Dresdner Bank, la Deutsche Bank, les sociétés Sponholz & Degussa (pour un total de 14,2 millions).

rait reçu en dépôt, en 1945, 200 millions de francs suisses en pièces d'or des fascistes croates d'Ante Pavelic, est à cet égard exemplaire. La célérité avec laquelle le Saint-Siège a ordonné des recherches dans les archives de l'Institut pour les œuvres de la religion, la Banque du Vatican créée en 1942 par Pie XII ou la pré-

Sur les 389,2 millions de dollars d'or qui lui ont été livrés par l'Allemagne nazie, la Banque nationale suisse en a acheté 280 millions pour son propre compte. Ces chiffres correspondent à ceux avancés depuis longtemps par l'Institut d'émission. La BNS s'est d'ailleurs référée à ces transactions d'or avec la Reichsbank pour établir le montant de 100 millions de francs suisses qu'elle a versés, en novembre, au fonds spécial en faveur des victimes de la Shoah. Cette somme représenterait à peu près la valeur actuelle des 20 millions de francs de l'époque de bénéfice de ces opérations.

La principale nouveauté est la découverte que, en 1940 et en 1941, des banques commerciales

suisses ont acheté pour 61,2 millions de dollars d'or en barre à la Reichsbank, alors que ces livraisons étaient estimées à 20 millions de dollars, de source américaine. Parmi les six banques concernées figure notamment la Société de banque suisse (36,6 millions de dollars), la banque Leu (12 millions), l'Union de banques suisses (8,5 millions) et le Crédit suisse (1,8 million). Selon un chercheur de la commission, ce montant devrait encore s'accroître, car toutes les livraisons de pièces d'or n'ont pas encore été répertoriées. Par ailleurs, la question reste ouverte de savoir quelle proportion de cet or a été acquise pour le propre compte des banques.

Mntrée du doit pour les ambiguïtés de sa neutralité pendant la guerre, la Suisse croyait qu'elle serait moins exposée à la conférence de Londres après les efforts entrepris pour assumer son passé. Mais si ses autorités et ses banques se sont peu à peu réveillées, il lui faut bien admettre qu'elle n'est pas encore au bout du chemin. Alors que l'affaire des fonds en déshérence dans les coffres suisses n'est pas encore réglée, le dossier rebondit sur le rôle de la Suisse dans les transactions d'or pillé par les nazis.

Le gouvernement de Berne ne cesse de répéter qu'il ne renégociera pas l'accord de Washington conclu en 1946 avec les Alliés, par lequel la Suisse avait accepté de verser pour « aide de tout compte » un montant de 250 millions de francs suisses en compensation de l'or du Reich transféré à la Banque nationale. Mais, à force de tergiverser, Berne s'expose à de nouvelles pressions, comme celle du Congrès juif mondial qui, à la veille de la conférence de Londres, vient une nouvelle fois de réclamer de la Suisse des indemnisations pouvant aller jusqu'à des « milliards de dollars » en faveur des juifs spoliés par les nazis.

Jean-Claude Buhner

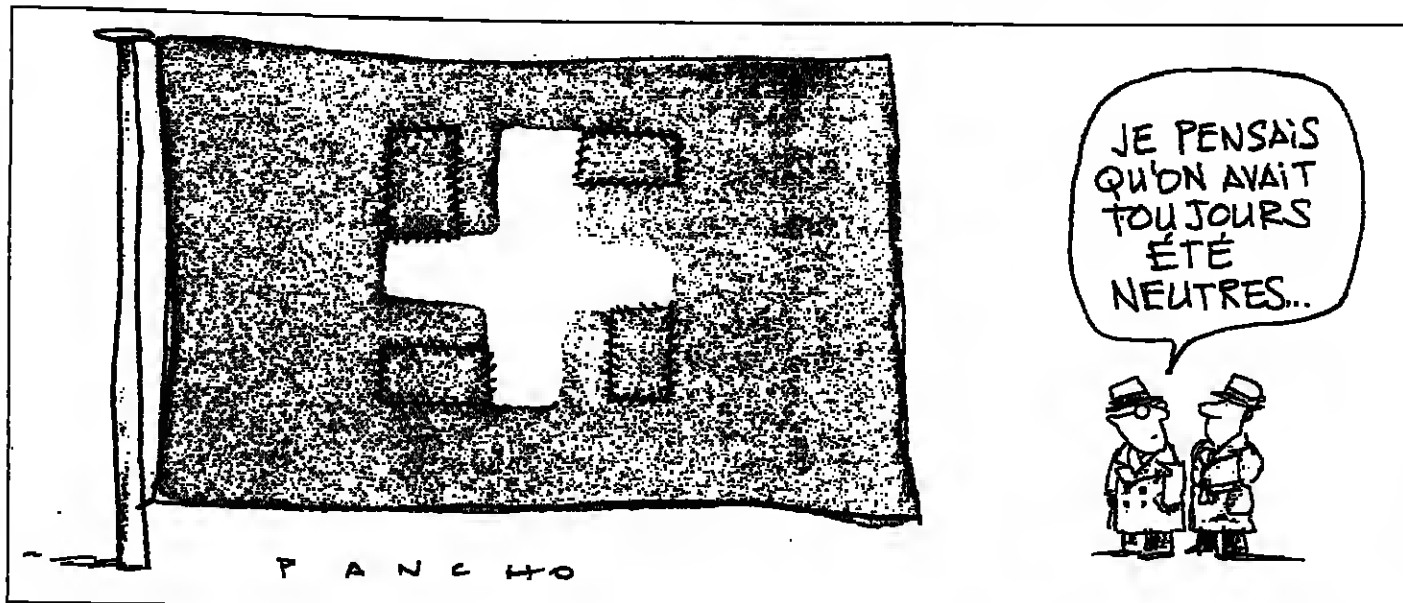
REUSSIR LES ADMISSIONS PARALLÈLES

➤ **En 2^e année de DEUG, DUT, BTS**
ECOLES DE COMMERCE : ESC Lyon
"Tremplin", "Profils", "Passerelle"...

➤ **En année de Licence**
ECOLES DE COMMERCE :
HEC-ESCP-ESC, ESC Lyon,
"Tremplin 2", "Profils 2", "Passerelle 2"
SCIENCES-PO
JOURNALISME (CFJ, ESJ, CELSA, IPJ)

➤ **En année de Maîtrise**
ESSEC, EFB/CRFPA, DECF, DESCF
IPESUP

75000 Francs
76150 Francs



Les vols dans les camps de la mort ont surtout profité aux banques allemandes

POURSUIVANT la publication des recherches effectuées par le chercheur allemand Hersch Fischer, le journal autrichien *Standard* tente de retracer dans son édition du mardi 2 décembre le chemin parcouru par l'or pillé dans les camps de concentration et les ghettos juifs de Pologne par le groupe « Melmer », du nom du responsable SS chargé de collecter et fondre le métal précieux anéanti par les nazis à leurs victimes. Dans le rapport de la commission d'experts suisse rendu public lundi à Berne, le montant de l'or « Melmer » déposé à partir d'août 1942 dans les coffres de la Reichsbank se monterait au moins à 2,5 millions de dollars. Si cette somme ne représente qu'une fraction de l'or volé ou confisqué aux personnes privées, estimé à 146 millions de dollars, c'est celle qui provient directement de l'Holocauste.

Les travaux de M. Fischer s'appuient sur les recherches minutieuses effectuées après la guerre par l'Autrichien Herbert Herzog, dont il a retrouvé les archives microfilmées conservées par sa veuve. Selon le chercheur allemand, Herzog a eu accès à de nombreux documents introuvables aujourd'hui, notamment les livres de compte de la Reichsbank (l'ancienne Banque nationale allemande), ses ordres de transaction, les archives du ministère des affaires étrangères nazi concernant l'or, des archives américaines et de nombreux documents d'un certain Albert Thoms. Ancien directeur, de 1922 à 1945, du département de la Reichsbank chargé de l'or, Albert Thoms aurait travaillé après la guerre pour les Américains avant de diriger la Banque des Länder allemands, chargée de la liquidation de la Reichsbank.

Hersch Fischer a indiqué, dans un entretien au *Monde*, que Thoms avait « apparemment » aidé Herzog dans ses recherches, notamment « pour repérer les dissimulations et les tromperies des Américains ». Selon M. Fischer, Herzog aurait ainsi découvert que ces derniers

n'avaient pas rendu aux Italiens des lingots et des pièces d'or venant d'Italie et trouvés en Allemagne après guerre, qui ont été simplement reversés au pot commun réparti à l'époque par la commission tripartite alliée. Il estime que les Français en ont notamment profité à titre de compensation pour les pertes subies après avoir dû rembourser aux Belges et aux Luxembourgeois l'or qui leur avait été confié mais qui avait été remis aux Allemands par le régime de Vichy.

A partir des travaux de Herzog, le chercheur allemand a reconstitué pour le *Standard* l'itinéraire, à partir de 1943, de 1,9 tonne d'or « Melmer », indiquant que la part la plus importante est restée en Allemagne. 56 lingots sont ainsi parvenus, par l'intermédiaire de la Reichsbank, à la Deutsche Bank allemande, 28 lingots à la Dresdner Bank, 17 lingots à un consortium italien à Rome et 3 lingots à la Banque nationale suisse. Six lingots seraient, par ailleurs, allés à l'Office de la monnaie

prussienne, un aux réserves de devises, trois seraient restés à la Reichsbank. Six livraisons enfin n'auraient pas été retrouvées. Interrogé sur ces archives, l'historien de la Bundesbank, Dieter Lindenlaub, souligne qu'il va falloir maintenant les étudier en détail pour en juger la valeur. Il a indiqué que la Bundesbank avait hérité seulement d'archives très incomplètes du dernier Office chargé de gérer les archives de la Reichsbank, qui était basé à Francfort, ni il dépendait du ministère fédéral des finances, et qui a été dissous à la fin des années 70. C'est dans le fond de la Bundesbank que M. Fischer a retrouvé la trace des recherches de Herzog. M. Lindenlaub reconnaît que la majeure partie des archives de la Reichsbank ont disparu sans laisser de traces. Pour Hersch Fischer, Herzog serait le dernier à y avoir eu accès.

Daniel Vermet et Henri de Bresson

La Banque du Portugal a toujours admis avoir reçu « beaucoup d'or »

LISBONNE de notre correspondant « Il n'existe aucun indice de circuit de blanchiment », à propos de l'or nazi acquis par la Banque du Portugal via la Suisse, indiquait, au mois d'avril, un rapport préliminaire d'une commission d'experts nommée pour enquêter sur le rôle de la Banque du Portugal dans les transactions d'or entre 1936 et 1947. Le document évalué à 130 tonnes la quantité d'or nazi reçue par le Portugal en provenance de la Suisse. Ce rapport succinct de la commission dirigée par le professeur Joaquim Costa Leite et le ministre des affaires étrangères n'a pas permis de lever l'opinion publique sur sa faim. La presse locale remarquait que la question de la responsabilité du régime de Salazar n'était nullement éclaircie dans ce document.

Une commission de supervision de l'enquête, dirigée par l'ancien président Marin Soares, a donc été créée. M. Soares est secondé par Israël Singer, secrétaire général du Congrès mondial juif, et de l'historien portugais, Jaime Reis, professeur à l'Institut européen de Florence (Italie). Ce groupe a pour mission de faire des propositions

concrètes à l'équipe du professeur Costa Leite pour l'élaboration d'un rapport définitif qui devrait être publié prochainement. Le gouvernement, soucieux de faire toute la lumière sur cette affaire, a également ouvert aux historiens les archives des ministères des affaires étrangères et des finances ainsi que de la Banque du Portugal.

PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ La Banque centrale a toujours admis avoir reçu « beaucoup d'or » venu d'Allemagne, en échange de biens et services pendant la deuxième guerre mondiale, mais se refuse à admettre « un comportement moins légal » des responsables de l'époque. Les transactions, les volumes, ainsi que les paiements en or étaient connus, l'Angleterre et les États-Unis étant également au courant de ce commerce. José Telo, professeur d'histoire à la faculté des lettres de Lisbonne, auteur de plusieurs ouvrages sur le Portugal durant cette période, affirme que des responsables de la Banque centrale savaient que certains lingots allemands avaient la marque des Banques de Belgique et des Pays-

Bas. Les chiffres officiels indiquent que les réserves en or du Portugal, évaluées à un milliard d'escudos en 1939, dépassaient les dix milliards d'escudos six ans après. Depuis le début de la guerre jusqu'en 1944, le Portugal, partenaire traditionnel de l'Angleterre, devient le partenaire privilégié de l'Allemagne. Selon les chiffres avancés par le professeur José Telo, le Portugal avait, avant la guerre, un solde négatif dans sa balance commerciale avec l'Allemagne. Avec les exportations de tungstène, de conserves (sardines) et de chaussures (bottes), la balance s'équilibre et ensuite devient favorable au Portugal. En 1941, le solde est déjà de 366 millions d'escudos. Après les cinq années de guerre, le solde est estimé à plus de 1,5 milliard d'escudos. Le président de la petite communauté juive portugaise, le docteur Joshua Ruah, est d'avis que l'on ne peut pas demander des responsabilités à l'Etat. « Comment faire la preuve de l'origine de l'or qui arrivait à ce moment-là ? », interroge-t-il. Il estime que cette polémique n'a pas de sens cinquante ans après. Aucune demande de restitution de

l'or volé par les nazis n'a été faite par les membres de la communauté juive du pays. La polémique sur l'or nazi a été rallumée récemment par des déclarations du général Carlos Azeredo. Cet ancien collaborateur du président Marin Soares a critiqué la décision du gouvernement « d'occuper le contrôle » des réserves d'or portugaises par des associations juives. « C'est une enquête bizarre et non avenue (...). C'est comme si le Portugal réclamait l'ouverture d'une enquête auprès de pays clients de la France sur la provenance de ses réserves d'or sous prétexte du pillage d'or, d'argent et des trésors artistiques portugais fait ou cours des invasions napoléoniennes. » Alexandre Flucher-Monteiro

Les archives complètes sur Pie XII demeurent inaccessibles au Vatican

C'EST EN 1967, après la polémique ouverte par la pièce du dramaturge allemand Rolf Hochhuth *Le Vicaire*, qui accusait Pie XII de silence durant le génocide des juifs, que le Vatican a décidé d'ouvrir une partie de ses archives de la seconde guerre mondiale. Le pape Paul VI a confié le soin de les examiner à quatre historiens jésuites : Robert Graham, américain, Angelo Martinelli, italien, Burkhardt Schneider, allemand et Pierre Blet, français. Seul survivant, le Père Blet vient encore de publier chez Plon un livre intitulé *Pie XII et la seconde guerre mondiale d'après les archives du Vatican*.

Ces quatre jésuites ont produit dans *Actes et documents du Saint-Siège* des pièces qui ont innocenté Pie XII des omissions dont il est accusé. Leurs travaux montrent, au contraire, que le Vatican a aidé un certain nombre de juifs menacés à s'enfuir. Mais ces *Actes et documents* sont loin d'être exhaustifs. Les originaux demeurent inaccessibles aux chercheurs, qui

ne disposent que d'une transcription, en douze volumes, de manuscrits incomplets. Des minutes demeurent donc sur leur objectivité. De nombreux historiens à travers le monde, notamment ceux du Centre Wiesenthal de Vienne, estiment qu'il est temps d'ouvrir les archives complètes de Pie XII.

REGAIN DE TENSION Ainsi ne sait-on encore rien aujourd'hui de l'échange de correspondance entre le pape et Hitler. Les deux hommes se connaissaient bien puisque avant d'être élu pape en 1939, Mgr Pacelli avait été nonce en Allemagne. En juillet, le *Sunday Telegraph* avait accusé le Vatican d'avoir utilisé l'or nazi pour aider des criminels de guerre à fuir vers l'Amérique latine, notamment le Croate Ante Pavelic. Des ouvrages accréditent cette thèse que le Vatican a toujours démentie avec énergie.

La pression redouble donc aujourd'hui pour que le Vatican ouvre l'intégralité des archives de

Pie XII et éclaircisse cette affaire de transfert d'or. L'attente risque d'être longue. La tradition veut en effet que les archives du Vatican soient ouvertes pontificat par pontificat. Les premières remontent à Paul V au XVII^e siècle. Pour sa part, le pape Jean Paul II a ouvert les archives de trois de ses prédécesseurs : Léon XII (1878-1903), Pie X (1903-1914) et Benoît XV (1914-1922).

Les archives actuellement disponibles à Rome s'arrêtent donc à la mort de Benoît XV, le 22 janvier 1922. Aucun document concernant ses successeurs Pie XI, Pie XII, Jean XXIII, Paul VI et Jean Paul II n'est aujourd'hui accessible à l'état brut.

Le Vatican se défend de toute mauvaise volonté. Selon lui, les conditions matérielles de consultation et de sécurité interdisent tout accès aux archives, notamment celles de Pie XII, pourtant mort en 1958.

Henri Tincq

Les Suédois commencent lentement à se pencher sur leur passé « neutre »

STOCKHOLM de notre correspondant en Europe du Nord Le 25 août 1997, une réunion passée quasiment inaperçue des médias locaux s'est tenue dans les salons de Rosenbad, le siège du gouvernement suédois. Le président de la Confédération suédoise, Arnold Koller, était reçu par le maître des lieux, Göran Persson, premier ministre social-démocrate. Une simple visite de travail ? Pas vraiment. M. Koller avait une offre particulière à présenter à son hôte, que l'on pourrait résumer ainsi : la Suisse et la Suède sont dans le même bateau concernant l'affaire de l'or nazi, alors autant « se consulter » en vue de la conférence de Londres sur les avoirs juifs.

Après tout, les deux pays n'ont pas profité de leur neutralité bienveillante vis-à-vis de l'Allemagne, pendant la seconde guerre mondiale, pour faire de fructueuses affaires avec les nazis ? La banque centrale suédoise n'a-t-elle pas, à l'instar de ses confrères privées sises dans les Alpes, accepté de l'or de Berlin tout en ayant, dans l'hypothèse la moins dérangeante, de très sérieux doutes sur son origine ?

Le dirigeant helvétique n'a pas été entendu. Lars Danielsson, conseiller diplomatique du premier ministre, a été très clair : les Suédois n'ont nullement l'intention de « coopérer » avec Berne sur ce dossier sensible, même s'ils « comprennent le sérieux de la situation dans laquelle se trouve la Suisse (...) l'existence de différences importantes entre les deux pays sur ce dossier », a-t-il insisté. Les quantités d'or (20 tonnes) versées par l'Allemagne nazie en échange du minerai de fer exporté par le royaume nordique sont « nettement moins importantes que dans le cas de la Suisse ». En outre, Stockholm en a restitué 13 tonnes après le conflit. Pour éviter les fraudes du Congrès juif mondial, la Suède s'est néanmoins engagée, il y a un an, à faire la lumière sur le sort - avant, pendant et après la guerre - des avoirs juifs transférés dans le pays.

Nommée en février par le gouvernement, une commission d'enquête devrait rendre son rapport d'ici à la mi-1998, en retard par rapport au calendrier initial. Pour rassembler un maximum d'informations, elle a fait paraître une page de publicité dans un supplément spécial du quotidien *Dagens Nyheter* consacré aux agissements des Suédois pendant la guerre. Un chapitre entier de l'histoire du pays qui reste encore à écrire, estime Arne

Ruth, rédacteur en chef du journal. Omettant de tenir compte de la fin de la guerre froide, les dirigeants suédois « demeurent éternellement prudents dans la mise à nu du passé », déplore-t-il dans le supplément.

Ce document, compilation d'enquêtes effectuées en association avec la radio publique, constitue une réquisitoire sévère contre la « neutralité » suédoise pendant le conflit. Celle qu'on apprend aux enfants à l'école. Certes, la Suède a accueilli des juifs du Danemark et des résistants de Norvège, deux pays voisins occupés par l'armée allemande à partir d'avril 1940. Certes, une frange de la population protesta contre l'autorisation accordée par Stockholm à Berlin de faire transiter, par son territoire, hommes et matériel vers la Norvège. Mais en fluant les archives un demi-siècle plus tard, on exhume une multitude d'éléments dessinant un tableau nettement plus ambigu, voire carrément embarrassant, de l'attitude de certains responsables du royaume. « Les questions les plus sensibles concernent la façon dont des entreprises et des particuliers - par appât du gain ou par idéologie, parfois les deux à la fois - allèrent volontairement au-devant des nazis », constate Arne Ruth.

Une commission d'enquête devrait rendre son rapport d'ici à la mi-1998

Il en est ainsi, par exemple, de l'épisode de l'« organisation » des entreprises suédoises. Les nazis refusant toute affaire avec des entreprises appartenant à des juifs, des membres suédois de la chambre de commerce allemande, à Stockholm, obtinrent le départ d'acteurs devenus indésirables. Cette pratique ne fut interrompue qu'en 1944, une fois la victoire alliée définitivement acquise. La police secrète suédoise, de son côté, livra des centaines de résistants norvégiens à la Gestapo en les répertoriant comme criminels. Pendant ce temps, de hauts dignitaires nazis passaient des vacances dans le pays « neutre », tandis qu'un jouait des pièces antisémites au Théâtre dramatique royal de Stockholm.

Benoît Peltier

Ep PEQUIGNET

Liste des points de vente : Montres PEQUIGNET - Tél : 03 81 67 60 66

Les chefs séparatistes basques sont lourdement condamnés

La justice espagnole a infligé sept ans de prison aux dirigeants de la coalition indépendantiste Herri Batasuna pour collaboration avec l'ETA. Le verdict a été accueilli dans le calme dans les provinces basques

Le Tribunal suprême a condamné, lundi 1^{er} décembre, à sept ans de prison chacun des 23 dirigeants de la coalition séparatiste basque Herri Batasuna (HB, bras politique de l'ETA) pour « collaboration avec une bande

armée ». C'est la première fois que la justice établit un lien entre la direction collégiale de HB et l'organisation armée basque qui a assassiné 761 personnes depuis 1968. Les condamnés ont dénoncé lors d'une confé-

rence de presse « une sentence politique et non juridique » et annoncé que HB « ne changera pas de stratégie ». Les principaux partis et organisations syndicales basques ont également critiqué unanimement ce ju-

gement salué par le reste de l'Espagne. Malgré l'échec de ses dernières tentatives de mobilisation populaire, la coalition séparatiste a lancé un appel à la grève générale pour le 15 décembre.

SAINT-SÉBASTIEN
de notre envoyé spécial
C'est une étrange conférence de presse. Dans le salon d'un luxueux hôtel situé au centre de Saint-Sébastien, vingt-trois sièges font face à une table où sont disposés bouquets de fleurs, verres et carafes d'eau. A l'heure dite, lundi 1^{er} décembre en fin d'après-midi, une vingtaine de personnes font leur

entrée sous les flashes des photographes. Tous sont membres de la direction collégiale de Herri Batasuna (HB, vitrine politique de l'organisation armée indépendantiste ETA). Quelques heures plus tôt, ils ont chacun été condamnés, à Madrid par la Cour suprême, à sept ans de prison et à une amende de 500 000 pesetas (environ 20 000 francs) pour « collaboration avec une organisation armée ».

« Un appui inconditionnel » à une organisation criminelle

Selon les attendus du jugement des trois magistrats de la chambre pénale de la cour suprême, les dirigeants de HB sont reconnus coupables d'avoir voulu céder, lors de la campagne électorale de mars 1996, leur temps d'antenne pour diffuser deux cassettes vidéo réalisées par l'ETA. Les accusés « ont cédé l'image d'un espace électoral télévisé et gratuit pour donner un appui inconditionnel à une organisation criminelle qui se propose de dominer la société par la terreur », explique le jugement. Les condamnés devront se constituer prisonniers, mercredi 3 décembre, pour être aussitôt incarcérés.

De l'avis de plusieurs journalistes basques présents, il s'agit cependant d'un discours assez modéré. « Ils prennent acte de la condamnation et se présentent en victimes », affirme l'un d'eux. Un autre assure qu'il y a encore quelques années, un tel verdict condamnant l'intégralité de la direction collégiale aurait provoqué de leur part une escale verbale d'une tout autre ampleur. Cette « relative »

pondération fait suite à la faible participation de quelques milliers de personnes qui ont répondu samedi à Saint-Sébastien, Bilbao et Victoria à la convocation par Herri Batasuna à des manifestations de soutien.

Après la conférence de presse, et alors que l'annonce du verdict entretient les discussions, la situation est restée calme dans la soirée, même sur le « boulevard » de Saint-Sébastien, traditionnel lieu d'échauffourées qui opposent régulièrement les jeunes de la ville - masqués - aux forces de l'ordre dans un quartier jouxtant la vieille ville et son dédale de ruelles. Les principaux partis et organisations syndicales basques ont cependant critiqué unanimement le jugement, salué en revanche dans le reste de l'Espagne. Le Parti national basque (PNV, au pouvoir) a fait état de sa « surprise » et a annoncé qu'il ferait connaître sa réaction après l'étude approfondie du jugement. Le syndicat ELA (majoritaire avec 40 % des voix au Pays basque) a, lui, dénoncé ce qu'il appelle une « provocation ».

Pour le délégué de la présidence basque chargé des relations extérieures, José María Muñuza, Herri Batasuna (HB) est aujourd'hui en perte de vitesse et, à son avis, la grève générale du 15 décembre ne devrait « guère être suivie ». Il avance une double explication : « Il faudrait tout d'abord rappeler, affirme-t-il, que HB ne rassemble qu'à peine 13 % des voix au Pays basque et que son influence est en baisse constante depuis plusieurs années ».

« Il y a encore quelques années, un tel verdict aurait provoqué une escalade verbale d'une tout autre ampleur »

Denis Hautin-Guiraud

Paris et Madrid renforcent leur coopération contre le terrorisme

SALAMANQUE
de notre envoyé spécial

Le 1^{er} sommet franco-espagnol, qui s'est ouvert lundi 1^{er} décembre à Salamanque, ville située aux confins occidentaux de la Castille, dans une province moyennement du Portugal, a été pour Jacques Chirac l'occasion de balais de foule et d'une longue discussion avec le président du gouvernement espagnol, José María Aznar, sur la lutte antiterroriste. Le jour même où un tribunal de Bilbao condamnait à sept ans de prison 23 dirigeants du parti indépendant-

iste basque, Herri Batasuna, accusé d'être la vitrine légale de l'ETA, les deux hommes sont allés, paradoxalement, au contact de la population sans protection policière outrancière. Ce « baptemisme » s'est déroulé au terme d'une rencontre où la question du terrorisme a été « très longuement abordée », selon la partie française.

UN SÉMINAIRE DES POLICES
MM. Chirac et Aznar ont eu un tête-à-tête d'une heure et demie, au cours duquel ils ont évoqué les relations bilatérales franco-espagnoles, qualifiées d'« extraordinaires » par le président français. Après une longue description de la situation au Pays basque faite par M. Aznar, le premier ministre espagnol a remercié personnellement M. Chirac qui, a-t-il dit, a lancé cette coopération antiterroriste jugée « précieuse ». Il a fait valoir que la forte chute de popularité de Herri Batasuna est consécutive, selon lui, « au crime odieux de juillet », au cours duquel un conseiller municipal d'une petite localité a été assassiné par l'ETA. Il a mis en évidence la « très bonne coopération » entre les ministères de l'intérieur des deux pays. Jean-Pierre Chevènement et Jaime Mayor Oreja, les ministres en charge de ce dossier des deux côtés des Pyrénées, devaient annoncer, mardi, le principe d'un séminaire de la hiérarchie des polices antiterroristes française et espagnole, au début de 1998. Au-delà du cas basque, le terrorisme islamiste semble visé plus particulièrement par cette démarche.

A deux reprises, le président de la République a donné l'impression de renouer avec les campagnes électorales qu'il affectionne. Une première fois, il a traversé la Plaza Mayor, grand-place de Salamanque édifiée au XVIII^e siècle, dont les galeries rappellent celles du Palais-Royal à Paris, en compagnie de M. Aznar, pour se rendre de la mairie à son hôtel. La seconde fois, le premier ministre français, Lionel Jospin, s'est joint à eux pour une longue déambulation dans les rues piétonnes d'une ville qui cherche à obtenir le titre de capitale culturelle de l'Europe en 2002.

M. Jospin devait avoir un petit déjeuner de travail, mardi matin, avec son homologue espagnol. Il devait être notamment question des relations commerciales entre les deux pays, qui, si elles sont jugées « fortes » par les autorités françaises, demandent à être encore développées, en particulier dans l'aéronautique, avec Airbus, et dans la téléphonie, où l'ouverture prochaine du marché espagnol ne laisse pas indifférent France Télécom.

Des désaccords persistent entre Paris et Madrid sur des questions européennes d'importance. Ainsi, M. Chirac a plaidé pour une réforme des institutions « si on veut éviter une paralysie de l'Union européenne », a rapporté un de ses porte-parole. M. Aznar, pour sa part, souhaite une augmentation du plafond fixé à 1,27 % du PIB consacré par chaque Etat au financement de l'Union européenne. La France s'y oppose. Cette revendication espagnole cache la volonté de maintenir à leur niveau les subventions (fonds structurel et fonds de cohésion européens) dont a largement bénéficié l'Espagne jusqu'ici. Des subventions qui auront de moins en moins lieu d'être dans une Europe élargie.

Olivier Biffaud

L'Espagne juge Mario Conde, le plus flamboyant de ses banquiers

MADRID
correspondance

Le procès qui s'est ouvert, lundi 1^{er} décembre, à l'Audience nationale de Madrid, la plus haute instance pénale espagnole, est le procès d'une vedette, celui du flamboyant banquier Mario Conde, qui fut pendant des années, en Espagne, le symbole de la réussite fulgurante et à qui bon nombre d'Espagnols prédisaient même la présidence du gouvernement avant l'an 2000. Mario Conde, quarante-neuf ans, aux cheveux ultra-chics et aux cheveux savamment gominés, se trouve devant les juges pour la banqueroute de la banque Banesto, dont il était le président.

Le 28 décembre 1993, jour des Saints-Innocents, Banesto, le quatrième groupe bancaire du pays, était mis sous la tutelle de la Banque d'Espagne. Le trou financier était évalué à 600 milliards de pesetas, soit plus de 20 milliards de francs, et le président Mario Conde était destitué. Banesto représentait alors le boom économique de la nouvelle Espagne et était inscrit en toutes lettres sur le maillot du champion du Tour de France, Miguel Indurain.

Quatre ans plus tard, Mario Conde, le port toujours aussi alité, en liberté sous caution, et qui partage ses jours entre ses juncos aux milliers d'hectares hypothéqués en Castille et en Andalousie, se trouve sur le banc des accusés avec dix de ses ex-collaborateurs, dont l'ancien vice-président de Banesto et l'ex-directeur général. Le dossier ne comprendrait pas moins de cent mille pages et le procès pourrait durer plus d'une année. Mario Conde encourt une peine de quarante-quatre ans de prison pour les délits d'escroquerie, détournement de fonds, faux et usage de faux.

La justice lui reproche des opérations irrégulières menées auprès de sociétés extérieures au groupe Banesto, mais dont il était aussi l'un des principaux actionnaires et qui auraient entraîné des pertes importantes pour la banque. En 1995, un rapport rédigé par des experts de la Banque d'Espagne a estimé que Mario Conde pourrait aussi avoir empêché quelques milliards de pesetas. Le rapport versé au dossier devrait être révisé par les avocats de la défense. L'ex-président de Banesto a toujours affirmé qu'il n'avait pas volé une seule peseta et que les honoraires et les dividendes qu'il percevait constituaient une fortune suffisante.

C'est en novembre 1994 que le procureur général de l'Etat décida de l'inculper. Une commission d'enquête parlementaire avait conclu à sa responsabilité dans la situation financière critique qui avait conduit Banesto à la faillite. Craignant que Mario Conde ne prenne la fuite, la justice décidait, le 23 décembre 1994, de le placer en détention préventive à la prison d'Alcala Meco, près de Madrid. Il y restera trente-neuf jours et se fera de nombreux amis parmi les détenus. Libéré après le versement d'une forte caution, il fait publier dans un quotidien une série de lettres d'adieu à ses compagnons de prison, leur prodiguant divers conseils pour remettre de l'ordre dans leur vie.

En mars dernier, Mario Conde fait sa première entrée à l'Audience nationale pour l'affaire Argentina Trust, une société-écran basée aux Antilles néerlandaises. Une somme de 600 millions de pesetas versée par Banesto à cette société a disparu. Mario Conde est condamné à six ans de prison pour détournement de fonds. Il dépose un recours devant le tribunal suprême et doit hypothéquer ses propriétés pour éviter un nouveau séjour à Alcala Meco. La caution est la plus forte qui ait jamais été versée en Espagne : 2 milliards de pesetas (80 millions de francs). Mario Conde, qui a fréquenté, le temps d'une décade, tous les grands de la Péninsule, y compris à la Maison royale, adulé par les médias mais dont le nom est apparu dans des affaires politiques, avait plus d'une mention en réserve. La faillite de la Banesto est, selon lui, un simple réajustement de comptes politiques. (Interim.)

Qui fait le plus :

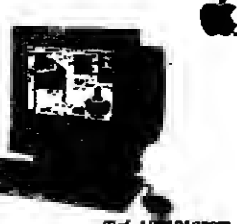
Intranet - **COMPAQ** - Études de devis - Maintenance sur site - Formation - **Nikon**
- Hot Line - Windows NT - **Apple** - Intranetware - 22 Showrooms en France
- **HEWLETT** - Gestion de parc - 100 000 clients - Installations - Location évolutive - Ingénierie - 5 000 références en stock - **EPSON** - Conseil avant-vente - Internet - Logiciels - **Microsoft** - Réseaux - Appleshare - **AGFA** - Périphériques - Financement - **TOSHIBA** - Consommables - 50 techniciens - etc... etc...

...fait aussi des prix !



11 686,14 TTC
9690 TTC
Satellite 220 CS
Processeur Intel Pentium 133 MMX
16 Mo de RAM EDO
OO 1-44 Go
Win dows 95
Ecran 12,1" 800 x 600 DSTN

13 856,94 TTC
11490 TTC
Power Macintosh 5500/225
Processeur PowerPC 601e à 225 MHz
32 Mo de RAM extensible à 128 Mo
OO 2 Go
Mail Mac OS 8 gratuite, Modem 33,6 KVD /CD 12x
Moniteur 13" intégré



L'informatique au service des professionnels

IC Paris Beaubourg : ouvert le samedi - Tél : 01 44 78 33 33 - IC Paris 15ème : Tél : 01 40 39 30 30
IC Paris Vendôme : Tél : 01 42 33 99 90 - IC Cergy 3 Fontaines : ouvert le samedi - Tél : 01 34 35 10 23 - IC Evry 2 : ouvert le samedi - Tél : 01 69 31 03 05 - IC Neuilly : ouvert le samedi - Tél : 01 46 37 17 17 - IC Saint-Quentin en Yvelines : ouvert le samedi - Tél : 01 35 44 72 72 - IC Angoulême : Tél : 04 65 82 22 22 - IC Aix en Provence : Tél : 04 33 35 35 35 - IC Bordeaux : ouvert le samedi - Tél : 05 56 33 11 11 - IC Lyon : Tél : 04 78 62 22 22 - Tél : 04 78 62 22 22 - IC Marseille : Tél : 04 34 30 32 32 - IC Montpellier : 069 12 12 12 - Tél : 04 37 15 34 34 - IC Nantes : Tél : 02 40 47 09 62 - IC Rennes : Tél : 02 99 67 21 21 - IC Reims : Tél : 03 26 79 70 70 - IC Toulouse : Tél : 05 64 25 33 33 - IC Toulouse : Tél : 05 64 25 33 33 - IC Tours : Tél : 02 45 41 31 31

Les Quinze n'arrivent pas à s'entendre sur la constitution d'un conseil de l'euro

Les pays qui n'adopteront pas la monnaie unique dès son entrée en vigueur ne veulent pas être exclus de la concertation. La Grande-Bretagne refuse toute formule de compromis

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

La prochaine mise en place de l'euro crée des tensions : les ministres des finances des Quinze, réunis lundi 1^{er} décembre à Bruxelles, n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la manière d'organiser la coopération économique et monétaire après l'entrée en vigueur de la monnaie unique.

Un nouveau clivage, très net, est apparu entre les « in », ceux qui participent à l'UEM, soit probablement onze pays et les « out », à savoir le Royaume-Uni, le Danemark, la Suède et la Grèce. Fureux, Gordon Brown, chancelier de l'Echiquier, a expliqué ne pas comprendre que les Britanniques soient si mal récompensés après le virage résolument pro-européen du nouveau gouvernement.

Lors de la précédente réunion des ministres, les « in » avaient clairement manifesté l'intention de se rencontrer dans une enceinte informelle dès l'entrée en vigueur de l'euro ou même avant, dès que la liste des pays participant à la première vague de l'euro aura été arrêtée, au mois de mai. Il leur semblait normal que des pays partageant une monnaie unique puissent délibérer de manière plus intense de la coordination de leur politique économique. Les quatre pays « out » ne se résignaient pas à donner leur aval et demandaient à être admis comme observateurs aux travaux de ce groupe informel de l'euro. Ils faisaient valoir qu'il serait dangereux de diviser ainsi l'Union. Les Anglais ajoutaient qu'il n'était pas sérieux de débiter de la gestion interne et externe de l'euro en laissant de côté la troisième puissance économique

et la première place financière de l'Union. Theo Waigel, ministre allemand, répliquait ordinairement qu'on ne pouvait prétendre à la fois à être dehors et dedans.

Lundi, les positions sont restées inchangées. Les « in », par les voix de Jean-Claude Juncker, Dominique Strauss-Kahn et Theo Waigel, ont expliqué que de toute façon, avec ou sans l'aval de leur partenaire « out », ils se réuniraient. Pour rassurer, ils ont ajouté que le conseil « écofin » à Quinze resterait la seule instance de décision, et qu'il suffisait de s'entendre sur la façon dont les pays non membres de l'euro seraient informés des travaux des autres. M. Juncker proposa que le groupe euro soit considéré comme un sous-groupe du conseil, ce qui institutionnellement au moins, le faisait apparaître comme encore plus modeste.

« Chacun commence à se rendre compte que l'euro va exister »

On crut, quelques heures durant, que l'accord pourrait se faire sur de telles bases. Mais, finalement, Gordon Brown refusa tout compromis. Le commissaire Yves-Thibaut de Silgny a regretté « la psychologie des "out" de rentrer dans un processus de marginalisation ». « L'euro va créer une proximité ; la communauté de travail va devenir plus étroite entre les pays qui ont la même monnaie. Chacun commence à se rendre compte que l'euro va

exister : les pays qui ont la même monnaie forment pratiquement sur le plan économique un même pays ; c'est une découverte pour les "out", a commenté, pour sa part, M. Strauss-Kahn.

Peut-on imaginer un changement de situation lors du conseil européen de Luxembourg les 12 et 13 décembre ? La majorité des observateurs soulignent que l'agenda, avec la mise en route du processus d'élargissement, est déjà très chargé. Dans l'hypothèse, vraisemblable, où Tony Blair ne serait toujours pas disposé à donner son feu vert à une résolution bénissant l'existence du groupe euro, ils s'attendent que le président Juncker se contente de prendre acte de la volonté des Onze de délibérer ensemble en marge du conseil écofin. Du point de vue institutionnel, on sera loin du « gouvernement économique » cher aux Français, mais on peut dire aussi qu'il n'y a que le résultat qui compte.

Autre effet de la proximité de l'euro, les Quinze se sont mis d'accord sur une première série de mesures visant à réduire la concurrence fiscale. « Un bon début, mais ce n'est qu'un début », a commenté M. Strauss-Kahn. Un « code de conduite » devrait conduire à l'élimination, au bout de cinq ans, des allègements de l'impôt sur les sociétés et d'autres mesures analogues dont la principale raison d'être est d'attirer des investisseurs au détriment des pays partenaires. Parallèlement, la commission présentera au printemps des propositions visant à un minimum d'harmonisation de la fiscalité de l'épargne.

Philippe Lemaître

A la conférence de Kyoto, Al Gore défendra la position américaine

Le vice-président des Etats-Unis refuse par avance tout compromis

Bill Clinton a décidé d'envoyer le vice-président Al Gore aux négociations climatiques de Kyoto afin d'y défendre avec fermeté la position américaine. La

deuxième journée de la conférence climatique a été marquée par l'affrontement entre les Etats-Unis et l'Europe.

LA DÉCISION de l'administration Clinton d'envoyer le vice-président Al Gore à la conférence climatique de Kyoto par le vice-président Al Gore pourrait être interprétée - à tort - comme un assouplissement de la position américaine. Le chef de la Maison Blanche a tenu à mettre lui-même les points sur les i, lundi 1^{er} décembre, indiquant qu'il s'agissait simplement de souligner l'importance que Washington attache à l'enjeu de la conférence. Al Gore a d'ailleurs assuré que les Etats-Unis sont parfaitement décidés à ne pas approuver un accord qui serait à leurs yeux inefficace, refusant par avance tout compromis contraire à l'intérêt des Etats-Unis. Les discussions de Kyoto représentent « le début d'un processus et non la fin de celui-ci », a estimé le vice-président.

La situation d'Al Gore est particulièrement délicate : candidat officiel du Parti démocrate pour le scrutin présidentiel de 2000, il doit cultiver son image de « M. Environnement » afin de conserver sa popularité auprès de l'électorat progressiste, sans s'aliéner le soutien de l'industrie, dont il aura besoin pour financer sa campagne électorale.

Lui et Bill Clinton sont confrontés à la même gageure : comment trouver un point d'équilibre entre les intérêts économiques des Etats-Unis et leur responsabilité face au défi climatique, tout en faisant en sorte que Washington n'apparaisse pas en position d'accusé au terme de la conférence de Kyoto ?

Au Congrès, le courant dominant veut que plus la position américaine sera audacieuse, plus les sacrifices demandés aux Américains seront drastiques. Selon

cette logique, une réduction de la consommation énergétique entraînerait une chute de la croissance économique, qui se traduirait en perte d'emplois et... en échéances électorales aléatoires. Les républicains agitent volontiers l'épouvantail d'une taxe énergétique.

Bill Clinton doit d'autant plus tenir compte de ces pressions que tout accord à Kyoto devra être

Le Canada infléchit sa position

A Kyoto, au deuxième jour de la conférence, on a appris que le Canada proposait de réduire de 3 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2010 et de 5 % d'ici à 2015, par rapport aux niveaux atteints en 1990. Cette proposition rompt sensiblement le front commun que le Canada avait instauré avec les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande de ne procéder, en 2010, qu'à une stabilisation de leurs émissions. Elle se rapproche de celle du Japon (-5 %) et pourrait constituer une voie médiane entre les positions américaine et européenne.

approuvé par une majorité des deux tiers au Sénat, dominé par le Grand Old Party. Il est vrai que le chef de la Maison Blanche pourrait choisir d'écouter la voix populiste : selon des sondages, les Américains sont nettement plus favorables aux thèses des défenseurs de l'environnement qu'à celles des groupes industriels.

A Kyoto, où l'on a accueilli avec

intérêt l'annonce de l'arrivée prochaine d'Al Gore, les affrontements entre les Etats-Unis et l'Europe se sont poursuivis pendant la deuxième journée de la conférence. L'entrée en matière des Etats-Unis, qui se sont déclarés, hors de la séance d'ouverture, prêts à envisager des « objectifs limités et précis de réduction différenciée » selon les pays (Le Monde du 2 décembre), a laissé sceptiques les Européens. « Ce que nous détectons est une flexibilité flottant dans la mauvaise direction », a déclaré le Luxembourgeois Pierre Gramegna, qui est à la tête de la délégation européenne. Les Européens estiment que les Etats-Unis veulent utiliser la différenciation des objectifs de réduction pour justifier leur propre position de stabilisation.

Les Japonais, qui ont introduit le principe de différenciation dans leurs propositions, estiment que l'ouverture américaine constitue « une évolution encourageante ». Tokyo estime, en revanche, que l'« option zéro » des Américains ne peut être une base de négociation.

La proposition américaine permet en tout cas à Washington d'attaquer les Européens sur un point faible : pour parvenir au taux de réduction global de 15 %, l'Union européenne a procédé à des péréquations entre gros et petits émetteurs, et donc à une différenciation des objectifs internes à la « bulle » européenne. Alors pourquoi refuser d'appliquer la même méthode à tous les pays ?

Philippe Pons à Kyoto, Laurent Zechin à Washington

L'ÉPARGNE BOUSSEIÈRE AU CRÉDIT AGRICOLE.

PREDISSIME 9. Au Crédit Agricole, votre Conseiller vous expliquera que notre contrat d'assurance-vie multi-support Predissime 9 concilie avantages fiscaux et dynamisme. Un choix de 9 supports vous donne accès à tous les marchés pour que vous puissiez composer votre investissement à votre gré.



L'IMAGINATION DANS LE BON SENS

Predissime 9 est proposé par PREDICA, la compagnie d'assurance-vie et de prévoyance du Crédit Agricole. PREDICA est agréée par le Gode des assurances. 51, rue de Valenciennes, 59100 Lille. Tél. : 02 20 33 30 00. Site web : www.predica.fr

« J'hésite entre l'assurance-vie et la Bourse. »

Les monnaies japonaise, thaïlandaise et coréenne à la baisse

Le FMI appelle l'Asie à abandonner son modèle de développement

Le directeur général du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, a laissé entendre, mardi 2 décembre à Kuala Lumpur, qu'il se ren-

draît prochainement en Corée du Sud. Il a ajouté qu'il s'attendait à un accord entre Séoul et le FMI « dans moins de plusieurs jours ». M. Cam-

dessus devait passer la journée de mardi à Bangkok, avant de se rendre « dans un autre pays », a-t-il dit.

LES PLACES financières asiatiques continuent à se montrer très nerveuses, mardi 2 décembre. Alors que la Bourse de Hongkong s'inscrivait en forte hausse (+4,29 %), celle de Séoul reculait vivement (-1,14 %). Les opérateurs s'inquiètent des difficultés qu'éprouvent le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement sud-coréen à se mettre d'accord sur les modalités du plan d'aide financière.

Le directeur général du FMI, Michel Camdessus, a appelé lundi 1^{er} décembre, dans un entretien au quotidien espagnol *El País*, à abandonner le « modèle asiatique », qui est selon lui « démodé ». « Les modèles économiques ne sont pas éternels. Il y a des moments où ils servent et d'autres où, avec l'évolution du monde, ils deviennent démodés et doivent être abandonnés », a déclaré M. Camdessus. « L'erreur du Sud-Est asiatique est d'avoir trop théorisé son modèle, en le confondant avec les valeurs asiatiques. Ils ont eu tendance à voir dans l'échec de ce modèle une remise en question des valeurs asiatiques d'économie, de travail et de solidarité », a-t-il ajouté.

« Il faut appliquer ces valeurs à un système beaucoup plus transparent, dans lequel les États ne donneront plus d'ordres aux banques sur la façon d'octroyer les crédits. Le système doit être plus ouvert à tous et sous régime de faveur », a conclu M. Camdessus.

Les monnaies asiatiques cédaient toutes du terrain, mardi, face au dollar. Le baht thaïlandais atteignait son plus bas niveau historique à 41,15 pour un dollar. Le won sud-coréen perdait 8 %, le ringgit malaisien 3,65 % et la roupie indonésienne 3 %. La monnaie japonaise se montrait elle aussi très faible, cotant 129,20 yens, son cours le plus bas depuis cinq ans et demi vis-à-vis du billet vert. Le ministre japonais des finances, Hiroshi Mitsuoka, a estimé mardi que la récente baisse du yen est « définitivement défavorable ».

Les autorités monétaires nippones craignent que le repli du yen d'occidene la fuite des capitaux en dehors de l'archipel. La veille, le

secrétaire d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin, s'était déclaré « inquiet » de l'accès de faiblesse de la devise nipponne. La Maison Blanche redoute que ce mouvement provoque une nouvelle hausse de l'excédent commercial japonais.

Le yen est victime des grandes difficultés économiques et financières que connaît le Japon. De nombreux économistes jugent qu'une dépréciation de la monnaie japonaise est le seul moyen de redonner de l'élan à l'économie de l'archipel et donc à la Bourse de Tokyo. Ils rappellent que, de juillet 1995 à mai 1996, le yen s'était déprécié de 30 % face au dollar, tandis que la Bourse japonaise avait pro-

gressé de 50 %. Le recul du yen a pour conséquence d'affaiblir les devises européennes face au dollar. Le billet vert cotait mardi matin 1,7750 mark et 5,95 francs. La vigueur de la monnaie américaine, favorable aux exportations des entreprises du Vieux Continent, est une bonne nouvelle pour les économies européennes. Elle pourrait permettre de compenser en partie l'impact négatif qu'aura la crise financière asiatique. Les Bourses européennes ont d'ailleurs nettement progressé lundi (+3,87 % à Francfort, +3,22 % à Amsterdam et +2,07 % à Paris).

Pierre-Antoine Delhommais

Les difficultés du Japon devraient s'aggraver en 1998

DIRECTEMENT affectée par les événements asiatiques, l'économie japonaise va continuer à connaître de grandes difficultés dans les mois à venir. Dans une étude publiée lundi 1^{er} décembre, l'OCDE table sur une croissance au Japon de 0,8 % en 1997 et de 2,1 % en 1998, mais les dernières données ont été collectées à la mi-octobre, avant les difficultés de la Corée du Sud et la faillite du courtier Yamaichi. D'autres pronostics, plus pessimistes, annoncent désormais une croissance zéro en 1998 : telle est l'estimation de Patrick Artus, direc-

teur des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations.

S'il règne une grande incertitude sur les chiffres, tout le monde s'accorde à dire que les exportations japonaises vont être sévèrement touchées par le contexte asiatique. C'est pourtant sur elles que reposaient les espoirs de reprise du pays depuis le milieu de 1996, comme le note l'OCDE. Or, rien n'indique que la faiblesse persistante de la consommation intérieure et de l'investissement productif s'amélioreront dans le contexte actuel.

A plus long terme, l'économie japonaise souffre de difficultés structurelles qui devraient continuer d'avoir « une crise asiatique ou pas » un impact négatif sur l'activité. Les faiblesses du système financier sont relevées par l'OCDE, qui souligne que les créances douteuses demeurent importantes, notamment dans le secteur de l'immobilier, avec un système bancaire pas entièrement assaini.

Par ailleurs, la dégradation des finances publiques est préoccupante. Motivé par la nécessité de relancer la demande intérieure, le déficit de l'administration centrale et des collectivités locales a atteint 4 % du PIB en 1996, un chiffre médiocre par rapport à la moyenne OCDE. Forcé de stabiliser ses finances publiques, le Japon devra donc réduire le recours à l'arme budgétaire pour relancer l'activité. Les perspectives démogra-

phiques du pays, enfin, sont très inquiétantes. « D'ici à 2025, l'âge moyen de la population japonaise sera le plus élevé de la zone de l'OCDE », notent les experts de l'Organisation. La baisse de la population active devrait ralentir à long terme le taux d'expansion de l'économie nipponne. Autrement dit, le Japon « connaît tous les maux », selon Patrick Artus. Ses exportations, dont 37 % sont dirigées vers l'Asie, seront amputées par la crise dans cette zone, sa demande intérieure va continuer de fléchir, tandis que les banques et les assurances subissent une dévalorisation d'actifs. La seule issue pour le Japon devrait être une nouvelle dépréciation du yen.

Quelles seront les conséquences de cette atonie sur l'économie mondiale ? Le déficit de la balance courante américaine sera aggravé par le repli du yen, mais aussi par l'arrêt d'achats de dollars par les banques centrales asiatiques, dont les monnaies flottent désormais. Ces banques financières depuis deux ans, à travers la constitution de réserves, le déficit courant américain. Les Etats-Unis, selon Patrick Artus, n'auront d'autre choix que de se résigner à l'aggravation de leurs déficits extérieurs, ce qui affaiblira le dollar face aux devises européennes. Une nouvelle qui, en définitive, n'est pas forcément mauvaise pour elles.

Lucas Delattre

Le gouvernement nigérien affronte une grave crise financière

ABIDJAN
de notre correspondant
en Afrique de l'Ouest

Le nouveau premier ministre nigérien, Ibrahim Hassane Mayaki, a formé, lundi 1^{er} décembre, un nouveau gouvernement de vingt-trois membres, marqué par l'entrée de huit personnalités et le départ de sept anciens ministres. Il doit maintenant s'atteler, selon ses propres termes, à une « tâche ardue » : sortir le pays de la crise qui le paralyse depuis des mois. Elle est triple : un important déficit budgétaire, qui a provoqué un début d'exode dans les régions menacées par la famine ; un mouvement social qui oppose le gouvernement aux fonctionnaires - qui comptent pour la plupart entre six et sept mois d'arriérés de salaires - et aux étudiants, dont les bourses accusent plus d'un an de retard ; une agitation militaire de la part des mouvements touaregs au nord et toubous au sud-est.

Sur ce dernier front, on peut s'attendre à une embellie après la signature, vendredi 28 novembre à Alger, d'un accord entre le gouvernement et les mouvements qui avaient repris la lutte armée ces derniers mois. On ne connaît pas encore les termes de ce nouveau compromis. Mais on peut supposer que, comme les précédents, il prévoit l'intégration de combattants dans les forces armées régulières, une mesure qui nécessite des ressources budgétaires qui font défaut au Niger. La nomination au gouvernement du chef touareg Rhissa Ag Boula, président du Front de libération de l'Aïr et de l'Azouak, principal mouvement de l'ex-rébellion, comme ministre délégué au tourisme est aussi un gage donné par le nouveau premier ministre.

La manifestation la plus spectaculaire du marasme des finances publiques a été l'annulation, par le

président Ibrahim Baré Maïnassara, des « manifestations officielles à caractère ostentatoire », une mesure qui vise principalement le championnat national de lutte traditionnelle et le Festival de la Jeunesse. Mais les économies réalisées ne permettront pas de payer salaires et bourses ou de faire face à un déficit céréalier de 152 000 tonnes provoqué par la troisième année consécutive de sécheresse.

Le Niger, qui avait conclu en 1996 un accord avec le FMI, n'a pu respecter les objectifs de recettes que lui avait assignés le Fonds, empêchant l'obtention de nouvelles facilités auprès des institutions internationales. Le président Baré s'en est publiquement pris aux directeurs de sociétés nationales et aux responsables des grandes administrations, procédant à plusieurs limogements.

MÉFIANCE DE L'OPPOSITION

La colère présidentielle s'est finalement abattue sur l'ancien premier ministre, Amadou Cissé. Nommé en décembre 1996, ce routier de la jeune scène politique nigérienne (le multipartisme a été obtenu en 1990) n'a pas réussi à animer une équipe gouvernementale hétéroclite, pour laquelle le président Baré n'a pas eu de mots assez durs, affirmant que les problèmes du pays ont été « gérés par [son] attentisme et [ses] agissements ». Mais, si M. Mayaki peut apparaître comme un homme neuf (il n'est entré en politique qu'au lendemain du coup d'Etat qui a porté M. Baré au pouvoir), il ne disposera de guère plus d'atouts que son prédécesseur. Les syndicats ont favorablement accueilli le limogement de M. Cissé, mais ils attendent des mesures concrètes, et l'opposition ne s'est pas départie de sa méfiance à l'égard du chef de l'Etat.

Après le coup d'Etat du 20 janvier 1996, celui-ci a été élu lors d'un scrutin contestable et contesté, en juillet de la même année. Depuis, les grands partis d'opposition, qui restent bien implantés dans le pays, ont boycotté les législatives et mettent en doute la légitimité du pouvoir. Comme il l'avait déjà fait par le passé, le chef de l'Etat a invité ces partis à rejoindre l'équipe de M. Mayaki. Mais il n'a pas été entendu. Aucune grande figure de l'opposition n'apparaît dans la nouvelle équipe.

Thomas Sotinel

La Mairie de Paris - Le Collège de France
Le Goethe - Institut - ARTE
Frankfurter Allgemeine Zeitung - Le Monde
vous invitent au colloque :

France - Allemagne
Passions
et Raison

Organisé autour de quatre tables rondes :

- Les imaginaires historiques et culturels
- Les politiques culturelles : convergences, différences et coopération
- Les intellectuels et l'engagement politique
- Quelles visions pour l'Europe ?

vendredi 5 et samedi 6 décembre
au Théâtre Marigny

Entrée libre

Théâtre Marigny, Carré Marigny, 75008 Paris
Métro Champ-Élysées - Clemenceau
Renseignements : 01-40-13-75-36

Le chef de guerre tadjik Rizvon Sadirov a été tué, selon les autorités

DOUCHANBÉ/MOSCOU. Le chef de guerre tadjik Rizvon Sadirov, auteur présumé de la récente prise en otage de deux Français au Tadjikistan, a été tué mardi matin 2 décembre à Douchanbé, la capitale, par les forces de l'ordre, a-t-on appris du ministère tadjik de l'Intérieur. Le pouvoir tadjik a par ailleurs nié toute responsabilité dans la mort de l'otage française, Karine Mane, tuée dimanche à Douchanbé. « Nous avons ordonné à nos hommes de ne pas tirer jusqu'au dernier moment », a déclaré à la presse, lundi 1^{er} décembre, le ministre de la Sécurité tadjik Sadjid Zoukhourov, qui dirigeait l'opération visant à libérer Karine Mane. La jeune française est décédée d'une balle dans le dos, a-t-il ajouté, probablement tirée par ses ravisseurs. Il s'agissait de six jeunes tadjiks inexpérimentés, qui se bernaient à réclamer la libération du chef de guerre Balchom Sadirov et la mise en place d'un Etat islamique, a indiqué Frank Janier-Dubry, l'otage libéré, selon une source française. Ils ont simulé une reddition qui aurait été en réalité une sortie-suicide, alors que les forces tadjikes tentaient de détruire le toit de la petite maison où ils se trouvaient à l'aide d'un blindé, selon cette source informée. L'un des ravisseurs a été arrêté dans la cour de la maison samedi soir, lors d'une première « opération d'intimidation » avec tire de semonce ayant permis la libération du premier otage. - (Corresp.)

Percée électorale des indépendantistes à Taiwan

TAÏPEI. Le Parti démocratique progressiste (PDP) de Taiwan, hostile à la réunification avec le continent, a réalisé samedi 29 novembre une percée lors des élections locales (maires et comités) en enlevant douze des vingt-trois circonscriptions en jeu. Le Kuomintang (KMT), au pouvoir à Taïpei, apparaît comme le grand perdant du scrutin : il n'a conservé que huit de ses implantations locales. Depuis qu'il est dirigé par Hsu Hsin-liang, le PDP a modéré son projet indépendantiste initial. Sa victoire électorale n'en a pas moins suscité l'inquiétude des investisseurs, qui redoutent une éventuelle poussée de fièvre dans les relations entre Taiwan et la Chine. La Bourse a plongé de 5 %, lundi, au lendemain de l'annonce des résultats.

Paris demande le rappel d'un diplomate du Congo-Kinshasa

PARIS. La France a décidé le départ du numéro deux de l'ambassade de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) à Paris, Yeye Lobota, déclaré *persona non grata* sur son sol, a annoncé lundi 1^{er} décembre le ministère des affaires étrangères. Le chargé d'affaires de l'ambassade de la RDC à Paris, Onokoko Tatumil, a été convoqué lundi matin au Quai d'Orsay par le chef du protocole du ministère des affaires étrangères. Ce dernier l'a informé qu'« en vertu de l'article 9 de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, les autorités françaises [demandaient] que le premier conseiller de l'ambassade de la RDC à Paris quitte le territoire français avant la fin de la semaine ». Vendredi, Eric Lubin, le numéro deux de l'ambassade de France en RDC avait été prié de quitter Kinshasa. Le gouvernement congolais avait invoqué « des activités incompatibles avec son statut ». Cet échange croisé de diplomates intervient à la veille de la réunion des amis du Congo à Bruxelles, organisée le 3 et le 4 décembre par la Banque mondiale et réunissant les bailleurs de fonds.

EUROPE

■ OTAN/BOSNIE : plusieurs membres de l'OTAN se sont prononcés, lundi 1^{er} décembre, en faveur d'une force militaire réduite, plus mobile, disposant de moyens de renseignements accrus et pouvant compter sur le soutien d'une unité d'action rapide, ont indiqué des responsables de l'Alliance à l'issue d'une réunion des chefs d'état-major des pays membres. Cette force succéderait à la SFOR (31 000 hommes) à la fin de sa mission, en juin 1998. Les ministres de la défense des pays membres de l'OTAN devaient se réunir mardi 2 décembre à Bruxelles pour évoquer l'avenir de la SFOR. - (AFP)

■ ULSTER : le premier ministre britannique Tony Blair rencontrera le 11 décembre à Londres Gerry Adams, le chef du Sinn Féin (aile politique de l'IRA), a annoncé samedi 29 novembre le porte-parole du premier ministre. Cette rencontre, au 10 Downing Street, entre un leader du Sinn Féin et un Premier ministre britannique sera la première du genre depuis 1921. « M. Adams sera traité exactement comme les autres dirigeants impliqués dans le processus de paix », a déclaré le porte-parole officiel de Tony Blair. Cette rencontre, demandée par le Sinn Féin (16 % de l'électorat), sera consacrée au détail de l'état du processus de pourparlers à Stormont, ouverts le 15 septembre et consacrés à l'avenir institutionnel de l'Ile. - (AFP)

■ SIDA : le secrétaire d'Etat à la santé Bernard Kouchner s'est prononcé, lundi 1^{er} décembre, devant le Sénat, pour la formation d'un « fonds de solidarité thérapeutique », qui serait alimenté par les pays européens pour favoriser les traitements du sida dans les pays du sud. Bernard Kouchner « espère » que Jacques Chirac reprendra cette proposition lors du Sommet d'Abidjan (sur le sida en Afrique) qui se tient la semaine prochaine.

■ LUXEMBOURG : un premier cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ou maladie de la « vache folle ») a été détecté au Luxembourg. L'information a été rendue publique mardi 2 décembre par un communiqué du ministère de l'Agriculture. Le cheptel bovin du Luxembourg était jusqu'à présent considéré comme indemne de cette maladie.

MAGHREB

■ ALGÉRIE : les récents rapports de quatre organisations internationales de défense des droits de l'homme (Amnesty International, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human rights watch et Reporters sans frontières) ont été regroupés au sein d'un ouvrage, « Algérie, le livre noir », publié par les Editions La Découverte, qui sera en vente jeudi 4 décembre en France, en Suisse et en Belgique. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a recommandé, lundi 1^{er} décembre, une augmentation des quotas d'exportation de brut irakien. « étant donné l'ampleur des besoins humanitaires de première urgence ». Les Etats-Unis ont réitéré, lundi, leur position favorable à une extension de l'accord « pétrole contre nourriture », notamment insuffisant face aux besoins alimentaires irakiens. - (AFP Reuter.)

■ ISRAËL : le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a réagi, lundi 1^{er} décembre à la proposition imprécise de retrait israélien de Cisjordanie en estimant que « cette annonce est un pas dans la bonne direction ». « Mais maintenant nous allons devoir l'examiner sur le fond et voir jusqu'où elle va », a ajouté M. Rubin. Le plan adopté dimanche par le gouvernement israélien ne précise ni l'ampleur ni le calendrier de ce retrait. Selon un accord signé en janvier, les Israéliens auraient dû effectuer trois retraits successifs de Cisjordanie. - (AFP)

■ Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a indiqué lundi 1^{er} décembre qu'il annexera la Cisjordanie « et d'autres territoires, peut-être tous », si Yasser Arafat proclame unilatéralement un Etat palestinien constitué des territoires palestiniens occupés depuis 1967, comme il en a évoqué l'idée en signe de protestation contre le blocage du processus de paix. - (Reuter.)

Pour vous aider à réussir
PRÉPARATIONS SEMESTRIELLES

- GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE
- SESAM/ACCES (ESSCA) BAC D
- ADMISSIONS BAC +2, +3
- SCIENCES PO 1^{re} & 2^{de} ANNÉES
- SOUTIEN DROIT / SCIENCES ÉCO.

ISTH
75016 PARIS
DEPUIS 1974 01 42 24 10 72
ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS, PRIVÉS

PATRONAT Le conseil exécutif du Conseil national du patronat français (CNPF) a désigné comme prévu, lundi 1^{er} décembre, Ernest-Antoine Seillière, PDG de la CGIP,

comme candidat à la succession de Jean Gandois, démissionnaire à la suite de la conférence salariale du 10 octobre. Le nouveau président du CNPF sera élu par l'assemblée gé-

rale le 16 décembre. ● LA CAMPAGNE que l'organisation patronale entend mener contre les 35 heures a fait l'objet de précisions de la part de M. Seillière, cherchant à corriger

l'impression produite par ses déclarations antérieures sur la « déstabilisation » du gouvernement. ● LA DROITE est partagée sur ce que doit être sa ligne de conduite. Dans un

entretien au Monde, Jean-Pierre Raffarin, ancien ministre, refuse le « mélange des genres », tandis qu'Alain Madelin prend le parti du patronat contre le gouvernement.

Le futur président du CNPF prend de nouveau pour cible Lionel Jospin

Choisi comme candidat favori par le conseil exécutif de l'organisation patronale, Ernest-Antoine Seillière explique qu'il veut « la chute » du premier ministre « sur les 35 heures ». Il se dit néanmoins déterminé à parler exclusivement en « entrepreneur »

PATRON du holding CGIP (Compagnie générale d'industries et de participation), Ernest-Antoine Seillière est désormais « candidat président » du CNPF. Sans grande surprise, le conseil exécutif de l'organisation patronale, qui se réunissait lundi 1^{er} décembre, l'a désigné pour prendre la succession de Jean Gandois en se déclarant favorable à sa candidature.

Membre du conseil exécutif lui-même, avec le rang de vice-président, M. Seillière avait décidé de ne pas assister à cette réunion. Par élégance, souligne son entourage, car ses trois compétiteurs, tous extérieurs au CNPF - à savoir Jean-Pierre Gérard, membre du Conseil de la politique monétaire, Marie-Thérèse Bertin, dirigeante de sociétés de conseil, et le promoteur immobilier Dominique Lebel -, ne pouvaient, eux, assister à la réunion.

Le risque, pour M. Seillière, était de toute façon minime. M. Bertin, qui avait qualifié de « nulle » l'attitude du CNPF sur les 35 heures et avait pris bille en tête l'appareil patronal, n'a recueilli aucune voix. M. Gérard en a recueilli

une. En revanche, deux membres du conseil exécutif ont apporté leurs suffrages à M. Lebel, dont le discours extrême avait provoqué des interrogations au sein de l'organisation patronale. Deux membres du conseil exécutif ont voté blanc.

DÉSAMORCER LA POLEMIQUE

Le président de la CGIP, qui deviendra formellement patron des patrons après le vote de l'assemblée générale du CNPF, le 16 décembre, obtient donc un quasi-plébiscite au sein de l'instance dirigeante de l'organisation. Il est vrai qu'à la différence de 1994, où le score était plus serré - Jean Gandois l'emportant par 25 voix contre 10 à Jean-Louis Giral -, M. Seillière avait souhaité, « pour ne pas diviser l'organisation », ne pas se voir opposer un autre membre du conseil exécutif. D'éventuels candidats avaient été ainsi dissuadés de faire un « tour de piste ».

Quelques heures après avoir été ainsi investi, M. Seillière s'est efforcé de désamorcer la polémique suscitée par les propos qu'il avait tenus le 28 novembre, avant de re-

venir à la charge mardi 2 décembre au micro d'Europe 1. Le vice-président exécutif du CNPF avait déclaré à Besançon que « l'affaire des 35 heures devait permettre aux entrepreneurs de déstabiliser Lionel Jospin ». Lundi soir, M. Seillière, sans doute chagriné par quelques membres influents du patronat, dont certains disent en privé que cette « sortie » était une erreur, a indiqué qu'il avait été sans doute mal compris.

La menace de la Cristallerie d'Arques

« Nous ne céderons pas au pouvoir politique », déclare Paul Fontaine, directeur général de Verre-Cristallerie d'Arques, dans un entretien accordé à *La Voix du Nord*, dimanche 30 novembre. Il a ajouté que l'obligation de passer aux 35 heures pourrait entraîner pour son entreprise - un des premiers employeurs privés du Nord-Pas-de-Calais avec plus de 11 000 salariés - la perte de 1 500 à 2 000 emplois. Le patron de cette société, restée familiale - premier producteur mondial avec un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs sous diverses marques, comme Arcopal -, et qui n'a pas connu de grève depuis 1936, a menacé de délocaliser une partie de sa production.

« Je ne suis pas contre un accord d'entreprise », a assuré M. Fontaine, en relevant qu'une partie de son personnel occupant des postes difficiles travaille déjà sur la base de 35 heures par semaine. Mais, a-t-il ajouté, « je suis contre les contraintes ».

« Cette affaire est née de la comparaison que j'ai prise », a expliqué M. Seillière sur France-Info. « Quand quelqu'un est très, très puissant - c'est le cas du premier ministre (...) - et quelqu'un tellement faible, tel que le modeste représentant des entrepreneurs, il lui reste la technique du judo », a-t-il indiqué.

« On en a fait un complot contre la République ! C'est assez cocasse », a commenté le président de la CGIP. M. Seillière s'est dit « un peu fi-

ché » qu'on le place « en situation de challenger politique », mais il a toutefois reconnu que c'était « probablement un peu [sa] faute ». « Notre rôle politique est inévitable », a continué M. Seillière. « Notre propos, a-t-il ajouté, est de tenir un langage non pas politique, mais d'entrepreneur. Qu'il soit repris à droite ou à gauche n'est pas notre affaire. » Le candidat à la présidence du CNPF a ajouté : « Nous avons été, nous, entrepreneurs, très déçus par la droite. Nous sommes aujourd'hui très inquiets de la gauche. Nous n'avons pas à manifester de préférence politique. »

Mardi matin, la tonalité était, à nouveau, plus politique, et visait de nouveau Lionel Jospin. Le futur président du CNPF déclarait, cette fois-ci, sur Europe 1, vouloir « la chute de Jospin sur les 35 heures » sans pour autant vouloir la chute du gouvernement, qui « échappe totalement aux entrepreneurs ». « Si le gouvernement en reste à sa volonté, a-t-il indiqué, de mettre en œuvre les 35 heures le 1^{er} janvier 2000, il va s'affronter aux entreprises dans ce pays ».

Le futur président du CNPF, qui

C. M.

Jean-Pierre Raffarin, membre du bureau politique de l'UDF

« Pas de confusion des genres entre droite et CNPF ! »

« Ernest-Antoine Seillière a invité les chefs d'entreprise à « déstabiliser » Lionel Jospin. Est-il dans son rôle ? »

C'est un discours de circonstance, M. Seillière est en campagne ; il emploie une formule du premier ministre, Lionel Jospin, qui est d'ailleurs devenu le précédent président du CNPF, Jean Gandois. S'il y a rupture du dialogue social, la responsabilité en incombe à M. Jospin, bien qu'il se présente justement comme un homme de proximité et de concertation, mais je pense que ce serait une erreur pour le CNPF de se situer uniquement par rapport au gouvernement. Le thème des 35 heures doit être l'occasion pour le CNPF de retrouver une identité, en représentant d'avantage les petites et moyennes entreprises.

Au cours des quinze dernières années, le fossé n'a cessé de se creuser, au CNPF, entre les troupes et l'état-major. Yvon Gattaz était sans doute le dernier président du CNPF à assurer un lien. M. Seillière devra faire preuve d'un grand talent pour coller à la réalité sur le terrain. Compte tenu de son profil personnel, ce n'est pas facile, mais je constate qu'il semble disposé à le faire.

En France, on a aujourd'hui besoin d'un président du CNPF convaincu, légitime sur sa base et qui s'attache, surtout, à créer une solidarité entre entrepre-

neurs et salariés. Que, dans des circonstances électorales, M. Seillière s'élève la métaphore, il vaut mieux des débats vifs que des ambiguïtés stériles ! Pour moi, le rôle du patron du CNPF n'est pas de courtiser les palais nationaux.

Dans ces débats vifs, justement, on a l'impression que le futur président du CNPF se substitue à l'opposition.

Eux, c'est eux, et nous, c'est nous. La droite n'a pas à aller chercher du côté du patronat l'oxygène qui pourrait lui manquer. En aucun cas, l'opposition n'a intérêt à ce qu'il y ait mélange des genres. Par nature, le CNPF a un message partiel. Sa tâche est de défendre l'intérêt des entreprises ; la nôtre, de défendre l'intérêt général. Nos légitimités, nos perspectives sont distinctes.

Il ne faut surtout pas tirer le CNPF vers le militantisme politique. D'ailleurs, la grande majorité des patrons ne le souhaite pas, même s'il y a toujours des individualités ou des structures pour tenter de les y entraîner. Ce n'est ni en joignant les officines politiques, ni en se comportant en agence de lobbying que le CNPF pourra renforcer sa crédibilité. Son domaine, c'est le discours entrepreneurial.

Comment la droite doit-elle alors se situer vis-à-vis du patronat ?

Les relations entre la droite et les organisations patronales

Propos recueillis par Caroline Monnot

Alain Madelin prend le parti des patrons

LYON

de notre correspondant régional Le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, a déclaré, lundi 1^{er} décembre, à Lyon, devant le premier forum régional organisé par son parti, à propos du projet de loi sur les 35 heures : « C'est une décision profondément inégale, à contre-courant du monde, de vouloir enfermer le travail dans une durée légale, obligatoire, autoritaire pour tout le monde. Comment imaginer que les six ou sept millions de Français les plus créatifs de ce pays, ceux qui travaillent dans les entreprises, les dirigeants, les cadres, les artisans, les commerçants, les professions indépendantes, pourraient décider de prendre M. Jospin au mot ? Cela signifierait le déclin de notre pays. C'est une mesure dangereuse, que nous combattons. »

M. Madelin a toutefois reconnu que les Français « se trouvent dans une situation hésitante » face à cette mesure. « Ils ne croient pas, a-t-il dit, aux effets des 35 heures sur l'emploi et, d'un autre côté, ils sont tentés par le fait de travailler moins. Tout se passe, au fond, comme s'ils se disaient : je ne crois pas au Père Noël, mais je vois quand même mettre mes souliers devant la cheminée. »

AUCUN COMPLEXE » FACE AU FN

Quant à l'attitude du gouvernement face au patronat, l'ancien ministre a déclaré : « Marine Aubry a dit, à la suite des déclarations du candidat à la présidence du CNPF : "Que les patrons ne fassent pas de politique !" Je lui renvoie le compliment : "Que M. Aubry ne se mêle pas de gérer les entreprises !" Si elle ne se mêle pas de la vie des

entreprises, les patrons ne feront pas de politique. Ils seront même très contents de ne pas en faire. »

Interrogé sur l'attitude qu'il compte adopter vis-à-vis du Front national, M. Madelin a indiqué qu'il n'a « aucun complexe à débattre avec des électeurs du Front national ». « Je n'exclus pas le débat démocratique, mais l'alliance avec le Front national et la combine politique. Notre problème est aujourd'hui de retrouver un certain nombre d'électeurs qui nous ont quittés pour le Front national, ou d'empêcher certains de nos amis de le rejoindre. Dans l'immense majorité des cas, ces électeurs ne votent pas pour le Front national parce qu'ils pensent qu'il détient les clefs de l'avenir de la France ! »

Claude Francillon

Une équipe de direction habilement dosée

UNE MACHINE intellectuelle ultra-libérale, Denis Kessler ; un négociateur pragmatique, Georges Jollès ; un fondateur de groupe, Pierre Bellon. Un financier, un industriel, un homme de services, Ernest-Antoine Seillière a très habilement dosé son équipe. Le futur « patron des patrons » qui avait indiqué son intention de travailler de manière collégiale, s'appuiera sur trois commissions. La commission économique devrait tester entre les mains de M. Kessler, qui, bien que très absorbé par ses nouvelles fonctions de directeur général du groupe AXA, aurait émis le souhait de continuer quelque temps sa mission au CNPF.

Didier Pinea-Valdenne, le patron de Schneider, qui avait caressé l'idée de succéder à M. Gandois, devrait laisser la présidence de la commission sociale à Georges Jollès, ancien de chez Bidermann et homme du sérail patronal. Il préside depuis 1993 l'Union des industries textiles (UIT). Surtout il représente, depuis 1995, le CNPF à la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam). M. Jollès devrait donc être dans en première ligne sur le dossier du paritarisme.

Le futur président du CNPF a annoncé publiquement son intention de « mettre en question » la ges-

tion paritaire des caisses de Sécurité sociale, en estimant que « ces caisses ne sont contrôlées par personne, si ce n'est l'Etat qui fixe les règles ». Familiar des négociations, M. Jollès s'est abstenu jusqu'à présent de toute déclaration fracassante, n'est pas identifié comme ultra-libéral et a une longue pratique des pouvoirs publics. Il ne fait donc pas figure d'épouvantail pour les partenaires sociaux, ce qui ne l'empêchera pas, le cas échéant, d'appliquer les orientations retenues avec M. Seillière.

M. Bellon devrait présider la commission des PME et de l'action territoriale, hissée au rang des deux autres grandes commissions. Pour satisfaire sa base, M. Seillière a choisi un provincial (Marseillais d'origine), qui a créé une grande entreprise (la Sodexho), par ailleurs vieux routier de l'organisation patronale. M. Bellon, qui fut très proche de Jean-Louis Giral, s'était rallié à Jean Gandois en 1994. Enfin, Bernard Calvet, le président de l'Union française des industries pétrolières (UFIP) devrait obtenir, comme prévu (*Le Monde* du 27 novembre) la vice-présidence déléguée.

C. M.

4 décembre 1997
N° 4820
de la 1^{re} page du Monde

Depuis que le monde

est MONDE,

2600 ans

Marseille

l'expérience du Monde

Les députés communistes et Verts refusent d'approuver le texte sur la nationalité

Les élus de la majorité plurielle n'ont pas suivi les souhaits des directions de leurs partis

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 1^{er} décembre, par 267 voix contre 246, le projet de réforme de la législation sur la nationalité. Les députés communistes ont décidé, à la

quasi-unanimité, de s'abstenir, contrairement à ce qu'avaient décidé, lundi, le président du

groupe. Démentant les déclarations de Dominique Voynet, cinq députés Verts sur six ont également décidé de s'abstenir.

ON N'ATTENDAIT pas de surprise, pas de coups de théâtre. Les députés socialistes, arrivés peu avant 18 heures pour le vote du projet d'Elisabeth Guigou sur la nationalité, se frottaient déjà les mains. Oui, nous « tenons bien la majorité plurielle », se félicitait l'un d'entre eux. Ils savent, aussi, que les alliés du PS ont choisi de réserver leurs critiques pour le prochain texte, celui de Jean-Pierre Chevènement sur l'immigration, discuté à partir du 4 décembre. Communistes et écologistes auraient décidé d'oublier la « timidité » d'un texte qui ne rétablit pas totalement, en matière de droit du sol, la législation en vigueur avant 1993.

« Le ne demanderai pas [aux Verts] de le voter (...), mais je sais qu'ils vont le faire » indiquait d'ailleurs, le 30 novembre, sur RTL, Dominique Voynet.

Après un bureau national du PCF consacré à la « cocophonie » régnante, le 4 novembre, et une ferme mise au point de Robert Hue, partisan de l'autonomie du groupe, plutôt que de son indépendance, son président, Alain Bocquet avait lui-même mis ses troupes en garde contre la « valeur forte » de l'abstention.

Et puis, d'un coup, en cette fin d'après-midi, flotte un air de désordre. Voilà qu'arrivent Noël Mamère, Guy Hascœt et Yves Cochet. Les deux premiers viennent de rallier à leur cause leurs collègues partageant la ligne de la ministre de l'environnement, comme M. Cochet. Les députés Verts, à l'exception d'André Aschieri, décident de s'abstenir. « Dominique Voynet aurait mieux fait de nous consulter avant de faire ces déclarations un peu précipitées », relève M. Ma-

mère dans les couloirs, tandis que M. Cochet, en contact avec la ministre, évoque lui-même « un problème de communication ».

Les députés communistes, en conclave depuis 17 heures, n'ont pas encore réapparu lorsque M^{me} Guigou monte à la tribune. Au début, l'affaire semble, là encore, bouclée. Le groupe a décidé de voter pour le texte : les problèmes, Alain Bocquet le sait, sont à venir. Les fondateurs, qui plaident pour l'abstention, sont minoritaires. Robert Hue, annoncé, n'est pas là. Mais ses fidèles, comme André Lajoie, veillent. Même Alain Bocquet a choisi de voter pour le texte du garde des sceaux.

ALLIÉS INHABITUÉS

Mais voilà qu'au cours de la réunion, le maire de Saint-Denis, Patrick Braouezec, reçoit le soutien d'alliés inhabituels : Maxime Gremetz, le très conservateur député de la Somme, mais aussi Jean-Claude Lefort, député du Val-de-Marne, et Bernard Birsinger, an-

cien patron de la puissante fédération de Seine-Saint-Denis. Les tenants de l'abstention emportent le « marais ». M. Lajoie fulmine. M. Braouezec sort ravi : « C'est un moment important. Pour la première fois, l'option de vote initialement retenue a été mise en échec ».

Tandis que dans l'hémicycle, on s'apprête à échanger quelques remarques convenues sur l'opportunité d'un référendum sur la nationalité, réclamé par une partie de l'opposition. André Gerin, chargé de donner l'explication de vote des communistes, arrive au pas de charge. « Abstention, à l'unanimité », grogne-t-il aux interrogateurs, en oubliant de mentionner le vote pour de Jean Tardito (Bouches-du-Rhône) et de l'apparenté Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis). M. Gerin est contraint de modifier son intervention. « Ce texte renoue avec les principes fondamentaux de la France : la liberté, l'égalité et la fraternité », avait prévu de conclure M. Gerin. Cela devient : « Ce texte renoue partiellement avec

les principes... »

Mardi matin, sur RTL, Robert Hue est obligé d'enterrer le choix des députés. Le secrétaire national du PCF invite le gouvernement à « bien écouter » les « remarques faites par sa majorité plurielle », le mettant en garde contre la tentation d'un certain hégémonisme : « Il y a une autre voie que d'être godillot ou de se taire ». Voter contre ? « Je souhaite que le problème ne se pose pas en ces termes. Les communistes ne sont pas des gens irresponsables ».

Prudemment, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a choisi de s'exprimer, jeudi, dans les colonnes de L'Humanité. Échaudé par cette mésaventure, un conseiller du gouvernement prévenait, lundi dans les couloirs du Palais-Bourbon, que, pour le texte sur l'immigration, des contacts seraient établis avec le PCF au plus haut niveau.

Ariane Chemin et Jean-Baptiste de Montvalon

L'analyse du scrutin

Le projet de loi d'Elisabeth Guigou sur la nationalité a été adopté, lundi 1^{er} décembre, par 267 voix contre 246, sur 542 votants et 513 suffrages exprimés, la majorité requise étant de 257 voix.

● Ont voté pour : 245 socialistes (sur 251), Jack Lang ayant fait savoir qu'il avait voulu voter pour ; 2 communistes (sur 36), Jean Tardito et Jean-Pierre Brard (app.) ; et 20 RCV (sur 33), Gérard Saumaud (PRS) ayant fait savoir qu'il avait voulu voter pour.

● Ont voté contre : 133 RPR (sur

139), Françoise de Panafieu et Dominique Perben ayant fait savoir qu'ils avaient voulu voter contre ; 110 UDF (sur 112) ; 3 non-inscrits (sur 4) : Dominique Caillaud (MPE), Philippe de Villiers (MPF), Jean-Marie Le Chevalier (FN).

● Se sont abstenus : 24 communistes (sur 36), Michel Vaxès, Jean Vila, Robert Hue et Patrick Malavieille ayant fait savoir qu'ils avaient voulu s'abstenir ; 5 RCV : Marie-Hélène Aubert, Yves Cochet, Guy Hascœt, Noël Mamère et Jean-Yves Marchand. ● N'ont pas participé au vote, outre le président de l'Assemblée

nationale. Groupe socialiste : Joseph Parnin, Albert Facon, Jacques Fleury, Bernard Roman ; groupe RPR : Didier Julia, Renaud Muselier, Jean-Claude Mignon, Frantz Taittinger ; groupe UDF : Roger Lestas, Pierre Micaut ; groupe communiste : Jacques Brunhes, Georges Hage, Janine Jambu, André Lajoie, Daniel Paul, Jean-Claude Vaudier ; groupe RCV : Hugues Bello, Pierre Carassus, Claude Hoarau, Elie Hoarau, Jean Pontier, Alfred Marie-Jeanne, Aloyse Warhouver ; 1 non-inscrit : André Thien-Ah-Koon.

La CFE-CGC veut « faire mentir » ceux qui veulent « la tuer »

Craignant surtout la CFTD, Marc Vilbeneff tente de mobiliser les cadres parisiens pour les élections prud'homales

IL N'Y A pas qu'à la télé que Canal Plus et TF1 sont des chaînes rivales. Les élections prud'homales du 10 décembre, dans la section encadrement du collège salariés à Paris, donneront lieu à un duel inédit entre Patrice Arditti, responsable du service politique de la chaîne cryptée et tête de liste CFE-CGC, et Jean-Claude Narcy, directeur des opérations spéciales sur TF1, qui défend les couleurs de la CFTD, le syndicat majoritaire chez les journalistes à TF1. Cet affrontement sera « arbitré » par Marc Blondel en personne, tête de liste FO à Paris de la section encadrement, et par « l'ambitieuse CFTD », comme l'a qualifiée, lundi 1^{er} décembre, à la Mutualité à Paris, pour son ultime meeting, Paul Dumez, le président de la CFE-CGC en Ile-de-France.

La CFTD, voilà le danger ! Gri-gnotée par le syndicat de M^{me} Notat, qui, en cinq ans, s'est peu à peu imposé chez les « cols blancs », la Confédération française de l'encadrement joue sa survie et entend réagir. Entraînés par la voix d'une cantatrice, encartée à la CFE-CGC, les six cents à sept cents agents de maîtrise et cadres réunis lundi soir ont été placés en ordre de bataille. Avec, au plan national, 6,9 % aux précédentes élections et 27,2 % dans la section encadrement, la centrale de Marc Vilbeneff s'est assigné, cette fois, un double objectif : « La CFE-CGC dans l'encadrement doit faire 30 %, devant la CFTD ; la CFE-CGC, globalement, doit faire 10 %, devant la CFTD », tels sont les deux scores ambitionnés au soir du 10 décembre.

Tenus en baléine une heure et demie durant par M^{me} Beaucourt-Dufour et M. Cochar, deux incolables des prud'homales, qui fai-

saient assaut d'érudition pour répondre à leur curiosité, les militants ont ensuite accueilli « l'autre Marc », le « vrai » représentant de l'encadrement, et non celui qui va se présenter « temporairement », le 10 décembre. Solennel, Marc Vilbeneff a estimé que l'un des enjeux des prud'homales était « de faire mentir tous ceux qui pensent que l'encadrement disparaîtra, tous ceux qui veulent nous tuer ». « Je ne crois pas à notre disparition annoncée, à la disparition d'un groupe pivot de la croissance économique, de l'évolution des technologies et de l'adaptation à la complexité de nos sociétés », a-t-il ajouté.

LE CNPF « PERNICIEUX »

M. Vilbeneff a aussi rappelé que les 11 000 candidats de la CFE-CGC, « ou service de tous les salariés, dans toutes les sections », avaient été « renouvelés à 40 %, réajustés de dix ans et féminisés à 30 % ». Enfin, M. Vilbeneff a interpellé Ernest-Antoine Seillière, qui « demain va être le président du CNPF ». Le patronat français « n'est pas la République française », s'est-il exclamé. Il « ne défend pas toutes les vérités » et « ne fait pas forcément la loi dans ce pays ».

Relevant une contradiction entre la volonté de « déstabiliser le premier ministre » et celle de se dégarer des négociations interprofessionnelles nationales, - ce qui renforcera, ipso facto, le rôle de l'Etat -, M. Vilbeneff a qualifié les propos de M. Seillière de « politiques, paradoxaux et pernicieux ». « On peut se demander, a-t-il conclu, à quel sert le CNPF ».

Alain Beuve-Méry

Le maire UDF de Roubaix se rallie au PS

Pour les élections régionales, M. Vandierendonck veut rassembler contre le FN

LILLE

de notre correspondant régional Le maire UDF de Roubaix, René Vandierendonck, successeur d'André Diligent, qui avait déjà pris ses distances avec ses amis politiques (Le Monde du 2 octobre), se rallie au socialiste Michel Delebarre pour la campagne des élections régionales.

Professeur de droit, fils d'un tisserand de Roubaix, M. Vandierendonck avait été recruté, en 1983, comme directeur du cabinet d'André Diligent, qui l'avait choisi comme premier adjoint en 1989, avant de lui céder sa place en 1994. « Vandie » a été réélu maire en 1995 mais avoue n'avoir aucun mérite : « Je n'aurais rien pu faire sans le coup de pouce de Diligent. J'avais ouvert ma liste à des gens issus du PS qui ont été exclus. Mais j'avais aussi l'essentiel du RPR contre moi. Nous étions dans une logique de rassemblement, telle que Diligent me l'a enseignée, complètement nécessaire pour Roubaix ».

Cela ne l'avait pas empêché d'appartenir au groupe d'opposition UDF au conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, présidé par Marie-Christine Blandin (Verts). Mais il ne reconduira pas l'alliance actuelle. Il se rallie à M. Delebarre, maire (PS) de Dunkerque, qui sera leader d'une liste qu'il veut « Gauche plurielle », avec ou sans M^{me} Blandin.

« PLUS EN COHÉRENCE »

« Au terme de ce mandat régional, il est normal de faire un bilan et de se demander si l'on est en cohérence avec la politique initiale. Ce n'était plus le cas », constate M. Vandierendonck qui avance toute une série de raisons : l'exécutif Verts-PS a répondu, selon lui, à un grand nombre d'attentes roubaissiennes en matière de lycées, d'apprentissage ou de politique de la ville. Il juge M. Delebarre, ancien ministre de la ville, « particulièrement réceptif aux problèmes du développement social urbain ». Il inscrit aussi au bilan le « soutien sans faille » que Pierre Mauroy, président de la Communauté urbaine de Lille, lui a accordé, « en dépit d'une véritable fronde des commerçants lillois » sur la revitali-

sation commerciale du centre ville de Roubaix.

M. Vandierendonck semble aussi répondre à des raisons pragmatiques. Il estime qu'il a beaucoup plus à espérer pour sa ville, ébranlée par le chômage - avec un taux de plus de 30 % - et les difficultés d'une population issue pour 50 % de l'immigration, d'un ralliement à une communauté urbaine, une région et un gouvernement de gauche, que d'une opposition même constructive.

« J'ai constaté une évolution, assure le maire de Roubaix. Mes prises de position ont été semblables à celles de Simone Veil, présidente du Haut conseil de l'intégration. J'ai milité pour que son rapport soit repris dans les projets de loi sur la nationalité et pour l'entrée et le séjour des immigrés. Certaines positions, en particulier celle de François Bayrou réclamant un référendum sur le code de la nationalité, sont de pures surenchères démagogiques non sans analogie

avec celles du Front national. J'avoue que cela, plus les réticences aux emplois-jeune, pour ne pas dire l'hostilité, que j'ai ressenties chez certains, o achevé de me faire franchir le pas ».

Confronté à un « sur-chômage » des jeunes d'origine immigrée, M. Vandierendonck juge cette politique « non seulement bonne mais indispensable ».

La décision du maire de Roubaix devrait peser lourd dans le prochain scrutin régional. Sur le plan municipal aussi : « Je respecte le contrat d'action que j'avais passé pour six ans, indique M. Vandierendonck. Mais j'ai dit à mon entourage que j'ouvrais ma liste au PS pour les prochaines municipales, dans la logique d'élargissement et de rassemblement initial. Il n'y a pas d'autre possibilité à Roubaix : la donne politique fait que le Front national restera fort. Pour le combattre, il faut se rassembler à chaque échéance plus largement ».

Pierre Cherruau

Le Mermoz vous emmène aux paradis de l'Océan Indien.

S'évader en hiver vers les récifs coralliens, les plages désertes et les lagons d'azur, c'est le paradis. Et voguer d'île en île sans jamais redouter les bagages, c'est du croisiériste et c'est vraiment le rêve !



10% pour toute inscription terminée avant le 31/12/97

Croisière Golfe du Bengale et Océan Indien : Malaisie, Thaïlande, Maldives, Sri Lanka, Seychelles - du 3 février au 24 février 98.

Croisière Kenya - Seychelles - Tanzanie - Comores, Madagascar - du 4 mars au 16 mars 98.

Croisières - Les perles de l'Océan Indien - Réunion, Ile Maurice, Seychelles - du 14 mars au 25 mars 98.

Du 23 mars au 3 avril 98. Du 1^{er} avril au 12 avril 98. Du 10 avril au 24 avril 98.

Vivez le rêve absolu d'une Croisière haut de gamme sur le prestigieux Mermoz, fleuron de la « Croisière à la Française ». A partir de 15 590 F / personne, avion compris, tarifs de moins de 18 ans gratuits* pendant les vacances scolaires.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES

CROISIÈRES PAQUET

*10% d'escompte pour les moins de 18 ans. *Sous réserve d'inscription et d'absence de séjours en croisière pendant les vacances scolaires.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

75 Vte s/sais. au Pal. de Just. de PARIS - Jeudi 18 décembre 1997 à 14h30
UN APPARTEMENT à PARIS 6^e
114, RUE DE RENNES au 2^{ème} étage - LOUE
entrée, 4 Pces Ppales, salle de bains, cuisine, wc, Balcon,
6^{ème} étage à gauche, 1^{ère} porte droite : CHAMBRE
de domestique, au 2^{ème} sous-sol : CAVES
MISE A PRIX : 800.000 Frs
S'adr. M^{re} H. MAISON, Avocat, membre de la SCP FABRE,
MAISON, GENNETAY, Société d'Avocats à PARIS (7^{ème})
44, rue de Lille, Tél. : 01.42.61.15.96 (matin de 10h à 12h30)

75 Vte s/sais. immob. Pal. Just. PARIS - Jeudi 18 décembre 1997 à 14h30
LOGEMENT de 2 P.P. à PARIS 4^e
36, rue des Blancs-Manteaux et 1 et 3, rue Pecquay
MISE A PRIX : 100.000 Frs
M^{re} François INBONA - SCP CONSTENSOUX - INBONA - MOCCAFICO,
Avocats à PARIS. T. : 01.45.55.74.06 (impérativement de 14h à 16h)
Visite en présence de M^{re} Pierre Benhamour, Huissier de Justice à PARIS
le mercredi 10 décembre 1997 de 12h à 13h

La droite et la gauche se disputent la Fédération hospitalière de France

Cette institution est un rouage important de la réforme des hôpitaux publics

Le président de la Fédération hospitalière de France (FHF), André Damien, centriste proche de Charles Pasqua, a donné sa démission fin octobre, et le dé-

légué général, Philippe Cadène, est très contesté par les médecins, les directeurs et l'administration. Quatre candidats sont en lice pour l'élection du

18 décembre : Claude Evin (PS), Georges Lemoine (PS), Claude Huriet (UDF-FD) et Gérard Larcher (RPR). Tous veulent redorer le blason terni de la FHF

LA FÉDÉRATION hospitalière de France (FHF), qui a pour mission de représenter et défendre les hôpitaux publics auprès de l'État, est en crise depuis de longs mois et vit depuis quelques semaines une révolution de palais unique dans son histoire : son président, André Damien, ancien maître de Versailles, centriste proche de Charles Pasqua, a donné sa démission fin octobre, et son délégué général, Philippe Cadène, en poste depuis 1978, est poussé sans ménagement vers la sortie par des directeurs d'hôpital et des médecins qui l'accusent d'avoir figé la FHF dans l'immobilisme.

Dans ce champ de ruines, la droite et la gauche s'opposent discrètement pour la présidence d'une institution qui, une fois révisée, devrait jouer un rôle important dans la réforme des hôpitaux. Le monde hospitalier n'aime guère les joutes politiques, et ses responsables, qu'ils soient proches de la majorité ou de l'opposition, ont toujours privilégié la notion de service public, dernier avatar de la tradition hospitalière héritée du Moyen Âge. La présidence de la FHF n'en est pas moins un poste politique convoité.

PUISSANTS CORPORATISMES

Le nouveau président, qui devrait choisir un nouveau délégué général, devra à la fois renforcer la représentation des personnels soignants dans l'institution, redorer son blason et poser la FHF en interlocuteur privilégié des pouvoirs publics. Le gouvernement n'intervient pas dans la nomination du patron de la FHF, mais le ministre de l'emploi et de la solidarité, qui est à la recherche d'un interlocuteur stable et fiable pour représenter un monde morcelé par de puissants corporatismes, suit



cette affaire de près. Fin novembre, M. Damien a quitté ses fonctions après avoir été nommé au conseil de la Légion d'honneur. Il ouvrait la voie à quatre candidats : Claude Evin, député (PS) de Loire-Atlantique et ancien ministre des affaires sociales ; Gérard Larcher, sénateur (RPR) des Yvelines et maire de Rambouillet ; Claude Huriet, sénateur (Union centriste) de Meurthe-et-Moselle, qui connaît bien les problèmes du secteur à la fois comme parlementaire et ancien chef du service de néphrologie du CHU de Nancy ; Georges Lemoine, député (PS) d'Eure-et-Loir et maire de Chartres, qui est perçu par une partie de la communauté hospitalière comme « l'homme de Cadène ».

Les quatre candidats veulent que la FHF retrouve son poids d'antan.

A l'heure où l'hôpital doit répondre aux exigences de la qualité des soins, s'adapter aux contraintes financières et reconquérir des parts de marché sur les cliniques privées, une instance parlant d'une seule voix n'est pas un luxe dans un univers qui, de surcroît, se trouve à la croisée des pouvoirs politique, médical et syndical. « L'hôpital est en pleine mutation. Il a besoin d'être soutenu et de s'engager dans un mouvement dynamique », estime M. Evin. Or, la FHF est aujourd'hui absente de cette réflexion et de ces mutations.

Pour sa part, M. Larcher juge que « la différence avec M. Evin n'est ni politique, ni de personne ». La preuve ? « On veut tous appliquer l'ordonnance sur la réforme hospitalière » du 24 avril 1996, et la FHF « ne doit pas être un contre-ministère

de la santé ». M. Huriet insiste lui aussi sur la nécessité d'en faire « une force de propositions », comme ses statuts le prévoient, alors qu'elle est devenue, selon lui, une force... d'inertie. Les candidats sont également d'accord pour dire que cette élection « dépasse le cadre politique traditionnel ». La FHF a, en effet, une tradition humaniste qui emprunte aussi bien à la franc-maçonnerie qu'à la démocratie chrétienne et au gaullisme, note l'un des candidats.

L'élection d'un nouveau président devrait entraîner la désignation d'un nouveau délégué général. Des hôpitaux menacent de ne plus acquiescer leur cotisation à la FHF si M. Cadène reste en place. S'il accepte de se démettre – ce qui est loin d'être acquis –, le poste reviendra, quel que soit le président de la FHF, à Gérard Vincent, inspecteur général des affaires sociales. Directeur des hôpitaux au ministère des affaires sociales entre 1989 et 1995, artisan de la loi hospitalière de juillet 1991, M. Vincent est un homme consensuel et un professionnel reconnu.

DÉSAVOÛÉ

La révolution de palais contre M. Cadène couvait depuis de longs mois, mais tout s'est précipité en octobre, quand les conférences des directeurs d'hôpital et les commissions médicales d'établissement (sorte de parlement des médecins) ont publié une lettre réclamant son départ. Cette démarche, unique dans les annales hospitalières, en dit long sur l'exaspération que M. Cadène suscite après vingt ans de règne. Les syndicats de praticiens et ceux des cadres hospitaliers ont dénoncé publiquement l'attitude du délégué général. Tous lui reprochent son exercice solitaire du pouvoir et, surtout, la perte d'audience de la FHF.

Les jours de M. Cadène, qui dénonce « une campagne très orchestrée », semblent comptés. Le 28 novembre, il a perdu la présidence du Comité de gestion des œuvres sociales (CGOS), sorte de super comité d'entreprise des hôpitaux, qui gère 1,3 milliard de francs au profit des agents. Sachant qu'il serait désavoué, il a préféré ne pas se représenter à un poste qu'il occupait depuis quatorze ans, et c'est Michel Moujart, directeur général du CHU de Tours, qui lui succède au terme d'une « campagne » sans concession. « Il tente d'orienter les décisions, il prive chacun de son libre arbitre, prévient M. Moujart. Ce sont précisément ses méthodes que toute la communauté hospitalière, toutes professions et sensibilités réunies, repousse aujourd'hui. »

Une page est sur le point d'être tournée à la Fédération hospitalière de France, sous l'œil attentif du gouvernement.

Jean-Michel Bezat

2 500 hôpitaux en quête de représentation

La Fédération hospitalière de France, créée en 1924 pour représenter et défendre les hôpitaux, mais aussi pour apporter son concours aux pouvoirs publics dans leurs réformes, regroupe l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, six unions interrégionales en métropole (Nord-Ouest, Sud-Est, Ile-de-France, etc.) et trois unions pour les DOM. Son président est élu par le conseil d'administration de la FHF, émanation des unions interrégionales, elles-mêmes composées de responsables des hôpitaux et d'élus locaux.

La FHF, qui a connu huit présidents en soixante-quatorze ans et seulement trois délégués généraux, doit transcender les corporatismes, puisqu'elle est censée représenter les 2 500 établissements dans toutes leurs dimensions (médicale, financière, sociale). Après la démission d'André Damien (centriste), fin octobre, Robert Schwint, sénateur (PS), maire de Besançon et président de l'Union hospitalière du Sud-Est, préside la FHF par intérim.

5 000 clercs de notaire manifestent pour leur régime de retraite

CINQ MILLE clercs de notaire, actifs et retraités, ont manifesté, lundi 1^{er} décembre, à Paris, à l'appel de FO, pour défendre leur régime spécial de retraite et d'assurance-maladie. Venus de toute la France, ils ont protesté contre une ponction de 210 millions de francs sur leur caisse de retraite et de prévoyance (CRPCEN, 85 000 bénéficiaires), décidée par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998.

« Pour équilibrer le régime général, on déséquilibre un petit régime », a déploré le président de la Fédération générale des clercs et employés de notaire FO, Serge Forest. Une déléguation a été reçue par un membre du cabinet de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Une nouvelle rencontre est prévue le 11 décembre pour « évoquer la pérennité financière du régime ».

DÉPÊCHES

■ EMPLOI : les sénateurs RPR-UDF ont adopté, lundi 1^{er} décembre, deux amendements supprimant 6,329 milliards de francs dans les crédits de l'emploi, lors de la discussion du projet de budget 1998. Les réductions concernent notamment le programme emplois-jeunes, à hauteur de 1 milliard de francs. Selon Guy Fischer (PCF, Rhône), cette réduction revient à ne pas donner d'emploi « à 12 000 ou 15 000 jeunes » l'an prochain.

■ PS : François Hollande refuse d'entrer « dans le petit jeu de savoir où vont les voix du Front national », estimant que, « dans beaucoup de cas », elles ont bénéficié à la droite. « Nous ne négocierons jamais avec l'extrême droite », a souligné le premier secrétaire du Parti socialiste, lundi 1^{er} décembre devant la presse. Il s'est « réjoui » des déclarations « de certains responsables de droite qui excluent par principe toute alliance avec le Front national » pour les élections régionales.

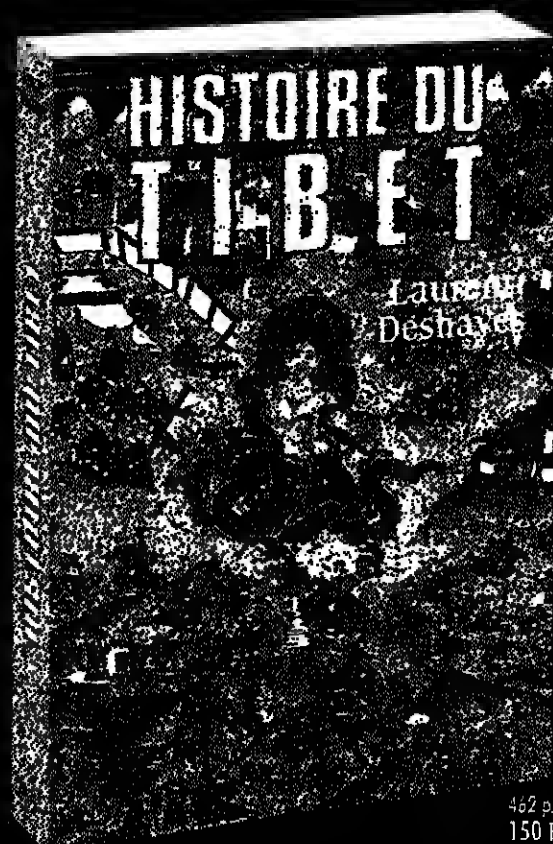
■ ALLIANCE : Edouard Balladur a répondu, à son tour, lundi 1^{er} décembre sur France 3, à Lionel Jospin, qui avait mis l'opposition en garde contre « la tentation mortelle d'alliances électorales perverses » (Le Monde du 2 décembre), en affirmant que le premier ministre « ferait mieux de renoncer à une politique perverse, qui accroît les tensions entre les Français et qui est le plus sûr moyen de favoriser les votes extrêmes ».

■ RPR : la fédération RPR des Alpes-Maritimes a appelé, lundi 1^{er} décembre, ses adhérents et sympathisants à manifester, samedi 6 au matin, dans les rues de Nice « contre les projets Jospin sur l'immigration et la nationalité ». Cette fédération est dirigée par Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes et proche de Nicolas Sarkozy.

■ GUYANE : le président du conseil général, Stephan Phinéra-Horth (PSG), et quatre autres conseillers généraux de Guyane (socialistes et divers gauches) ont été mis en examen, vendredi 28 novembre, pour favoritisme lors de la passation d'un marché public. Les cinq élus sont soupçonnés d'avoir attribué à une société de terrassement plusieurs contrats supplémentaires au-delà de la limite légale alors qu'ils composaient la commission d'appel d'offres. (Corresp.)

■ PHARMACIE : le Conseil d'Etat a annulé, lundi 1^{er} décembre, le jugement du tribunal administratif de Grenoble qui avait suspendu l'activité de l'officine d'un pharmacien de Saint-Antoine (15^{ème}), en juin 1994. Il a fait valoir l'importance de la population concernée (900 habitants pour la commune de Saint-Antoine et 950 habitants pour les communes « avoisinantes, dépourvues d'officine »). Il a également souligné que la commune faisait « l'objet d'une importante fréquentation touristique ».

Mille ans au Tibet



L'histoire mouvementée du Toit du Monde, né du ciel et des dieux, de ses empereurs guerroyant avec les Turcs et les Mongols jusqu'au quatorzième Dalaï Lama, « Océan de sagesse », qui tente d'ouvrir le Tibet au monde moderne.

L'Histoire
chez
FAYARD

foie gras ? NON merci.

Pour la production de foie gras, oies et canards sont victimes d'un atroce gavage

Le gavage consiste à saisir ces animaux par le cou, à leur ouvrir le bec, à leur enfoncer dans le gosier un tube d'environ 20 à 40 centimètres et à leur faire avaler de force une grosse quantité de céréales que, libres, les animaux ne mangeraient pas : c'est le « supplice de l'entonnoir », répété 2 ou 3 fois par jour et qui dure de 2 à 4 semaines. Pendant cette éboulante torture, on ôte aux oiseaux toute possibilité de se dégager en les immobilisant avec la main ou avec un ressort passé derrière leur tête.

Après la gavage, les animaux sont atteints de tremblements. Suite à ces cruautés, des oies et des canards ont le jabot qui éclate, d'autres meurent d'infection, de blessures, d'étouffement, de congestion, de maladie cardiaque ou de cirrhose. Après de longs jours de souffrances, le volume de leur foie plein de graisse étant devenu de 5 à 10 fois plus gros que la normale, les animaux restent en vie, devenus impotents, transpirant abondamment, laissant échapper par leur bec une sorte de râle, sont abattus moribonds.

Pendant la période de gavage, les oies et les canards, terrorisés à l'approche du gaveur, sont enfermés dans de petits réduits ou dans des batteries de cages individuelles de contention - sortes de carcans d'où les volailles prisonnières ne peuvent plus jamais bouger.



Doublément inadmissible : alors que partout dans le monde des âtres humains souffrent de la faim, des animaux souffrent de stéatose hépatique (maladie provoquée, par le gavage, pour obtenir le foie gras)



Pour comparer, imaginons nos souffrances, si nous-mêmes étions victimes du « supplice de l'entonnoir », le corps déformé, avec notre foie devenu gras, énorme, de 5 à 10 fois plus gros que la normale...

SNDA

SOCIÉTÉ NATIONALE POUR LA DÉFENSE DES ANIMAUX

Association sans but lucratif
Reconnue d'utilité publique
Créée en 1972 - Bureaux à Paris
Adresse postale : SNDA - B.P. 30 F
94301 Vincennes Cedex - France
Internet : <http://www.snnda.com>

Un animal est un être
qui vit, qui pense, qui souffre

AIDEZ-NOUS

à poursuivre nos campagnes contre la souffrance

Bulletin à renvoyer à SNDA - B.P. 30 F - 94301 Vincennes cedex

OUI, je veux soutenir la SNDA par un don :

☐ 100 F ☐ 200 F ☐ 300 F ☐ 500 F ☐ 1000 F ☐ autre F.

☐ Je joins un chèque à l'ordre de la SNDA

Merci de votre générosité

☐ Je souhaite recevoir gratuitement une pétition pour l'interdiction de la production de foie gras

M. Mme Mlle Prénom

Adresse Localité

Code postal Profession ou qualité (facultatif)

Un reçu vous sera adressé (vous pouvez le joindre à votre déclaration fiscale pour bénéficier d'une réduction d'impôt : la SNDA est reconnue d'utilité publique).
Seuls les dons et les legs permettent à notre association de poursuivre ses actions contre la souffrance infligée aux animaux.
Aucun nom de nos donateurs ne sera pas communiqué à d'autres organismes.

JUSTICE La chancellerie compte engager dans les prochaines semaines une large concertation de manière à savoir s'il convient de réformer les procédures de divorce par consente-

ment mutuel. Une des possibilités serait d'instituer un « divorce civil » qui pourrait être conduit par un officier d'état civil. ■ **SI LES AVOCATS**, pour lesquels le divorce constitue la princi-

pale cause de consultation, ont tenté de rejeter le projet du garde des sceaux Elisabeth Guigou, les magistrats, tout particulièrement ceux appartenant au Syndicat de la magistra-

ture, y sont plus favorables. L'un des avantages d'une telle réforme serait de désengorger les tribunaux. ■ **ACTUELLEMENT**, les divorces par consentement mutuel représentent près de

10 % des affaires civiles traitées par un tribunal de grande instance. Une matinée au tribunal de Paris : dix dossiers expédiés en deux heures. (Lire notre éditorial page 15.)

M^{me} Guigou envisage un divorce à l'amiable sans avocats ni magistrats

Une procédure civile en cas de séparation par consentement mutuel permettrait de désengorger les tribunaux. Les avocats, pour lesquels le divorce représente la première cause de consultation, selon l'Insee, se montrent très critiques envers ce projet de la garde des sceaux

DIVORCER à la mairie, sans passer devant un juge ? Depuis quelques semaines, cette idée agite les milieux judiciaires, affole les avocats, réjouit les notaires. A l'origine de cette mini-tempête, Elisabeth Guigou, ministre de la Justice, qui, dernièrement, a évoqué la possibilité de se passer du juge dans les procédures de divorce par consentement mutuel en instituant un « divorce civil ». Autrement dit, un divorce qui ne serait plus nécessairement prononcé par un juge mais qui pourrait être conclu par un officier d'état civil. « Le droit n'a pas évolué suffisamment en même temps que la société, indiquait le garde des sceaux dans un entretien accordé à *France-Soir* (daté 10 novembre). Au fond, [les deux époux] se sont mariés devant le maire, officier d'état civil. Ne

pourrait-on pas imaginer de dissoudre le mariage de cette façon, à partir du moment où les deux sont d'accord ? C'est une question grave car il faut faire aussi attention de ne pas fragiliser le mariage. »

Une telle réforme aurait comme avantage non négligeable pour la chancellerie de désengorger les tribunaux. Aujourd'hui, les divorces par consentement mutuel représentent près de 10 % des affaires civiles traitées par un tribunal de grande instance, et la proportion ne cesse de croître. Plus d'un divorce sur deux prononcés chaque année est engagé par le biais cette procédure instituée en 1975.

PLUS RAPIDE MOINS COÛTEUX

L'idée de libérer les magistrats d'un certain nombre de tâches n'est pas nouvelle. Mais là n'est pas la seule motivation de la chancellerie. En lançant le débat, Elisabeth Guigou n'a fait que relayer une réflexion en cours parmi les professionnels de la justice et étayée par les analyses de sociologues spécialistes de la famille. Dans un article publié en octobre dans les *Notes de la Fondation Saint-Simon*, la sociologue Irène Théry suggère la création d'un divorce civil : « On voit mal pourquoi tout divorce est judiciaire, y compris quand il n'y a entre les époux divorçant aucun conflit de droit, écrit-elle. Pourquoi ne pas s'engager à terme dans une procédure de divorce introduisant, à côté des différentes procédures judiciaires qui se déroulent, bien sûr, mais moins, le divorce civil ? »

La société française a évolué et nombreux sont ceux qui considèrent qu'un certain nombre de couples sont tout à fait capables de régler seuls les modalités de leur séparation, sans l'intervention d'un tiers. Un sondage Institut

français d'opinion publique (IFOP) publié par *l'Événement* du Jeudi du 20 novembre révèle ainsi que 70 % de Français sont favorables à un divorce prononcé par le maire, sans passer devant le juge. Bref, l'idée d'un divorce plus simple - sans juge -, plus rapide - il faut environ un an pour qu'un divorce soit prononcé aujourd'hui, estime l'Union syndicale des magistrats (USM) -, et moins coûteux - selon le syndicat des avocats de France (SAF), divorcer revient entre 7 500

« divorce à deux vitesses » : pour les pauvres, un divorce civil, sans l'appui d'avocat ; pour les riches, un divorce judiciaire, avec le soutien de conseils et un juge comme garant de l'équité.

Après ses déclarations, Elisabeth Guigou n'a eu de cesse de rappeler qu'aucune décision n'était encore arrêtée. Dans un premier temps, elle compte engager une large concertation. En commençant, dès janvier, par rencontrer les avocats qui, les premiers, sont montés au

tribunal. Il reprend ainsi les conclusions de Jean-Marie Coulon, président du tribunal de grande instance de Paris, dans son rapport sur les « réflexions et propositions sur la procédure civile » remis en décembre 1996 à Jacques Toubon alors garde des sceaux.

Du côté des magistrats, le débat est plus ouvert. A l'Union syndicale des magistrats, Valéry Turcey, secrétaire général, souhaite que l'on mesure bien les conséquences d'une telle réforme : « Il faut tout d'abord savoir combien de divorces cela concernerait, indique-t-il. Je ne vois pas l'intérêt de changer notre conception du divorce pour 5 % des dossiers. » Jean-Claude Bouvier, secrétaire général du Syndicat de la magistrature, voudrait pour sa part « éviter que cette question ne soit étudiée uniquement sous l'angle du désengorgement des tribunaux ». Lors du 31^e congrès de ce syndicat, samedi 29 et dimanche 30 novembre, ce syndicat a adopté une motion favorable à la possibilité de « divorcer devant le maire avec un délai de réflexion entre une première et une deuxième déclaration, une information de choc sur le recours possible ou conseil d'un avocat ou d'un service de médiation. L'intervention du juge serait réservée aux litiges » (*Le Monde* du 2 décembre).

UN CONTRAT CHEZ LE NOTAIRE ?

Le Syndicat des avocats de France (SAF) est moins catégorique. Il estime que dans certains cas très particuliers, comme celui d'un couple de jeunes, mariés depuis quelques mois, qui n'auraient ni patrimoine ni enfant, un divorce prononcé par le maire peut être une solution tout à fait acceptable. Mais pour le reste... « On va nous accuser de protéger nos intérêts, reconnaît M^{re} Philippe Voulant, ancien président du SAF. Mais je pense que l'accès d'un avocat est important et je souhaite une extension de l'ordre juridictionnel ». Le SAF estime qu'il serait beaucoup plus judicieux de simplifier la procédure du divorce par consentement mutuel, en réduisant à un seul passage devant le juge au lieu de deux comme cela est le cas ac-

tuellement. Il reprend ainsi les conclusions de Jean-Marie Coulon, président du tribunal de grande instance de Paris, dans son rapport sur les « réflexions et propositions sur la procédure civile » remis en décembre 1996 à Jacques Toubon alors garde des sceaux.

Chez les notaires, en revanche, on se frotte les mains. Le syndicat national propose que soit confié aux notaires l'établissement d'un « contrat de démarriage » ayant la même valeur qu'un jugement définitif. « En cas de désaccord sur l'établissement de ce contrat ou de difficultés lors de son application, les tribunaux seraient appelés à statuer en dernier ressort », explique son président Dominique Fortier.

Michèle Aulagnon

Autorité administrative en Norvège, serment de séparation en Angleterre

Malgré des législations disparates, dans tous les pays d'Europe, l'accord des conjoints permet d'accélérer la procédure de divorce. ■ **NORVÈGE**. C'est le seul pays d'Europe où une autorité administrative traite les divorces non contentieux. Aucun contrôle de fond n'est exercé dès lors que les époux ne contestent pas le motif du divorce. C'est le gouverneur du comté qui prononce le divorce. Son seul pouvoir est de convoquer les parties lorsqu'il l'estime nécessaire. Si l'un des conjoints conteste la séparation de fait durant le délai nécessaire (un ou deux ans, selon les cas), l'affaire est examinée par un tribunal.

■ **ALLEMAGNE**. Lorsque les époux sont d'accord pour divorcer, la loi leur impose d'avoir vécu séparés pendant un an, le juge n'exerçant aucun contrôle des motifs. Lorsque l'initiative du divorce est unilatérale, le délai de séparation exigé est de trois ans, le divorce étant prononcé d'office si le défendeur ne conteste pas la réalité de la séparation. ■ **SUÈDE**. La loi impose un délai de réflexion de six mois lorsque l'un des époux veut divorcer et qu'il y a des enfants à charge. Sans enfant, le divorce est prononcé sur-le-champ par un juge.

■ **ANGLETERRE**. Une procédure sommaire permet de présenter la requête du divorce sous forme d'une simple déclaration sous serment de séparation depuis au moins deux ans, sans examen du fond de l'affaire et sans que les conjoints soient personnellement convoqués par le juge. Economique et rapide, cette procédure est adoptée dans 98 % des cas de divorce.

■ **ITALIE**. Le système est similaire au divorce par consentement mutuel en vigueur en France.

Bureau 524 du tribunal de grande instance de Paris, 10 dossiers en 2 heures

DANS le bureau 524, au cinquième étage du tribunal de grande instance de Paris, la pile de dossiers jaunes est soigneusement placée au centre de la table. Dix dossiers de divorce par consentement mutuel empilés, à

REPORTAGE

« Le rôle d'un juge est de trancher des conflits, pas d'entériner des accords déjà passés entre les parties »

traiter entre 9 h 30 et 11 h 30, comme chaque vendredi, par Marianne Lassner, premier juge aux affaires familiales. Dix couples convoqués, certains pour la seconde fois, afin de voir leur divorce prononcé définitivement par la magistrature.

A 9 h 30, les couples et les avocats arrivent, en ordre dispersé, dans la salle d'attente. Marianne Lassner va chercher l'homme du premier dossier. Le temps de s'asseoir, il confirme son intention de divorcer et excuse sa femme, en retard. Marié depuis trois ans, séparé depuis quatorze mois, il

est 14 000 francs en moyenne -, fait un tabac.

Reste que la réforme est compliquée. Si un divorce civil pour les couples qui n'ont ni enfant ni biens en commun paraît simple, tout comme pour ceux qui, déjà séparés, « régularisent » leur situation pour tous les autres, dit-on à la chancellerie, les risques de dérive sont nombreux et nécessitent une réflexion approfondie. En outre, indique-t-on au ministère de la Justice, il ne faudrait pas que cette réforme aboutisse à créer un

créneau, faisant connaître leurs fortes réserves à toute « déjudiciarisation » du divorce. Il est vrai que les divorces représentent une part non négligeable des revenus des avocats. Selon une étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), rendue publique mercredi 3 décembre, « la dissolution du couple est le principal motif pour lequel un particulier est amené à consulter un avocat : 28 % des procédures qui ont demandé les compétences d'un avo-

cat, y sont plus favorables. L'un des avantages d'une telle réforme serait de désengorger les tribunaux. ■ ACTUELLEMENT, les divorces par consentement mutuel représentent près de

écouter la magistrate leur annoncer que le délai de réflexion de trois mois s'ouvre aujourd'hui. A son terme, ils reviendront pour sceller officiellement la fin de leur union. « J'essaie de mettre un peu de solennité dans tout cela, confie Marianne Lassner après leur départ, mais c'est dur. » Dossier suivant !

« C'EST TOUJOURS UN RAPPORT DE FORCES » Les couples se succèdent à un rythme soutenu dans le bureau de la juge. La magistrate va les chercher dans la salle d'attente, leur explique la procédure, les moyens de recours, les accompagne, rattrape un homme en larmes dans les escaliers, ne regarde pas sa femme qui pleure au moment du prononcé du divorce, suggère à cet homme au chômage qu'il pourrait voir son fils resté chez sa femme sans s'installer chez elle durant tout le week-end, explique à ce médecin qu'il n'est pas lésé même s'il a quitté l'appartement acheté en commun, puisque sa femme paie les prêts à sa place...

Marianne Lassner appartient à un groupe de réflexion informel qui réunit des magistrats et des chercheurs. Ce groupe dénommé « Typhon » propose depuis plus d'un

an une déjudiciarisation du divorce par consentement mutuel. « Le rôle d'un juge est de trancher des conflits, pas d'entériner des accords déjà passés entre les parties, estime Marianne Lassner. Que puis-je dire à ce couple qui sort de mon bureau, séparé depuis quatre ans avec deux enfants, dont le mari verse régulièrement une pension alimentaire et exerce son droit de visite dans de bonnes conditions ? Qu'ils se sont très bien débrouillés seuls ? »

Un divorce civil n'empêcherait pas de saisir la justice en cas de litige, selon Marianne Lassner. Il lui semble, en revanche, fondamental que les couples soient assistés d'un avocat dans toute procédure de séparation. « Les gens ignorent leurs droits, et un divorce est toujours un rapport de forces, explique-t-elle. J'ai vu trop d'hommes prêts à payer l'importance qu'il leur revient de retrouver leur liberté et de femmes prêtes à tout laisser, enfants compris, tant elles culpabilisent. Chacun devrait même avoir son propre avocat, sinon ils ont toujours l'impression que c'est l'avocat de l'autre... »

M. A.

Au procès du groupe de Chasse-sur-Rhône, les désillusions d'Herda, trompé par la cause islamiste

« ÉCOUTEZ, madame la Présidente, cette question n'a rien à voir avec l'affaire ! Je ne répandrai pas ! » Ainsi s'exprime Slimane Rahmouni, l'une des trente-sept personnes qui comparaissent depuis le 24 novembre devant la quatrième chambre correctionnelle de Paris.



Comme pour tous les prévenus, l'accusation lui reproche d'avoir apporté un soutien logistique au Groupe islamique armé (GIA) infiltré en France. Quand une question gêne Rahmouni, il déclare tout net qu'il ne veut pas répondre. Sa place dans le « réseau » ne semble pas négligeable, même s'il

est établi qu'il a fini par se fâcher avec Ali Touchent, considéré comme l'un des chefs du GIA en Europe. Il avait dit à l'un de ses amis, Hamid Herda, qu'il avait passé quatre ans en Afghanistan. Et Herda, admiratif, l'a cru. D'autant que Rahmouni lui a montré des cassettes vidéo sur les combats en Bosnie et en Afghanistan. « Ça m'a touché droit au cœur, explique Herda, vingt-neuf ans, prévenu libéré. Des musulmans se faisaient massacrer. »

Ainsi, comme plusieurs autres prévenus de cette affaire, il est allé en Afghanistan. Il a d'abord fait un stage de préparation militaire : « On apprend à tirer avec les chars et on lance-roquettes. C'est très facile », commente Herda, avant d'ajouter qu'il a aussi appris à manier les explosifs, « mais pas à fabriquer le pro-

duit ». Puis il est allé sur le front, « là où ça pétait ». Déjà, pour ce jeune homme apparemment sincère, certaines choses ne paraissent pas claires dans les combats menés au côté d'Iranais, de Saoudiens, de Tunisiens et de Marocains. « On ne comprenait rien... », murmure Herda, qui a appris à bas que Rahmouni n'avait passé que quatre mois en Afghanistan. En rentrant en France, il s'apercevra en outre que Rahmouni a vidé son compte en banque et se sert de sa Carte bleue.

UN PETIT ÉTUI EN CUIR

Le réseau veut l'envoyer au Soudan, mais il refuse, préférant aller en Algérie « voir la cause ». Il la verra de près, de très près, dans un maquis proche de Constantine. Mais il est amer : « En deux mois, sincère-

ment, j'ai pas vu grand-chose. On était une quarantaine. Tous les matins, on était attaqué par les militaires qui nous tiraient comme des lapins. J'ai vu des gens mourir... » Il est toutefois plus discret sur les actions menées par son groupe, et, malgré l'insistance de la présidente, il refuse de répondre à toute question sur ce sujet. Puis il décide de rentrer en France et de rompre avec le GIA.

« Pourquoi ? », demande la magistrate. « Je ne peux pas vous dire », bafouille Herda. « Là-bas, c'est pas une guerre sainte, des agents secrets sont mêlés au GIA. C'est pas normal tout ça... », soupire le jeune homme, qui admet dans un souffle avoir subi des menaces de la part du GIA en France.

Dans cet imbroglio de contacts, de voyages et de stages de forma-

tion militaire, il est parfois difficile de saisir précisément le délit qui est reproché au prévenu, d'autant que seuls les faits commis en France peuvent être poursuivis. L'impression de flou résulte de la poursuite pour « association de malfaiteurs ». L'article 450-1 réprime « tout groupement formé ou entente établie en vue de la préparation (...) d'un ou plusieurs crimes ou d'un ou plusieurs délits ». Qualifiée parfois de « délit fourre-tout », l'association de malfaiteurs est largement utilisée contre ceux qui, tout en se situant à la marge du terrorisme, ne sont pas accusés d'avoir directement participé à des attentats. Ainsi, parmi les prévenus, les convoyeurs de fonds ou d'armes ou de faux papiers cotoient ceux qui ne faisaient que voyager pour rencontrer l'un ou l'autre.

Mais il y a aussi Acbouira Mansoura. Cette femme de soixante-neuf ans est jugée parce que son fils adoptif lui a demandé de lui offrir un téléphone portable qu'il a utilisé pour contacter les membres du réseau. Mais il y a plus grave. Dans un petit étui en cuir pendu à son cou, à côté d'un porte-bonheur, les enquêteurs ont trouvé un petit papier où il était inscrit : « Veuillez remettre 500 000 dollars à Akim le tueur. » Akim, c'est le nom du plus jeune enfant de son ex-mari. Ce n'est pas son écriture, mais M^{me} Mansoura, qui ne sait pas lire le français, se souvient d'avoir pris ce papier en rangant « un jeu d'enfant avec des reproductions de dollars américains ».

Maurice Peyrot

Ségolène Royal modifie la circulaire sur l'organisation des sorties scolaires

Après les protestations des enseignants, un nouveau texte allège certaines contraintes

C'est finalement par une nouvelle circulaire que Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a modifié celle du 25 septembre, qui redé-

finissait l'organisation des sorties scolaires. Ce premier texte avait provoqué la colère de plusieurs syndicats d'enseignants qui le jugeaient trop

contraignant. Les correctifs apportés permettent d'alléger plusieurs contraintes, notamment en matière d'accompagnement et de transports.

UNE BRÈVE circulaire, parue au Bulletin officiel daté du 27 novembre, est venue compléter celle du 25 septembre réglementant les sorties scolaires des écoles (Le Monde daté 9-10 novembre) et commence à être diffusée. Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, qui souhaitait, à la suite de la grogne suscitée dans les établissements par le premier texte, jugé trop contraignant, s'en tenir à une « note interprétative » a donc opté pour une nouvelle circulaire, comme l'y poussaient les syndicats d'enseignants.

La ministre s'est expliquée de sa démarche, lundi 1^{er} décembre et a envoyé une lettre d'accompagnement du nouveau texte aux instituteurs et directeurs d'école. Elle écrit qu'elle a été « attentive aux observations nées de l'application concrète de la circulaire » et y apporte donc « les ajustements nécessaires ». M^{me} Royal précise que les dispositions légales prévoyant que l'Etat se substitue automatiquement à l'enseignant dont la responsabilité civile pourrait être engagée, ne sont évidemment pas remises en cause.

Dès la parution de la circulaire principale, un épais document remplaçant vingt-cinq textes anciens, les enseignants s'étaient rebellés contre les contraintes qu'ils avaient découvertes. Certaines étaient nou-

velles, mais beaucoup étaient surtout méconnues. Pour bon nombre d'instituteurs, elles aboutissaient à empêcher toute sortie scolaire. Le 19 novembre, le SNU-IPF, syndicat majoritaire dans le premier degré,

l'instituteur ne pouvait se déplacer seul avec sa classe qu'à pied et pour « une très courte durée ». Cette disposition avait donc paralysé toutes les sorties habituelles de l'enseignant vers le gymnase, la piscine, la

ment titulaire du brevet d'aptitude à la formation d'animateur. La procédure concernant les transports est notablement allégée. Enfin, la liste des structures d'accueil et d'hébergement doit figurer sur un « répertoire » consultable. Or celui-ci est en cours d'élaboration dans de nombreux départements, ce qui ne saurait justifier, selon le nouveau texte, un refus de sortie.

Les syndicats d'enseignants, associés aux représentants des mouvements d'éducation populaire et au FAS (Fonds d'action sociale), ont jugé que ces nouvelles dispositions « devraient permettre de lever certaines ambiguïtés et contradictions » que comportait l'ancienne circulaire, dans une lettre ouverte adressée le 26 novembre à Ségolène Royal. Ils estiment pourtant que des « problèmes demeurent », notamment dans le domaine de l'encadrement et demandent que « cette nouvelle réglementation mise à l'épreuve des faits soit évaluée » afin qu'un « document unique » soit publié.

Béatrice Gurrey

Le calendrier du colloque sur les lycées précisé

Philippe Meirieu, président du comité d'organisation du colloque « Quels savoirs enseigner dans les lycées » lancé par Claude Allègre, en a précisé la méthode et le calendrier. Un questionnaire sera envoyé à chaque enseignant, qui « pourra s'exprimer par la voie d'un site Internet » mis en place dans chaque centre régional de documentation pédagogique (CRDP). Les élèves seront également consultés, comme les responsables d'établissement. La réflexion se déroulera en deux étapes : une étape « académique » de consultation du 8 au 23 janvier, puis des « colloques académiques de synthèse » entre le 18 février et le 13 mars. Enfin, le colloque national, préparé par le comité d'organisation et le comité scientifique, se tiendra à Lyon à la fin du mois d'avril.

et le SGEN-CFDT avaient organisé une journée de protestation sous forme « ludique » dans toute la France, tandis que le SE-FEN lançait un mot d'ordre de boycott des sorties.

Les modifications apportées coïncident, en premier lieu, les sorties de proximité. Il est désormais admis que l'enseignant « peut se rendre seul, avec sa classe, à pied ou en car, sur un lieu situé à proximité de l'école pour une durée globale qui ne dépasse pas la demi-journée de classe ». Dans le texte précédent,

bibliothèque municipale... Une autre modification permet, comme c'était le cas auparavant, à un parent, un aide-éducateur, un intervenant extérieur, d'apporter son aide à l'enseignant pour encadrer diverses activités, sans être forcé-

Henri Amoureux défend son passé de journaliste devant le tribunal

« JE VOULAIS demander à M. Amoureux ce qu'il faisait quotidiennement dans les réunions de la Propaganda Staffel, lorsqu'il était journaliste à La Petite Gironde », avait déclaré, le 31 octobre, aux journalistes présents, M^{re} Gérard Boulanger, avocat de plus de vingt parties civiles dans le procès de Maurice Papon, dans la Salle des pas perdus du Palais de justice de Bordeaux. L'avocat bordelais, qui a été, dès 1981, un des artisans des poursuites engagées contre l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, avait quitté la salle d'audience, pour protester contre l'interdiction que lui avait faite le président de la cour, Jean-Louis Castagnède, de poser des questions personnelles à Henri Amoureux, appelé à la barre des témoins par les avocats de Maurice Papon.

Ayant jugé diffamatoire les propos tenus par M^{re} Boulanger, Henri Amoureux a intenté une action en référé contre l'avocat, réclamant un franc de provision sur dommages et intérêts en réparation du préjudice moral et la publication de la décision dans vingt journaux. M^{re} Bernard Prévost, l'avocat de M. Amoureux - qui n'était pas présent à l'audience, lundi 1^{er} décembre - a d'abord stigmatisé l'attitude de M^{re} Boulanger qui, « en quittant la salle d'audience, a quitté le terrain judiciaire et s'est placé hors jeu ». Ironisant sur le « micro-prétaire », il a rappelé que « les obligations de la défense s'exercent à la lumière d'un débat contradictoire ».

M^{re} Prévost a ensuite précisé que son client avait uniquement écrit dans La Petite Gironde des articles sur les aventures galantes de Bonaparte et de Du Guesclin. Puis il a fait état d'un témoignage du lieutenant Kurt Dornemann, responsable de la Propaganda Staffel, service des autorités allemandes à Bordeaux durant l'occupation, suivant lequel il n'avait « jamais rencontré M. Amoureux dans les locaux de la Propaganda Staffel » et qu'il avait « fait sa connaissance » en 1978. « 2,5 millions de lecteurs, a ajouté l'avocat, sont venus dire que les ouvrages d'Henri Amoureux, même si ce dernier n'est pas "labelisé Sarbanne" avaient de l'importance ». Revenant à la question litigieuse posée par Gérard Boulanger, M^{re} Prévost a estimé « la diffamation évidente car elle est l'expression d'un mensonge » et que « le trouble manifestement illicite

cor ces propos portent atteinte à M. Amoureux à titre personnel et à titre de témoin ».

Cherchant dans un premier temps à démontrer que le juge des référés n'était pas compétent car « la faute n'est ni suffisamment évidente, ni d'une gravité exceptionnelle », M^{re} Georges Kleiman, défenseur de Gérard Boulanger, a estimé que son client « avait le devoir » d'éclaircir la conduite personnelle d'Henri Amoureux durant l'Occupation « pour savoir si celui-ci méritait ou non la confiance que lui font les jurés ». Pour M^{re} Kleiman, le fait qu'Henri Amoureux, comme l'avait précisé M. Dornemann, ait conservé les cahiers sur lesquels étaient notées les consignes données aux journalistes de La Petite Gironde par les occupants, justifiait les interrogations de M^{re} Boulanger.

DES ARTICLES DE L'EPOQUE

Montrant, à l'aide d'articles de l'époque, que La Petite Gironde, était un journal ouvertement collaborateur et antisémite, M^{re} Kleiman a ironisé : « Même un spécialiste des amours de Bonaparte ou de Du Guesclin ne peut pas ignorer le journal pour lequel il collaborait ». L'avocat a ensuite lu une lettre d'un président d'une association de déportés du travail de Bordeaux qui affirme que le journaliste serait « parti volontairement travailler en Allemagne du 1^{er} mars à la fin juillet 1943 ». Ce qui laisserait supposer, à en croire le défenseur de Gérard Boulanger, que M. Amoureux est allé Outre-Rhin dans le cadre de « la relève » proposée par le Maréchal Pétain.

« Si vous dites que Gérard Boulanger a diffamé Henri Amoureux, on brandira votre décision [au cours du procès Papon] et on décernera à M. Amoureux un brevet d'honorabilité dont on ne sait pas s'il l'a mérité », a conclu M^{re} Kleiman. « Nous ne sommes pas saisis du comportement de M. Amoureux pendant la guerre, mais de la question de Gérard Boulanger », a déclaré le substitut Pierre Dillange. Ce dernier, s'il estime disproportionnées les demandes de réparation d'Henri Amoureux, a jugé que les propos de M^{re} Boulanger étaient « bien diffamatoires » et qu'ils constituaient « un trouble manifestement illicite ».

Jugement le vendredi 5 décembre.

José-Alain Fralon

Reddition du suspect du meurtre de la petite Cynthia

LE JEUNE HOMME suspecté d'avoir tué la petite Cynthia, le 27 novembre, à Cenon (Gironde), s'est rendu sans condition à la police venue l'interpeller, dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 décembre, dans une résidence secondaire appartenant à sa mère, à Lanton, sur le bassin d'Arcachon. Christophe Khatchadourian, vingt-cinq ans, n'avait pas d'arme sur lui. Sa mère avait alerté les enquêteurs avec son accord. Selon le procureur de la République, Christophe Khatchadourian a reconnu être l'auteur du meurtre de la petite Cynthia, et avoir également agressé une fillette de dix ans, le 27 novembre, à Audenge (Le Monde du 29 novembre). Conduit dans les locaux du service d'investigation et de recherches (SIR) du commissariat central de Bordeaux, il devait être mis en examen dans la journée de mardi.

DÉPÊCHES

■ YANN PIAT : le procès des sept personnes soupçonnées d'avoir organisé et participé à l'assassinat du député (UDF) du Var Yann Piat, le 25 février 1994, à Hyères, devrait s'ouvrir le 2 mars 1998 devant la cour d'assises du Var, à Draguignan. Les débats pourraient durer jusqu'au 5 avril. Gérard Finalé, patron du bar hyérois le Macama, est suspecté d'être le commanditaire du crime, dont sont accusés Lucien Ferri et Marco di Caro. Quatre autres jeunes, tout juste majeurs au moment des faits, comparaitront devant la cour d'assises.

■ ESCROQUERIE : Yves Bonnet, ancien chef du contre-espionnage français, a été admis à l'hôpital parisien de La Pitié-Salpêtrière, lundi 1^{er} décembre, pour y subir un pontage coronarien. M. Bonnet, mis en examen pour « complicité d'escroquerie » dans l'affaire Conserver 21 (Le Monde daté 30 novembre-1^{er} décembre), a été victime d'un arrêt cardiaque, samedi 29 novembre, peu de temps après avoir été surpris, par les policiers, en train de démanteler ses archives.

■ VIOLENCE : trois jeunes gens qui avaient sérieusement blessé trois « agents d'ambulance », jeudi 27 novembre, dans une station de métro illoise, ont été condamnés, lundi 1^{er} décembre, à des peines d'un à six mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Lille.

■ SÉCURITÉ : le substitut du procureur de la République d'Albertville (Savoie), René Ternoy, a suggéré la fermeture, lundi 1^{er} décembre, d'une station de ski jugée « dangereuse » à Saint-Sorlin-d'Arves (Savoie), où une petite fille de treize ans avait été emportée par une avalanche le 16 février. « Pour moi, cette station est dangereuse. Il faut la fermer mais je n'en ai pas le pouvoir. Que fait le préfet ? », s'est demandé M. Ternoy lors du procès du maire de la commune et du responsable des pistes. Le tribunal rendra son jugement le 26 janvier 1998.



Pour les scènes de cascade, la voiture a refusé de se faire doubler.

BMW Série 7. Quelle autre voiture aurait pu choisir

James Bond ? Volant multi-commandes, système de navigation GPS*, ordinateur de bord, système de gestion électronique de la motricité (ASC+T), climatisation automatique, réglage électronique des amortisseurs (EDC*), motorisations 6* 8 ou 12 cylindres...

La BMW Série 7 a tout pour séduire ceux qui demandent beaucoup à leur voiture. BMW Série 7, vedette du dernier James Bond "Demain ne meurt jamais". Sortie en salles le 17 décembre 1997. FINA partenaire de BMW.

36 15 BMW (1,29 F/mn) *De série ou en option selon les modèles.

**Disponible également en Diesel.



DISPARITIONS

■ **CLAUDE THIÉBAUT**, cinéaste et conservateur des archives filmées du Parti communiste français, est mort, samedi 29 novembre, des suites d'un cancer. Né le 15 avril 1939 à Avignon, il a réalisé de nombreux films et documentaires, dont *Bernardin, Bernardine* (1983), *Mère louve* (1981-1993), *Arborigènes* (1984), *Série Clarinette* (1986), *La Belle Orpheline* (1990). Militant communiste, Claude Thiébaud était aussi le conservateur privé de tous les films, documentaires, bandes-annonces du PCF, qu'il a contribué à faire connaître et à restaurer.

■ **STÉPHANE GRAPPELLI**, violoniste de jazz français, est mort lundi 1^{er} décembre à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans (*lire page 27*).

NOMINATIONS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Claude Feuerstein, professeur de médecine, a été élu, le 16 octobre, président de l'université Joseph-Fourier (Grenoble-II), où il succède à Daniel Bloch, nommé recteur d'académie. Michel Pouchain, professeur de sciences économiques, a été élu, le 4 novembre, président de l'université Paris-XIII, en remplacement de Jean-François Mele.

Gérard Vallin a été nommé, vendredi 28 novembre, directeur général du groupe de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec). Il succède à Jean-Pierre Bolevion, qui a rejoint l'Institut de l'entreprise.

(Né le 1 août 1951 à Grenoble (Isère). Claude Feuerstein, docteur en médecine et praticien hospitalier, spécialiste en neurophysiologie, depuis 1981, a été nommé maître de conférences, en 1988, au Centre hospitalo-universitaire de Grenoble, puis professeur des universités en 1990. Depuis 1997, ce spécialiste de la neurophysiologie du sommeil est chef du service d'explorations fonctionnelles.)

(Né le 25 septembre 1949 à Houilles (Yvelines), Michel Pouchain, docteur d'Etat en sciences économiques en 1983, a été assistant à l'université Paris-Nord en 1974 puis à l'université Paris-IV-Paris VII. Il a ensuite été nommé, en 1984, à l'université Paris-Nord comme maître assistant, maître de conférences, puis professeur en 1992. Depuis cette date, il était président de la commission des moyens de cet établissement et, par ailleurs, chargé de mission à la mission scientifique et technique.)

(Né le 18 novembre 1947 à Avignon (Vaucluse), Gérard Vallin, docteur ès lettres, docteur d'Etat en sciences économiques, est ancien élève d'HEC. Maître de conférences dans cette école en 1970, il devient l'année suivante commissaire aux comptes à la Fédération de France. En 1973, il intègre le groupe d'assurances La Compagnie du Midi (devenu AXA) comme fondé de pouvoir, puis en devient le directeur jusqu'en 1986. Il est nommé ensuite directeur général du groupe Média-Assurances. Depuis 1991, il est directeur général adjoint des sociétés d'assurances du groupe La France (Generali). Gérard Vallin est, par ailleurs, membre de l'assemblée permanente du CNRPF.)

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 28 novembre sont publiées :

● **Office européen de police** : une loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police ; une loi autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes, de la convention portant création d'un Office européen de police.

● **Accords internationaux** : quatre lois autorisant la ratification des accords européens établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Slovaquie, la République de Lituanie, la République d'Estonie, d'autre part.

Au *Journal officiel* du samedi 29 novembre sont publiées :

● **Dissolution** : un décret portant dissolution du conseil municipal des Salles-sur-Verdon (Var).

● **Escant** : une loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de l'Escant.

● **Meuse** : une loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de la Meuse.

● **Mayotte** : un décret authentifiant les résultats du recensement de la population effectué à Mayotte en 1997.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissances
- 2 décembre 1947 - 2 décembre 1997.
Pour son premier demi-siècle... Joyeux anniversaire.

Fabien.
Véronique, Camille, Mathys, Thérèse, Amy, Charles.
Toute la famille et les amis.

- Thionville, 2 décembre 1927.
Genève, 2 décembre 1997.

Une pensée affectueuse et mille beignos.

Paul,
pour ses super soixante-dix ans.
Quica, les filles, les petits.

Cascas (Portugal).

Décès

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- Léone Lecor, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, son arrière-petit-fils, ont la douleur d'annoncer le décès de

Roger LECERF,
ingénieur de l'aviation civile, médaillé de l'aéronautique, médaillé de l'ordre national du Mérite, chevalier des arts, des sciences et des lettres.

survenu le 1^{er} décembre 1997, à l'âge de soixante-seize ans,

et demandent à tous ceux qui l'ont connu d'associer à sa mémoire le souvenir de sa fille,

Danièle.
décédée le 4 juillet 1997.

La cérémonie civile aura lieu le 3 décembre, à 15 h 30, au cimetière d'Adis-Minas (Essonne).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire part.

- M^{me} Colene Ouahès Chantia, Tarek et Malik, ses enfants.

Les familles Ouahès et alliées de Paris, Londres et Alger,

ont l'immense douleur de faire part du décès de leur époux, père, fils et frère,

Salim OUAHÈS,
ingénieur de l'Ecole supérieure d'électronique de Paris, ancien cadre supérieur de Sonelgaz à Alger,

cadre expert à la Banque mondiale à Washington.

survenu, à l'âge de cinquante-quatre ans, le 22 novembre 1997, à Washington.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité.

149, rue de France, 06000 Nice.

- M^{me} Lucie Dutoit, née Astima, Christian, Jacques, Michel, ses fils.
Et toutes leurs familles, ont le chagrin de faire part de la disparition de

M. Jean DUTOIT,
ancien directeur au sein de la Compagnie des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

décédé le 30 novembre 1997, à Nanilly, dans sa quatre-vingt-troisième année.

- M^{me} Félix Lecor, son épouse, M^{me} André Leris, ses enfants, M. et M^{me} Michel Clément, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Félix LECOR,
membre de l'Institut, officier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques,

survenu le 23 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le 27 novembre, dans l'intimité.

- Le secrétaire perpétuel, le bureau, Et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ont le très grand regret de faire part du décès, survenu à Paris, le 23 novembre 1997, de

M. Félix LECOR,
membre de l'Institut, officier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques,

ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de grammaire, docteur ès lettres,

professeur honoraire du Collège de France, directeur d'études honoraire de l'Ecole pratique des hautes études.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- Michel Prévost, son frère, Hélène Prévost, sa belle-sœur, Aline et Thierry Quant, ses enfants, Mathias Van Layden, son petit-fils, Ses neveux et nièces, Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise PRÉVOST,
survenue à Paris, le 29 novembre 1997.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité à Poggio d'Olena (Haute-Corse).

Cet avis tient lieu de faire part.

(*Le Monde* du 2 décembre.)

- Varsovie. Verrières-le-Buisson. Paris.

M^{me} Kryszya Rafalska, Jean-Pierre et Iwona Camelin, Gérard Cardo, ont l'immense douleur de faire part du décès brutal de

Anna RAFALSKA-CAMELIN,
survenue à Lisbonne, le 28 novembre 1997, dans sa quarante-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 décembre 1997, à 11 heures, en l'église de Verrières-le-Buisson (Essonne).

- La Chambre de commerce et d'industrie polonaise en France a la douleur de faire part du décès de son président,

Anna RAFALSKA-CAMELIN,
survenue subitement, le 28 novembre 1997, dans sa quarante-huitième année.

23, rue Talbot, 75009 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Antoine SEGARD,
né Dehou REQUILLART,

survenu le 28 novembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

43 bis, avenue de la Marne, 92200 Tourcoing.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Antoine SEGARD,
né Dehou REQUILLART,

survenu le 28 novembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

43 bis, avenue de la Marne, 92200 Tourcoing.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Antoine SEGARD,
né Dehou REQUILLART,

survenu le 28 novembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

43 bis, avenue de la Marne, 92200 Tourcoing.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Antoine SEGARD,
né Dehou REQUILLART,

survenu le 28 novembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

43 bis, avenue de la Marne, 92200 Tourcoing.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Antoine SEGARD,
né Dehou REQUILLART,

survenu le 28 novembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

43 bis, avenue de la Marne, 92200 Tourcoing.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Antoine SEGARD,
né Dehou REQUILLART,

survenu le 28 novembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

LE MONDE / MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1997

Un rapport révèle la disparition accélérée d'espèces animales et végétales à la Réunion, aux Antilles, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française. Seule la Guyane prend des mesures pour protéger sa biodiversité

Vincent Tardieu

1. October 1997 - 1851 117 8 977 350 363

Aujourd'hui, l'esprit pionnier, c'est aller vite, dans les meilleures conditions.



L'esprit pionnier

Lionel Jospin a tranché : le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie conservera ses fonctions et ne briguera pas la présidence du conseil régional d'Ile-de-France. C'est la fin d'un dilemme pour le grand argentier

Dominique Strauss-Kahn, le diplomate de l'économie



LORSQU'ON lui demande s'il briguera la présidence du conseil régional d'Ile-de-France, Dominique Strauss-Kahn fait mine, depuis plusieurs jours, d'entretenir le suspense. Il rétorque invariablement qu'il sera tête de liste du PS dans le Val-d'Oise et qu'on verra bien après...

En réalité, c'est déjà tout vu ! La question a été tranchée par Lionel Jospin, qui a annoncé, voici peu, à l'intéressé qu'il resterait au ministère des finances. « Dominique Strauss-Kahn, raconte un dirigeant socialiste, l'a appris entre deux portes et a poussé un immense soupir de soulagement. » C'est en effet, pour lui, la fin d'un dilemme car il a longuement hésité sur le choix qu'il devait faire. C'est l'un des secrets du personnage...

Pourquoi a-t-il hésité ? A première vue, c'est incompréhensible car, depuis la constitution du gouvernement, son rôle semblait tout tracé : c'est celui du grand argentier. Au cours des derniers mois, il est d'ailleurs souvent arrivé à Lionel Jospin, en privé, de se moquer gentiment de lui sur ce registre : « Attention, ne fais pas comme Béré... » Juste retour des choses ! En d'autres temps, le nouveau grand patron de Bercy a si souvent croisé le fer avec son prédécesseur, Pierre Bérégovoy, que la moquerie est logique. N'y a-t-il pas quelque ironie à le voir aujourd'hui jurer, avec une évidente déflection et un vrai talent, le rôle forcément un peu conservateur du grand argentier ?

L'affaire semblait donc entendue : pour être un grand ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn devait forcément rentrer progressivement dans la peau de son nouveau personnage et jouer un peu à contre-emploi. C'est la fonction qui le veut : il est là pour apaiser les marchés financiers et rassurer les épargnants.

Et de fait, depuis qu'il a pris les rênes de Bercy, « DSK » a su jouer ce rôle de modérateur. En fait-il une preuve, on la trouve dans les discussions auxquelles a donné lieu le plan de redressement des finances publiques, révélé le 21 juillet. Très vite, en effet, une majorité de membres du gouvernement s'est rangée à l'idée d'une mesure unique, portant sur un relèvement de l'impôt sur les sociétés. Secrètement, le patronat, lui-même, a fait savoir qu'il protesterait, mais seulement pour la forme. Vice-président du CNPF, Denis Kessler est ainsi venu au ministère un jour de la fin juin expliquer à son ami ministre (qu'il a connu à HEC) qu'il valait mieux une mesure unique et provisoire plutôt qu'un panachage de dispositions diverses et durables.

A l'époque, Dominique Strauss-Kahn essaie de limiter la facture pour les entreprises, quitte à alourdir celle des ménages. Il fait ainsi étudier par ses services une mesure qui consisterait à annuler la baisse de l'impôt sur le revenu dont ont bénéficié les plus hauts contribuables en 1997, soit un relèvement de 54 % à 56,8 % de la plus haute tranche d'imposition. La réponse

arrive rapidement : rien de plus simple, mais, comme l'administration fiscale a déjà engagé la procédure d'envoi des troisièmes tiers provisionnels, il faudrait alors envisager l'envoi d'un autre document.

FINALEMENT, Dominique Strauss-Kahn est donc obligé de renoncer, de peur de passer à la postérité pour avoir inventé une incongruité fiscale... le quatrième tiers provisionnel ! Et l'un pourrait multiplier les exemples à l'enlèvement. Qu'il s'agisse du dossier de la fiscalité, de l'épargne ou de celui des 35 heures, le ministre des finances a souvent tenté de tempérer les ardeurs réformatrices du gouvernement.

Pourtant, il n'est pas sûr que la comparaison avec Pierre Bérégovoy soit judicieuse. Face au premier ministre, Michel Rocard, l'ancien ministre des finances s'était enfoncé dans un rôle de contrepoids et incarnait, jusqu'à la caricature, l'alle libérale du PS. Avec « DSK », rien de tel. Même Henri Emmanuelli en convient : si le ministre a joué le rôle de modérateur inhérent à sa fonction, il a fait, dans ce domaine, « le minimum syndical ». Si « Béré » était un dogmatique, « Strauss », lui, est un « pragmatique », comme le souligne François Hollande.

Esprit brillant, passant d'une langue à l'autre avec une égale facilité, les télévisions allemandes et anglo-saxonnes n'en sont toujours pas revenues d'avoir enfin trouvé un ministre français des finances leur répondant sans le secours d'un interprète. Il y a en lui un aspect charmeur qui lui interdit de s'enfermer dans le rôle de gardien sourcilieux et grognon des grands équilibres.

L'homme est ainsi : il aime plaisanter. Comme le dit son ami Denis Kessler, il prend un égal plaisir à dé-

fendre une même idée, mais présentée différemment. « Une première fois devant un parterre de militants socialistes, une seconde fois devant l'Association française des banques ». Il y a donc des gens qui s'y trompent, tel ce patron de l'un des plus grands groupes français qui ne tarit pas d'éloge sur le nouveau ministre des finances : « Il est infiniment plus libéral qu'Arthur et plus pragmatique que Madelin. » La vérité est plus complexe que cela. Selon la formule du directeur général de Cap Gemini, Paul Hermelin, qui est à la fois son ami et son conseiller occulte, l'originalité de Dominique Strauss-Kahn, c'est d'être « un réaliste mais sans être devenu un conservateur ».

Il reste que « DSK » est tellement séducteur - et même « déconneur », dit le numéro deux du PS, Jean-Christophe Cambadélis - qu'il peut s'adapter à des auditoires multiples, paraître libéral devant un parterre de financiers et très an-

« Autant Jospin est en admiration devant le talent économique de Strauss-Kahn, autant il a des doutes sur son sens politique »

cré à gauche devant un auditoire socialiste. Et dans cette gymnastique complexe, on peut y voir parfois la trace de ses ambiguïtés.

Lors d'un séminaire organisé début septembre au château de Montvillargonne, près de Chantilly, il a ainsi séduit tous les membres de son cabinet. Prenant des accents de gauche, il leur a démontré que dans la tradition du socialisme de Saint-Simon, de Marx ou de Guesde, il faut attacher beaucoup plus d'importance à l'accumulation du

capital qu'aux problèmes de redistribution. En clair, l'acte de production est l'acte premier, et c'est autour de ce clivage que l'oo peut aussi décoder les grands enjeux à venir : la gauche est pour la production, pour les nouvelles technologies, pour le capital-risque, tandis que la droite est pour la rente...

Un discours « socialo-high-tech » qui a enthousiasmé ceux qui l'ont entendu mais qui a fait sourire le libéral Denis Kessler : quand, utérinement, il en a eu connaissance. En dehors de l'opposition entre la production et la rente, c'est, à peu de chose près, l'allo-cution qu'il avait lui-même prononcée, en novembre 1996, devant la commission économique du PS, à l'invitation de... Dominique Strauss-Kahn !

Dans l'homme, il y a donc une ambivalence. Orthodoxe, c'est lui qui a pesé pour que le gouvernement respecte quasiment les critères de Maastricht ; mais n'ayant

pas peur d'être hétérodoxe, c'est lui qui a su deviner que le projet des emplois-jeunes dessinés par un militant socialiste, Pascal Beau, pouvait devenir la mesure-phare du programme socialiste. C'est en quelque sorte, comme dit son épouse, Anne Sinclair, « l'homme des audaces maîtrisées » ou, si l'on préfère, « le diplomate de l'économie », selon la formule de Jean-Christophe Cambadélis. Il ne cherche d'ailleurs pas à tirer avantage de ses trouvailles. Dans l'esprit du pu-

blic, les emplois-jeunes, ce sont les « emplois-Aubry », alors que, paradoxalement, la ministre du travail a été initialement très hostile à ce dispositif. De même que, pour l'opinion, le père de la CSG, c'est Michel Rocard, alors que l'idée originale en revient également à Dominique Strauss-Kahn, associé cette fois encore à Denis Kessler. « Dominique dit souvent qu'il n'a jamais capitalisé ses propres idées », observe encore Anne Sinclair.

ENCORE faut-il souligner que, si le ministre des finances a des idées lumineuses, on peine à savoir ce que pourrait être le « Strauss-Kahnisme ». Il y a dans sa pensée, dit l'un de ses proches, « comme quelque chose d'inachevé ». On sent bien, poursuit cet expert, qu'avec son idée de « nouvelle alliance », il cherche une voie entre le blairisme et le ménéisme, mais il a toujours eu des difficultés à accoucher d'une pensée achevée. Il a essayé récemment de le faire en écrivant un livre, mais il n'a jamais pu aller au bout de son projet.

Quoi qu'il en soit, il est donc difficile de voir en Dominique Strauss-Kahn une sorte de nouveau « Béré ». D'autant qu'il n'y a rien de conflictuel entre lui et le premier ministre. C'est l'inverse : proche de Lionel Jospin, qui a été son témoin de mariage, « DSK » ne cherche pas à exister politiquement en s'opposant au premier ministre, comme le faisait, en d'autres temps, Pierre Bérégovoy. Plutôt que de faire entendre une petite musique différente pour plaire aux marchés financiers, le ministre veut surtout aider son ami « Lionel » : « Si un jour, dit-il, je dois jouer les premiers rôles, je les jouerai. Mais ce n'est pas le problème du moment. Aujourd'hui, mon seul souci, c'est de faire gagner Jospin. Je ne sais pas

être « dedans » tout en m'appoyant ».

Pour Lionel Jospin, c'est donc merveilleusement reposant. Il peut compter en permanence sur son ministre des finances sans que celui-ci cherche à jouer une stratégie personnelle. La relation est tellement comitante qu'il est même arrivé au premier ministre de reprocher à Dominique Strauss-Kahn de ne pas lui avoir tenu tête. Avec un brin de mauvaise foi, Lionel Jospin a ainsi, selon un témoin, fait grief à son ami de ne lui avoir pas fait comprendre plus tôt qu'il faudrait ouvrir le capital de France Télécom : « C'est de ta faute si tu n'as pas su me convaincre. Il fallait me le dire plus fort... » Lionel Jospin profite de succès de la zizanie entre Dominique Strauss-Kahn et Martine Aubry. Elle lui permet d'exercer avec plénitude ses fonctions d'arbitrage. En quelque sorte, « DSK » le conseille et, de plus, lui élargit ses marges de manœuvre.

CETTE volonté de « coller » à Lionel Jospin n'est pas propre à Dominique Strauss-Kahn. Le groupe d'amis qu'il constitue avec Pierre Moscovici, le ministre délégué aux affaires européennes, Jean-Christophe Cambadélis, Jean-Marie Le Guen, le responsable de la fédération de Paris, et Manuel Valls, chargé de la communication à Matignon, n'a jamais voulu faire entendre une quelconque différence. Au contraire, les trois « mousquetaires de Jospin », qui, comme de juste, sont quatre, veulent constituer la jeune garde du premier ministre. Ce groupe d'amis, qui s'est constitué en 1994, lors de l'éclatement du courant jospiniste et de la bataille contre Henri Emmanuelli, a d'ailleurs de bonnes raisons de jouer cette carte-là : si d'aventure Lionel Jospin accédait à l'Élysée, toute la petite troupe pourrait en être remerciée, à commencer par son chef de file, DSK-d'Artagnan, qui pourrait décrocher Matignon.

Seulement voilà, il n'est, dans ce petit groupe informel, qui savent que « DSK » a aussi les défauts de ses qualités. N'aimant pas les rapports de force, ni les conflits, il n'est pas franchement pugnaire ou bagarreur. Tout le contraire d'une Martine Aubry. Plus que cela : le ministre des affaires sociales s'est construit, au fil des ans, une image politique, dont ne dispose pas encore le ministre des finances. Son parcours à lui, pour l'instant, toujours étroitement identifié sur celui de Lionel Jospin. Question de fidélité, mais aussi question de tempérament : économiste brillant, DSK a souvent donné le sentiment qu'il avait pas la fibre toujours très politique. C'est un expert qui le dit : « Autant Jospin est en admiration devant le talent économique de Strauss-Kahn, autant il a des doutes sur son sens politique. »

Le premier ministre ne serait ainsi pas loin de penser que la coupure de son courant, en 1994, provient autant de la volonté d'Henri Emmanuelli que de la maladresse de Dominique Strauss-Kahn, qui a accepté le rôle de « drotier » dans le débat sur les 35 heures. Martine Aubry, elle, a été plus habile : lors de la controverse avec Henri Emmanuelli, elle a défendu la même position que Dominique Strauss-Kahn, mais elle n'a pas été affublée de la même étiquette.

Si, donc, « DSK » est gâté par un danger, c'est pas, à proprement parler, celui de la « Bérégovoyisation ». C'est beaucoup plus celui de ne pas parvenir à fixer son identité politique. Doit-il avoir pour ambition de devenir « l'un des plus brillants ministres des finances des deux dernières décennies », comme l'espèrent certains de ses proches, mais au risque d'apparaître de plus en plus comme le « drotier » du gouvernement ? Ou bien, après avoir servi si fidèlement Lionel Jospin, n'est-il pas temps qu'il commence à combler ce handicap politique, ce qui exigerait qu'il soit vainqueur d'une grande joute électorale ? Tout au long de l'automne, Dominique Strauss-Kahn a été harcelé par son petit groupe d'amis. Il l'ont tous pressé de briguer la présidence de région, voire d'en décrocher avec Edouard Balladur à Paris.

Longtemps, il a écouté ces conseils, réfléchit, hésité. Mais dans son fin intérieur, depuis longtemps, son idée était arrêtée : il ferait ce que Lionel Jospin déciderait. Le dilemme de Dominique Strauss-Kahn est donc tranché.

Laurent Maucluit

هذا من راحل

Aux armes ! par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

JAMAIS autant de lecteurs ne se sont autant dressés contre les tromperies et la crépuscule de la parole publique. En débuts des exemples leur est un jeu, faute des sanctions, illusoire, que beaucoup réclament.

Cette défiance est justifiée, et vitale. Sans elle, la bataille pour la loyauté et l'intelligence du langage, qui commande celle de toute vie sociale, sera perdue. Et elle est mal engagée. L'adversaire, qui est partout et nulle part (y compris en nous), marque journalièrement des points, grâce au porte-voix assourdissant des ondes. Qui dira le mal causé au culte de la vérité par le « c'est vrai que », dont la mode audiovisuelle a contaminé tous nos débuts de phrase, ou par les plaisanteries usées du « vrai-faux », et les exèses devant le « virtuel » ? Qui s'est avisé que l'adjectif « fort », servi à toutes les sauces, a substitué l'incantation au constat ? Que le « faire en sorte que », dont se gargarisent les décideurs, et qui étudie la seule question sérieuse des moyens de l'action, n'est qu'une version ronflante du célèbre « n'y a qu'à » ?

C'est le propre, et le but, de l'euphémisme d'être déjoué avec un certain retard. Shit événement la ruse, une autre litote, plus opaque, prend le relais. Ainsi de « restriction » et de « plan social », inventés dès que « dégraisage », trop voyant, a fini de masquer « bécotement ». Des manipulations plus globales s'opèrent, sur le modèle des slogans publicitaires. La bonne cote de l'écologie explique que soient donnés pour « naturels », donc indiscutables et bons pour tout le monde, des choix politiques qui ne

viennent pas de soi et ne profitent qu'à certains.

Le futur, également bien connoté (cf. « Songeons à l'avenir de nos enfants ! ») et qui se prête aux fausses prophéties pompeuses – le tournant du siècle, l'aube du millénaire... –, fait l'objet d'une OPA par les tenants de la pensée libérale unique. Une idéologie fataliste de l'adaptation à la mondialité et à la modernité se met en place, qui mériterait que ses partisans reçoivent la même terminaison infamante que « totalitaire » : « mondialitaire », « modernitaire ». Tout ce qui s'oppose à la rentabilité financière est réputé « archaïque » par les pouvoirs économiques, avec la brutalité d'une lutte de classes qui était pourtant jugée « dépassée » quand l'initiative en venait d'en bas.

Un aspirant au patronat des patrons a qualifié de « vieilleries » la volonté majoritaire des citoyens, et s'est juré de « déstabiliser » leur élu. Par un même glissement peu démocratique, le beau mot de « politique » est en train de remplacer, dans le dénigrement insultant, celui de « politicien », qui s'affaiblissait. L'invective gagne à être maniée sans vergogne, au mépris des contradictions : un avocat a traité de « politiques » les observations de ses confrères qui le dérangeaient, avant de se rendre lui-même au congrès d'un parti. Les bisbilles entre les têtes de l'Etat, à propos du mot « hasardeux », et sur le mode « c'est qui qui l'a dit ? », ne sont pas propres à relever le prestige de la République.

Pendant ce temps, dans la cour des petits – pour filer la vieille imagerie scolaire –, les

médias « surfent » sur la même douzaine de métaphores, empruntées, comme la publicité, aux domaines les plus porteurs d'audience : la classe (déjà citée), le sport (« botter en touche », « marquer à la culotte »), le jeu, le tiercé (« rafler la mise », « jouer gros », « caracoler en tête »), le spectacle (« en faire beaucoup », « jouer profil bas »), la cuisine (Ah ! l'écœurante « cerise sur le gâteau » !), et autres défilés répétés avec une belle santé par le lauréat de l'Académie française et des Goncourt, Patrick Rambaud.

Aux armes ! Tous les résistants, nombreux, qui refusent cette guerre faite au sens doivent savoir que la victoire passe par l'humour individuel, et que les munitions ne manquent pas, à commencer par la lecture quotidienne de livres comme *Le Journalisme sans peine*, de Rambaud et Burnier (Plon), et *La Parole manipulée*, de Philippe Lebreton (La Découverte). Les « scolaires » consulteront avec profit *Les Comparaisons du français*, de Nicolas Cazelles (Belin) pour savoir les lieux communs à éviter, et leurs parents qu'intrigue l'argot des banlieues (« chaudes », évidemment) feuilleteront comme un lexique *Comment tu t'habilles*, de Goudailler (Maisonneuve).

On y ajoutera *L'Art de la conversation* (des recettes des XVII^e et XVIII^e siècles, réunies par J. Hellegouarc'h, préfacées par M. Fumarioli), avec l'espoir que revive ce qui changea le bel esprit des salons en Lumières : le plaisir suprême, toujours d'actualité, de jouer sur les mots, les justes, les exquis, afin de n'être dupes de rien.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00, Télécopieur : 01-42-17-21-21, Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Se démarier à l'amiable

INCONGRUE il y a peu, l'idée fait son chemin. Pourquoi ne pas divorcer devant le maire, de la même façon qu'on s'y marie, si les deux conjoints sont favorables à cette séparation ? Lancée par Elisabeth Guigou, soncière d'adapter le droit à la réalité sociale autant que de désengorger les tribunaux, le projet a d'abord provoqué un tollé chez les professionnels du droit, toujours jaloux de leurs prérogatives, avant d'être examiné plus sérieusement au regard des réalités.

C'est que tout plaide pour la déjudiciarisation du divorce. Vingt-deux ans après la loi de 1975, qui avait instauré trois types de divorce – par consentement mutuel, pour faute ou pour rupture de la vie commune –, le nombre de divorces croît d'année en année : 120 000 ont été prononcés en 1995 contre 104 000 en 1991, dont la moitié sont des séparations par consentement mutuel. Résultat : les services judiciaires explosent sous l'ampleur de la tâche. Quant au rôle du juge, s'il prend tout son sens quand il faut régler des situations conflictuelles dans les cas de divorces pour faute ou pour rupture de la vie commune, il a perdu toute signification symbolique dans les procédures par consentement mutuel.

Il faut entendre, à ce titre, la plainte des juges aux affaires familiales, excédés de devoir prononcer des divorces à la chaîne, qui les détournent d'un contentieux autrement plus problématique. La fonction du juge, qui doit contrôler l'égalité de sta-

tut des deux parties, la réalité du consentement et le respect de l'intérêt des enfants, se borne la plupart du temps à entériner une convention liant les intéressés, qui a elle-même été longuement réfléchie. Alors que les anciens époux rentrent dans le bureau du juge dans l'attente d'une symbolique de la séparation, ils en sortent le plus souvent frustrés, déçus d'une justice qui tient plus de l'abstention que de l'instance porteuse de sens. Accorder au maire la fonction de délier ce qu'il a déjà pu sceller aurait le mérite de libérer les juges aux affaires familiales de ce contentieux qui n'en est plus un et de les réhabiliter dans leurs fonctions d'arbitre de litiges autrement plus compliqués (garde d'enfants, problèmes de filiation).

Encore faut-il que le divorce civil qui se profile soit porteur de garanties suffisantes. A ce titre, les solutions sont toutes à inventer, qu'elles passent par la création d'une véritable information sur les droits et devoirs de chacun, l'instauration de plusieurs rendez-vous devant le maire avant le prononcé du divorce ou l'assistance d'un avocat ou d'un conseiller juridique. Surtout, le divorce civil ne vaudrait que si les parties gardent le pouvoir de contester la convention établie... devant le juge judiciaire.

On ne peut que se réjouir de la plainte des juges aux affaires familiales, excédés de devoir prononcer des divorces à la chaîne, qui les détournent d'un contentieux autrement plus problématique. La fonction du juge, qui doit contrôler l'égalité de sta-

L'ange de la pédophilie par Ronald Searle



RECTIFICATIFS

TUEUR EN SÉRIE

Une erreur nous a fait écrire, dans un article consacré aux agressions de jeunes femmes intervenues à Paris depuis 1994 et attribuées à un même tueur en série (*Le Monde* du 22 novembre), que le dernier de ces crimes avait eu lieu le 24 novembre. Cette agression s'est en réalité produite le 16 novembre.

LES TÉLÉPHONES MOBILES

Dans l'article sur le téléphone mobile (*Le Monde* du 28 novembre), il a été indiqué que le pack SFR-Motorola, en promotion jusqu'au 17 janvier 1998, était vendu 125 francs. Il coûte en réalité 165 francs (au lieu de 690 francs).

L'ÉTUDIANT BRAQUEUR

L'article consacré dans nos éditions du 21 novembre au procès d'un étudiant, Gilles Bocbu, condamné par la cour d'assises de Savoie à sept ans de prison pour plusieurs hold-up dans des agences bancaires, a donné lieu à une confusion. En effet, la jeune femme à qui Gilles Bocbu avait offert une bague de fiançailles d'une valeur de 20 000 francs, payée avec une partie de son butin, ne se prénomme pas Aurélie.

remporter une victoire éclatante. Il n'a pas de problème à se situer dans l'espace économique tracé par le libéralisme, même s'il se promet d'en corriger les effets les plus dramatiques pour les laissés-pour-compte du libéralisme.

Et Lionel Jospin ? Son gouvernement donne l'impression d'avoir une approche plus idéologique que ses collègues italiens ou britanniques. Pourtant, comme Romano Prodi, il a réussi à se couler dans les critères très monétaristes de Maastricht, ce à quoi n'était pas parvenu le gouvernement Juppé. Il ouvre le capital des entreprises publiques, dans le calme, quand la droite cherchait à privatiser sous les quolibets. Il propose une réduction mesurée du temps de travail, en limitant les effets économiques d'une annonce sociale toutoune. Il décide une politique « réaliste » de l'immigration et de la nationalité qui fait grincer les dents à gauche mais sème le trouble à droite.

Les droites européennes sont d'autant plus désorientées qu'elles sont tiraillées entre leur tradition chrétienne-sociale, voire élitiste (comme en France), et leur credo libéral. D'ailleurs, lorsqu'elles sont au pouvoir, elles ont bien du mal à mettre celui-ci en œuvre – à l'exception notable de la Grande-Bretagne. Si, au contraire, la gauche européenne est prête à relever le défi de l'adaptation aux nouvelles conditions de la compétition internationale, les conservateurs doivent se préparer à une longue traversée du désert.

Daniel Vernet

La perplexité des droites européennes

Suite de la première page

Comme le dit Walter Veltroni, « tout le monde voit l'ambiguïté d'une formation qui comprend en même temps le vieux MSI, les nostalgiques de la démocratie-chrétienne, le parti-entreprise (de Berlusconi), les radicaux et d'autres encore ». Et le numéro deux du gouvernement et du Parti démocratique de la gauche (PDS) d'ajouter : la droite doit « penser à son identité ».

C'est ainsi une crise d'identité que traversent les conservateurs britanniques après leur sévère défaite du 1^{er} mai. Le changement de leader ne leur a pas redonné la vigueur que la longue agonie du gouvernement Major leur avait fait perdre. Face à Tony Blair, qui peut se permettre de perdre plus de 10 points dans les sondages tout en recueillant encore deux tiers d'opinions positives, William Hague, le jeune chef des Tories, fait pâle figure.

Ses prises de position contre l'euro lui ont attiré non seulement les foudres de quelques conservateurs éminents, mais surtout les avertissements du patronat britannique, qui se sent plus proche de « New Labour ». Le Parti conservateur est menacé par les mêmes divisions que celles qui ont

tenu le Parti travailliste à l'écart du pouvoir pendant dix-huit ans.

Une crise d'identité qui n'épargne guère la droite française, même si cette dernière présente, par rapport à ses homologues italienne ou britannique, la particularité d'avoir son chef naturel à la tête de l'Etat. Est-ce un avantage ou un handicap ? Dans le camp même du président de la République, les avis sont partagés.

Si « le hasard fait bien les choses », pour citer Lionel Jospin au congrès de Brest, force est de constater que l'ancienne majorité ne s'est pas remise d'un coup de sort provoqué par ses propres soins. L'habileté du gouvernement « pluriel » empêche, un peu comme en Italie, l'opposition de trouver les brèches par lesquelles elle peut espérer regagner la faveur des électeurs. Cette impuissance potentielle ne durera peut-être pas très longtemps, mais, pour des hommes politiques qui préparent toujours la prochaine échéance, elle ne cesse pas d'être préoccupante.

UN TRAIT COMMUN

A y regarder de plus près, les situations italienne, française et britannique présentent un trait commun. Dans les trois cas, la gauche a enlevé à la droite tout ou partie de sa raison d'être, en allant chasser sur ses terres et en reprenant à son compte des politiques qui passaient naguère pour l'apanage des conservateurs ou des libéraux.

Quel gouvernement de centre-droit – pendant quarante ans, le

règne quasi ininterrompu de la Démocratie chrétienne a toujours produit, à Rome, des coalitions de centre-droit – aurait eu le courage et la capacité de remettre de l'ordre dans les finances publiques, d'amorcer une réforme d'un système de retraites qui ruine l'Etat italien, d'imposer la modération salariale ? Romano Prodi et les anciens communistes du PDS mènent cette action au nom de l'Europe, action que, pour sa part, Silvio Berlusconi jugeait trop contraignante. Dans un geste facétieux, qui en dit long cependant sur les changements de mentalité, les Italiens ont même proposé qu'un Allemand préside la future Banque centrale européenne !

RUPTURE DES DOGMES

Certes, le patronat italien marque son agacement face à l'augmentation des impôts, critique les retards dans la rédaction de l'Etat-providence, s'inquiète des concessions faites aux communistes et aux syndicats sur le temps de travail. Il y a un an, le Pôle des libertés avait encore réussi à faire descendre dans la rue plusieurs centaines de milliers de représentants des classes moyennes pour protester contre la politique du gouvernement. Mais cette révolte n'a été qu'un feu de paille, de même que les mascarades sécessionnistes de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi.

Le « New Labour », a bien sûr, profité de l'insure du pouvoir conservateur. Toutefois, c'est sa capacité à rompre avec les dogmes du travaillisme qui lui a permis de

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'expulsion d'un député du Palais-Bourbon

L'EXAMEN du projet de loi tendant à protéger la liberté du travail a provoqué hier à l'Assemblée nationale des incidents scandaleux. Au fur et à mesure de ce que l'on hésite à appeler encore des délibérations, l'effervescence croissait, entretenue par les tacticiens de l'extrême gauche.

En conclusion d'un discours particulièrement violent, M. Rauli Calas, député communiste de l'Hérault, prononça une phrase qu'il était difficile de ne pas interpréter comme un appel à l'insubordination de l'armée et que M. Herriot releva aussitôt. L'Assemblée, sur la proposition de son président, lui appliqua la censure avec exclusion temporaire. M. Calas refusa de quitter la tribune. En désespoir de cause, M. Herriot, à 22 heures, renvoya la séance à cet après-midi 15 heures. Cette mesure resta sans effet ;

bien mieux, tandis que les députés des autres groupes quittaient la salle en même temps que le président, les communistes s'installaient dans l'hémicycle, se relayant pour monter la garde autour de M. Calas, que l'on s'attendait à voir expulser manu militari, comme il fut procédé jadis en pareil cas, à l'égard du marquis de La Ferronnays par exemple. Le colonel Marquant, commandant la garde du Palais-Bourbon, vint, effectivement, à deux reprises, parlementer avec ces insurgés d'un nouveau genre... Et essuya deux échecs.

Vers 5 h 45 enfin, le colonel Marquant, accompagné de quatre gardes sans armes et muni d'un mandat d'exclusion signé de M. Herriot, réussissait à convaincre M. Calas de mettre un terme à cette tragi-comédie et d'obéir au règlement.

(3 décembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minutiel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'avenir de la social-démocratie

par Henri Weber

LES récents succès électoraux de la gauche ne doivent pas trop faire illusion : le modèle social-démocrate d'après-guerre est en crise et chacun se demande par quoi le remplacer. Ce modèle - économie mixte, Etat-providence, politique keynésienne de soutien à la demande, négociation permanente entre partenaires sociaux - avait fait merveille pendant un demi-siècle. Il a donné à nos démocraties européennes leur douceur de vivre et leur spécificité. A la fin des années 80 encore, en Allemagne, en Autriche, dans les pays scandinaves, les taux de chômage étaient les plus bas, les salaires réels les plus élevés, la protection sociale la plus développée et les taux de croissance plutôt hauts, malgré les niveaux records de prélèvements obligatoires. Aujourd'hui, même ces bastions de la démocratie sociale ont été rattrapés par le chômage de masse, la montée des inégalités, la crise de l'Etat protecteur.

Cette langueur du modèle social-démocrate ne résulte pas de la vogue des idées libérales qui défient d'outre-Manche et d'outre-Atlantique depuis bientôt vingt ans. Elle est la conséquence de l'évolution de nos sociétés elles-mêmes.

Quatre tendances lourdes du capitalisme avancé frappent en effet aujourd'hui de plein fouet le compromis social-démocrate de 1945 et le contraignent à se transformer.

● La nouvelle révolution technologique, tout d'abord, impose la modernisation accélérée des économies occidentales, leur redéploiement vers les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée. Ce redéploiement exige de grands efforts d'adaptation, d'innovation, de créativité de la part des chefs d'entreprise et des Etats, mais aussi de la part des salariés eux-mêmes. Il appelle donc la remise en cause de bien des habitudes et des avantages acquis. Le statu quo est impossible, le nivellement par le bas inadmissible, dans des sociétés riches et qui continuent à s'enrichir. Le problème de la gauche est de définir et d'imposer une adaptation par le haut, qui conserve et consolide nos standards sociaux sans entraver les initiatives.

● La mondialisation de l'économie rend de moins en moins efficaces les politiques keynésiennes de soutien de la demande et prive les Etats-nations européens d'une partie de leur souveraineté économique : l'arme budgétaire et l'arme monétaire sont de moins en moins opé-

antes. C'est une des raisons pour lesquelles les sociaux-démocrates n'ont pu faire l'Europe politique et monétaire. Mais, tant qu'elle n'est pas faite, l'arsenal keynésien de la social-démocratie n'est plus d'un grand secours.

● Le retour à la croissance lente - 2 % en moyenne sur une longue période - prive l'Etat d'une partie de ses recettes. En même temps, cette croissance lente accroît les dépenses publiques, notamment les dépenses sociales.

● L'avènement de la « société des individus », enfin, pose des limites à l'augmentation des impôts et des charges, nourrit la révolte fiscale des couches moyennes, si bien que l'Etat, passé un certain seuil d'endettement, se voit obligé de stabiliser et de réduire ses dépenses et donc d'arbitrer entre ses interventions.

La combinaison de ces quatre tendances rompt l'équilibre des forces entre les « porteurs sociaux », au profit des détenteurs privés du pouvoir économique - chefs d'entreprise et opérateurs financiers - au détriment des salariés et de l'Etat. Or, c'est sur cet équilibre postérieurement édifié au cours des décennies de luttes syndicales et politiques que reposait la capacité du mouvement ouvrier à contrebalancer les forces du marché.

La résurgence de la cause principale de la crise des partis socialistes et sociaux-démocrates. La maîtrise, même relative, des forces du marché n'est plus possible dans le cadre national. Face à cette situation, on constate trois attitudes. La première, archaïque, est celle de l'ancien modèle et préconise sa défense sans concession, voire son développement, face aux offensives des libéraux. C'est la position de bien des ailes gauches des partis sociaux-démocrates, et clairement celle que la gauche socialiste défend au sein du PS français, avec un talent digne d'une meilleure cause.

Il s'agit à mon sens d'une position conservatrice et nostalgique qui tourne le dos à l'indispensable rénovation des idées et des pratiques. Sa force réside dans le fait qu'elle exprime les inquiétudes d'une large partie de la base sociale de la gauche, ouvriers des industries traditionnelles, salariés de la fonction publique, employés du secteur tertiaire « standardisable », travailleurs en situation de précarité, menacés par la révolution technologique et la mondialisation.

La deuxième attitude, libérale de gauche, ou social-libérale, plutôt que post-socialiste comme

elle aime à se nommer elle-même, est symbolisée par le New Labour de Tony Blair, mais compte de nombreux adeptes dans les partis sociaux-démocrates européens.

Cette tendance emprunte au libéralisme économique la volonté de favoriser au maximum l'initiative des entrepreneurs privés, car ses tenants sont convaincus que ce sont les entrepreneurs privés, et non les hauts fonctionnaires ou les politiques, qui peuvent mener à bien le nécessaire redéploiement des entreprises et de l'économie vers les nouvelles activités et assurer ainsi à nos sociétés un haut niveau de croissance et d'emploi. D'où leur plaidoyer pour la réduction des dépenses publiques, la baisse des impôts et des charges, l'accroissement de la flexibilité du travail.

Du projet social-démocrate, les libéraux de gauche conservent néanmoins la volonté de garantir la solidarité avec les plus faibles, notamment par la rénovation des services publics et la protection sociale de tous. De suppléer aussi aux limites et aux carences du marché, par d'autres moyens que ceux qui ont été mis en œuvre dans les années 50 et 60, mais qui devraient selon eux aboutir aux mêmes résultats, sans bider toutefois les capacités d'entreprendre, d'innover, de créer des richesses que recèle la société.

La troisième attitude - appelons-la, faute de mieux, néo-keynésienne - qui se définit elle-même comme socialiste moderne, est incarnée par la majorité du Parti socialiste français et vise à donner un nouveau contenu au socialisme démocratique, adapté aux conditions du capitalisme du vingt et unième siècle.

Cette troisième tendance voit dans la construction européenne - d'une Europe-puissance et pas seulement d'une Europe-espace - le cadre dans lequel une nouvelle politique économique volontariste et un nouvel Etat-protecteur sont possibles. Une nouvelle civilisation, aussi, fondée sur la réduction du temps de travail et l'extension du temps libre, l'éducation tout au long de la vie, la participation du plus grand nombre à la vie de la cité, l'accès de tous à la culture et aux loisirs.

Les cinq conventions du PS programmées par François Hollande et la préparation du prochain congrès de l'Internationale socialiste, à Paris en 1999, seront l'occasion de tirer un premier bilan de cette confrontation.

Henri Weber est sénateur (PS) de la Seine-Maritime.

La gauche va bien, mais est-elle encore socialiste ?

par Gilles Martinet

TOUT va bien pour le Parti socialiste. C'est le succès du « réalisme de gauche », et donc d'un homme et d'une équipe qui ont inauguré une nouvelle façon de gouverner. Le congrès de Brest les a plébiscités.

Cependant, une question se trouve posée. Certains la jugent peut-être impertinente, mais il me paraît difficile de l'écarter : quelle idée du socialisme se font les socialistes d'aujourd'hui ?

Je me souviens d'un temps, pas trop lointain, où le socialisme annonçait la dissolution de l'ordre capitaliste. Or, les socialistes ne préconisent plus la socialisation des moyens de production et d'échange. Ils acceptent que la régulation de l'économie soit principalement assurée par le marché. Ils ne parlent ni de planification ni d'autogestion, et ils ne croient plus que le prolétariat puisse se transformer en classe dirigeante. Alors, encore une fois, qu'est-ce que le socialisme aujourd'hui ?

Une nostalgie des temps héroïques ? Un rêve dont on ne veut pas se réveiller ? Ou, plus simplement, la volonté de lutter contre les injustices sociales et l'aggravation des inégalités ? Le refus de voir se réduire la capacité d'intervention de l'Etat ? Une vision universaliste des droits de l'homme ? Un désir de repousser toujours plus loin les frontières de la démocratie ? Sans doute tout cela à la fois.

Dans un monde où le capitalisme apparaît triomphant, le mouvement socialiste n'a plus pour ambition que d'en limiter la toute-puissance, d'en corriger les règles et d'imposer le respect de valeurs s'inspirant aussi bien de la philosophie des Lumières que d'une certaine tradition chrétienne.

On est passé de la formulation d'un grand projet historique à l'expression d'une série d'objectifs d'ordre social ou moral.

Tout cela pousse naturellement la gauche vers le pragmatisme (ce

qui ne veut pas dire vers l'opportunisme). Le « réalisme de gauche » prend appui sur des valeurs et cherche à changer ce qui peut être changé. Mais il souffre d'un sérieux défaut : il n'a jamais fait les comptes avec le passé. Tout en ayant laissé en chemin un grand nombre de repères idéologiques, les socialistes ne les ont pas véritablement effacés de leur mémoire. Ils ne parlent plus des nationalisations faites en 1982. Ils ne songent pas à renationaliser les entreprises qui ont été privatisées. Mais, dès qu'il est question d'ouvrir le capital d'une entreprise publique, ils se crispent. Les vieux réflexes jouent, alors que chacun sait que les notions de service public, de secteur public et de propriété publique mériteraient d'être redéfinies.

Il faudra bien, un jour ou l'autre, dresser le bilan des espoirs abandonnés, mais non oubliés.

Mais c'est, bien entendu, du côté des communistes que le poids du passé est le plus lourd. Il leur faut reconnaître que les terreurs stalinienne et maoïste ont fait des millions de victimes. Ils peuvent contester les chiffres et souligner le fait qu'eux-mêmes n'ont jamais eu l'occasion de mettre en application de telles pratiques. Mais, finalement, cette reconnaissance tardive ne les gêne pas outre mesure. Il s'est agi, disent-ils, de monstrueuses « déviations », étrangères aux principes communistes.

Ils n'aiment pas, en revanche, qu'on leur demande d'analyser les causes profondes de l'effondrement de l'Empire soviétique. Or, cet effondrement est moins

lié à la condamnation du goulag qu'à l'échec économique. Les bureaucraties de l'Est européen ont commencé par admettre l'importance des rapports marchands, elles ont toléré un certain pluralisme politique, puis, après avoir vainement tenté de réformer le système, elles se sont résignées à mettre la clé sous la porte... tout en s'attribuant une grande partie des meubles qui se trouvaient dans la maison.

De cet échec économique, les communistes français n'aiment pas parler, car ils veulent croire que les « crimes » du stalinisme ne mettent pas en cause les orientations fondamentales du système. Si non, pourquoi continuer à s'appeler communistes ?

Il faudra bien, un jour ou l'autre, dresser le bilan des espoirs abandonnés, mais non oubliés et, pour cela, revisiter les chemins parcourus depuis les temps lointains du Front populaire. Mais n'imaginons pas que cela signifiera la fin des idéologies. Les hommes ont toujours besoin d'avoir une idée de leur avenir. Aujourd'hui plus que jamais, puisqu'une grande partie de la population vit en état d'insécurité. Les « performances » du capitalisme ne parviennent pas, comme le notait François Furet, « à supprimer la demande démocratique d'une autre société ».

Lorsque les anciennes idéologies ne seront plus l'objet de recherches historiques, il ne restera probablement de nouvelles qui ne seront pas sans rapport avec celles qui les ont précédées, mais qui tiendront compte des changements intervenus dans le monde.

Et en attendant ? Eh bien, en attendant, vive Jospin et le réalisme de gauche !

Gilles Martinet est ancien secrétaire national du PS aux études et au programme, ancien membre du conseil national.

AU COURRIER DU « MONDE »

LES MORTS DU COMMUNISME

Le communisme est-il comparable au nazisme ? Cette question qui soulève tant de réactions est sans objet.

Faut-il pour autant absoudre le communisme de ses fautes ? Certes non. Tout d'abord, il convient de souligner que le communisme et ses méfaits ne se résument pas au stalinisme ainsi que l'a fait M. Jospin. Car le communisme, c'est aussi la Chine actuelle, la Corée du Nord ac-

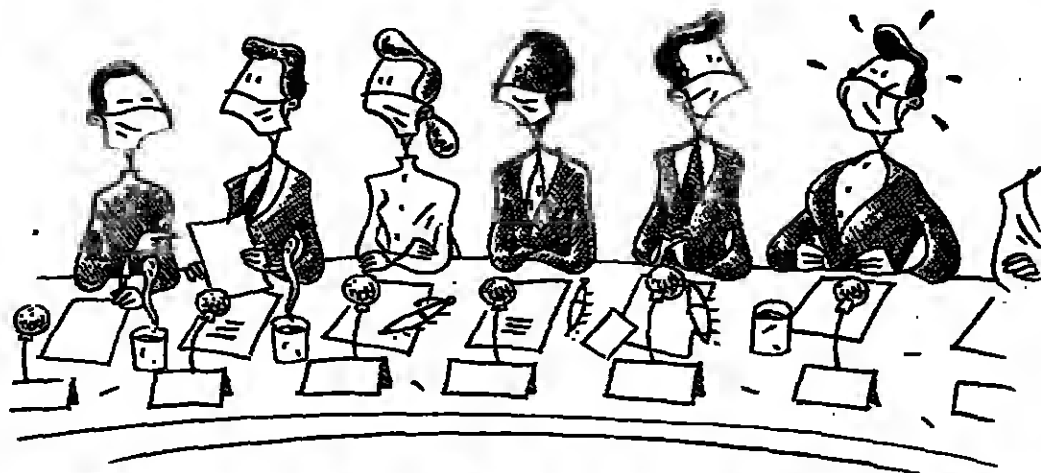
tuelle, le Cambodge sous le régime de Pol Pot, c'est l'Afghanistan en 1980, la Pologne et la répression de Solidarnosc. Peut-on, de bonne foi, prétendre que le communisme n'a dévié que sous Staline ?

Le communisme porte en lui les germes de la terreur, de la répression, de la haine. Parce qu'il prône l'abolition des classes, il implique la réduction des classes autres que le prolétariat. Or qui peut se laisser déposséder sans réagir ? Certains pratiquent la grève, d'autres le terrorisme, d'autres la résistance ; tous défendent leur

propriété (...). On se retrouve ainsi devant une extermination de classes et non plus raciale.

Alors, sans faire d'amalgame entre le nazisme et le communisme qui sont les deux extrêmes connus à ce jour, il serait tout de même bon que l'on reconnaisse que cette idéologie a fait beaucoup de mal, de morts. En mémoire de ceux qui ont été les victimes et en soutien de ceux qui continuent à l'être partout dans le monde, 44 ans après la mort de Staline.

Alexandre Majersik par courrier électronique



En attendant les résultats du sommet de Kyoto, vous êtes priés de retenir votre souffle.

Pour lutter contre l'effet de serre, quoi de plus naturel que les énergies renouvelables.

Il viles en
l'énergie
contre

مكتبة من الاموال

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1997

CAPITALISME Les rumeurs de rachat, d'opérations hostiles se multiplient en Bourse. Après la BNP et Paribas, Accor était désigné, lundi 1^{er} décembre, comme une proie poten-

tielle. ● **CES SPÉCULATIONS** illustrent la grande nervosité du marché boursier et des groupes français. Depuis que l'assureur italien Generali a osé lancer une opération hostile contre les

AGF, le dernier rempart est tombé : tous se sentent menacés. ● **LA MISE EN PLACE** du marché unique pousse les sociétés à consolider leurs positions à l'échelle européenne. Confrontés à ce mouvement d'intégration, les

groupes français, qui n'ont pas d'actionnariat stable et sont mal valorisés en Bourse, paraissent très vulnérables. ● **LES SOCIÉTÉS** financières

sont les plus menacées. Pour se défendre, elles cherchent à augmenter leur taille et surtout leur rentabilité, seul moyen de convaincre leurs actionnaires de leur rester fidèles.

Les groupes français sont vulnérables face aux OPA étrangères

L'accélération du marché unique européen et de la mondialisation pousse les entreprises à consolider leurs positions. Les sociétés nationales, en voie de redressement et à la faible capitalisation boursière, sont des proies tentantes

UN VENT de rumeurs souffle sur la Bourse de Paris. Toutes les semaines, de nouvelles proies potentielles pour des offres publiques d'achat (OPA) sont désignées par le marché. Lundi 1^{er} décembre, les titres du groupe hôtelier Accor, depuis longtemps considéré comme une cible pour ses concurrents, étaient l'objet de fortes transactions, à la suite d'informations faisant état d'une possible opération de rachat. Les jours précédents, des analystes s'attendaient que la BNP soit acquise par la Dresdner Bank et prêtait à General Electric Capital l'intention de racheter Paribas. De leur côté, Pernod-Ricard, plongé dans une difficile succession après la mort de son fondateur, comme Bouygues étaient soumis à d'intenses spéculations.

Les dirigeants des groupes, qui naguère, trouvaient sur ces agitations boursières, les prennent désormais très au sérieux. Ils surveillent attentivement le mouvement de leurs actions, examinent avec soin la demande de documents faite par des banques d'affaires extérieures. Pour eux, la menace est réelle. Après s'être dits opérables, ils ont découvert qu'ils le

sont vraiment. En septembre, la montée des opérations hostiles de Promodès contre Casino, puis de Pinault contre Worms, traduisait déjà un changement de comportement. Mais c'est l'OPA hostile lancée par l'assureur italien Generali sur les AGF qui a donné le véritable signal. Pour la première fois, un groupe étranger osait s'attaquer à une société française considérée comme intouchable. « Jusqu'alors certains avaient pensé que l'Europe ne verrait pas le jour ou de façon atténuée. En quelques mois, le processus s'est accéléré. La création d'un véritable marché unique, sans frontières, sans risque de change pousse à une intégration et à une spécialisation rapides, auxquelles il n'est plus possible de s'opposer au nom des intérêts supérieurs de l'Etat », remarque Jérôme Liban, analyste stratégique chez Pinatton.

Cette brutale accélération de l'Europe et de la mondialisation prend de court de nombreux groupes français. Avec la dissolution progressive des noyaux durs, nés il y a dix ans lors des premières privatisations, les sociétés ont perdu leur protection artificielle. Faute de fonds de pension français, l'ac-

tionnariat des firmes françaises est largement ouvert. Les investisseurs étrangers y prédominent. Pour eux, seule la performance compte. Sous leur influence, les groupes se recentrent, améliorent leur rentabilité. Mais leur redressement n'est pas encore achevé et leur capitalisation boursière reste faible. Sur deux cents entreprises cotées, seuls sept (Alcatel, AXA, Carrefour, Elf, France Télécom, L'Oréal et Total) affichent une capitalisation boursière supérieure à 100 milliards de francs. En moyenne, les sociétés françaises sont valorisées entre 15 à 16 fois leurs bénéfices, alors que les firmes européennes et américaines sont payées entre 18 et 20 fois leurs résultats. Enfin, l'Etat français, qui constituait l'ultime rempart des sociétés françaises, a cessé de faire peur. Les étrangers qui s'autocensuraient par crainte de l'interventionnisme des pouvoirs publics passent désormais outre.

UNE LONGUE LISTE
« Tous les groupes français les plus performants, qui ont des positions ou des technologies intéressantes, peuvent être rachetés », clament les observateurs les plus pessimistes.

Ils dressent une liste fort longue des sociétés les plus menacées. A les entendre, Accor, Danone, Schneider, Rhône-Poulenc seraient parmi les premiers à pouvoir passer rapidement sous contrôle étranger.

« Il est évident que des sociétés françaises seront rachetées. Mais des groupes français peuvent aussi acquérir des sociétés étrangères », dit Bernard Esambert, président de la banque Arjl. Comme vient de le faire Lafarge. En réussissant, ces derniers jure, à prendre le contrôle du britannique Redland, le groupe français de matériaux de construction s'est hissé dans les tout premiers rangs mondiaux et paraît désormais bien moins attaquable. Paribas a choisi aussi la voie de la taille, en intégrant le Cetelem et la Compagnie bancaire. D'autres groupes comme Saint-Gobain, Air Liquide, Suez-Lyonnaise des eaux, Générale des eaux, Alcatel-Alsthom ont emprunté le même parcours, ces dernières années. Ils ont acquis des positions mondiales dans leurs métiers qui leur assurent une certaine suprématie par rapport à leurs concurrents.

Si la taille apporte une certaine protection, elle n'est pas, toutefois, une dissuasion absolue, selon de nombreux banquiers d'affaires. Alors que les cartes se redistribuent à l'échelle du continent européen, des groupes sont prêts à payer très cher des concurrents pour leurs parts de marché et leurs technologies. Dans ce contexte, le prix ne constitue même pas un obstacle. « Les banquiers américains comme Goldman Sachs, Salomon Brothers croient sous l'argent. Ils sont prêts à apporter des dizaines de milliards de dollars dans une opération », confie un observateur. Les groupes acquireurs peuvent être d'autant plus tentés qu'ils ne répugnent plus à s'endetter : jamais l'argent prêté n'a coûté si peu cher.

Placés sous la menace permanente d'une attaque, les dirigeants sont condamnés à faire preuve d'imagination. La seule défense possible : être meilleur - ou au moins aussi bon - que les concurrents, de façon à s'attacher leurs actionnaires et rendre une opération de rachat moins intéressante. Vivant dans la hantise permanente d'une attaque depuis deux ans, Rhône-Poulenc s'est engagé à réa-

liser une croissance de 20 % de son résultat opérationnel pendant trois ans, puis s'est résigné à lancer la scission de ses activités chimie et pharmacie comme le lui demandaient ses actionnaires. Comptant que la protection de la banque de Lazard ne pourra être éternelle face à des possibles attaques extérieures, Danone a choisi de se séparer de ses activités de soins de santé, à la fois rentables et moins rentables (Panzani, Carambar) pour se recentrer sur ses métiers mondiaux (eau, produits frais, biscuits), où il peut rivaliser à armes égales avec ses concurrents. Pechiney a entrepris une remise à plat de toute son organisation, afin de retrouver un niveau de coût et de rentabilité comparables à ses rivaux.

D'autres évolutions pourraient venir. Pour de nombreux observateurs, des regroupements qui sembleraient impossibles du fait du poids de l'histoire ou des susceptibilités de certains dirigeants devraient être mis en œuvre. La progression rapide du marché unique ne laisse guère le choix : le temps de la guerre franco-française est révolu.

Martine Orange

Les treize groupes les plus fragiles

- **Accor** : 40,7 milliards de francs de capitalisation. Le groupe hôtelier, qui a un capital très ouvert, suscite de nombreuses convoitises auprès de ses concurrents.
- **BNP** : 62,1 milliards de capitalisation. Malgré de meilleures performances, le groupe bancaire souffre d'une absence de stratégie offensive.
- **Bouygues** : 15,3 milliards de capitalisation. Le groupe de BTP, possédé à hauteur de 24,7 % par la famille et les collaborateurs, souffre d'une importante décote de holding.
- **CCF** : 26,1 milliards de capitalisation. Petite, très rentable, la banque est considérée comme une proie idéale pour des groupes étrangers à la recherche d'une base française.
- **Club Méditerranée** : 6,1 milliards de capitalisation. En pleine restructuration, le groupe de loisirs peine à retrouver les

- recettes de sa réussite d'antan.
- **Danone** : 70,4 milliards de capitalisation. La société agroalimentaire, qui possède un actionnariat très dispersé, a des positions fortes suscitant de nombreuses convoitises de ses concurrents.
- **Paribas** : 53 milliards de capitalisation. Malgré la prise de contrôle du Cetelem et de la Compagnie bancaire, le groupe est toujours considéré comme opérable.
- **Pechiney** : 18,4 milliards de capitalisation. Le producteur d'aluminium, en pleine transformation pour améliorer sa rentabilité, est petit face à ses concurrents.
- **Pernod-Ricard** : 17,1 milliards de capitalisation. Le groupe, détenu à hauteur de 12,5 % par la famille, entre dans une difficile succession, au moment où ses métiers centraux perdent du terrain.
- **Peugeot** : 34,7 milliards de

- capitalisation. Le constructeur automobile, toujours sous l'influence familiale, souffre d'un manque de taille critique dans un marché européen unifié.
- **Rhône-Poulenc** : 96 milliards de capitalisation. Après le rachat de Rorer, le groupe reste petit face aux géants de la pharmacie, secteur où la recherche demande des moyens de plus en plus importants.
- **Schneider** : 48,8 milliards de capitalisation. Le groupe d'électromécanique, qui n'a pas réglé ses problèmes de succession, est de petite taille face à ses grands concurrents, et son actionnariat est dispersé.
- **Sella** : 10,8 milliards de capitalisation. La firme, récemment privatisée, est une proie idéale pour les géants du tabac, qui cherchent à compenser la diminution de la consommation de cigarettes dans les pays occidentaux par une croissance géographique.

Les sociétés financières sont des cibles faciles

PLUS ENCORE que les entreprises industrielles, les sociétés financières, banques et compagnies d'assurances, sont au centre des grandes manœuvres qui découlent de la mondialisation des activités. Dans ce domaine plus que dans tout autre, la taille et donc la solidité est une nécessité. Les regroupements se sont d'abord opérés sur chaque marché national. Presque chaque jour, des banques régionales américaines se marient. Lundi 1^{er} décembre encore, la National City a annoncé le rachat de First America pour 42 milliards de francs.

En Europe, la proximité de l'euro, l'opulence des trésoreries et les hauts d'intérêt incitent désormais les investisseurs à franchir leurs frontières. Les sociétés financières sont des proies tentantes : le système des participations croisées destinées à les protéger contre toute attaque a vécu. Les entreprises restent seules avec les effets per-

vers que ce système a engendré : une très faible capitalisation. Quant aux privatisées de la deuxième cohabitation, elles n'ont pas été dotées d'actionnariat stable, ce qui les rend facilement opérables.

C'est ce qui est arrivé aux AGF, convoitées par l'assureur italien Generali. Sauf à être protégé par un statut mutualiste qui interdit toute attaque - comme AXA, qui a pu mettre la main sur l'UAR mais ne peut pas être acheté - trois entreprises financières apparaissent particulièrement vulnérables du fait de la structure de leur actionnariat et d'une taille boursière qui les expose : la BNP, le CCF et Paribas. Elles cherchent donc à grossir.

C'est le sens de l'opération qu'a annoncée Paribas la semaine dernière (Le Monde du 27 novembre). En rachetant les actions de ses filiales Compagnie bancaire et Cetelem qu'il ne détient pas encore, et en fusionnant la Compagnie bancaire, la Compagnie financière de

Paribas et la Banque Paribas, André Lévy-Lang, le PDG du groupe, tente de construire une forteresse. Dans un premier temps, cette opération devrait pourtant l'affaiblir, puisqu'elle va lui coûter quelque 25,7 milliards de francs et diluer son capital actuel.

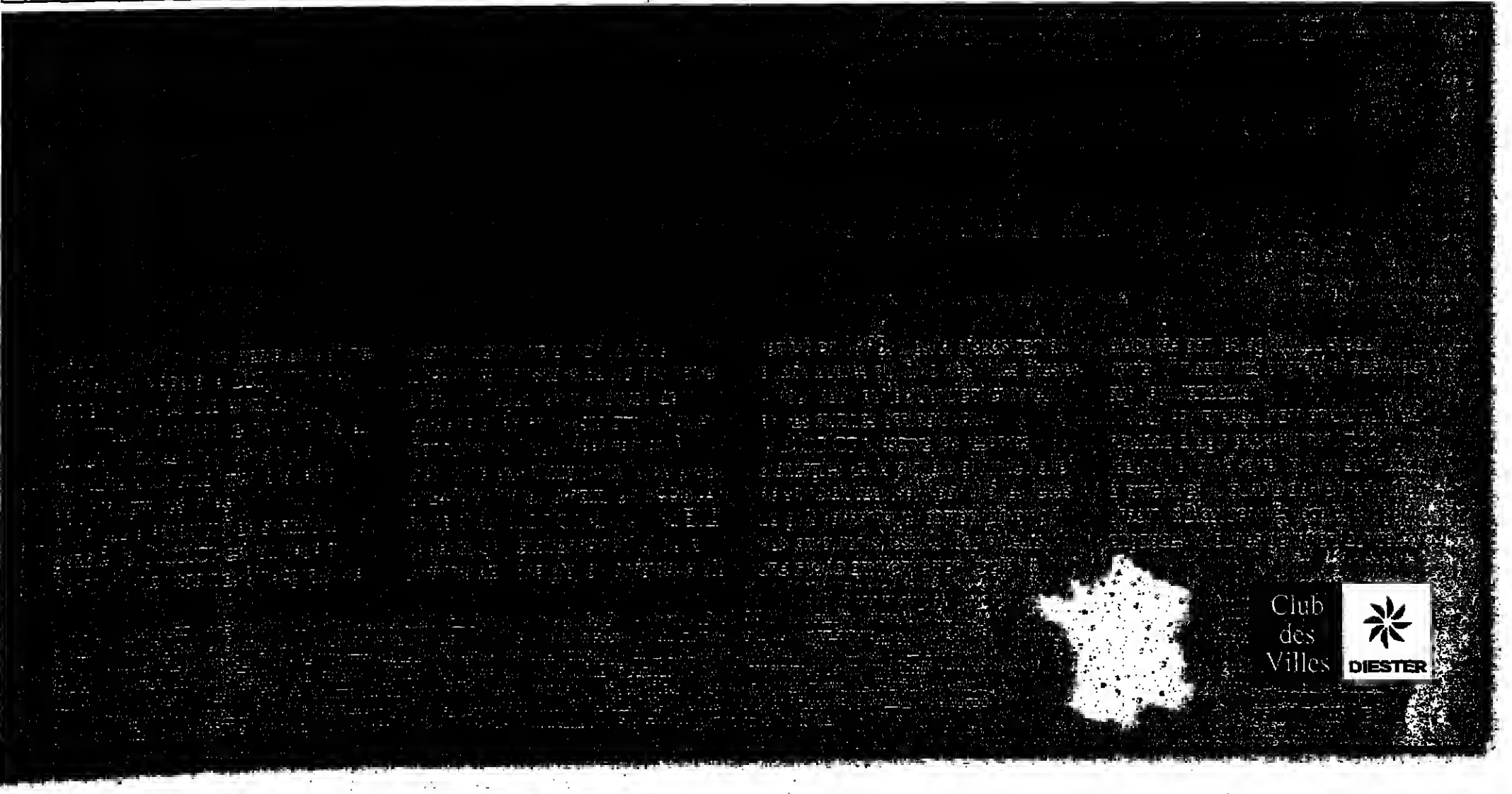
Conscient de l'appétit qu'elle peut susciter, la BNP (60 milliards de francs de fonds propres, 3 milliards de résultat net au premier semestre) resserme ses liens avec la Dresdner Bank. Elle est également candidate au rachat du groupe bancaire CIC. Elle va se trouver sur ce dossier en concurrence avec le Crédit commercial de France (CCF), dont la taille moyenne et l'absence d'actionnaire de référence provoquent des rumeurs d'achat régulières qui poussent le titre à la hausse. L'acquisition du CIC donnerait au CCF à peu de chose près la taille de la BNP actuelle.

Babette Stern

bien, mais est-elle ste ? par Gilles Martinet

ndra bien pour ou l'autre, par le bilan des des abandonnés s non oubliés

souffle. énergies renouvelables.



France Télécom va négocier dès 1998 le passage aux 35 heures hebdomadaires

L'entreprise publique accueillera 2 000 jeunes en insertion

Signé le 9 janvier 1997, un accord social passé avec quatre syndicats a d'ores et déjà permis à 3 500 salariés de travailler entre 34 et 36 heures

en échange d'horaires élargis. La loi Aubry incite l'entreprise à généraliser cette démarche. France Télécom y trouve plus de souplesse à l'heure où

se renforce la concurrence et où le marché s'internationalise, comme le montre son association avec Deutsche Telekom et l'Enel en Italie.

NON CONCERNÉE par les emplois-jeunes du secteur public, puisque elle est une société anonyme, mais ne pouvant bénéficier de l'aide à la réduction du temps de travail puisque son capital reste contrôlé par l'Etat, France Télécom peut difficilement être en première ligne pour appliquer les projets sociaux du gouvernement.

Sans doute pour prévenir d'éventuelles critiques, Bernard Jais, directeur des ressources humaines, et Paul Schietecat, directeur du développement et de l'emploi de France Télécom, ont dressé, mardi 2 décembre, un premier bilan de l'accord social signé le 9 janvier 1997 par quatre syndicats (CFDT, FO, CFTC et CGC). Ils ont par ailleurs indiqué que 70 % des agents étaient devenus actionnaires à la faveur de la mise en Bourse, en octobre : 61 % des employés, 81,5 % de l'encadrement et 91,8 % des cadres supérieurs.

L'accord comporte trois volets :

l'insertion de jeunes, l'aménagement et la réduction du temps de travail, et les promotions.

Sur le premier plan, l'accord prévoyait d'« accueillir en permanence au moins 1 000 jeunes en formation par alternance ». En 1997, cet objectif a été atteint, et France Télécom prévoit d'en accueillir autant cette année. Les formations en alternance durent deux ans. 2 000 jeunes seront accueillis dans l'entreprise. En 1997, près de 11 000 agents ont quitté l'entreprise et environ 6 000 l'ont intégrée, dont moins de 900 fonctionnaires.

ACCORDS LOCAUX

Pour la direction, l'enjeu du deuxième volet était clair : réduire le temps de travail en contrepartie de l'ouverture des points de contact avec la clientèle plus tard le soir et le samedi. Aujourd'hui, sur 145 000 agents, 9 300 travaillent désormais entre 34 et 36 heures par semaine, en fonction des accords

locaux. Selon Bernard Jais, la moitié des 764 points d'accueil sont aujourd'hui en « horaires élargis », ce qui, selon la direction, est un nombre qui correspond à ses besoins. Mais le projet de loi présenté par Martine Aubry va amener l'entreprise à ouvrir très prochainement des négociations sur les 35 heures « sur la base de l'accord » pour l'ensemble des salariés.

Le troisième volet – les promotions internes – est moins médiatique, mais, en interne, c'est celui qui a suscité le plus de réserves. Il prévoit de développer les promotions liées aux « compétences » et aux « aptitudes » reconnues par un jury, y compris pour les fonctionnaires. Selon la direction, 5 000 promotions auront été réalisées dans ce nouveau cadre en 1997, ce qui prouve que « le statut n'est pas un élément bloquant de réactivité ».

Plus globalement, Bernard Jais se félicite que, pour la première

fois, la hiérarchie se soit appropriée un accord qui devait être négocié localement. En onze mois, 68 accords locaux ont été signés : « La quasi-totalité des agents sont concernés par un accord local », estime-t-il.

Les syndicats sont plus réservés : « le dispositif d'insertion des jeunes est moins intéressant que celui du gouvernement, et les promotions sont désormais arbitraires », se plaint la CGT. Pour SUD, « les accords locaux ne sont que la transposition de l'accord national. Les horaires de travail élargis ne respectent pas toujours le volontariat ».

De son côté, la CFDT estime que « l'accord a généré des discussions locales mais qu'en est au stade de la mise en œuvre ». Elle regrette en particulier que la direction n'établisse aucun lien entre réduction du temps de travail et création d'emplois.

Frédéric Lemaître

L'alliance franco-allemande se ressource en Italie

FRANCE TÉLÉCOM et Deutsche Telekom ont multiplié ces deux dernières années les initiatives divergentes sur les marchés internationaux. Au point de susciter des interrogations sur la solidité de leur alliance. Avec l'annonce de leur entrée commune dans une société créée avec le groupe italien d'électricité Enel pour s'attaquer au marché transalpin du téléphone (Le Monde du 26 novembre), les opérateurs français et allemand veulent offrir le visage d'un couple ressoudé.

« Nous avons fait beaucoup de progrès en un an », a assuré, lundi 1^{er} décembre, Michel Bou, le président de France Télécom, à l'occasion de la présentation, à Rome, de cette so-

ciété, baptisée Wind. « En Europe, nous regardons partout ce que nous pouvons faire ensemble. Nous avons des projets communs au Danemark, aux Pays-Bas, en Suisse. »

En Italie, France Télécom et Deutsche Telekom ont pris chacun 24,5 % de Wind, 51 % étant aux mains de l'Enel, qui louera à la société son réseau de télécommunications. Wind, qui entend investir 12 000 milliards de francs (40,8 milliards de dollars) et créer 10 000 emplois en dix ans, veut devenir le deuxième opérateur téléphonique, derrière Telecom Italia, offrant des « services intégrés de téléphonie fixe et mobile », aux entreprises et aux particuliers.

Les trois alliés prévoient d'accueillir

de nouveaux partenaires et évoquent une mise en Bourse « dès que possible ». Ils visent un chiffre d'affaires de 10 000 milliards de francs et 8 millions de clients en 2007, soit 15 % du marché du téléphone fixe et 20 % du marché du téléphone mobile. Les premiers services seront proposés en décembre 1998.

CONCURRENCE PAR ET

Ces projets restent suspendus à l'attribution de licences. Ce qui n'est pas acquis dans le téléphone mobile, où Wind sera en concurrence avec le britannique BT, allié aux groupes italiens Mediaset et Eni, pour l'attribution du troisième réseau italien, en février 1998. Si Wind n'obtenait pas

cette licence, « il y a d'autres possibilités d'offrir du téléphone mobile », assure Tommaso Pompei, le patron de Wind, sans se montrer plus précis.

L'offensive de France Télécom et Deutsche Telekom en Italie ne s'était pas engagée dans une aussi belle harmonie. Fin 1995, le groupe français avait opté pour une alliance avec Olivetti, propriétaire du deuxième réseau italien de téléphone mobile, Omnitel. Un choix auquel n'avait pas souscrit Deutsche Telekom, qui n'avait pas confiance dans le groupe informatique italien. Ce dernier a fini par s'allier avec le groupe allemand Mannesmann.

Philippe Le Cœur

La FNAC Champs-Élysées à l'avant-garde de la flexibilité

IL EST LOIN, le temps où la FNAC dénonçait la déreglementation sauvage lancée par Virgin, en installant en 1988 sur les Champs-Élysées un Megastore ouvert le soir et le dimanche. Mardi 2 décembre devait être inaugurée, sur les mêmes Champs-Élysées, la toute nouvelle FNAC, dans la galerie du Claridge, à deux pas du Virgin Megastore. Ce magasin de 2 500 mètres carrés sera ouvert jusqu'à minuit, sept jours sur sept. « Un exploit pour la FNAC », soulignait récemment François-Henri Pinault, le nouveau président de l'entreprise.

Cette nouvelle FNAC, dont M. Pinault veut faire « la vitrine mondiale » du groupe, est un coin de plus enfoncé dans les conventions sociales héritées de l'époque des fondateurs. Pour imposer la flexibilité des horaires permettant de concurrencer Virgin, le groupe Pinault Printemps Redoute (PPR), propriétaire de la FNAC depuis 1994, n'a guère eu besoin de négocier. « FNAC Champs-Élysées est une nouvelle société qui ne possède pas encore d'instances représentatives. Ce sera chose faite dans un an », explique la directrice des ressources

humaines, Isabelle Tremblay. A vrai dire, le nouveau patron n'a eu qu'à reprendre les méthodes de ses prédécesseurs, qui avaient littéralement « saucissonné » l'entreprise. Le groupe FNAC est une juxtaposition de huit sociétés aux statuts différents : FNAC SA (siège social), FNAC Paris (quatre magasins parisiens), Codirep (neuf magasins dans Paris et en banlieue), FNAC Relais (trente-quatre magasins de province), FNAC Service (développement photo), FNAC Junior, FNAC Télécom et FNAC Champs-Élysées. Une tactique d'encercllement des syndicats. « Nous nous sommes battus dix ans pour obtenir un comité de groupe FNAC et, lorsqu'on l'a enfin obtenu, il a été dissous dans le comité du groupe PPR après le rachat », déplore Gaëlle Créach, représentante du syndicat SUD-Commerce, créé en septembre 1996 au magasin de Montparnasse par des dissidents de la CFDT. « Aujourd'hui, seuls le siège et la FNAC Paris ont des conventions d'entreprise améliorant les conventions collectives », poursuit-elle. « 5 000 des 7 000 salariés français n'ont aucune convention particulière. »

Même si, selon la DRH, « tous les magasins sont régis par la même convention collective, la CREM (électro-ménager) », les salariés des magasins parisiens sont les seuls, par exemple, à bénéficier d'une semaine de travail de 37 heures. Des négociations visant à l'étendre aux magasins de province ont eu lieu, mais « les arguments syndicaux ont cru bon, au grand dam des salariés, de ne pas signer le protocole, préférant attendre la loi sur les 35 heures », observe M^{me} Tremblay.

Ces différences sont un frein à la mobilité entre les magasins, reconnaît la DRH. Une certaine homogénéité des statuts est un des objectifs pour les prochaines années. Mais la direction n'y met pas le même sens que les syndicats. « Sur deux cents personnes embauchées aux Champs-Élysées, cent viennent des autres magasins en candidatures spontanées et en parfaite connaissance des horaires », affirme M^{me} Tremblay. En s'installant aux Champs-Élysées, l'agitateur culturel serait-il définitivement rentré dans le rang ?

Pascal Galinier

Le pharmacien Zeneca se développe grâce à la biotechnologie

LONDRES. L'action de Zeneca, troisième laboratoire pharmaceutique britannique et vingtième mondial, s'est appréciée de plus de 1 %, à 19,5 livres, lundi 1^{er} décembre à la Bourse de Londres, après la présentation aux investisseurs d'un programme de recherche prévoyant le lancement de vingt-six nouvelles molécules. Fortement affecté par la tempête boursière de l'automne, le cours du laboratoire se redresse depuis l'apparition, il y a trois semaines, de rumeurs sur ses ambitions projets.

« Nous avons beaucoup d'opportunités », a reconnu Tom McKillop, directeur de Zeneca Pharmaceuticals, en évoquant les possibilités offertes par les nouvelles technologies. « Nous avons assemblé les différentes pièces d'un puzzle », ajoute-t-il, en évoquant les alliances passées avec les firmes de biotechnologies pour améliorer les découvertes. L'objectif affiché est de doubler la productivité de la recherche dans les cinq ans, d'accélérer le passage de la dé-

couverte à l'expérimentation et de se hisser de la deuxième à la première place dans le traitement du cancer, grâce aux nouveaux produits.

Issu de la scission des activités chimie et pharmacie d'ICI, en 1993, Zeneca a lancé au cours des trois dernières années six nouveaux traitements, dans le domaine du cancer (Casodex, Arimidex, Tomudex), des maladies du système nerveux central (Seroquel) et l'antituberculeux (Zomig) et contre l'asthme (Accolate). Le groupe a actuellement quatre-vingt-sept projets en développement comprenant des extensions de traitement et incluant vingt-six nouvelles molécules. « L'objectif est de mener sur le marché un flux régulier de nouveaux produits rentables », a expliqué Richard Aury, directeur de la recherche. Le groupe veut avant tout éviter de se trouver dépendant d'un produit principal, qui lorsque son brevet tombe dans le domaine public est soumis à la concurrence. Il faut alors baisser les prix. En 1991, Zeneca en a fait l'expérience sur le mar-

ché américain avec son antihypertenseur Tenormin. Le groupe réalisait 42 % de son chiffre d'affaires sur ce seul médicament. Au siècle prochain, quand tomberont dans le public deux de ses médicaments phares, le Zestril pour le cardio-vasculaire en 2001 et, l'année suivante, l'anticancéreux Novidex, ces deux produits ne représenteront que 22 % des ventes du groupe. L'essentiel, soit 60 %, proviendra de nouveaux médicaments.

PARTENARIATS MULTIPLIÉS

Pour cela, tout en développant sa recherche interne, le groupe multiplie les partenariats avec les firmes de biotechnologies. En l'espace d'un an, entre janvier 1995 et juin 1996, Zeneca a noué une dizaine d'accords (Le Monde du 29 novembre). Dans la thérapie génique, qui s'appuie sur l'étude du génome humain, Zeneca s'est associé à la société américaine Inocyte pour avoir accès à sa banque de données. La société a aussi signé des accords avec l'université d'Oxford et avec la Molecular Dynamics/Amersham.

Dans le domaine de la biologie cellulaire, des contrats ont été conclus avec la firme de biotechnologie Sugent et l'université de Californie. Pour optimiser ses chances de découvrir de nouvelles molécules, Zeneca a signé des accords avec le britannique Xenova et l'américain Pharmacia, deux firmes spécialisées dans la chimie combinatoire, une technique qui permet de créer de nouvelles molécules en associant selon toutes les possibilités, différents groupes chimiques autour d'une structure centrale. Effectuée par des robots, cette technique permet de tester plusieurs millions de configurations en un an. La capacité annuelle de test de Zeneca est passée de 500 000 possibilités voici quatre ans à plus de 4 millions. Enfin, le groupe britannique se lance dans la pharmacogénétique qui permet d'adapter un traitement à chaque profil individuel. Un groupe de quarante scientifiques vient d'être constitué pour se pencher sur ce nouveau domaine.

Dominique Gallois

Patrick Careil prend la présidence de la Société marseillaise de crédit

Pierre Habib-Deloncle a fini par démissionner

LORSQUE l'Etat lui demande un service, Patrick Careil avoue volontiers qu'il n'a pas l'habitude de lui refuser. Le président de la Banque Hérivert, toujours publique, a donc accepté de succéder à Pierre Habib-Deloncle à la présidence de la Société marseillaise de crédit, une autre banque publique, tout en conservant ses fonctions actuelles. Il a été nommé mardi 2 décembre au Journal officiel administrateur de la banque marseillaise, en « qualité de personnalité qualifiée », à la place de M. Habib-Deloncle, qui a démissionné. Un conseil d'administration devait se réunir mardi, en fin d'après-midi, pour proposer sa nomination à la présidence, qui sera entérinée lors du conseil des ministres du 3 décembre.

Après un long bras de fer avec le ministère de l'économie et des finances, M. Habib-Deloncle a finalement accepté de démissionner lundi. Le jour même où les inspecteurs de la Commission bancaire débarquaient en force dans la banque. Une mission que la mauvaise volonté du président à s'expliquer sur les comptes a rendue indispensable. En outre, en juillet, une note anonyme avait été adressée à Bercy et à la Commission bancaire pour dénoncer certaines méthodes pratiquées par la banque dans sa politique d'octroi de crédit. Suite à cette note, la direction de la banque a porté plainte contre X... pour dénonciation calomnieuse et violation du secret bancaire.

Depuis plusieurs mois, Bercy travaillait à son remplacement. En septembre, la situation s'était durcie, les administrateurs salariés ayant refusé de participer au conseil d'administration convoqué pour approuver les comptes. Ils avaient d'ailleurs écrit au ministre de l'économie, Dominique Strauss-

Kahn, pour demander le remplace-

ment de leur président, une première. S'il n'avait pas décidé de son propre chef d'obtempérer aux demandes de M. Strauss-Kahn, qui l'avait fermement invité à démissionner, M. Habib-Deloncle risquait d'être purement et simplement révoqué, malgré le soutien que l'Elysée ne lui a jamais compté. Proche du président de la République et ancien secrétaire général du Club des amis de Jacques Chirac, il avait été nommé en décembre 1995 avec l'appui de ce dernier contre l'avis de Jean Arthuis, le ministre de l'économie de l'époque.

SITUATION DIFFICILE

C'est une situation difficile et tendue que va devoir gérer M. Careil, un inspecteur général des finances, âgé de cinquante ans, qui a été directeur de cabinet de Charles Hernu et de Paul Quilès au ministère de la défense en 1985 et 1986, puis collaborateur de Pierre Bérégovoy au ministère des finances. Dans le livre qu'il vient de publier, l'ambal Pierre Lacoste rappelle d'ailleurs le rôle de ce haut fonctionnaire dans l'affaire Greenpeace. M. Careil a pris la présidence du groupe Hérivert en 1989. Il a récemment recruté Yves Bonnet, qui a été secrétaire général de la SMC de 1993 à février 1997.

Il devrait s'efforcer de maintenir une stricte séparation entre le groupe Hérivert, qu'il avait tenté de privatiser, et la Société marseillaise de crédit. Cette dernière n'est jamais sortie du rouge depuis 1993. Ses pertes accumulées depuis cette date s'élèvent à 2,4 milliards de francs. Recapitalisée à plusieurs reprises par l'Etat – pour plus de 3 milliards de francs –, la banque est suivie de près par la Commission de Bruxelles.

Sophie Fay

Arianespace commande vingt fusées Ariane-4

VINGT nouveaux exemplaires de la fusée européenne Ariane-4 ont été commandés aux industriels, pour un total de 12 milliards de francs, par Arianespace qui pourra ainsi « compléter son offre de lancement et assurer la continuité de ses services », annonce la société dans un communiqué publié lundi 1^{er} décembre. Ces lanceurs supplémentaires couvriront les besoins entre 2000 et 2002, grâce à l'utilisation en parallèle d'Ariane-4 et d'Ariane-5, dont le premier vol commercial devrait avoir lieu en 1998. Arianespace entend proposer chaque année « douze à quatorze vols qui permettront de placer en orbite jusqu'à vingt-cinq satellites ». Pour ce faire, elle compte effectuer en 1998 une nouvelle commande d'Ariane-5 et engager « les investissements nécessaires pour couvrir l'augmentation des cadences de production et de lancement ». A ce jour, cent soixante exemplaires de la filière Ariane ont été commandés à l'industrie européenne : onze Ariane-1, dix-sept Ariane-2 et 3, cent-seize Ariane-4 et seize Ariane-5.

DÉPÊCHES

■ CIC : l'Etat va mettre en vente de gré à gré 67 % du capital du groupe bancaire, filiale du groupe GAN, selon le décret publié au Journal officiel du 2 décembre (Le Monde du 14 novembre). Les offres d'achat accompagnées de références financières doivent être déposées au plus tard le 23 février à 18 heures au ministère des finances.

■ AUTOMOBILE : les ventes de voitures neuves en France ont augmenté de 7 % en novembre, selon les chiffres publiés par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Novembre 1996, le mois de comparaison, avait été extrêmement mauvais, encaissant de plein fouet les effets de l'arrêt de la prime Juppé. Sur les dix premiers mois de l'année, les immatriculations ont régressé de 21,6 %.

■ MERCEDES : Daimler-Benz a annoncé, lundi 1^{er} décembre qu'un modèle Classe A révisé avait passé avec succès le test de la balonnette. En octobre la voiture avait échoué à ce test en Suède. Mercedes avait alors décidé de retirer provisoirement son modèle de la vente pour le modifier.

■ SAMSUNG : le conglomérat sud-coréen a gelé un projet d'investissement de 450 millions de livres (4,5 milliards de francs) au Royaume-Uni en raison de la crise financière qui frappe l'Asie, a indiqué le groupe, lundi 1^{er} décembre. Samsung prévoyait d'élargir les activités de son usine de Teesside (Nord-Est de l'Angleterre) et d'embaucher près de 1 600 personnes d'ici à l'an 2000.

■ AIR FRANCE : Jean-Pierre Hoss, directeur général adjoint chargé du développement et des affaires internationales d'Air France, a démissionné. Dans une lettre adressée à ses collaborateurs, Jean-Pierre Hoss a laissé entendre qu'il n'était pas en « harmonie » avec les nouvelles orientations d'Air France.

■ PROCTER & GAMBLE : le groupe américain a annoncé, lundi 1^{er} décembre, avoir acquis 84 % du capital du papeterie sud-coréen Sangyong Paper Co. réalisant sa première opération importante dans la production de papier en Asie. Après avoir longtemps découragé les opérations de rachat menées par des groupes étrangers, la Corée du Sud a autorisé ses conglomérats fortement endettés à céder leurs actifs.

■ ADITRANZ : le numéro 1 mondial du matériel ferroviaire va enregistrer des pertes en 1997, a indiqué lundi la filiale commune du groupe helvético-suédois Asea Brown Boveri (ABB) et de l'allemand Daimler-Benz. La société, créée en 1996, a annoncé 1 800 suppressions d'emplois d'ici à l'an 2 000, qui concerneront surtout l'Allemagne, où elle emploie 7 800 personnes dans neuf unités.



France 2 se lance à son tour dans la grève

En même temps que France 3, la deuxième chaîne du service public s'est mise en grève, mardi 2 décembre. Sur fond de division syndicale, ce mouvement se veut un « coup de semonce » à la politique de rapprochement voulue par Xavier Gouyou Beauchamps

« FRANCE 2 n'est pas en mesure d'assurer la diffusion normale de ses programmes. Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser. » Cette phrase en blanc sur fond mauve, sans fioritures, qui s'étale sur l'écran de France 2, à l'aube du mardi 2 décembre, était plutôt attendue sur France 3, où un préavis de grève était déposé. Le mouvement de grève imprévu de la deuxième télévision publique a surpris les téléspectateurs et une partie des salariés. Après avoir cru à un simple impact du mauvais temps, les uns et les autres ont vite compris : les mécontentements dans le service public avaient fait bouillir de neige.

Ce sont les syndicats FO et CFTC, ainsi que le Syndicat indépendant de la télévision et de la radio (SITR), qui ont appelé les personnels de France 2 à se mettre en grève le 2 décembre à partir de 6 heures du matin. Ces trois syndicats, qui représentent ensemble environ 35 % des personnels de la chaîne, prévoient une interruption de la diffusion des programmes de la Deux pendant vingt-quatre heures. Qualifiée, par la direction de France 2, de « mouvement psychologique sans revendications claires », voire « d'écarts de mauvaise humeur », cette grève, qui semble aussi surprendre une partie du personnel, témoigne des dissensions syndicales internes comme des craintes générées par l'emménagement des équipes de France 2 et France 3 dans le nouveau siège commun à France Télévision au printemps prochain (*Le Monde* du 25 novembre).

A France 2, personne ne semblait y croire vraiment. Certes, un préavis a été déposé le 25 novembre appelant à une grève d'une durée indéterminée pour la CFTC et FO et d'une durée de vingt-quatre heures

pour le SITR, mais le comité d'entreprise du lundi 1^{er} décembre « s'était plutôt bien passé », selon Michèle Pappalardo, directrice générale de France 2. Même surprise à la CGT où, mardi matin, certains délégués du personnel s'avaient « très très surpris », affirmant même qu'ils pensaient que « cela ne passerait pas ».

ÉMISSIONS PRÉ-ENREGISTRÉES

Pourtant le résultat était là, seule la mire apparaissait à l'écran sur France 2, alors que France 3, où la grève était prévue de longue date, diffusait des émissions pré-enregistrées. D'après la CGC, cette efficacité serait le fait d'un petit nombre de grévistes qui contrôlèrent la régulation de toute image : « Arrêtez de prendre les salariés de France 2 en otage (...) et arrêtez de vous faire passer pour ce que vous n'êtes pas et

n'avez jamais été, leurs défenseurs », écrit la CFTC dans un tract intitulé « grève de plaisanteries ».

A entendre l'intersyndicale, qui a déposé le préavis, les revendications sont nombreuses et reprennent – « mais en partie seulement » – certaines de France 3. Les grévistes s'inquiètent de la disparition de certains métiers, notamment avec l'utilisation des nouvelles technologies, et de la préférence économique qui pourrait aller aux salariés de France 3 – « moins chers » – avec la création future de services communs à France 2 et France 3. Le président de France Télévision, Xavier Gouyou Beauchamps aurait décidé de « créer une situation de fait accompli car non autorisée par la loi » en rapprochant, non seulement les personnels des deux chaînes dans un même bâtiment dans le 15^e arrondissement de Paris, mais aussi

les services juridique, international, et les unités culturelles.

« La technique consiste à créer une hiérarchie commune qui peut aboutir à terme à des équipes communes », analyse Gilles Julien du SITR. Et d'après Françoise Chaud, déléguée syndicale de FO, « c'est presque mathématique, il y aura de la casse ». Autrement dit, des suppressions de postes. L'intersyndicale entend envoyer « un coup de semonce à Xavier Gouyou Beauchamps pour qu'il change sa politique et que l'on discute sur de nouvelles bases ».

En marge des revendications affichées, ce mouvement de grève laisse transparaître « l'effroyable » climat social, qui s'est aggravé lors d'une commission paritaire consacrée, la semaine dernière, aux avancées. La CFTD, qui a formé depuis 1975 l'un des deux « blocs forts » syndicaux de France 2 avec

FO, a fait sécession. Les syndicats FO et CFTD – qui ont perdu, aux dernières élections, le comité d'entreprise qu'ils contrôlaient depuis plusieurs années –, auraient entrepris, selon la CGT, de « se venger ». Ils reprochent aux syndicats, désormais aux commandes, d'avoir fait allégeance au président de France Télévision et à sa politique.

A France 3, la réunion entre la direction et les syndicats, qui s'est tenue lundi 1^{er} décembre jusqu'à 23 heures, n'a pas abouti. La grève a débuté, comme prévu, à 0 heure, et des assemblées générales devaient se tenir en fin de matinée. Les partenaires sociaux devaient à nouveau se rencontrer et début d'après-midi. Les journaux et les émissions en direct risquaient d'être perturbées.

Florence Amalou et Françoise Chiot

Radio : la bataille du groupe NRJ en Allemagne

LA LANDESZENTRALE für Privat Rundfunkanstalten (LPR) de Rhénanie-Palatinat (l'équivalent du Conseil supérieur de l'audiovisuel) a reporté, lundi 1^{er} décembre, sa décision concernant le renouvellement des fréquences du groupe NRJ en Allemagne. Les responsables du groupe français espèrent bien que, d'ici la prochaine réunion du LPR, la Commission européenne se sera prononcée sur ce dossier. En effet, NRJ a saisi l'organisme bruxellois, le 21 novembre, pour qu'il constate « la violation des principes de liberté d'établissement, de non-discrimination et de libre prestation des services dont est victime NRJ en Allemagne ».

Le groupe présidé par Jean-Paul Baudecroix – pour qui l'Allemagne est un des points forts du développement à l'étranger – bataille pour obtenir la réattribution des cinq fréquences dont il bénéficiait déjà en Rhénanie-Palatinat. Or le LPR de ce Land est en train de réaménager

le paysage radiophonique. Deux réseaux allemands, RPR1 (Rheinland-Pfälzische Rundfunk GmbH & Co) et RPR2, qui appartiennent à des groupes de presse et à des entreprises locales, détiennent respectivement quatorze et onze fréquences. Le reste, jusqu'ici disséminé, va être regroupé pour former un troisième réseau. Pour l'obtention de celui-ci, la station concurrente de NRJ est Rockland Radio Pirmasens, dont un des actionnaires (24,9 %) est le groupe RPR, le reste étant détenu par des chanteurs allemands de rock.

SYSTÈMES DE PRESSION

Dans une note d'information interne destinée aux membres du LPR, il est indiqué que, « compte tenu de son entourage international, NRJ est susceptible de mettre en danger l'économie locale des médias ». Les responsables de NRJ voient là une intention protectionniste.

Suivant leur habitude, ils ont fait fonctionner tous les systèmes de pression. Les membres du LPR ont reçu, ces dernières semaines, plus de six cents coups de téléphone, télécopies, lettres ou messages électroniques pour soutenir le groupe français.

Même le CSA y est allé d'une démarche. Dans une lettre à son homologue du LPR de Rhénanie-Palatinat, le président Hervé Bourges rappelle que le CSA vient d'attribuer des fréquences en France au groupe CLT-UFA, propriétaire de RTL, et il ajoute : « Il nous paraît important de porter à votre connaissance cette décision que nous venons de prendre, qui traduit notre attachement sincère à soutenir un développement équilibré des entreprises audiovisuelles européennes à capitaux allemands présentes sur le marché français. »

Françoise Chiot

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL** : la Commission européenne a dénoncé, lundi 1^{er} décembre, « le comportement illégal » des groupes allemands Kirch et Bertelsmann à propos du décodeur de leur télévision à péage. Première, et elle a demandé qu'ils en « cessent immédiatement » la commercialisation. Celle-ci ne peut intervenir tant que la Commission n'a pas donné son feu vert à la fusion entre les deux groupes pour la création de Premiere. – (AFP)

■ **PUBLICITÉ** : Publicis a déposé plainte, mercredi 26 novembre, devant le tribunal fédéral de Chicago, afin de bloquer la fusion en cours entre le groupe américain True North, dont Publicis est le premier actionnaire (18,5 %), et le réseau Bozell. Publicis demande notamment des dommages et intérêts, s'estimant lésé par ce rapprochement qui empêche, selon lui, la constitution d'un réseau international d'envergure. La fusion de Bozell et de True North pourrait être écartée lors d'une assemblée générale prévue le 30 décembre (*Le Monde* du 26 novembre).

■ **PRESSE** : la direction de L'Express a annoncé, lors du comité d'entreprise, qui s'est réuni, jeudi 27 novembre, qu'un plan de relance rédactionnel est prévu pour le printemps 1998.

■ **Politique santé**, un mensuel consacré aux grands problèmes de santé publique et de politique sanitaire, est lancé, mercredi 3 décembre, par des journalistes de l'ancienne équipe du *Journal du Siècle*. Dans un premier temps, ce magazine de 64 pages sera diffusé gratuitement à plus de 20 000 exemplaires avant d'être vendu sur abonnement et dans « un réseau qualifié de librairies et de kiosques ». L'objectif de diffusion est de 10 000 exemplaires par mois.

■ **Le Journal du polar**, un mensuel entièrement consacré à l'univers du genre, tant dans la littérature que dans le cinéma ou la bande dessinée, vient de paraître. Le premier numéro de ce magazine de format tabloïd, vendu 18 francs, a été tiré à 50 000 exemplaires.

«Loi des 35 heures, cherchez l'erreur.»

ESSAYER

Mme J. V. Employée.

La loi des 35 heures est monolithique, fermée. Elle ne tient pas compte des différences entre les entreprises, ni de leurs réalités au jour le jour. Et pourtant, c'est sur le terrain que les entreprises françaises pourront gagner... et donc créer des emplois. C'est avec cette volonté que l'Association Croissance-Emploi regroupe aujourd'hui chefs d'entreprises, collaborateurs et salariés, tous désireux de réfléchir et d'agir sur les changements nécessaires à une véritable croissance. Ce qui peut fonctionner pour une entreprise peut ne pas fonctionner pour une autre.

ASSOCIATION
CROISSANCE EMPLOI

L'EMPLOI GAGNERA AVEC LES ENTREPRISES. PAS CONTRAIREMENT.

M. J.C. M. Patron de PME.

Association Croissance-Emploi
10, rue de l'Alouette
92400 Courbevoie
Tél. 01 47 30 10 10
Fax 01 47 30 10 11
E-mail : info@croissance-emploi.org
Site : www.croissance-emploi.org

مركزاً من راحل

■ À TOKYO, le mouvement qui avait porté les quatre dernières séances de Bourse a perdu de son dynamisme, mardi 2 décembre. Le Nikkei a baissé de 0,57 %, à 16 910,29 points.

■ LA BOURSE DE SÉOUL a cédé 4,1 %, mardi 2 décembre, déprimée par la lenteur des négociations entre le FMI et le gouvernement. Elle a perdu 16,29 points, à 376,87 points.

■ WALL STREET est repassé, lundi 1^{er} décembre, au-dessus des 8 000 points. L'indice Dow Jones a gagné 189,98 points (+2,43 %), à 8 013,11 points.

■ LE BARIL DE PÉTROLE brut light sweet crude a cédé 49 cents, à 18,66 dollars, lundi 1^{er} décembre à New York, après la décision de l'OPEP de relever ses quotas.

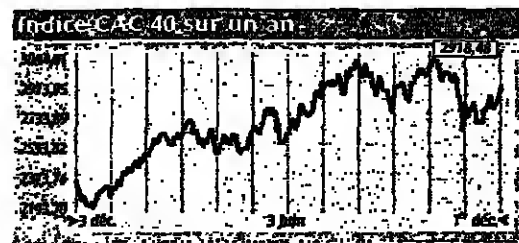
■ POUR LA QUATRIÈME séance consécutive, la Bourse de Paris a gagné du terrain, lundi 1^{er} décembre. Le CAC 40 a terminé la journée sur un gain de 2,07 %, à 2 918,48 points.

LES PLACES BOURSILIÈRES

Prises de bénéfice à Paris

LA BOURSE DE PARIS qui avait vivement progressé lundi faisait l'objet de prises de bénéfices, mardi 2 décembre, qui pouvait également justifier l'effritement du dollar. En hausse de 0,04 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,63 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises perdaient 0,82 % à 2 894,68 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel dont 1,5 milliard de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

A Paris, le dollar s'effritait un peu à 5,9350 francs. Le billet vert a reculé après les menaces d'intervention du ministre japonais des finances, Hiroshi Mitsuoka. Ce dernier a affirmé que le Japon était « prêt à agir de manière appropriée pour stabiliser le marché des changes », alors que le yen tombait à ses plus bas niveaux face au dollar depuis plus de cinq ans à Tokyo. Le ministre a laissé entendre qu'une



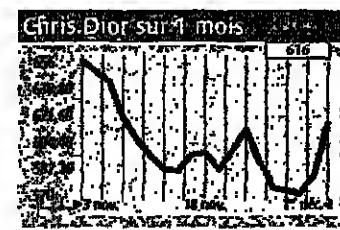
Intervention pourrait être effectuée en coordination avec les États-Unis. D'autre part, les conjoncturistes commencent à douter sur la capacité de l'économie française à croître

de 3 % l'an prochain. La crise asiatique devrait avoir un impact sur la France où l'investissement continue à être en panne, affirment certains d'entre eux.

Christian Dior, valeur du jour

LES VALEURS liées au dollar ont obtenu progressivement, lundi 1^{er} décembre, à la Bourse de Paris, à l'image de Christian Dior. Le titre de la maison de luxe, filiale de LVMH, a terminé sur un gain de 6,8 %, à 616 francs, avec 130 000 actions échangées. Réolisé par la crise asiatique, le titre, comme les autres valeurs du secteur, semblait retrouver la faveur des boursiers. LVMH, qui avait touché son plus bas niveau de l'année, a également regagné du

terrain, s'appréciant de 6,9 %, à 1 082 francs, avec des échanges portant sur 267 000 titres. Clarins a gagné, pour sa part, 6,3 %.



Légère baisse à Tokyo

LE MOUVEMENT, qui avait porté la Bourse de Tokyo durant quatre séances consécutives, a perdu de sa vigueur, mardi 2 décembre. L'indice Nikkei a terminé en baisse de 0,57 %, à 16 910,29 points. La hausse de Wall Street, lundi soir, a apporté un soutien à Tokyo, mais pas suffisamment pour générer de nouveaux achats. La Bourse entretient toujours l'espoir que des fonds publics seront employés à stabiliser le système financier.

La veille, Wall Street est repassée au-dessus des 8 000 points pour la première fois depuis le 22 octobre, propulsée par les gains des places de Hongkong et Tokyo, l'annonce d'une nouvelle fusion bancaire aux États-Unis et une détente sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones a gagné 189,98 points

(+2,43 %), à 8 013,11 points, la quatrième plus forte progression en termes de points jamais enregistrée. En Europe, la Bourse de Londres s'est nettement redressée dans le sillage de Wall Street, et a ainsi corrigé son oet recul de vendredi. L'indice Footsie a progressé de 1,86 %, à 4 921,8 points. A Francfort, les valeurs allemandes ont gagné 3,01 %.

INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 01/12	Var. en %
Paris CAC 40	2 918,48	+2,07
New York DJ Ind.	8 013,11	+2,43
Tokyo Nikkei	16 910,29	-0,57
Londres FT 100	4 921,8	+1,86
Francfort DAX 30	5 013,1	+3,01
Amsterdam AEX	350,1	+0,5
Madrid IBEX 35	10 100,2	+0,5
Stockholm OMX	1 200,0	+0,5
Oslo OBX	1 200,0	+0,5
Hong Kong Hang Seng	10 100,2	+0,5
Singapore Straits	1 200,0	+0,5

NEW YORK

Alcoa	67,06	67,25
Allied Signal	39	37,12
American Express	62,68	78,87
AT & T	57	55,87
Boeing Co	53,93	53,12
Caterpillar Inc.	49,18	47,99
Chevron Corp.	79,62	80,18
Coca-Cola Co.	64,56	62,50
Disney Corp.	97,68	94,93
Du Pont Nemours & Co.	61,50	60,56
Eastman Kodak Co.	61,43	60,62
Exxon Corp.	61,75	61
Gen. Motors Corp.	61,81	61
Gen. Electric Co.	74	73,75
Goodyear T & Rubber	62,75	60,68
Henkel-Packard	62,25	61,06
IBM	112,58	109,56
Intl Paper	48,18	47,43
J.P. Morgan Co.	120,75	114,18
Johnson & Johnson	64,68	62,93
Kodak Corp.	48,87	48,50
Merck & Co. Inc.	95,31	94,58
Minnesota Mining & Mfg.	98,62	97,43
Philip Morris	44,25	43,50
Procter & Gamble Co.	77,99	76,31
Sears Roebuck & Co.	48,50	45,81
Travelers	54	50,50
Union Carb.	42,25	41,12
Wal Tech	72,50	74,93
Wal-Mart Stores	40,81	39,93

LONDRES

Allied Lyons	5,29	5,33
Barclays Bank	14,12	14,28
B.L.T. Industries	5,39	5,32
British Aerospace	16,10	16,18
British Airways	5,44	5,40
British Petroleum	8,12	8,11
British Telecom	4,59	4,58
B.T.C.	5,44	5,37
Cadbury Schweppes	6,13	6,15
Eurotunnel	0,67	0,68
Fortis	13,20	13,29
Glaxo Wellcome	8,48	8,44
Granada Group Plc	3,44	3,39
Grand Metropolitan	5,44	5,39
Colson	0,67	0,67
Hanson Plc	0,67	0,67
Great Plc	7	7
H.S.B.C.	14,56	14,43
Imperial Chemical	8,80	8,66
Legal & Gen. Grp	4,97	5,05
Lloyds TSB	6,79	6,79
Marks & Spencer	6,14	6,15
National Westminster	8,82	8,98
Peninsular Oriental	6,43	6,41
Reuters	6,60	6,68
Sandhill & Saatchi	1,19	1,21
Shell Transport	4,10	4,08
Tate and Lyle	1,72	1,68
Zeneca	19,23	18,80

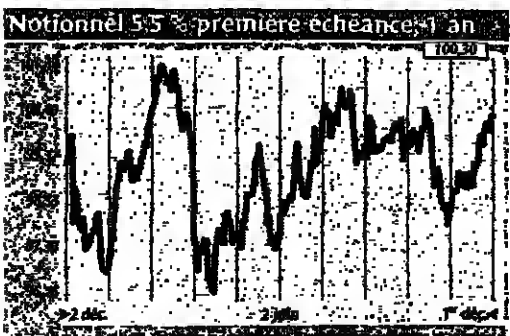
FRANCFORT

Alkerm Holding N	427	418,50
Baf AG	64,80	62,40
Bayer AG	66,40	65,27
Bay HypoWechselt	78,85	76,50
Bayer Vereinsbank	109,10	104,75
BMW	1377	1317
Commerzbank	62,25	61,30
Dresdner Bank AG	122,70	124,50
Deutsche Bank AG	114,90	113,10
Deutsche Telekom	36,60	35,75
Dresdner BK AG FR	70,65	68,40
Henkel VZ	111,30	108,40
Hochst AG	63,63	62,30
Industri AG	69	61
Linde AG	1152	1099
Man AG	539	525
Mannesmann AG	841	821
Metro	82,90	81
Munich Ruse N	589	591
Preussag AG	535	504,50
Rohr	90,75	86,45
Sap VZ	560	543
Schering AG	179	173
Siemens AG	106,80	103,35
Thyssen	424,90	420
Veba AG	107,30	104,80
Vier	72,50	69,20
Volkswagen VZ	799	802

LES TAUX

Hausse du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français a ouvert en hausse, mardi 2 décembre. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'État, gagnait 28 centimes, à 100,58 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,42 %, soit 0,01 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 01/12	jour le jour	10 ans	des prix
France	5,42	5,46	100,58
Allemagne	4,25	4,25	100,58
Grande-Bretagne	7,19	6,50	NC
Italie	4,31	5,95	6,49
Japon	0,56	1,96	NC
États-Unis	5,72	5,80	6,06

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 01/12	Taux au 28/11	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	4,21	96,50
Fonds d'État 5 à 7 ans	5	4,96	100,09
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,49	5,42	101,48
Fonds d'État 10 à 15 ans	5,81	5,77	101,20
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,39	6,35	102,67
Obligations françaises	5,76	5,73	101,02
Fonds d'État à TME	1,95	1,96	96,86
Fonds d'État à TRE	2,18	2,15	96,86
Obligat. franc. à TME	2,20	2,08	99,14
Obligat. franc. à TRE	0,07	0,07	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

Actual	01/12	01/12	2011	2011
Jour le jour	3,3950	3,3950	3,3950	3,3950
1 mois	3,45	3,53	3,45	3,53
3 mois	3,57	3,69	3,57	3,71
6 mois	3,71	3,81	3,71	3,86
1 an	3,95	4,07	3,95	4,13
PIBOR FRANCS				
Pibor France 1 mois	3,5425	3,5425	3,5425	3,5425
Pibor France 3 mois	3,6875	3,6875	3,6875	3,6875
Pibor France 6 mois	3,8200	3,8200	3,8200	3,8200
Pibor France 9 mois	3,9512	3,9512	3,9512	3,9512
Pibor France 12 mois	4,0920	4,0920	4,0920	4,0920
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	4,5477	4,5477	4,5477	4,5477
Pibor Ecu 6 mois	4,6250	4,6250	4,6250	4,6250
Pibor Ecu 12 mois	4,7292	4,7292	4,7292	4,7292

MATIF

Échéances 01/12	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 5,5 %					
Dec. 97	99305	100,30	100,34	100,20	100,34
Mars 98	8704	99,78	99,82	99,68	99,74
juin 98	2	99,14	99,14	99,14	99,14

PIBOR 3 MOIS

Dec. 97	9984	96,29	96,29	96,27	96,28
juin 98	923	96,07	96,11	96,05	96,11
juin 98	5017	95,38	95,38	95,37	95,37
Sept. 98	2663	95,68	95,70	95,67	95,69

ECU LONG TERME

Dec. 97	990	99,40	99,42	99,26	99,32
Mars 98	88	99,10	99,16	99,18	99,14

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 01/12	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Dec. 97	17799	297	299	288	295
Janvier 98	671	2914	2918	2895	2903
Mars 98	216	2942	2942	2930	2930
juin 98					

LES MONNAIES

Vigueur du dollar

LE DOLLAR était très ferme, mardi 2 décembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'inscrivait à 1,7764 mark et 5,95 francs. Le billet vert se montrait également très vigoureux vis-à-vis de la monnaie japonaise. Il cotait 129,20 yens, son cours le plus élevé depuis cinq ans et demi. Le ministre japonais des finances, Hiroshi Mitsuoka, s'est déclaré mardi « in-

quiet de la tendance récente à la dépréciation du yen. Ce n'est certainement pas souhaitable ». « Nous sommes prêts d'agir de manière appropriée pour stabiliser le marché des changes », a-t-il ajouté, faisant ainsi planer la menace d'une intervention concertée de la Banque du Japon et de la Réserve fédérale américaine. Le franc gagnait du terrain face à la monnaie allemande, à 3,3450 francs pour 1 mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 01/12	% 2011	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	334,6500	-0,01	322	346
Ecu	6,6590	-0,01		
Grande-Bretagne (1 £)	5,9457	-0,02	5,6000	5,2900
Belgique (100 F)	16,2240	-0,01	15,2000	16,2500
Pays-Bas (100 fl.)	296,9000	-0,01		
Italie (1000 Lit.)	3,4170	-0,04	3,1500	3,6500
Danemark (100 kr.)	87,9200	-0,01	82	92
Irlande (1 £)	6,7510	-0,01	6,2000	7,1000
Cote d'Ivoire (1 L)	9,5890	-0,01	9,4000	10,2000
Grèce (100 drach.)	2,1340	-0,01	1,8000	2,3000
Suède (100 kr.)	76,0700	-0,01	70	80
Suisse (100 F)	415,0600	-0,01	401	425
Norvège (100 kr.)	8	-0,12	75,5000	85,5000
Autriche (100 Sch.)	47,5500	-0,01	45,5000	49,5000
Espagne (100 pes.)	3,9990	-0,01	3,8500	4,1500
Portugal (100 esc.)	3,2750	-0,01	2,9000	3,6000
Canada 1 dollar ca	4,1763	-0,01	3,8400	4,4400
Japon (100 yens)	4,6155	-0,01	4,4600	4,8100
Finlande (mark)	110,6800	-0,01	104,5000	115,5000

L'OR

	cours 01/12	cours 20/11
Or fin (k. barre)	56500	56500
Or fin (en lingot)	56900	56600
Once d'Or Londres	296,80	294,35
Pièce française(20f)	329	325
Pièce suisse (20f)	328	325
Pièce Union lat(20f)	328	326
Pièce 20 dollars us	2355	2360
Pièce 10 dollars us	1380	1380

LE PÉTROLE

En dollars	cours 01/12	cours 2011
Brent (Londres)	18,93	18,71
WTI (New York)	19,13	18,71
Light Sweet Crude	18,63	

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	01/12	01/12
Dow Jones comptant	195,03	195,03
Dow Jones à terme	144,28	144,27
CRB	235,55	235,95
METALUX (Londres)		
Cuivre comptant	1860,75	1860,25
Cuivre à 3 mois	1878	1882,50
Aluminium comptant	1583,25	1587
Aluminium à 3 mois	1599,50	1596
Pompe comptant	399,75	399,50
Pompe à 3 mois	397,40	396,00
Etain comptant	5812,50	5775
Etain à 3 mois	5722,50	5667,50
Zinc comptant	1147,50	1136,50
Zinc à 3 mois	1162	1152
Nickel comptant	6175	6053,50
Nickel à 3 mois	6180	6153,50
METALUX (New-York)		
Argent à terme		162,30
Platine à terme		2400,00
Palladium		209,00
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		
Ble (Chicago)	341,75	341,75
Mais (Chicago)	271,50	271,50
Grain soja (Chicago)	714,25	714,25
Tourn. soja (Chicago)	236,80	236,80
GRAINES, DENRÉES (Londres)		
P. de terre (Londres)		97,00
Grain (Londres)	76,25	76,25
SOIES		
Cacao (New-York)	1552	1552
Café (Londres)	1643	1643
Sucre blanc (Paris)	310	310
BLEACHING, ACRESUMES		
Coton (New-York)		50,00
Jus d'orange (New-York)		48,25

هذا من الامثل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1997 / 21

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 2 DÉCEMBRE
Liquidation : 23 décembre
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12h30

CAC 40
-0,79 %
CAC 40 : 2895,49

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists various French stocks and their performance.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists various French stocks and their performance.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

SECOND MARCHÉ

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists various French stocks and their performance.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

SICAV et FCP

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Lists various French stocks and their performance.

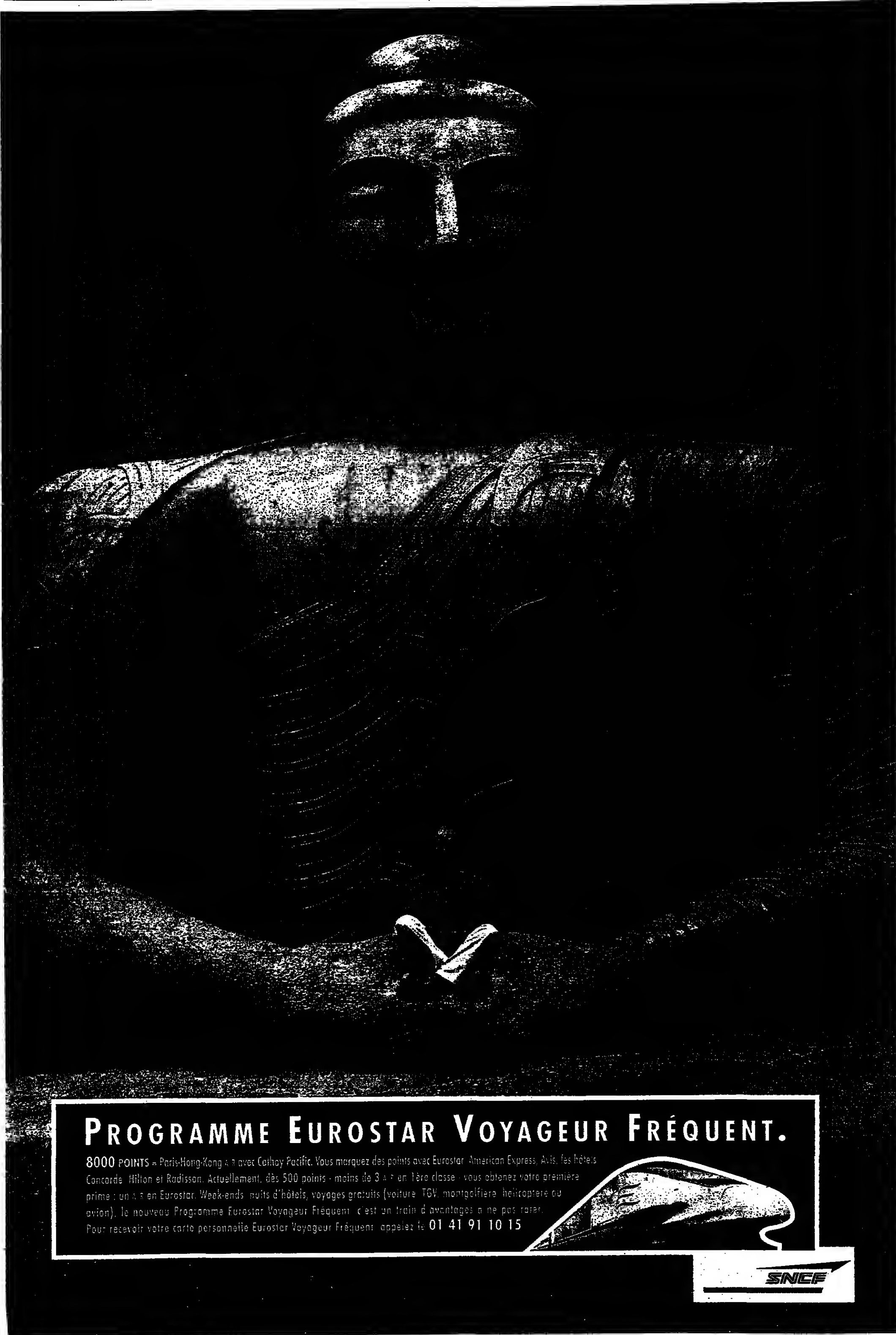
Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, and % variation. Continuation of French stock market data.

هكذا من راحل

22 / LE MONDE / MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1997


(Publicité)



PROGRAMME EUROSTAR VOYAGEUR FRÉQUENT.

8000 POINTS = Paris-Hong-Kong 4^e avec Cathay Pacific. Vous marquez des points avec Eurostar, American Express, Avis, les hôtels Concorde, Hilton et Radisson. Actuellement, dès 500 points - moins de 3^e en 1^{ère} classe - vous obtenez votre première prime : un 4^e en Eurostar. Week-ends, nuits d'hôtels, voyages gratuits (voiture, TGV, montgolfière, hélicoptère ou avion). Le nouveau Programme Eurostar Voyageur Fréquent, c'est un train d'avantages à ne pas rater.

Pour recevoir votre carte personnelle Eurostar Voyageur Fréquent, appelez le 01 41 91 10 15



AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1997

INSTITUT Pour sa séance solennelle annuelle, l'Académie des sciences a reçu, lundi 1^{er} décembre, sous la coupole de l'Institut, le président de la République, Jacques

Chirac. ● CETTE VISITE faisait suite à une demande du chef de l'Etat adressée en janvier aux immortels visant à faciliter « l'accès de tous à la connaissance », à contribuer « à la

préservation du cadre de vie » et à améliorer « la santé de chacun ». ● DANS SON DISCOURS, M. Chirac a souhaité que soient mieux définis les rôles des experts et ceux des

hommes politiques qui les écoutent. Il a également invité à réduire la fracture entre l'élite scientifique et le public, et à insister sur le rôle planétaire que la recherche doit avoir

en matière de solidarité. ● POUR SA PREMIÈRE Grande Médaille, l'Académie a distingué un biologiste belge, Jozef Stefaan Schell, pour ses travaux sur les végétaux.

Jacques Chirac a rendu visite à l'Académie des sciences

Le président de la République a précisé le rôle des chercheurs, qui doivent, selon lui, fournir aux décideurs politiques des expertises indépendantes et aider les citoyens à « mieux comprendre la révolution des savoirs et des pouvoirs »

LUNDI 1^{er} décembre, la séance solennelle de l'Académie des sciences fut à plus d'un titre. Quai Conti, quelques indices laissent penser que l'auguste cénacle se réservait un événement exceptionnel. Douze chevaux de la Garde républicaine et leurs cavaliers piaffaient sur la place de l'Institut. A l'intérieur, accompagnés d'un roulement de tambour du plus bel effet au sein de cette cathédrale du savoir, une grande partie des cent quarante-neuf académiciens – dont cinq femmes – défilait devant d'autres gardes républicains.

Pour cette séance solennelle, certains arboraient l'habit vert, le noué papillon blanc et leurs décorations. Quelques-uns faisaient admirer leur épée. D'autres enfin étaient venus en costume de ville, peut-être pour ne pas trop se distinguer des mortels. Un jeune membre de l'Académie, Claude Allègre, ministre de l'éducation, de la recherche et de la technologie, serait quelques mains amies. La vénérable compagnie et un public fort nombreux patientaient, sous l'œil tranquille de Napoléon statufié qui, debout derrière le bureau du président, veille habi-

tuement aux débats. A 14 h 30, le président de la République, Jacques Chirac apparut, signa le livre d'or de son écriture ample et descendit s'asseoir au milieu du cénacle, faisant face aux savants et à leur président, Jacques-Louis Lions. En se rendant quai Conti, le chef de l'Etat ne venait pas seulement remettre la Grande Médaille d'or de l'Académie des sciences à son premier lauréat, le Belge Jozef Stefaan Schell, dont les découvertes en matière de biologie moléculaire des végétaux sont à l'origine de la création des plantes transgéniques. Sa visite prolongeait en fait une relation qui avait vu le jour le 21 janvier via une lettre qu'il avait adressée à l'Académie (Le Monde du 8 février).

« UNE TÂCHE AMBITIONNEUSE »

Dans cette missive, M. Chirac demandait aux immortels de présenter, au seuil du XXI^e siècle, « des propositions concrètes » en vue « de faciliter l'accès de tous à la connaissance, de contribuer à la préservation du cadre de vie et d'améliorer la santé de chacun ».

Le chef de l'Etat ajoutait : « Les conclusions de vos études, qui seront rendues publiques, devraient

permettre aux responsables politiques d'ouvrir de nouvelles perspectives susceptibles, grâce aux avancées de toutes les sciences et technologies, de garantir dans notre pays le développement harmonieux des activités de chacun et le mieux-être de tous. » Soulignant le « caractère exceptionnel » de cette mission, M. Lions avait aussitôt annoncé, pour remplir cette « tâche ambitieuse », la création d'un « Comité 2000 » chargé de mener « les premières études qu'appellent les orientations définies par le chef de l'Etat ».

Dans son discours d'accueil, lundi 1^{er} décembre, le président de l'Académie a rappelé l'importance de la notion de complexité dans le travail dévolu aux experts scientifiques. Les difficultés présentées par les systèmes complexes peuvent être abordées plus facilement aujourd'hui grâce aux progrès des ordinateurs et des programmes informatiques. Cela permet de « simuler les systèmes », en donner « une sorte de maquette immatérielle » à partir de laquelle il est possible de travailler. Cette méthode s'applique aussi bien à l'étude de l'évolution du climat qu'à la

construction des avions ou des voitures. « Outil universel dans son principe, la simulation sort de l'ordre du particulier toute activité humaine qu'elle utilise », a souligné M. Lions. Se trouve ainsi changée la nature même des relations entre la science, l'industrie, l'économie.

En réponse, Jacques Chirac a souligné qu'il revenait pour partie aux hommes de sciences de définir une nouvelle grille de lecture, afin de mieux comprendre

un monde « instable, évoluant dans les tensions et les conflits », au sein duquel se multiplient les interactions et interconnexions. Il a souhaité, dans cette optique, « que le domaine de la simulation soit très vivement encouragé », avant de préciser qu'il désirait que la France participe au projet japonais de simulation de la Terre. Préchant pour la planète et n'oubliant pas que, pendant qu'il s'exprimait, s'ouvrait à Kyoto la Conférence des Nations unies sur

les changements climatiques, M. Chirac a aussi longuement insisté sur la nécessité, pour les pays industrialisés, de s'orienter vers l'utilisation d'énergies nouvelles dégageant peu de gaz à effet de serre.

Dans le monde structurellement muvant et incertain que le chef de l'Etat a décrit, la science devrait aussi, a-t-il dit, effectuer un effort de vulgarisation, autant pour réduire la fracture qui la sépare du grand public que pour mieux expliquer l'enjeu des nouvelles découvertes comme les organismes génétiquement modifiés.

Evoquant en conclusion l'ouvrage resté inachevé de l'historien Fernand Braudel, qui devait compléter l'identité de la France, Jacques Chirac a rappelé que Paris avait été, sept siècles durant, « le centre culturel du monde, sans en être jamais le centre économique. Depuis un demi-siècle, cette prééminence s'est estompée. Ces réflexions de Braudel, souvent réelles, me font imaginer une France qui, par toutes ses sciences et ses cultures, pourrait retrouver pleinement ce rôle. »

Pierre Barthélémy

Un membre nommé Napoléon

L'Académie des sciences va fêter, mardi 9 décembre, le bicentenaire de l'élection de l'un des plus célèbres de ses membres : Bonaparte. Le futur empereur – alors commandant de l'armée d'Italie – a été admis le 25 décembre 1797, dans la section des arts mécaniques, classe des sciences physiques et mathématiques. Il avait alors vingt-huit ans. « Cet événement est le prélude du départ vers l'Egypte d'une cohorte de savants et de techniciens et la première étape d'une aventure culturelle sans précédents », estime l'Académie. Plusieurs communications, portant sur « Les dessinateurs et les peintres de l'expédition d'Egypte » et sur l'Institut d'Egypte, seront présentées le 9 décembre. Académicien assidu, le général Bonaparte ne doutait pas de ses capacités de chercheur : « Si je n'étais pas devenu général, je me serais jeté dans l'étude des sciences exactes (...), et, puisque j'ai réussi constamment dans mes grandes entreprises, je me serais hautement distingué aussi par mes travaux scientifiques. J'aurais laissé le souvenir de belles découvertes. Aucune autre gloire n'aurait pu tenter mon ambition », écrivait-il.

Une source d'intelligibilité et de solidarité planétaire

LORS de son allocution à la séance solennelle le président de la République a évoqué les rapports entre la science et la démocratie. Il a déclaré : « Face à un monde dont nous ne comprenons qu'imparfaitement les profondes transformations, la science (...) est la seule source d'intelligibilité. Allée à une démocratie plus riche, elle redevient aussi semence de progrès. Et enfin, elle peut être l'âme d'une des solidarités dont notre planète a tant besoin. (...) Le retour en



VERBATIM

force des intolérances, sectarismes, intégrismes et pseudo-sciences ne peut être réduit (...) à une angoisse millénariste. Sa cause doit être recherchée dans notre représentation du monde, dans notre rapport à la connaissance.

« Des gens « instruits » sont actifs dans ces mouvements. Les certitudes qu'ils y recherchent se substituent aux postures d'incertitude, aux connaissances ouvertes, aux impossibles vérités de la science. Cela nous montre le chemin que doivent parcourir nos appareils éducatifs pour rendre chacun capable de discernement face à tous les credo proposés.

« Face à l'incertitude, un couplage science-démocratie plus riche est indispensable pour les dirigeants politiques, qui sont souvent contraints de prendre, sur un socle scientifique encore fragile, des décisions lourdes de conséquence : c'est la question de l'expertise scientifique. Ce couplage est indispensable pour les savants qui sentent peser sur leurs épaules le poids d'une responsabilité souvent écrasante : voilà le domaine de l'éthique. Il est indispensable pour les citoyens soucieux de mieux comprendre la révolution des savoirs et des pouvoirs qui s'opère sous leurs yeux : apparaissent alors le partage et la vulgarisation de la connaissance scientifique.

« La fonction des experts est de fournir, en ré-

ponse à une demande, une connaissance destinée à être intégrée au processus de décision du demandeur. (...) L'expert ne doit pas se tromper de rôle : s'il se situe bien à l'interface de la connaissance et de la décision, il est résolvant du côté de la connaissance et laisse au demandeur – le plus souvent politique – le plein exercice de la décision. (...)

« Mais il faut nécessairement aller plus loin sous peine d'aboutir à des expertises « parapluiés » qui pourraient conduire la politique à un usage immodéré du principe de précaution. L'expertise doit contenir l'expression de la pensée du groupe d'experts qui, tout en restant fondée sur la science, portera forcément en elle une part de subjectivité. (...) Bien qu'un collègue d'experts s'autocritique en parole, ne faut-il pas néanmoins ménager un espace de confrontation entre les experts et quelques scientifiques indépendants pour éviter d'éventuelles dérives ? (...)

« UN OBJECTIF ESSENTIEL »

Dans cette société, une fracture à laquelle (...) vous êtes très sensibles. Elle élimine une élite scientifique qui manie des concepts et des techniques sophistiqués de la plus grande partie de nos concitoyens qui ne comprennent pas la science et, pire encore, qui a le sentiment qu'elle ne la comprendra jamais. Cette fracture est grosse de difficultés. (...)

« Réduire cette fracture doit être pour nous tous un objectif essentiel. S'il est atteint, notre société pourra évoluer, face à la science et à la technologie, en pleine conscience des progrès réalisables mais aussi des risques qui, quelquefois les accompagnent. (...) Si j'ai pris le risque de commenter, fût-ce brièvement, ces interactions entre scientifiques d'une part, et de l'autre, dirigeants politiques, représentants des grandes familles philosophiques et religieuses et, enfin, ensemble des citoyens, c'est que j'ai la conviction que nous pouvons réconcilier les avancées

de la science et le progrès humain et social. (...) Certes, la science sépare ou oppose. Elle est nécessairement une arme efficace dans la guerre économique qui nous est livrée, et que nous livrons.

« Si nos chercheurs acceptent graduellement ce premier terme de leur relation au monde, ils n'oublient pas qu'un second aspect – la science, instrument de la solidarité – a toujours été pour eux la substance même de cette relation. (...) Cette solidarité s'impose comme une évidence. Certaines des grandes questions de la science contemporaine se posent à l'échelle du globe. En premier lieu, bien sûr, l'étude du système Terre qui doit être développée dans le double cadre d'une organisation cohérente des recherches et d'une collecte mondiale des données précises. (...)

« Cette solidarité s'impose aussi là où science et politique se côtoient. Je pense en particulier (...) à Kyoto, rendez-vous crucial pour la planète, où les Nations unies doivent fixer des objectifs contraignants d'émissions de gaz à effet de serre. Solidarité avec les générations futures d'abord : la probabilité du changement climatique est assez forte pour que s'applique le principe de précaution. (...)

« Solidarité Nord-Sud ensuite : l'Europe demande que les pays industrialisés réduisent leurs émissions de 15 % d'ici à 2010. (...) A ce niveau, les pays en développement ne seront pas immédiatement concernés par les réductions et pourront poursuivre leur croissance économique. Mais il est temps pour les pays les plus avancés d'entre eux de commencer à s'appuyer sur des énergies peu émettrices de gaz à effet de serre. (...)

« Solidarité, enfin, entre pays émetteurs, pour une répartition équitable et efficace des efforts. (...) N'est-il pas indispensable que chacun contribue en fonction de son potentiel et en application de politiques communes. (...) »

Plus de trois siècles d'histoire

● De 1663 à 1666 : soucieux de relever l'éclat de l'Académie française, créée par Richelieu, et désireux de placer l'activité intellectuelle et artistique du royaume, Colbert invite ses collaborateurs à réfléchir à la création d'une institution dévolue à l'étude des sciences.

● 22 décembre 1666 : sept mathématiciens et sept physiciens, aidés d'un prêtre secrétaire, créent un embryon d'assemblée – sans statut officiel – auquel participent des scientifiques comme Roberval et Huyghens.

● 4 février 1699 : Louis XIV transforme cette assemblée en une institution d'Etat et se réserve le privilège d'en désigner les membres.

● 7 août 1793 : la Convention supprime toutes les académies. L'Académie des sciences suspend ses activités.

● 22 août 1795 : création de l'Institut national des sciences et des arts.

● 21 mars 1816 : la Restauration rétablit l'Académie des sciences comme institution indépendante.

● 1835 : François Arago, scientifique et secrétaire perpétuel de l'Académie, décide la publication des Comptes rendus des séances de l'Académie.

● 1918 : création d'une section des applications des sciences à l'industrie.

● 1976 : l'Académie procède à

une réforme de ses missions et de ses structures réclamée en février 1975 par la présidence de la République, qui avait à cet effet confié une mission de réflexion au physicien Pierre Aigrain, ancien délégué général à la recherche scientifique et technique.

● 14 mai 1979 : pour la première fois, l'Académie des sciences admet une femme en son sein et rejoint ainsi l'Académie des inscriptions et belles-lettres et l'Académie des sciences morales et politiques, qui l'ont précédée. La physicienne Yvonne Chénuet-Bruhat devient membre de l'illustre compagnie et réussit là où Marie Curie (Prix Nobel de chimie en 1903 et de physique en 1911), Irène Joliot-Curie (Prix Nobel de chimie 1935) et les biologistes Marianne Grunberg-Manago, élue en 1982, et Arlette Nungaredevaient échouer. Aujour'hui, il n'y a que cinq femmes qui siègent à l'Académie.

● 1982 : l'Académie se dote d'un Comité des applications de l'Académie des sciences (CADAS) chargé de conduire des études sur les problèmes posés par les applications des sciences et des technologies modernes.

● Avril 1988 : alors qu'un an auparavant, les Européens se sont engagés à La Haye dans la voie des vils habits, l'Académie recommande de s'intéresser aux sondes automatiques et aux robots spatiaux.

● Octobre 1989 : l'Académie estime que les normes françaises sur les faibles doses de radioactivité donnent « une marge de sécurité appréciable ».

● Octobre 1990 : l'Académie s'interroge sur les changements climatiques et déclare qu'« il existe de très nombreuses incertitudes sur les évolutions et leurs conséquences pour les équilibres physico-chimiques et biologiques de la biosphère ».

● Septembre 1994 : la dintrine ne présente pas un « risque majeur » pour la santé publique.

● Février 1996 : rapport sur l'appareil d'information sur la science et la technique.

● Février 1997 : mise en place du Comité 2000, chargé de réfléchir aux effets du développement des sciences et des technologies sur la société, suite à une demande du président de la République.

Les lauréats des grands prix

L'Académie des sciences a présenté, lundi 1^{er} décembre, la liste des lauréats de ses grands prix annuels d'une valeur totale de 3,325 millions de francs.

● Le prix Merger-Bourdoux (300 000 F) est attribué à Anne Dejean, directeur de recherche Inserm à l'unité de recombinaison et expression génétique de l'Institut Pasteur, pour sa découverte des réarrangements survenus dans les gènes des récepteurs de l'acide rétinoïque en relation avec le processus tumoral chez l'homme.

● Le prix Jean-Pierre-Lecocq (300 000 F), à Jean-Claude Weill, directeur de l'unité Inserm U373 à la faculté de médecine Necker-Enfants-Malades à Paris, et Claude Agnès Reynaud, directeur du centre technique au CNRS, pour leurs recherches sur la

différenciation somatique des gènes codant pour les immunoglobulines.

● Le prix Charles-Léopold-Mayer (250 000 F), à André Sentenac, chef du service de biochimie et génétique moléculaire au Centre d'études nucléaires de Saclay, et l'un des meilleurs spécialistes de l'étude de l'appareil de transcription génétique.

● Le prix Ampère de l'électricité de France (200 000 F), à Michèle Vergne, directeur de recherche CNRS à l'Ecole normale supérieure de Paris.

● Le prix du Commissariat à l'énergie atomique (200 000 F), à Jean-Paul Zahn, astronome à l'Observatoire de Paris-Meudon.

● Le prix France-Télécom (200 000 F), à Daniel Pommer, directeur du centre technique à Télédiffusion de France.

● Le prix Marcel-Dassault (200 000 F), conjointement à Denis Camel et Jean-Jacques Favier, directeurs de recherche au Commissariat à l'énergie atomique.

● Le prix Gaz-de-France (200 000 F), à Juan-Carlos Rolan, professeur à l'Ecole centrale de Paris.

● Le prix Lazare-Carnot (200 000 F), à Marcel Devienne, directeur du laboratoire privé de physique moléculaire des hautes énergies à Peymeinade.

● Le prix Inserm-Académie (200 000 F), à l'équipe de Yannick Ardou-Bonnemains, Martine Fouchereau-Péron de la station de biologie marine du Muséum national d'histoire naturelle et du Collège de France à Concarneau, et à Gérard Milhaud, du département de biophysique du CHU Saint-Antoine, à Paris.

Des propositions pour l'an 2000

LE 21 JANVIER, dans une lettre adressée à son président, Jacques Chirac avait sollicité les lumières de l'Académie des sciences, en lui confiant une mission de réflexion sur le développement des sciences et des technologies et sur ses implications sociales (Le Monde du 8 février).

L'Académie, « profondément convaincue qu'elle doit être à l'écoute de la société », avait accueilli cette demande « avec un très vif intérêt », considérant que « maints progrès dans la qualité de la vie ainsi que dans le développement social et économique devraient découler des avancées futures des sciences fondamentales et de leurs applications, dans des conditions de pleine acceptabilité et de compréhension de la part des citoyens ».

Le président de cette institu-

tion, le professeur Jacques-Louis Lions, avait aussitôt annoncé, pour remplir cette « tâche ambitieuse », la création d'un « Comité 2000 » chargé, « en s'appuyant sur l'ensemble de l'Académie ainsi que sur son conseil des applications (Cadass) », de mener « les premières études qu'appellent les orientations définies par le chef de l'Etat ». Il avait évoqué, à titre d'exemple, la nécessité « de prévoir les conséquences pratiques dans la société de demain, qui sont à attendre des recherches actuellement engagées dans des domaines tels que l'informatique, la connaissance de la planète ou les sciences du vivant ».

Depuis, trois groupes de travail ont été constitués qui doivent préparer un rapport, et leurs conclusions seront connues en l'an 2000.



Lasserre show

Le canard à l'orange toujours en vedette du fameux restaurant

L'UNE DES DERNIÈRES visites du monument remontait à un certain jour où ses gardiens s'étaient mis en tête d'égayer la carte en proposant des plats populo façon avenue Franklin-Roosevelt. Ce midi-là patrouillaient dans les tranchées des serveurs rigolards, porteurs de bouteillons de haricot de mouton pleins à ras bord. Grosse impression dans la salle, où une clientèle très connue il faut et pas choquée pour deux ronds avait bûché la canaille. Lasserre s'amusait chez Lasserre. Les autres expéditions furent moins réussies.

C'est beau, les anciennes gloires qui continuent à donner des consultations. Ce refus d'obéir aux injonctions et aux impatiences du temps n'est pas toujours un signe de caractère, mais prévient qu'on a souvent tort de brader trop vite le passé. Il y a encore preneurs pour ce genre de popote de luxe où flânent des fantômes éméchés et ravis de constater qu'on ne les oublie pas. Ici, Malraux et Dali ont encore leur faucon, leur stalle plutôt, vers les queues le loyal M. Louis, le délégué permanent et homme de confiance du fondateur, jette discrètement chaque soir un trait d'eau bénite. Voyez comme on vous aime : rien ne change.

René Lasserre, octogénaire toujours sur la brèche, avait fait chavirer le Paris mondain des années 50 et tenu son mode sous le charme de la chère fin de siècle jusqu'en avril 1983, date funeste qui voyait le Michelin le priver de sa troisième étoile pour ne plus la lui resservir. Comme la Tour d'argent, ce restaurant avec statut de sanctuaire gastronomique était brutalement relégué à celui de pièce de musée. On lui laissait ce qu'il fallait de médailles pour amuser la galerie, mais implicitement il était conseillé d'aller se régaler ailleurs, dans des auberges plus à la mode, davantage dans le ton.

Apparemment, l'ancien pénit des lieux aura pris le parti de résister et de continuer à jouer la ligne

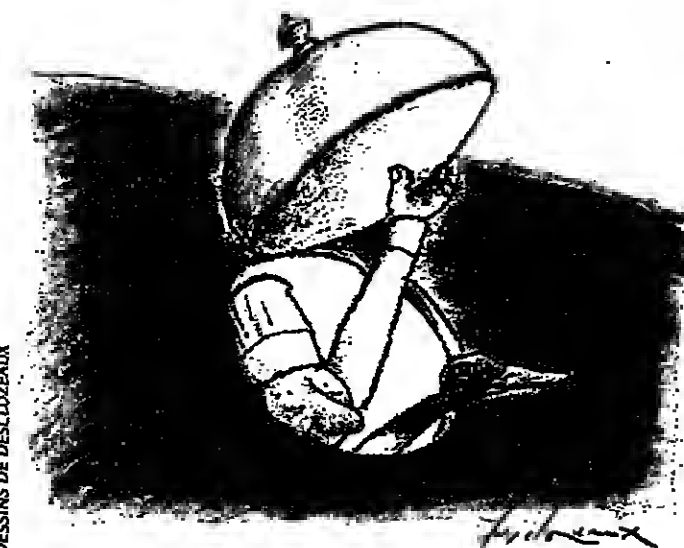
claire, celle du temps où la cuisine française n'avait peur de rien et ne s'encombrait d'aucune révolution de palais. Les gildes gourmantes font les gros yeux, les mangeurs, eux, déboulent dans la place, affamés de légende et d'archaïsme culinaire bien-pensant.

L'ascenseur est toujours en service, sorte de funiculaire mal pratique qui dépose et emprisonne ses passagers au premier étage, salle des fêtes où tout doit se passer et où tout se passe. On rêve. C'est un piano-bar qui musicalise l'ambiance, sans doute un agrégé du Conservatoire, jeune homme très solitaire, très sérieux, très mélodique. Un bon. Il est planqué dans un coin, mais gère un peu pour le passage. Il se fait mince contre le clavier pour ne pas dérouter sous les flammages. Artiste et martyr. Autour de lui, ça ronfle.

KERMESSE HÉROÏQUE

Mariage remarquable du stuc ionique et de la verroterie vénitienne, le décor est dans la pensée de cette lourde faillite de style qui saisisse les ensembles de l'après-guerre dans leurs efforts pour redonner un peu d'entraîn au confort. Joyeux capharnaüm de tentures fanées et d'azalées passées à la dépeussière, de tableaux noirs sous le vernis et de bibelots lourds de sous-entendus. N'oublions pas le toit qui s'ouvre, fameuse trouvaille, faisant brèvement passer un courant d'air du large, malgré la protection d'un paravent automnal de facture tyrolienne. A n'en pas douter, on est sur le terrain de jeu d'une kermesse héroïque, qui aurait arrêté ses pendules dans l'un de ces moments de grande certitude où le mot « reprise » voulait dire pour toujours.

Se trouve rassemblé à un public brouillon et disparate reconforté par son propre chahut. Chahut de propos, de malin, de nationalités. Grosse chaloupe surchargée et heureuse, en croisière sur une mer à jamais calmée. Pas dupe et fixé dans l'authenticité, le personnel - consi-



DESSIN DE DISCLOSURE

dérable - s'efforce de démentir à l'extrême cette nouvelle école de service qui voit aujourd'hui le sommelier vous taper sur l'épaule et le chef de rang vous entretenir de la couleur de votre cravate. Minimum de gestes, discrétion absolue, devoir de réserve total. C'est ça qu'est classe.

Réjouissant, le spectacle est en lui-même déjà très nourrissant. S'il reste un petit creux, il faudra prendre son élan et choisir au hasard un plat dont personne ne pourra dire qu'il ne rassasie pas, ses apprêts étant des plus certifiés par la tradition. Plintadeau Alexandre III, pâtes de ris de veau aux pleurures, poêlée de petits gris aux herbes fraîches, chacune des compositions devant solidement tenir au corps. Mais aussi, pour les amateurs de coups de feu dans les aubes avec brouillard, ces deux extravagances de saison, et cependant très regrettables : cuisson de foin de chevreuil et toundmes de biche attendris de leur sauce mortuaire.

Arrivé à la séance de 22 heures - on affichait complet avant - Fidé d'été pas de s'affiger de l'absence de la garde-manger général, mais de retrouver une vieille



DESSIN DE DISCLOSURE

connaissance, un lascar tenu captif par les chefs successifs de Vendrot : le canard à l'orange. Etant ici dans sa paroisse, il n'est pas besoin de le commander. Il nous attendait. Délais de préparation raisonnables, addition correcte, 250 francs par tête de pipe - 170 en prix d'attaque au déjeuner - le voit.

C'est un conscript des derniers tirages au sort des levées de troupes de Challans, en Vendée, terre reconnue pour ses volailles d'élevage. Il est présent en grand uniforme, sur son plateau d'argent, le feu encore aux fesses, qui le chauffe par en dessous. Emotion, délices et chuchotements dans le voisinage. S'approche le trancheur habile, l'homme à la lame tragique. Quelques minutes vont suffire pour faire passer l'animal du statut de canard à celui d'algues.

La suite se déroule sur une valse lente, en trois temps : cuisson-minute et escalopage des moins contestables, sauce intouchée et intouchable, quartiers d'orange coupés à vif et dans le vif du sujet. Alors, comment dire, ce palimpseste vaudrait-il encore le voyage ?

Jean-Pierre Quélain

* Lasserre, 77, avenue Franklin-Roosevelt 75008 Paris. Tél. : 01-43-59-53-43. Carte : 600-1000 F. Prix nouvellement rectifiés à midi : on comptera 500 F pour un repas simplifié.

BOUTEILLE

Alsace

Riesling Brand grand cru 1993

Cave de Turckheim

En Alsace, l'appellation « grand cru » désigne avant tout un terroir exceptionnel, délimité, et exclusivement réservé aux grands cépages. Le riesling issu du terroir de Brand, qui surplombe la charmante cité médiévale de Turckheim, exprime les vertus conjuguées de ce grand cépage blanc et d'un coteau granitique particulièrement bien exposé sur la double ligne de faille de la plaine d'Alsace et de la vallée de Munster. La cave de Turckheim est une coopérative qui a su planifier les vendanges de nombreux vignes-rons alentour afin de disposer de raisins parfaitement sains et mûrs, vinifiés de façon classique afin de produire des vins de garde, comme ce riesling racé au fruit subtil, qui conserve après quelques années toute sa vivacité et ses arômes fondus. L'accompagnement idéal des classiques de la cuisine d'Alsace, de la choucroute et des poissons et crustacés.

* Riesling Brand grand cru 1993 : 65 F (par six bouteilles). Cave de Turckheim, 16, rue des Tulleries 68230 Turckheim. Tél. : 03-89-27-06-25. Télécopie : 03-89-27-35-33.

TOQUES EN POINTE

Bistrot

LE VILLARET

Un bistrot du soir où l'on peut encore passer commande après minuit. Voici une adresse précieuse que se confient les couche-tard amateurs de plats savoureux et de franchises lippées. Le jeune cuisinier Olivier Gaslain puise son inspiration à Rungis et s'attache au répertoire de la cuisine bourgeoise. C'est la fraise de veau à la graine de moutarde, la crème de lentilles à l'huile d'olive et au lard fumé ou bœuf fondant de pied de veau aux grolles. Tous les plats sont qualifiés de « plats du jour ». Aucune routine, et parfois d'heureuses surprises avec un dos de bar aux cœurs de Palmpol et chorizo, ou bien un hachis parmentier d'agneau et salade de mesclun. La carte des vins est appelée « médicaments du jour » et propose un choix d'excellentes potions. L'ambiance est chaleureuse, amicale même, tant l'addition sait rester raisonnable. A la carte, compter 180 F.

* Paris, 13, rue Ternaux (75011). Tél. : 01-43-57-89-76. Le soir seulement. Fermé le dimanche.

LE SAINT-AMOUR

Le Saint-Amour vient d'être repris par Frank Dolisi, un chef longtemps expatrié en Asie du Sud-Est, de retour au pays. Maison élégante et chaleureuse, où l'on ne s'ennuie pas à table, et - c'est nouveau - à des prix très raisonnables. D'entrée de jeu, c'est le croustillant de crabe et homard au coulis d'herbes ou bien le thon et le saumon en marinade au parfum de curry. Parmi les plats de poisson, relevons le turban de plie, mousse saumon et crevettes au beurre nantais. Voici, presque austère d'aspect, le plat de veau au foie gras, et jus poivré au porto afin d'en exprimer les arômes. Une réussite où textures, saveurs et présentation se mêlent avec harmonie. Au dessert, bavares marrons-crème anglaise, avec unément minimaliste, comme une touche orientale. Vin : saint-amour (134 F). Menus : 158 F et 200 F.

* Paris, 8, rue de Port-Mahon (75002). Tél. : 01-47-42-63-82. Fermé samedi midi et dimanche.

Brasseries

L'EUROPE

Cadre ancien préservé façon Doisneau, service accéléré à toute heure, et le Jure de l'ouverture 7 jours sur 7. Crudité, salade d'endives, filets, avocat sauce cocktail, selon les usages de la carte de brasserie et plats du jour de la cuisine de ménage : andouillette au pinot et carottes Vichy, goulash de bœuf à la hongroise aux tagliatelles, canard à l'orange, pommes boulangères. Desserts de grand-mère : tarte au citron, mousse au chocolat, crème caramel. La dernière halte avant le calme des espaces infinis, et le bois de pins de la Bibliothèque de France. Formule : 72 F. A la carte, compter 120 F.

* Paris, 1, quai d'Austerlitz (M° Quai-de-la-Gare), 75013. Tél. : 01-45-85-00-08. Ouvert tous les jours.

BRASSERIE BOURBON

C'est le luxe cossu des années 50 comme un regret de la IV^e République, avec de belles salles aux tonalités claires, face à l'Assemblée, sur la jolie place du Palais-Bourbon. Banc d'œuvres, avec normandes et spéciales de Saint-Vaast. Sur une carte ambitieuse, quelques entrées simples, le poireau, le filet de bœuf, comme une question préalable. Les omelettes variées aux champignons ou bonne femme, c'est l'inévitable rappel au règlement. La choucroute, au riesling ou bien au champagne, est le passage obligé avant la séance de nuit. Vandes sans reproche, avec la pièce de bœuf et ses trois sauces. Quelques plats du jour aussi, dont un filet de saumon au beurre d'orange et tian de courgettes, ou bien le salmis de palombes. Entremets et pâtisseries maison. Buzet fort convenable à 98 F. Au Bourbon, c'est le calme serein des grands classiques de la brasserie, à l'abri des tempêtes parlementaires.

* Paris, 1, place du Palais-Bourbon, 75007. Tél. : 01-45-51-58-27. Fermé le dimanche soir.

Des stars sur l'étiquette

Peut-on être une vedette de cinéma et mettre son nom sur un produit alimentaire ? Des brocolis à la marque Adjani, un saucisson Alain Delon : on sourit rien qu'à la pensée de tout ce glamour raggé au fond du cabas. Les Anglo-Saxons n'ont pas de ces pudeurs. Depuis bientôt dix ans on peut trouver en France une gamme de produits Paul Newman.

Une vinaigrette est à l'origine de tout. L'acteur et son ami le scénariste Hotchner avaient pris l'habitude de remplir à Noël leurs bouteilles de vin vides d'une vinaigrette concoctée par leurs soins et d'en faire cadeau à leurs amis. Deux huiles différentes, du vinaigre de vin, du jus de citron, des épices et de Poignou frais : la recette avait un tel succès que Newman décida de commercialiser son mélange et de verser les profits aux œuvres caritatives qu'il soutient. Quarante usines du Connecticut fabriquent les Newman's Own Products, et l'on trouve chez nous à l'épicerie de l'acteur de nombreuses sauces pour salade et des sauces tomates épicées (Bandito Salsa, Diavolo ou Sockarooni, dont Paul Newman dit lui-même

qu'elle « défriserait un ours »). Mais le produit qui marche le mieux sur notre territoire est sans conteste le pop-corn Paul Newman.

Et ce n'est pas un hasard. Il se prépare dans un sac kraft en quelques minutes au micro-ondes et contient un maïs que l'acteur a mis deux ans à trouver : un épi hybride dont seuls 20 % des grains sont retenus comme « pop-cornables » donne à l'arrivée un petit objet moelleux et bien gonflé. A l'heure où l'on se prépare à passer à table, un autre acteur fait désormais concurrence à Paul Newman. Il s'agit de Terence Stamp. Le bel Australien, qui va sur ses soixante ans et a connu le succès au cinéma avec Pasolini, Losey, Fellini ou plus récemment dans *Priscilla folle du désert*, est devenu depuis trois ans fabricant de chips pour l'apéritif. « Je suis attristé, déclarait-il récemment dans une interview au *Herald Tribune*, qu'il y ait 119 résidus de pesticides sur une seule coquille et que personne ne soit au courant de ce genre de choses. » C'est parce qu'il est allergique à nombre de produits (lait, blé) et aux traitements que subissent nombre d'autres que Terence, devenu végétarien, a lancé sa

Stamp collection. Dans ses sachets en aluminium, il propose notamment de fines lamelles de patates douces à la saveur légèrement sucrée. Non

épluchées, elles sont juste découpées et frites par petites quantités dans de l'huile de tournesol. En France, mis à part Gérard Depardieu ou Christophe Malavoy, qui font leur vin, aucun acteur n'a jusqu'à présent associé son nom à la gastronomie. Un mélange des genres à la limite du mauvais genre ? Christophe Lambert, actionnaire d'une société de Roanne qui fabrique des plats cuisinés sous vide (notamment sous la marque Monoprix Gourmet), n'a fait imprimer ni son visage ni son nom sur les produits qu'il commercialise. Il est vrai que, compte tenu du peu d'intérêt de leur contenu, il avait peu de chances de remporter un Oscar pour ses rognons de veau sauce vigneron ou son poulet aux morilles.

Guillaume Crouzet

* Newman's Own Products. Sauces, 17 F environ. Pop-corn, 20 F environ. Terence Stamp Collection. Chips de patates douces, 11 F environ les 50 g.

PARIS 5°
L'INDE SUCCULENTE
au
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5°
Menus 127 F - 169 F
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 5°
LA FERME DU PERIGORD
1, rue des Foies St-Marc
Pris Jardin des Plantes
01.43.31.49.20
Ambiance au charme rustique. Salon.
Menus 130 F et 220 F + Carte
Menu touristique 150 F (apéritif & vin comp.)

PARIS 6°
"LE CHRISTINE"
Nichée au cœur d'un superbe hôtel particulier de XVIII^e, vous découvrirez une fois le bar franchi une salle à manger conviviale avec pierres et poutres donnant sur une jolie cour intérieure.
Le chef propose une savoureuse cuisine de saison :
Porc de jour, terrine de foie de volaille confite d'ail, Carré d'agneau glacé au chyn fumant, Cabillaud sur peau au jus balsamique, Soufflé Grand Manier.
Bon rapport qualité-prix avec le menu à 185 F (branch le dimanche).
1, rue Christine - 01.40.51.71.64

PARIS 6°
La Chope d'Alsace
Repos d'affaires
Menu 169 F
4, Corneille de Poëlon PARIS 6°
Rds : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 7°
BISTROT DE BRETEUIL
Sérieux - Qualité - Prix.
Carte-menu exceptionnelle, sélection de produits parmi les plus appréciés : 8 huîtres n°2 Maraines Océan, foie gras, 1/2 homard (suppl. 20 F), 12 escargots Bourgogne. Chaque jour le plat d'œuf de Gamme : Bar, Lotte, Sole, St-Jacques, filet de bœuf, tournedos d'agneau, filet mignon de veau. Apéritif, vin direct de propriété 1/2 Bd par personne, café 182 F TTC.
717 - 3, place de Breteuil
Tél. : 01.45.87.07.27

PARIS 8°
THEATRE DU ROND-POINT CHAMPS ELYSEES
Nouvelle équipe de cuisine
Menus à partir de 85 F et 149 F (différents chaque jour).
Menu-carta 160 F
Vins régionaux à petits prix.
2 bis, av. Franklin D. Roosevelt
Réservation : 01.44.96.96.44
TJ7 de 11h à 2h du matin.

PARIS 10°
AU DIABLE DES LOMBARDS
VOTRE RESTAURANT AUX HALLES
Tous les jours de 11h à 11h30
BRUNCH 35 F
DE 10 H À 17 H
FORMULE A 40 F
EN SEMAINE JUSQU'À 21 H
Tél. : 01 42 33 81 84
44 RUE DES LOMBARDS 75001 PARIS

COMPTOIR DE LA GASTRONOMIE
Les grands classiques du goût, enfin sur vos tables de fêtes...
Fois gras crus et canards gras sont servis quotidiennement en provenance du Sud-Ouest. Qu'il s'agisse de truffes, caviars, saumons fumés, confits foie gras Dominique Lot a sélectionné le meilleur des fabricants réputés, au meilleur prix. Grands choix de champignons... Belle sélection de vins et champagnes.
Le COMPTOIR DE LA GASTRONOMIE
Fois gras Import
34, rue Montmartre (1er)
Tél. 01.42.33.31.32
Ouverture d'un espace
HEDYARD
Ses chocolats, ses pâtes de fruits, ses cafés, ses thés, ses corbeilles de fruits, ses compositions cadeaux, etc...
Son salon de thé
1, boulevard de la Libération
75220 VINCENNES
Tél. 01.30.24.23.87 - Fax 01.30.24.83.41
Cadeaux d'entreprise à partir de 150 F...

PARIS 7°
LES MINISTÈRES
depuis 1919 un brio de Paris
Menu 169 F apéritif et vin compris
servi même le samedi et dimanche
38, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37
LE RESTAURANT DE LA SEINE ÉPOQUE

PARIS 7°
Choumieu
SPECIALITE DE CASSIOULET
LE COWBOY DE CANARD
Tous les jours jusqu'à 12 h, à midi.
Dimanche de 12 h à 14 h, à midi.
Burgundy de 10 h à 14 h, à midi. Samedi et dimanche.
71, rue St-Denis 75001 Paris. Tél. 01.47.95.48.75

Sur nos plateaux, c'est elle la star !
PROMOTION FRUITS DE MER PLATEAUX
80° à 247°
Menus et Formules rapides
121 - 152
LA CHAMPAGNE
GRANDE BRASSERIE DE LA MER
10 bis, place Cléty - 75008 Paris
Tél. 01 48 74 44 78 - Fax 01 42 80 83 10
CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALGERIENNE
3, place du 18-Juin-1940 - 75008 Paris
Tél. 01 48 48 98 42 - Fax 01 45 44 55 48

هذا من لاصح

L'équipe de France de handball féminine veut sortir de l'ombre

Les championnats du monde se disputent en Allemagne du 2 au 14 décembre

Les championnats du monde de handball féminin commencent mardi 2 décembre dans plusieurs villes d'Allemagne. Victorieuse aux Jeux méditerranéens de Bari (Italie) cet été, l'équipe de France affiche ses ambitions. Les joueuses, entraînées par Carole Martin, une ancienne internationale, espèrent d'abord se qualifier pour les huitièmes de finale dans un groupe qui comporte des adversaires sérieux, comme la Croatie et la Biélorussie.

ranéens de Bari (Italie) cet été, l'équipe de France affiche ses ambitions. Les joueuses, entraînées par Carole Martin, une ancienne internationale, espèrent d'abord se qualifier pour les huitièmes de finale dans un groupe qui comporte des adversaires sérieux, comme la Croatie et la Biélorussie.

pèrent d'abord se qualifier pour les huitièmes de finale dans un groupe qui comporte des adversaires sérieux, comme la Croatie et la Biélorussie.

IL Y A EUX, et elles. Ils sont médaillés de bronze olympiques et champions du monde, elles espèrent au mieux rentrer parmi les huit meilleures nations de la planète aux championnats du monde qui se disputent en Allemagne du 2 au 14 décembre. Contrairement à celle des garçons, l'histoire de l'équipe de France féminine commence à peine après des années plus que difficiles. Carole Martin ne veut pas taire ce passé. « Parce qu'il faut l'assumer pour avancer », assure l'ancienne internationale (1973-1987) devenue entraîneur national.

A la fin des années 70, le championnat de France de handball féminin n'est plus dominé que par deux clubs, Gagny et le Stade français, où évoluent des joueuses professionnelles. Elles sont à la disposition de l'équipe de France, qui jouit d'un privilège très prisé. Ses membres sont pensionnaires et s'entraînent à l'INSEP. « Nous pensions les meilleures du monde », explique Carole Martin.

Seulement, l'équipe se déchire, elle est incapable de terminer un match. Les joueuses pouvaient tenir tête aux meilleures équipes du monde et prendre dix buts dans les dix dernières minutes. « D'incessants problèmes affectifs ont été chez nous un frein à l'exploitation des bonnes choses, se souvient Carole Martin. Cela venait du système, les filles étaient livrées à elles-mêmes dans un milieu clos où elles arrivaient très jeunes. Cette problématique extra-sportive nous a fait capoter les rendez-vous importants. Au lieu

d'aborder les problèmes et de les évacuer, nous les avons subis et cela a été une catastrophe. » L'équipe de France de handball quitte l'INSEP en 1989. Carole Martin, ancienne ailière droite à Troyes et à Gagny, est alors appelée pour diriger l'équipe de France espoirs. En 1991, aux championnats du monde de cette catégorie, l'équipe termine neuvième alors qu'elle espérait un podium. « Moralement, j'ai été blessée, assure-t-elle. J'ai tout pris pour moi, et j'ai présenté ma démission. Elle a été refusée. Mieux, la fédération m'a confié la direction de l'équipe A. »

Pendant neuf mois, elle s'occupe des deux équipes en même temps. En 1992, aux championnats du monde B, l'équipe qui termine huitième ne parvient pas à se qualifier pour les mondiaux A. « Nous avons été déçus, mais cela a été un bienfait. A la suite de cet échec, j'ai pris des décisions importantes. »

L'ancienne joueuse appose sa griffe. Intransigente, elle ne sélectionne plus des joueuses qui apparaissent « incontournables ». « J'ai sorti celles qui ne voulaient pas de mes idées. Il y avait les stars et les porteuses d'eau. Elles étaient là pour colmater, et on ne reconnaissait jamais leurs qualités. J'ai imposé la justice. » Aujourd'hui, les différences ont été aplanies, et l'équipe est devenue une entité. « C'est maintenant un groupe où les joueuses acceptent de se faire mal ensemble sur un terrain. »

De pair avec la préparation mentale et psychologique, la technique a été révisée. Le handball a été

amené à un jeu plus fluide selon la jolité règle qui consiste à « faire vivre le ballon ». Si le handball masculin est physique, à la conquête des moindres espaces, le handball féminin s'aspire plus de la vitesse et d'une technique indispensable. « Comme dans les pays latins, notre jeu est créatif, mais, pour être créatif, il faut être toujours plus rigoureux », poursuit Carole Martin. L'entraîneur a ouvert un référentiel, un catalogue des systèmes de jeu qui s'appuie sur les systèmes défensifs des équipes rencontrées. « A l'intérieur de ces références, chacune doit exprimer ses qualités individuelles », dit Carole Martin, qui parle aussi de repères moins rigides. Après ? « La relation, c'est exprimer sur le terrain l'identité du groupe. »

Médaillées d'or aux Jeux méditerranéens, les Tricolores tentent de poursuivre leur progression

Le moral apaisé, un réservoir plus vaste de joueuses puisées dans des clubs de plus en plus nombreux, un encadrement solide et des entraîneurs plus nombreux, un semblant de confort matériel : les filles ont pu travailler dur. La qualification pour le Mondial a achevé la fusion. Pendant deux mois, les féminines ont marché sur le fil du rasoir. Le

déplacement en Slovaquie a failli tourner à la déroute. L'équipe pouvait se permettre de perdre sans être balayée. A quatre minutes de la fin de la partie, menée de quatre buts, c'était une catastrophe.

Les joueuses ont redressé la tête, verrouillant leur défense et repartant à l'attaque, pour prendre finalement d'un seul but. Au match retour, en France, elles gagnent avec quatre buts d'avance. « Le match contre l'Ukraine à Metz a été celui de toutes les peurs, explique Carole Martin. Pendant le dernier quart d'heure, le score a oscillé entre notre qualification et notre disqualification. Les filles ont été exemplaires. Ce match a provoqué une véritable prise de conscience et de confiance. »

Médaillées d'or aux Jeux méditerranéens, cet été à Bari, les Françaises veulent poursuivre leur progression en Allemagne, sans rêver du podium mais pour se situer dans le concert des nations. Elles se donnent du temps, à l'instar des hommes, sortis de l'ombre en 1985 pour être médaillées de bronze sept ans plus tard, aux Jeux olympiques de Barcelone, et champions du monde en 1995. Les handballeuses ne sont pas jalouses de leurs homologues masculins, même si elles souffrent de la différence : « Je me sers de l'exemple des garçons, lance Carole Martin. Leur réussite nous a prouvé que l'on pouvait aussi y arriver. Il faut désormais que les gens apprennent à ne plus coller le passé à notre peau. Privilégier l'actuel, c'est considérer le sport féminin comme une non-performance. »

Bénédicte Mathieu

L'entraîneur pressenti par l'Athletics Australia était un agent de la Stasi

La fédération a mis fin au contrat d'Eckart Arbeit

AUCKLAND de notre correspondante Les recherches d'un bon entraîneur d'athlétisme avaient été longues et difficiles pour les responsables australiens, qui souhaitaient redorer, lors des prochains Jeux olympiques de Sydney, le blason un peu terni de cette discipline. Elles avaient semblé aboutir, au début du mois d'octobre, avec l'annonce de l'embauche du docteur Eckart Arbeit, âgé de cinquante-six ans, en qui certains autorités sportives voyaient « le sauveur de médailles » (« the medals messiah »).

Mais son passé d'entraîneur en chef des lanceurs est-allemands et de directeur technique nationale d'athlétisme dans l'ancienne République démocratique allemande éveilla quelques soupçons liés à la préparation physique des athlètes dans ce pays.

Le tollé que suscita ce choix força Athletics Australia (AA), la fédération australienne d'athlétisme, à différer la nomination définitive de M. Arbeit en attendant qu'une commission d'enquête se prononce sur le passé du futur entraîneur australien, et en particulier sur son éventuelle implication dans des programmes de dopage d'athlètes.

Ladite commission n'aura pas eu le temps de finir son travail et Eckart Arbeit n'aura pas l'occasion de commencer le sien. En rendant public, la semaine dernière, le « dossier Arbeit », le gouvernement allemand approuva la preuve non seulement qu'Eckart Arbeit suivait de près l'effet des stéroïdes sur ses athlètes, mais surtout qu'il fit profiter la Stasi (police secrète ex-est-allemande) de ses méticuleuses observations, de mai 1969 à juillet 1989.

Sous son nom de code Claus Tisch, Eckart Arbeit a rendu plus de

mille pages de prose à la Stasi, pour qui il ne contrôlait pas tant les performances sportives que les idées politiques de ses athlètes, guettant leurs « tendances bourgeoises » ou leur manque d'engagement au cours des voyages à l'Ouest, terre de l'« ennemi impérialiste ». Il portait une attention particulière aux détracteurs potentiels.

Ses voisins de palier ne furent pas épargnés, la salle de bain de l'agent secret s'avérant une bonne plate-forme d'écoute. Certains rapports ont d'ailleurs été censurés, à cause de leur caractère « hautement personnel et indiscret », selon le Bundesbeauftragte, qui gère les documents de la Stasi, cité par le Sydney Morning Herald. Soucieuse de « sauver son sauveur », Athletics Australia fit d'abord remarquer que les qualités d'espion de Claus Tisch ne faisaient pas d'Eckart Arbeit un mauvais entraîneur. « Seules ses qualités de bon entraîneur sont décisives », déclarait le directeur d'AA, Martin Sout.

Mais le ministre des sports et l'opinion publique eurent gain de cause. Après trois jours d'hésitation, Athletics Australia a annoncé, vendredi 21 novembre, qu'elle renonçait aux services de l'ancien agent de la Stasi, son contrat d'engagement (d'un montant de 400 000 dollars, environ 2,4 millions de francs, pour quatre ans) pouvant être annulé moyennant quatre semaines de salaire. A mille et quelques jours de l'ouverture des Jeux olympiques, le très brève communiqué d'Athletics Australia annonçant la fin du contrat de M. Arbeit précise : « La recherche d'un directeur des entraînements (d'athlétisme) recommence immédiatement. » Sprinter bienvenu...

Florence de Changy

Le programme

- Les poules : Le championnat est réparti en quatre poules.
- Les matches de la poule B : France-Ouzbékistan, mardi 2 décembre à 20 heures ; France-Biélorussie, mercredi 3 décembre à 20 heures ; Croatie-France, jeudi 4 décembre à 20 heures ; France-Norvège, samedi 6 décembre à 19 heures ; France-Canada, dimanche 7 décembre à 17 heures.
- Éliminatoires : les quatre premières équipes de chaque poule disputeront les huitièmes de finale mardi 9 décembre, à Hanovre, Sarrebruck, Rotenbourg ou Hambourg. Les quarts de finale auront lieu jeudi 11 décembre, à Hanovre et Hambourg. Berlin accueillera les demi-finales samedi 13 décembre et la finale dimanche 14.

De la compétition au projet professionnel

LES JOUEUSES de l'équipe de France de handball - dont la plupart sont encore étudiantes - gagnent en moyenne entre 2 000 et 8 000 francs par mois. Ces revenus proviennent en partie de « petits boulots » et de quelques aides des clubs, qui versent un peu d'argent ou bien prêtent un appartement. « Ce n'est pas vraiment un système professionnel, mais il permet de voir venir », note Carole Martin, l'entraîneur national.

L'équipe fonctionne encore sous le régime du système D selon son point de vue. Mais, grâce aux quelques subsides obtenus, les joueuses ont pu passer de quatre à cinq entraînements par semaine.

Outre les performances qui doivent dans quelques années amener à des podiums, la préoccupation de Carole Martin est aussi un souci social. « Parallèlement au projet sportif, nous essayons de faciliter un projet de vie et de l'accompagner tout au long de son cheminement. » Dans le courant du mois de novembre, Carole Martin a reçu séparément chaque joueuse pour un entretien d'une heure. « C'était une façon d'emmagasinier le plus

possible d'informations sur leurs aspirations d'athlètes et leurs ambitions. Si elles désiraient porter de leur vie personnelle, elles le faisaient. »

Pour elles, la Fédération française de handball a mis au point des passerelles avec le reste de la société. Des conventions ont été signées avec des universités pour aménager les heures de cours ou les examens, et d'autres ententes pourraient voir le jour avec des entreprises.

Si la majorité de l'équipe de France a parfaitement compris la clairvoyance du projet, quatre ou cinq membres n'ont pas encore trouvé de vocation. « Pour l'heure, elles disent ne vouloir vivre qu'avec l'équipe de France de handball, assure leur entraîneur. Parce qu'il y a un opère, nous essayons de les motiver sur un projet professionnel. »

Presque révolutionnaire, le projet est intelligent. Il est surtout doté d'un bon sens redoutable. « Si on leur rend la vie plus facile, ajoute Carole Martin, c'est pour qu'elles s'entraînent plus et dans une meilleure sérénité. »

B. M.

PARIS 9°

NEW JAWAD
HAUTE GASTRONOMIE
Spécialités Pakistanaïses et Indiennes
Menus 99 et 140 F. Carte carr. 200 F
Cuisine soignée
Climatisé, insonorisé
à 200 m du Pont de l'Alma
12, av. Bapp 76 Paris
Tél. 01.47.03.91.37

PARIS 9°

TY COZ 01.48.78.42.96/34.61
35, rue St Georges
PLATEAU DE FRUITS DE MER 195 F
POISSONS - CRUSTACÉS
Menu de la "Mer" le soir : 170 F
Fidélité, lundi soir - Climatisé

PARIS 12°

* SAVEURS DE PRINTEMPS *
23, av. de l'Armand-Monnet - 01.44.68.99.99
"A travers cette cuisine, vous aurez un avant goût de la culture chinoise"
* LE LYS D'OR *
2, rue de Chaligny - 01.44.68.98.88
Menu AC 98 F - Carte exp. 160 F

PARIS 13°

Chez Françoise
Cadre Bistrot - F. dim.
Menus 99 F et 146 F
Pâtis (les sours du lundi au jeudi)
12, rue de la Belle aux Cailles
Tél. : 01.45.90.12.02

PARIS 14°

MONIAGE GUILLAUME
Cheminée, Bûches, Gibiers
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse
Menu carte : 185 F / 245 F
Fermé Dim. - Chambres confort **
38, rue de la Trinité-Isabelle. Tél. 01.43.22.96.15

1er Festival Gastronomique Ecossais
chez 105 Maîtres
cuisiniers de France
du 2 au 15 décembre
liste au 04.67.02.84.20

PARIS 14°

LA CREOLE
Ouvert tous les jours - 01.43.20.62.12
Spécialités des îles, dans une
luminosité de verdure et de sourires
avec Culture antillaise le soir. L'un
des plus anciens restaurants antillais
de la capitale. Carte 220 F environ.
122, boulevard du Montparnasse

PARIS 14°

à 200 m du Pont de l'Alma
Cadre Bistrot - F. dim.
Menus 99 F et 146 F
Pâtis (les sours du lundi au jeudi)
12, rue de la Belle aux Cailles
Tél. : 01.45.90.12.02

PARIS 14°

LE MOULIN VERT
Dans un flut de verdure, ce
restaurant propose un espace-carte
exceptionnel à 175 F, apéritif, vin et
café compris. Douze entrées littéraires
de foie gras, saumon mariné... et un
grand choix de viandes et poissons
lesquels de saumon aux morilles,
magret de canard... et le choix
entre fromage et dessert fait de
cette adresse un des meilleurs
rapports qualité-prix de la capitale.
En semaine, menu
"express-midi" à 99 F. Ouv. TLJ.
34 bis rue des Plantes - 01.45.39.31.31

PARIS 19°

LE PALAIS DE L'INDE
Face au Parc des Buttes Chaumont
"Un des meilleurs restaurants
indiens de Paris à prix raisonnables"
65, rue Bessin - 7.477
01.42.36.91.25 - 01.42.36.91.14

PARIS 19°

L'ATLANTIDE
Spécialités Berbères
avec concert aux 7 heures à
la rapese, baglam, patilou...
Ladite delibrez et triptique
7, av. Lamartine 92 01.42.65.09.81

92 NEUILLY

Jarrasse
L'Eclairier de Paris
01.46.24.07.56
4, av. de Madrid - 92200 Neuilly
Salons particuliers - Volantier

77 SEINE ET MARNE

LA MARE AU DIABLE
le restaurant romantique
de George Sand
Un havre de paix, pour dîner ou dîner aux
chandeliers auprès des grandes cheminées
Superbe menu carte découverte à 245 F.
Menu d'hiver 215 F (vin et café compris).
Déjeuner de Noël et réveillons
gastonomiques de la St-Sylvestre.
Inscriptions dès maintenant
(35 km de Paris) Accès direct autoroute
A10, sortie 12 - RN 6 - Melun Sénart
01.64.10.20.90 - Séminaires - Hôtellerie

Retrouvez chaque semaine la rubrique
"GASTRONOMIE", renseignements
01.42.17.39.40 - Fax : 01.42.17.39.251

le salon des plaisirs gourmands

arts de la table

SAVE

vendredi 5 au lundi 8 décembre 1997
Paris Espace Champerret
vend. sam. dim. 10h à 21h - Jue. 10h à 19h

103.9 FM
RADIO
la radio en 91

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1997

MUSIQUE Le violoniste de jazz français Stéphane Grappelli est mort lundi 1^{er} décembre, dans une clinique parisienne. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Hospitalisé

en 1996 à la suite d'une défaillance cardiaque, il avait repris ses activités. Il aura joué jusqu'au bout. ● AUTODIDACTE, issu d'une famille pauvre d'immigrés italiens, Sté-

phane Grappelli s'est produit avec les plus grands noms du jazz (Barney Kessel, Earl Hines, Martial Solal, Duke Ellington...). ● SA RENCONTRE avec le guitariste gitan Django Rein-

hardt, avec qui il fonda le fameux Quintette du Hot Club de France, marqua une page de l'histoire du jazz. ● YEHUDI MENUHIN a salué la mémoire de celui « qui a apporté le

plus de bonheur aux gens dans le monde du violon... Sa musique était magique ». Didier Lockwood, Claude Bolling, mais aussi Lionel Jospin ont rendu hommage au virtuose.

Stéphane Grappelli, la joie pure du jazz

Le violoniste français est mort lundi 1^{er} décembre, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Autodidacte, fondateur, avec Django Reinhardt, du Hot Club de France, il a joué avec les plus grandes figures et marqué l'histoire du jazz

UNE BIOGRAPHIE parfaite. Les immigrés y sont émouvants. Ernesto, le père, quitte l'Italie à dix-neuf ans : « *Raisons politiques ou autres, il n'en a jamais rien dit.* » Les amours des pauvres ont des aires de chanson : Ernesto rencontre Anna sur la butte Montmartre, rue Saint-Vincent. L'enfance est pauvre. La mère meurt quand l'enfant a quatre ans. Il est né le 26 janvier 1908 à l'hôpital Lariboisière et veut mourir sur scène. Le père et le fils habitent au sixième, co chambre de bonne. L'eau est sur le palier. Par grosses chaleurs, ils dorment dans le couloir. Ils sont fous de musique et hantent le poulailler de Gaveau : « *Les orchestres avaient un son extraordinaire qui n'existe plus aujourd'hui.* »

En général, ce qui plaît le plus dans cette histoire, c'est qu'il ait appris « seul », autodidacte, parthénogénèse violonistique. Qu'il n'ait pas appris. Les choses sont plus simples : « *Si j'avais appris le violon de façon classique, je n'aurais peut-être jamais pu jouer à mo munière.* » Ça fait une différence. Seul ? Sentant le désastre arriver, Ernesto place son fils dans une école de danse : « *So directrice se nommait Soudara Duncan.* » Courtes toudes, touts et pépuns suggestifs. Tout un univers se dévoile. L'école est à Meudon-Bellevue, dans un parc. Ça change des rues à chanteurs qui font la manche. L'école est bouclée pour germanisme. Grappelli Stéphane a eu le temps d'entendre Wagner, Beethoven, Brahms, Franck et Debussy. L'introduction de flûte dans le Prélude à l'après-midi d'un faune le laisse pantelant.

Commence alors le carrousel de

pensions pour pauvres. On troque le pépuni pour la cornette. Les grâces pour les taloches. Le père se remarie. La marâtre s'appelle aussi Anna et prend le petit en grippe. Viperne du poing, etc. La sarabande des pensions minables recommence. Voir *Merlusse*, de Pagnol. La rue reprend le dessus. Voir *Les quatre cents coups*, de Truffaut, trente ans plus tôt. Zone et fortis, cours de piano de rapine, premier violon, un trois-quarts, pour imiter le musicien de la station Barbès.

AU PREMIER COUP D'ARCHET

Dans les bistrot, on lui enseigne la position des doigts. Ernesto, le père, recopie pour lui des pages entières de son répertoire à la B. N. Seul. Par sa volonté, Stefano devient Stéphane et français, en 1919. En 1922, il insiste pour le faire entrer en auditeur libre au Conservatoire de Paris. Il meurt le 16 mai 1939. Stéphane, Erasme (le demi-frère) et la coocierge de l'immeuble suivent seuls le convoi au cimetière de Pantin. Il joue dans les cinémas muets et s'inscrit à la CGT pour faire un remplacement au Palais Rochecourant. On lui vole son violon (1923). Devient coursier, porteur de fleurs artificielles, livreur de chapeaux cloches. Une dame co peignoir cache un jeune homme dans son lit. Le gérant joue du banjo et file avec le livreur qui rachète un violon grâce au poulchier de la dame.

Il recrocoite « un autre Stéphane », Mougins, le pianiste, qu'il va suivre chez Gregor (escroc sublimé du jazz à la française) et les Gregoriens. Adieu poikas et chants napolitains ! Place à Gershwin et



Stéphane Grappelli en trio (1990).

au swing. Mougins joue *Tea for Two* au concours de sortie du Conservatoire. Dans une baraque à jeux, à côté du Gaumont-Palace, Grappelli se trompe. Au lieu du disque de Gershwin, il demande par erreur un air des Mitchell's Jazz Kings, *Stumbling*, gravé en 1922. Il est cloué sur place. C'est la première fois qu'il entend des musiciens noirs américains. En 1930, il reprend *Stumbling* avec Martial Solal. Dans une sorte d'inimitable impersonnalité du style, reconnaissable au premier coup d'archet, Grappelli joue avec l'annuaire du

jazz depuis la fin des années 30 : enregistré avec son « Who's Who » (Earl Hines, Coleman Hawkins, Beney Kessel, Clark Terry, Martial Solal, Duke Ellington, Larry Coryell, NHOPI) ; participe à tous les festivals du monde et triomphe à Carnegie ; débat avec tous les autres violonistes (Eddie South, Michel Warlop, Snuff Smith, Svend Asmusse, Joe Venuti) et fonde une école française (Pooy, Lockwood, Blanchard, Cavellier, Pifarely). Au soir de sa vie, il n'en revenait toujours pas d'avoir rencontré, co-

toyé, fait danser l'Aga Khan et la bégum, Chaplin et Gloria Swanson, Miles Davis et Jerry Mengo, le prince de Galles et Mimi Pinson. « *avec mon violon pour tauti bagage.* » C'est le titre de son récit de vie (Calmar-Lévy). Sans jamais se départir de la joie de jouer, de l'élégance des manières et de l'envie de rencontrer. Sa vie évidemment bascule boulevard du Montparnasse, à la Croix du Sud où frayaient Kessel, Tati, Cocteau et Karajan, un soir de 1931 où un jeune homme basané le fixe cependant qu'il range son saxo

(violon pour les tangos, piano le plus souvent et saxo alto pour meubler) et écorche son nom : « *Monsieur Droppelli ? Je cherche un violoniste qui joue "comme ça", qui o du genre...* » C'était Django Reinhardt. La musique pure. Des types que les dieux avaient choisis. Ils ont commencé par faire la bombe dans sa roulotte, porte de Moutreuil, pendant trois jours et trois nuits. Un soir au Claridge (thé dansant, « *on y va seul, on repart ensemble* ») en remplaçant une corde, Grappelli improvise. Enfin : paraphrase avec goût...

UN CÔTÉ FOX-TROT

Louis Vola, Chaput, Django, son frère suivent. Le Quintette du Hot Club de France est né. Cette fraîcheur, cette grâce accordée à tant de musique n'a jamais été retrouvée. C'est un moment absolu dans l'histoire du jazz. L'Europe n'en a pas fourni d'autres. Le manouche et le rituel. Au lieu de bloquer le débat sur l'immigration, les députés devraient les écouter ce soir.

Il y a une énigme Grappelli. Quand il joue avec Eddie South et Michel Warlop, violonistes, en 1937 (*Lady Be Good*), on sent tout de suite que le swing est dans les mains d'Eddie ; la vraie, l'authentique folie, le génie, du côté de Warlop (grand sacrifié de l'histoire). Grappelli fox-trotte derrière. Il a toujours eu un côté fox-trot. Mais il a cette légèreté, cette danse, la pure joie d'exister, aussi communicative que celle des cigales et des fleurs de ses chemises. Ce qui évite toute discussion.

Francis Marmande

Discographie sélective

- **Chez Black & Blue :** Stéphane Grappelli et Hank Jones (1979)
- **Chez Black Lion/Harmonia Mundi :** Grappelli Meets Barney Kessel (1970), Parisian Thoroughfare (1973), Stordust (1973), At the Winery, Vintage 1981, Just One of These Things (1984), Grappelli Meets Earl Hines.
- **Chez Black Star :** Stef and Slam (1975), London Meeting (avec Hank Jones, 1979).
- **Chez EMI :** 47-61.
- **Chez Francis Dreyfus Music :** Flomingo (avec Michel Petrucci, 1996).
- **Chez Frémaux Associés :** dans la collection The Quintessence 1933-44, le CD Django Reinhardt.
- **Chez F72/WEA :** Tivoli Gardens (1977), One On One (avec McCoy Tyner, 1990).
- **Chez JAZZ/BMG :** Le Toit de Paris, I Hear Music.
- **Chez Jazz Time/EMI :** Americans in Paris (1931-40), Quintette du Hot Club de France (1936-39), Django Reinhardt Memorial, 1936-38.
- **Chez London/Polygram :** Django Reinhardt, Stéphane Grappelli, 1938-46.
- **Chez Média 7 :** Stéphane Grappelli et Joe Venuti, Venuti Blues (1969).
- **Chez Musidisc :** To Django (1962), Les Grands Classiques

- du jazz (avec Bill Coleman, 1973), Stéphane Grappelli et Boden Powell (1974), Stéphane Grappelli et Jean-Luc Ponty (1973), Stéphane Grappelli et Oscar Peterson, Sotin Doll (1975), Jive George Gershwin.
- **Chez OWL/EMI :** Happy Reunion (avec Martial Solal).
- **Chez Pablo :** Violin Na End (1957), Grappelli, Joe Pass, NOHP (1979), Oscar Peterson et Stéphane Grappelli (1979).
- **Chez Polygram :** Stuss Smith, Sveed Asmusse, Jean-Luc Ponty et Stéphane Grappelli, Violon Summit (1968).
- **Chez RCA :** avec Django Reinhardt, Rome Session, val. 1 et 2 (1949).
- **Chez Storyville :** Two of a Kind.
- **Chez Swing/EMI :** Jazz et cordes, Hat Strings 1929-1901 (1997).
- **Chez Verve/Polyvocal :** Le Violon du siècle (avec Menuhin, 1988), Autour de minuit (1992), Gitanes Jazz.
- **Chez Virgin :** Django Reinhardt, Stéphane Grappelli 1934-35, Music Memoir.
- **Chez Vogue :** Django Reinhardt et Stéphane Grappelli, Quintette du Hot Club de France (1934-35).

Les charmes infatigables de l'enfance

GRAPPELLI aimait le chanteur, chez Armstrong. On comprend pourquoi. Il se sert de son violon comme d'une voix, à la façon des chanteuses de blues dansant autour du thème. Comme elles, Grappelli brode éperdument. Ce qui frappe, ce qui va rester, c'est une arabesque géante, une pluie de confettis sonores sur les grands standards du demi-siècle. La mélodie n'est pas jouée. L'archet virevolte alentour, laissant à l'auditeur le bonheur de remplir les blancs. Le soliste se fait fort de caser un maximum de notes dans chaque mesure à quatre temps, et de ne croquer qu'incidemment l'air promis. Quand il s'y résout enfin, son œil se plisse de malice enfantine. Chemise à fleurs et plaisir du jeu pour le jeu : si Grappelli est virtuose, c'est d'abord du cœur. On dirait qu'il joue pour la seule récompense de provoquer les « *yeuh !* » de l'orchestre et de la salle, preuves que ça swingue, que ça chauffe. L'improvisation en connivence aura dominé ses soixante ans de prestations étourdissantes et bonhommes. Grappelli ou la fraternité jam-session, la gratuité du bœuf.

Je me souviens de la rue Chaptal, à Montmartre, vers 1947. Le Hot Club de France siègeait au fond d'une cour. Panassé et Delaunay gardaient le temple minuscule. Il y régnait un fouillis de roulotte gitane. Des collégiens qui avaient passé la guerre à user jusqu'à la cire *Minor Swing* en 78-tours, qui avaient « résisté » aux Combelle et aux Chiboust, on n'allait tout de même pas les interdire de miracle ! Nous écoutâmes, dans un coin. Django Reinhardt et Grappelli venaient de se retrouver. Finis les ersatz des années noires : Michel Varlope à la place de Grappelli, ou l'appel hérétique à des bois, comme la clarinette de Rostaing. Au premier battement de

semelle, les deux comparses des années 30 avaient entrelacé de nouveau leurs cavalcades de sons métalliques. C'était à qui offrirait à l'autre le plus de syncope, d'enjambements ou de gags harmoniques où s'ensouffler. Le frère Reinhardt, guitariste d'accompagnement, assurait le carré des harmonies torturées par les deux solistes. Ce n'était plus Vola, il me semble, mais Soudieu, qui veillait, à la contrebasse, sur le tempo. Je peux me tromper. Que les fans du « Hot » et Averty me pardonnent. Ce qui comptait, c'était l'allégresse des retrouvailles, le duo repris là où l'avait rompu la guerre, duo perché d'oiseaux en transe ; duel de mirobolance.

CHEMISE BARIOLÉE ET MAINTIEN PÉPÈRE
La première rencontre s'était faite, en 1931, sur les mêmes bases dionysiaques. Elle a pris un air de légende, comme souvent dans les vies si bien remplies que le destin y glisse son chorus. Grappelli jouait du saxo dans une boîte de Montparnasse, fréquentée par Chaplin et Bogart. Parfaitement : du saxo. Il a aussi tapé du piano, au cinéma, au temps du muet. Mais le violon restait son instrument de prédilection, depuis que son père, immigré italien fêré de philo, lui avait donné une « *boîte à cigares* ». Autodidacte ou presque, Grappelli avait constitué classiques et modernes à l'oreille. Il lui en resterait, toute sa vie, un art unique de tournoyer autour des mélodies comme on tatonne, en sifflotant, aux portes d'un souvenir. Donc, Django l'aborde. C'est un violoniste comme « ça » qu'il cherche. Dès la nuit suivante, dans la roulotte des Reinhardt, c'est le bœuf géant. Tout le répertoire du Hot-Five et

du Duke y passe. A l'aube, le Quintette du Hot Club est né. Grappelli comparait cette époque héroïque du jazz aux catacombes des premiers chrétiens, moins la persécution. L'histoire de la musique est pleine de moments ainsi, où une espèce d'évidence religieuse prend feu, en même temps, dans les sous-sols enfumés des quatre coins du monde. J'ai entendu les plus grands virtuoses de classique déplorer que ces phénomènes de télépathie leur soient moins souvent offerts qu'aux jazzmen. J'ai vu Menuhin, jouant avec Grappelli, ouvrir des yeux ronds devant ce que son vis-à-vis arrivait à faire, pas tellement pour le doigté, mais à force de glissades espérées, toujours un peu au-delà de la vitesse et de l'élucubration attendues.

Pour le concert de ses quatre-vingts ans, Grappelli n'avait rien changé à ses habitudes, qui étaient de donner tranquillement le meilleur de lui-même. La chemise bariolée tranchait avec le maintien pépère. Il s'asseyait, épaules basses, le petit bide en avant, rond-de-cuir presque. Et soudain une flopée de sons craquaient sous l'archet, comme les étincelles d'un caténaire au passage du train. Il s'amusa lui-même, comme un gosse, de la fête aux lampions dont il entourait les vieux thèmes. Quand il fallait bien, enfin, revenir à la mélodie-prétexte, après les chorus déments de gracilité, les applaudissements explosaient, le violon reprenait sa partie sage, l'homme souriait d'aise. Le tour était joué, somptueusement. Sur ce siècle perclus de sanglants, il y aura eu, comme ça, quelques voix heureuses et un peu célestes. Grappelli ou les charmes infatigables de l'enfance. L'innocence même.

Bertrand Poirot-Delpech

DEAUVILLE '97 : GRAND PRIX - PRIX DE LA CRITIQUE / SUNDANCE '97 : MEILLEUR FILM - MEILLEUR SCÉNARIO

SUNDAY

SORTIE LE 3 DÉCEMBRE

de Jonathan Nossiter

«Un des films les plus surprenants qui soient venus d'Amérique depuis longtemps.» Le Nouvel Observateur

LE MONDE PARIS 12 RTL2

La « jungle », invitée de marque des Transmusicales de Rennes

Ce style britannique mélange le public des classes moyennes et celui des quartiers défavorisés et se met en s'enrichissant de multiples influences

DES RYTHMES HACHÉS menu, vibrant entre nappes pianes et basses profondes. Elaborée depuis quelques années dans les sous-sols les plus obscurs de la culture britannique, la jungle, musique protéiforme, aussi appelée drum'n'bass, s'affiche comme le comble de la modernité. Grand scrutateur des tendances en vogue, David Bowie dit de la jungle qu'elle est « une parfaite métaphore des tensions urbaines et des moyens pour y échapper ». Surtout, aucun courant n'a synthétisé aussi parfaitement les musiques et les cultures qui font danser cette fin de siècle. Autre bon signe, les Transmusicales de Rennes, miroir fidèle des avants musicaux, ont programmé pour leur dix-neuvième édition quelques-uns des DJ et groupes phares du genre : Aphrodite, Project 23, Glib-R, Jurymen v. Spacer, Roni Size Reprazent, Subject 13...

L'effervescence techno submerge la Grande-Bretagne à la fin des années 80. Pendant qu'une tendance de la house va s'orienter vers la joliesse paillonnée de la disco, la frange dure des DJ va chercher à croiser ces musiques de boîtes avec les musiques de rue. Partisan d'une radicalité hardcore, des disc-jockeys noirs comme Fabio Grooverider ou Goldie vont élaborer de nouvelles bases à partir d'échantillons de basse et de

batterie volés au hip-hop. On parle alors de « breakbeats ». Plutôt que de se concentrer sur le tempo métronomique inhérent à la plupart des musiques de danse, ces fans de rap se concentrent sur la cassure rythmique, le roulement qui permet de relancer un morceau. Les DJ hip-hop avaient samplé ainsi le célèbre Funky Drum, de James Brown : les pionniers de la jungle le redécouvrent, le mettent en boucle et l'accablent, lui donnant des allures de solo de jazz joué sous amphétamines. Rapidement, sur ces percussions instables, on plaquera une basse si profonde qu'elle se fait l'écho des maîtres du reggae et du dub. Des soirées légendaires, comme Rage, Speed on Metalheadz, propageront ces idées neuves et rassembleront un éventail inédit de population.

La jungle mélange avec la même ferveur un public de classe moyenne, fan de rave, et des jeunes des quartiers et banlieues défavorisés, habituellement plus attirés par le rap et les musiques jamaïcaines. Comme son audience, cette musique va se métisser et s'enrichir de multiples influences. Jusqu'aujourd'hui, le Royaume-Uni avait emprunté aux États-Unis, l'essentiel de sa culture musicale. Comme le jazz, le rock ou le hip-hop, la house et la techno sont nées outre-Atlan-

37



Le DJ français Glib-R et le vocaliste anglais Cleveland Watkiss.

tique. En recyclant ce passé, en l'adaptant au particularisme et à la variété de l'identité britannique, la jungle est devenue la bande-son agitée de l'Angleterre d'aujourd'hui.

Radio-Nova est un peu à la FM ce que les « Trans » sont aux festivals de rock. Un lieu de recherche à l'avant-garde, une oasis propice aux rencontres et aux découvertes. Ce n'est pas un hasard si cet après-midi de novembre, on retrouve, dans les studios de la rue du Faubourg-Saint-Antoine, deux personnages qu'on écouterait séparément, le 6 décembre, sur la grande scène rennaise. Le DJ français Glib-R et le vocaliste anglais Cleveland Watkiss enregistrent ensemble une heure de mix live. Dans une cabine couverte de graffitis, Glib-R jongle sur ses platines avec les dernières nouveautés. Des sons qui semblent sortis d'une centrale thermonucléaire épousent les tranches d'un ordinateur tachycardique. Glib-R explique sa conversion au drum'n'bass : « J'ai commencé à faire le DJ quand je vivais à Nice. Là-bas, à l'époque, le funk, le hip-hop n'avaient pas le droit de cité. Il y a sept ans je suis parti à Paris. Quand la jungle est arrivée, je me suis aperçu que cette forme originale était la synthèse de tout ce que j'aimais : le jazz, la house, l'ambient, le hip-hop, le reggae, la musique industrielle... Comme moi, elle se concentrait plus sur les rythmes et les ambiances que sur les mélodies. J'ai plongé. » Au point de devenir le seul DJ français de jungle reconnu dans le monde.

Dans un studio voisin, micro en main, Cleveland Watkiss catalyse les atmosphères distillées par le Français, module un chant qu'on dirait tiré d'un instrument à vent. L'improvisation de ce vocaliste noir, leader du groupe Project 23, tient autant de la scansion rap que de la pureté soul ou des syncopes jazzy. Ce jeune homme d'origine jamaïcaine, frère du pianiste Trevor Watkiss, a débuté comme chanteur de jazz au milieu des années 80 avant de devenir un des plus importants MC (pour master of ceremony, chargé de l'animation vocale des soirées drum'n'bass). « Il y a une logique dans l'évolution de ma pratique musicale, explique Cleveland Watkiss. J'ai commencé par le ska, le bluebeat, le reggae puis la soul, le jazz, le hip-hop avant d'arriver à la jungle. Ce style inclut tout les autres, pour moi, il est la musique soul du XXI^e siècle. Mais ce n'est pas qu'une musique noire. A Londres aujourd'hui, toutes les races et les cultures s'en mêlent. Cette scène reflète ce melting-pot. »

PALETTE DE SENTIMENTS

Les junglistes ont su colorer leur musique de toute une palette de sentiments. Se superposent l'allure frénétique (près de cent quatre vingt battements par minute contre 125 bpm pour la techno la plus rapide) de rythmiques évocatrices du stress urbain, des basses grasses et lentes (80 bpm), témoins sensuels des musiques noires, et des nappes de synthétiseurs pouvant pousser au cauchemar comme aux rêveries extasiées. En seulement six ans d'existence, la jungle a essayé une quantité impressionnante de variantes. Sorciers de l'électronique et du sample, certains comme Pbotek, Aphex Twin ou Spring Heel Jack ont creusé l'aspect cérébral de ces expérimentations, d'autres se consacrent à la danse, parfois inspirée par le reggae - Shy FX - ou par l'énergie des raves, comme Aphrodite ou Jonny L. Les ambiances peuvent être violentes et noires - 4 Hero, Grooverider, Ed Rush -, mélancoliquement soul - LTJ Bukem, Subject 13 -, diablement jazz - Squarepusher - ou délicieusement mélodiques - Adam F et Goldie.

Stéphane Davet

CONCERTS
théâtre des champs-élysées

BEETHOVEN
OPÉRAS

FIDELIO
9, 12, 16, 18 décembre

LEONORE
première version de Fidelio
10, 13, 17 décembre

Info & location 01 49 52 50 50
avec le soutien de la
Fondation d'entreprise France Télécom

Le Chœur de Radio-France sur les traces des Argonautes

Le « Voyage des dieux » : trois œuvres contemporaines inspirées de musiques traditionnelles au Musée des arts d'Afrique et d'Océanie

LE VOYAGE DES DIEUX. Mercredi 3 décembre : 18 h 30 : rituel profane afro-cubain ; 19 heures : polyphonies vocales de Géorgie ; 20 heures : cérémonial bouddhiste, tradition de Hué (Vietnam) ; 21 heures : œuvres de Ton That Thiet, Iannis Xenakis et Maurice Ohana par le Chœur de Radio-France ; 22 h. 45 : liturgie yoruba. Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris-12^e. M^e Porte-Dorée. Entrée libre dans la limite des places disponibles. Tél. : 01-42-30-15-16.

Découvrir à l'affiche d'un même concert des témoignages de cultures très éloignées les unes des autres devient de plus en plus fréquent aujourd'hui. Aucune volonté de brassage postmoderne n'a pourtant déterminé la présentation de rituels afro-cubain, géorgien et vietnamien dans l'environnement de pièces occidentales récentes proposées par le Chœur de Radio-France.

Le « Voyage des dieux » ne saurait donc se confondre avec un énième rendez-vous de world music. Il découle d'une tentative de diffusion de la musique contemporaine dans des conditions souhaitées expressément « conviviales » par Alain Moëne, délégué aux activités lyriques et chorales de Radio-France. Encouragé par l'expérience de la Messe de Maurice Ohana - montée en mai 1996 avec un chœur d'assemblée uniquement constitué à partir du personnel de la Maison de la radio -, Alain Moëne s'est tourné cette fois vers le Conservatoire pour former avec « des musiciens en situation d'insertion professionnelle » les ensembles instrumentaux nécessaires à l'exécution des trois œuvres que dirigera Guy Reibel.

Celles-ci font toutes « référence à un substrat musical antérieur ». Avocha, de Maurice Ohana (créée à l'occasion du 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb), utilise principalement des textes en langue africaine (dont le bantou et le yoruba) et des éléments de cultes des Caraïbes, tels que le vaudou haïtien.

Prajna Paramita (1988), de Ton That Thiet se fonde sur un texte sanscrit emprunté à la tradition bouddhique et psalmodié dans une traduction sino-vietnamienne.

Medea Senecae (1967) de Iannis Xenakis, se concentre enfin sur une petite sélection de vers latins écrits par Sénèque pour conter le voyage des Argonautes.

Désireux de « confronter les pièces contemporaines à des traditions dont les compositeurs se sont recommandés », Alain Moëne rêve

alors d'un espace à plusieurs salles offrant à tout moment au public la possibilité de passer d'un univers musical à l'autre.

Afin d'appréhender, par exemple, d'éventuelles parentés existant entre le chœur à l'antique réinvesti par Xenakis dans Medea Senecae et les polyphonies du Chœur Roustavi, originaire d'une Géorgie située non loin de la mythique Colchide, dont les mines d'or attirèrent Jason et ses compagnons...

L'objectif de souplesse dans la présentation des œuvres est atteint sur deux plans. D'une part, le public pourra à tout moment entrer et sortir selon ses motivations de la grande salle (capable d'accueillir 800 personnes) du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie où se déroulera le concert sans interruption de 18 h 30 à près de minuit. D'autre part, chacun sera libre de s'y installer comme il veut : debout au centre ou bien allongé dans un coin. Alain Moëne conseille même de « venir en jean avec un causin » !

Symbole de la communication entre les êtres humains, le « Voyage des dieux » ne se limitera pas à une entreprise d'assouplissement des habitudes d'écoute en public. Il visera tous les auditeurs de France-Musique par le biais d'une retransmission intégrale en direct. A l'exception de quelques transitions ménagées à l'antenne pour guider les auditeurs déboussolés par une heure de cérémonie bouddhiste en prime time, tout ce qui sera diffusé proviendra in extenso de la salle de concert.

La navigation s'effectuera alors sur les ondes radiophoniques selon un cap bien défini : « Démarrer qu'en Géorgie, à Cuba ou au Vietnam, les gens qui font de la musique ne cherchent pas seulement à s'élever en tapant sur une peau, mais agissent selon un état d'esprit qui peut rejoindre celui de la musique de notre époque lorsqu'elle n'est pas à côté de la plaque ! »

Ardent défenseur de la radio comme lieu d'animation, Alain Moëne espère déclencher avec ce dialogue continu de musiques traditionnelles (programmées avec l'assistance de Pierre Tournelle et d'Isabelle Leymarie) et de pièces contemporaines - écrites par des compositeurs français d'origines grecque (Xenakis), vietnamienne (Ton That Thiet) et andalouse (Ohana) - un phénomène comparable à celui qui s'est produit dans les années 80 pour les Mardis de la musique de chambre lancés sous son impulsion : « Les gens sortaient du travail, prenaient le concert en cours d'émission et... venaient nous rejoindre spontanément. »

Pierre Gervasoni

Jeunes informaticiens

Le 12 décembre une SSII se découvre...

Plongez en pages centrales du cahier Initiatives.

Atos

cité de la musique



Marseille sur scène

musiques d'hier et d'aujourd'hui

du vendredi 5 au dimanche 7 décembre

claquettes hip hop, chant, opérette et revue, r'n, flamenco, dub, olympique, raggaïli...

01 44 84 44 84

Porte de Pantin 221, avenue Jean Jaurès 75019 Paris

AMAND SCENE

Le Chœur de Radio-France
sur les traces des Argonautes

Yves Beaunesne réveille le printemps de Wedekind au TNP de Villeurbanne

Une adaptation et une mise en scène qui vont bien au-delà d'un simple rajeunissement

Le Théâtre national populaire de Villeurbanne présente, jusqu'au 6 décembre, *L'Éveil du printemps*, pièce plus que centenaire de Frank Wedekind.

kind, témoignage sur l'éveil de la sexualité dans une société puritaine. L'intelligence de l'adaptation et la mise en scène d'Yves Beaunesne per-

mettent de propulser cette œuvre dans un univers contemporain et plastico-sonore d'une grande originalité.

L'ÉVEIL DU PRINTEMPS, de Frank Wedekind, traduction et adaptation de René Wenzig et Yves Beaunesne. Mise en scène : Yves Beaunesne. Avec Claire Wauthion, Fabienne Luchetti, Réginald Huguenin, Amandine Dewasmes, Lucie Philippe, Anna Mongalis, Camille Styczen, Andréas Zafropoulos et Eric Gelsen. **THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE**, 8, place Lazare-Goujon, Villeurbanne. Tél. : 04-78-02-30-50. Mardi, vendredi et samedi à 20 h 30; mercredi et jeudi à 19 h 30; dimanche à 17 heures. De 90 F à 178 F. Durée : 2 h 10. Jusqu'au 6 décembre.

VILLEURBANNE correspondance : L'intelligence de l'adaptation, publiée par Actes Sud-Papiers, restitue sa fraîcheur à *L'Éveil du printemps*, pièce plus que centenaire. Mais la mise en scène d'Yves Beaunesne va bien au-delà d'un rajeunissement : elle propulse l'œuvre de Wedekind dans un printemps contemporain et pour-tant au-delà du temps : la saison

même de la grâce. La première difficulté, pour qui travaille aujourd'hui sur cette œuvre, est de traiter à la fois un témoignage toujours actuel sur l'éveil de la sexualité chez les adolescents, et l'évocation très datée d'une société puritaine, hypocrite, qui s'emploie à juguler toute pulsion vitale. La seconde est de trouver un style assez souple pour peindre cette réalité sociale sans tomber dans le naturalisme, bonni par Wedekind, tout en éclairant d'un humour léger des situations tragiques : deux des jeunes protagonistes meurent par la faute des adultes, un troisième est enfermé abusivement dans une maison de correction.

Yves Beaunesne a pris le parti de ne s'intéresser qu'aux personnalités centrales du drame. Mais ses resserrements sont d'une totale pertinence, et la mise en scène parvient à dire autrement ce que devraient occulter les coupures. Une scène abandonnée d'homosexualité dans les vignes, par exemple, manque d'autant moins que l'émol des adolescents devant le corps de leur semblable se manifeste constamment, et plus sub-

tilement, dans le jeu des très jeunes interprètes : jeu violent et léger tour à tour, nerveux et ludique, où s'expriment les désirs et les angoisses secrètes. Ce qu'on a pu retrancher des matériaux de Wedekind est d'ailleurs compensé avec bonheur par une présence infuse de l'univers familier de l'écrivain. Ses deux amours, le cirque et le music-hall, se marient sur la scène par citations ou récréations poétiques. Sa guitare, certes, n'était pas électrique quand il chantait au cabaret les chansons reprises ici par Eric Gelsen, sur une musique d'aujourd'hui, mais l'effet devait être tout aussi percutant.

SOUVENIRS LITTÉRAIRES

Yves Beaunesne a beau revendiquer le « non-savoir », comme nombre de ses contemporains hostiles aux explications de texte pédantes, il rend sensible dans la chair même du spectacle les souvenirs littéraires qui baignent le théâtre de cet auteur, de la fantasmagorie shakespearienne aux graves débats du *Faust*. Ce qui ne l'empêche pas de transcender les

références, avec l'aide du scénographe Goury, du compositeur François Bréant et des autres artistes de l'équipe, pour réaliser un univers plastico-sonore tout à fait original. Le premier tableau, par exemple, censé représenter une scène d'essayage - une des jeunes filles doit revêtir pour la première fois une robe d'adulte - fait apparaître l'héroïne au cœur d'une immense corolle, tandis que sa mère avance maladroitement, somnambule, à la périphérie de cette traîne virgine.

Tout aussi librement conçue, la représentation du jeune suicidé en fantôme, à la fin, est saisissante : Andréas Zafropoulos, qui a si bien joué auparavant la folie d'une quête de soi achoppant sur l'absurdité des devoirs imposés, vient vivre autour de la piste en patins à roulettes.

Quelque chose scintille et s'agite à la façon d'une flamme au-dessus du front de cet Ariel gracieux : une fragile image de vie, souriante et insaisissable comme l'âme de ce théâtre.

Bernadette Bost

Les sons décloisonnés et distordus de Pierre Henry

Deux œuvres du compositeur, dont une création, ont été présentées à la Maison de Radio-France

HISTOIRE NATURELLE OU LES ROUES DE LA TERRE (création). **APOCALYPSE DE JEAN**. Studio Son/Ré, Pierre Henry, direction sonore. Maison de Radio-France, le 29 novembre.

À bientôt soixante-dix ans (le 9 décembre), Pierre Henry est bien toujours le même : un créateur qui conjugue ingénuité et ingéniosité dans le traitement à vocation éducatrice des sons. Depuis l'invention avec Pierre Schaeffer de la musique concrète - dont on fêtera en 1998 le demi-siècle -, le compositeur du *Microphone bien tempéré* a multiplié les prospections personnelles dans un domaine à la fois expérimental et en phase avec les grandes mutations du goût comme en témoignent les deux œuvres présentées dans le cadre d'un somptueux portrait.

Chaleureusement accueillie par un public jeune - une majorité de 25-30 ans -, la création d'*Histoire naturelle ou les roues de la terre* s'est parfaitement inscrite dans la tendance au décloisonnement généralisé qui prévaut aujourd'hui. Enregistrements de cassettes, de bêtisiers ou d'effets sonores, se mêlent indistinctement à des vocalités extra-occidentales (appels de pygmées par exemple) pour culminer dans des mor-

ceaux de bravure synthétique (façon *Cormina Burano* « remixé techno »). Des passages à caractère chorégraphique - on se souvient alors du travail effectué par Maurice Béjart avec le compositeur - produisent également un effet saisissant. Pierre Henry aime les sons, et cela s'entend. Il les a patiemment collectés, catalogués et maintenus en attente, les voilà libérés comme des fauves affamés dans une jungle qu'il n'est pas facile pour l'auditeur d'appréhender. Épisodique mais peu compartimentée, l'œuvre ne favorise pas d'appréciation à long terme. Nourrie d'une activité constamment fourmillante, elle rend également impossible un suivi attentif du détail et privilégie donc l'écoute « inconsciente ». Mais peut-être est-ce faire injure à cette *Histoire naturelle*, que la passer au crible des références culturelles ?

TOTEMS DOUTÉS DE LA PAROLE

Superposés sur scène par trois ou par quatre, les innombrables baus-parleurs (cent, cent cinquante) qui diffusent la musique de Pierre Henry ressemblent à des totems doutés de la parole. Alors qu'*Histoire naturelle*, les sollicite surtout en groupe, *Apocalypse de Jean* (1968) les envisage presque individuellement selon un principe de spatialisation tout à fait éloquent.

On se surprend même à tourner la tête à droite ou à gauche pour toiser celui qui déforme

l'énoncé du texte biblique ou détecter celui qui transmet les gémissements des martyrs.

Paradoxalement, cette « lecture électronique » qui dure une heure quarante et une semble d'un accès plus aisé qu'une *histoire naturelle*, développée pendant cinquante-cinq minutes seulement ! Cela tient sans doute à une différence d'expression majeure. L'œuvre récente ne procède pas, on l'a dit plus haut, à une gestion musicale du temps alors que sa devancière - grand-messe balladique typique de la fin des années 60 - construit, séquence par séquence, une perspective traditionnelle. Le brouillage opéré par Pierre Henry intervient ici sur le son lui-même et non sur la globalité des événements. Point de collusion ambivalente des sources, mais distorsion méthodique des timbres. Chaque page s'apparente ainsi à une étude pour un instrument électronique portant sur la notion de parasite. Instruments de musique (cloches, trompes, cithares orientales) et voix (à nu, réverbérée, déphasée) se désagrègent alors en une succession de sons crachotés, caquetés et raclés dans un effort éminemment apocalyptique. Là encore, l'énergie brute de la matière et l'impact raisonné de la haute technologie s'équilibrent de façon ludique dans la musique de Pierre Henry.

P. G.

SORTIR

PARIS

Marka Dans son nouvel album, *L'Idiotisme* (Columbia), aux sonorités plus rock que le précédent, Marka continue de mobiliser son aptitude à « l'ironie » et ses idées saugrenues. Cela donne de réjouissantes chansons d'humour anticonformiste, qu'il porte en scène avec un élan gourmand.

Peintres aborigènes d'Australie Les rares visiteurs admis à pénétrer dans la grotte de Lascaux doivent se munir d'une foule d'autorisations diverses. Naguère, trois aborigènes prirent une précaution supplémentaire : avant d'entrer dans le sanctuaire paléolithique, ils demandèrent la permission aux esprits du lieu. L'Occidental confronté à leurs œuvres, à la Villette, gagnera à se souvenir de cette anecdote. Prêtées par les plus grands musées australiens, les peintures exposées méritent le voyage : elles évoquent une tradition ancestrale, et une civilisation pour laquelle l'image

est à la fois résistance à l'assimilation et partie intégrante d'une culture étonnante, qui peint et chante pour éviter que la terre ne meure. **Maison de la Villette, pavillon Paul-De-lourvier, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e.** **MP** Porte-de-Panor. Tél. : 08-03-30-63-06. 35 F. Jusqu'au 11 janvier 1998.

BORDEAUX

Kabuki avec Jakuemon Nakamura IV, Tomijiro Nakamura V et cinquante artistes du Kabuki. Spectacle en deux parties : *Keisei Hangon Ko* (acte I), *Nin-nan Wariyû* (œuvre dansée). Événement rare : cinquante artistes japonais de théâtre kabuki font escale pour trois représentations à Bordeaux avant leur passage au Châtelet à Paris dans le cadre du Festival d'Automne. Né au XVIII^e siècle, le kabuki représente le meilleur de l'héritage populaire japonais. Tous les acteurs de kabuki sont des hommes. Deux « trésors nationaux vivants du Japon » : Tomijiro Nakamura V et Jakuemon Nakamura IV y joueront les rôles féminins (*onnagata*). Opéra de Bordeaux, place de la Comédie, 20 h 30, le 4 et le 5 ; 14 h 30 le 6. Location, Tél. : 05-56-48-58-54. De 80 F à 220 F.

(Publicité)

18 représentations exceptionnelles

APOLOGÉTIQUE

texte établi par Olivier Py
et Jean-Damien Barbin
avec Jean-Damien Barbin

Jusqu'au 18 décembre

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

GUIDE

FILMS-NOUVEAUX

Addicted to Love de Griffin Dunne (Etats-Unis, 1 h 40), avec Meg Ryan, Matthew Broderick, Tcheky Karyo.
Le Gout de la cerise d'Abbas Kiarostami (Iran, 1 h 39), avec Homayoun Ershadi, Abolhossein Bagheri, Afshin Khorshidbakhti, Satar Ali Moiradi, Mir Hossein Noori, Ahmad Ansari.
Hercule dessin animé de John Musker, Ron Clements (Etats-Unis, 1 h 31).
Okapi de Makoto Shinozaki (Japon, 1 h 39), avec Susumu Terajima, Miho Uemura, Shiochi Komatsu, Tomio Aoki.
Senza pelle d'Alessandro Alatri (Italie, 1 h 30), avec Anna Galiena, Massimo Ghini, Kim Rossi Stuart.
Sept ans au Tibet de Jean-Jacques Annaud (Etats-Unis, 2 h 15), avec Brad Pitt, David Thewlis, B. D. Wong, Mako, Denny Denzongpa, Victor Wong.
Sling Blade de Billy Bob Thornton (Etats-Unis, 2 h 15), avec Billy Bob Thornton, Dwight Yoakam, J. T. Walsh, John Ritter, Lucas Black, Natalie Canerday.
Sous les pieds des femmes de Rachida Krim (France, 1 h 25), avec Claudia Cardinale, Feyzi Nefise, Nadia Farès, Mohamed Bakri, Yoko Yoyagi, Hamid Tassil, Bernadette Lafont.
Un frère de Sylvie Verheyde (France, 1 h 30), avec Nils Tavernier, Emma de Caunes, Jeannick Gravelines, Emmanuel Nicolas, Ann-Gisel Glass, Karole Rocher.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

VERNISSAGES

Anna et Bernhard Blume Galerie François Paviot, 57, rue Saint-Anne, Paris 2^e. **MP** Opéra, Pyramides. Tél. : 01-42-60-10-01. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 2 décembre au 31 janvier.

ENTRÉES IMMÉDIATES

La Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
La Contrabasse de Patrick Siskind. Mise en scène de Philippe Ferran, avec Jacques Villeret.
Théâtre Marigny (salle Popesco), carré Marigny, Paris 8^e. **MP** Champs-Élysées-Clemenceau, 20 h 30, le 2 décembre. Tél. : 01-42-25-20-74. 180 F et 250 F.
Polaroid de Xavier Durringer. Mise en scène de l'auteur, avec Omar Bekhal, Elsa Bourdet, Sandra Cheres, Laurence Haziza, Farouk Benallou, Philippe Kara-Mohamed, Bruno Lopez, Betty Tebouille, Eric Savin et Veronique Tissier.
Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92 Malakoff, 20 h 30, le mardi 2. Tél. : 01-46-55-43-45. De 65 F à 120 F.
Piano multiples Liszt : Après une lecture du Dante.

Stroppo : Traletoria, extrait. Pierre-Laurent Almand (piano), Marco Stroppo (direction du son). **Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e.** **MP** Passy, 19 heures, le 2 décembre. Tél. : 01-42-30-15-16. 80 F.
Frederic Menguy (piano) Mozart : Fantaisie KV 475. Rossum : *Black and White*. Beethoven : Sonate pour piano « Pathétique ». Chopin : *Nocturnes*, *Fantaisie* op. 49. Liszt : *Verdine et Napoli*.
Salle Chopin (Régny), 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. **MP** Termes, 20 h 30, le 2 décembre. Tél. : 01-45-61-53-00. 150 F.

L'An mil Théâtre, musique et geste d'après le Tysman de Conques. Compagnie Guillaume Lagnel, Guillaume Lagnel (mise en scène). **Musée national du Moyen Âge** - Thermes de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, Paris 5^e. **MP** RER Cluny-la Sorbonne, 20 h 30, le 2. Tél. : 01-44-70-64-10. Location *Fnac*, Virgin, 130 F. Le Concert spirituel.
Lully : *Mozarts pour les victoires* de Louis XIV. Hervé Niquet (direction). **Eglise Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris 1^{re}.** **MP** Tuileries, 20 h 30, le 2 décembre. Tél. : 01-43-24-16-29. De 110 F à 200 F.

REPORT

Et soudain, des nuits d'éveil mise en scène d'Ariane Mnouchkine. **Théâtre du Soleil, Cartoucherie, Paris 12^e.** **MP** Château-de-Vincennes, puis nouvelle, 19 h 30 du mercredi au samedi, 13 h le dimanche. Location, Tél. : 01-43-74-24-08. 150 F.
La première représentation qui était prévue le mercredi 17 décembre est reportée au vendredi 26 décembre.

RÉSERVATIONS

Les Précieuses ridicules de Molière. Mise en scène de Jérôme Deschamps et Macha Makieff. **Théâtre national de l'Odéon** (grande salle), 1, place Paul-Claude, Paris 8^e. **MP** Odéon, 20 heures du mardi au samedi, 15 heures le dimanche. Du 9 au 28 décembre. Location Tél. : 01-44-41-36-36. 30 F à 170 F.

DERNIERS JOURS

14 décembre : *Célérité et discrétion* de Félix Vallotton. Mise en scène d'Annie Roguelaura, avec Jean-Christophe Blondel, Denis Lachaud, Franck Magnier, Christophe Parlier, Annie Roguelaura, Marie Saint-Dizier, Frédéric Ségard, Isabelle Séné et Pauline Tanon.
Théâtre Daniel-Sorano, 16, rue Charles-Pathé, 94 Vincennes. 21 heures, du mardi au vendredi, 18 heures le dimanche. Tél. : 01-43-74-73-74. De 60 F à 100 F.
18 décembre : *Apologétique* d'Olivier Py et Jean-Damien Barbin. Mise en scène d'Olivier Py, avec Jean-Damien Barbin.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. **MP** Gambetta, 19 h 30, le mardi ; 20 h 30, du mercredi au samedi, 15 h 30 le dimanche. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F. (* Tarif réduit)

MUSIQUE

THÉÂTRE DE LA VILLEURBANNE

PARIS

SAMEDI 6 DÉCEMBRE 17H

TOKYO STRING QUARTET

MOZART - TAKEMITSU - DEBUSSY

2 PL. DU CHATELET 01 42 74 22 77

NANTERRE

AMANDIERS

SCÈNE OUVERTE

THÉÂTRE, DÉBATS, LECTURES, RENCONTRES

Qu'en est-il du théâtre citoyen ?

5 ET 6 DÉCEMBRE 1997 / 01 46 14 70 00

AMANDIERS

SERRE

LE DICO DES MAUX

TOME 1

Glénat

Les gens bien portants n'intéressent pas Serre.

- LE DICO DES MAUX -

100 PAGES / 65 FRANCS

Glénat

cité de la musique

Marseille sur scène

01 44 62 52 52

EN VUE

■ « Naus creusons secrètement », avait confié, la semaine dernière à la télévision israélienne, un inconnu masqué. Depuis, le soi-disant David, sur le mont Sion, à Jérusalem, a été bétonné, à l'endroit où des membres de la secte intégriste de Bratslav veulent creuser un tunnel pour transporter la dépouille du rabbin Nahman, fondateur, au XVIII^e siècle, d'un courant mystique et piétiste. La tombe du rabbin se trouve toujours en Ukraine, mais, déjà, certains de ses disciples en Israël prétendent détenir une partie de ses ossements.

■ Nikolai Nevoltine, directeur du centre médico-légal d'Ekaterinbourg, chargé de conserver les restes de la famille impériale russe, vient d'avouer qu'un vertèbre du tsar Nicolas II reste introuvable depuis 1994. « Il nous faut faire toute la lumière sur l'histoire de la troisième vertèbre », a fermement déclaré le fonctionnaire.

■ Une quinzaine de personnes ont été hospitalisées dans un état grave, dimanche 30 novembre à Blantyre, au Malawi, après avoir été pincées par la foule venue s'incliner devant le cercueil placé sur le toit d'un camion. Le président de 1964 à 1994, l'un des plus féroces dictateurs d'Afrique, le 1953, aux funérailles de Staline, plus d'un millier de Soviétiques sont morts dans la cohue.

■ Des hommes d'affaires d'Abou Dhabi vont offrir au président des Emirats arabes unis, « pour ses efforts visant à assurer la prospérité du pays », un Coran de huit tonnes, recouvert d'une plaque d'or de 24 carats incrustée de pierres précieuses, contenant 325 pages en cuivre de 25 kilos chacune. L'objet figurera au livre Guinness des records. Déjà, en 1996, Zayed ben Sultan Al-Nahyan avait été remercié par le plus grand bouquet de fleurs du monde.

■ Les courses de chameaux passionnent les riches et les émir du Golfe, qui achètent aux tribus bédouines d'Oman des bêtes au prix de voitures de luxe. Au cours de compétitions clandestines organisées dans le désert, leurs champions sont montés par des enfants légers de quatre à cinq ans, achetés ou enlevés au Pakistan et au Bangladesh, équipés de récepteurs sur la poitrine, suivis par les entraîneurs qui, à bord de 4x4, les encouragent à fouetter leur monture en hurlant dans des talkie-walkies. Les garçons sont fixés sur les bosses des méharis, plus sûres et plus confortables que les cordes d'autrefois. De temps en temps, un petit jockey tombe et se tue.

Christian Colombani

Haro sur la chasse au renard outre-Manche

Les députés se sont prononcés massivement pour l'interdiction de ce vieux loisir aristocratique. Mais les jeux sont loin d'être faits. Une affaire qui passionne la presse britannique

DEPUIS cinq siècles, la chasse au renard est l'un des loisirs favoris de l'aristocratie anglaise. Un passe-temps que les défenseurs des animaux jugent cruel et sont résolus à interdire. Les amateurs de ce sport ancestral, où Oscar Wilde voyait « l'innommable à la poursuite de l'immangeable », restent capables de se mobiliser au service de leur passion. L'été dernier, ils montrèrent leur force, en organisant à Hyde Park une manifestation qui rassembla cent mille personnes. L'automne, leur saison favorite, s'annonce pourtant moins propice. Quatre députés sur six viennent de se prononcer au sein des Communes en faveur d'une proposition de loi, qui, si elle était définitivement adoptée, déclarerait hors-la-loi la chasse à courre derrière les recoins, les cerfs, les lièvres et les visons.

Cette affaire qui mêle le sport et les animaux - deux sujets sacro-saints outre-Manche - déchaine les passions de la classe politique et fait les gros titres de la presse quotidienne. Les journaux décrivent par le menu cette veille de week-end où la chambre des Communes, inhabitablement comble pour un vendredi, résonne pendant cinq heures de l'écho passionné des partisans et des adversaires du texte en discussion.

La vedette de cette journée mémorable fut, sans conteste, Michael Foster, un jeune député travailliste, initiateur de la proposition, dont les propos sont cités par le *Financial Times* : « Cette mesure a pour objectif essentiel de prévenir la cruauté. Nous avons été élus à cette chambre pour

changer le monde. Aujourd'hui, nous avons cette chance. » Pendant ce temps, des représentants des deux camps, soigneusement choisis par la police, s'époumonaient devant Westminster en brandissant des pancartes et des effigies favorables ou hostiles à la proposition de loi.

Pour les défenseurs de la chasse, dont le ténor conservateur Michael Heseltine, ancien ministre de Margaret Thatcher, l'adoption d'un tel texte serait une marque « d'intolérance » dissimulant de sombres desseins contre tous les sports de plein air qu'affectionne la gentry : « Cela fait partie d'un programme qui conduira inévitablement à l'interdiction de la chasse et ensuite, de la pêche à la ligne. Les travaillistes n'ont aucun respect pour le mode de vie britannique. »

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel ■ L'arrivée programmée d'Ernest-Aoste Seillière à la tête du CNPF, c'est une nouvelle importante et incontestable pour le gouvernement. Car il se s'agit pas seulement d'un changement d'homme mais d'un changement de ligne, du passage d'un patronat de concertation à un patronat de confrontation. C'est un symbole, une rupture, sûrement une pièce significative du nouveau puzzle français qui se met en place. L'exception française, c'était jadis la société jacobine, avec un Etat hégémonique qui contrôlait tout. Aujourd'hui, c'est le déséquilibre



Les jeux sont pourtant loin d'être faits. Pour avoir une chance d'être voté, le texte doit d'abord être inscrit à l'ordre du jour gouvernemental, ce que le premier ministre travailliste, Tony Blair, quoique personnellement favorable à l'interdiction, s'est refusé à faire jusqu'à présent. De même, le chef du gouvernement a laissé toute liberté de vote aux députés

ment de l'Etat. Il manquait un président du CNPF sans complexe qui ne croit pas à l'Etat-providence, hostile à toute intervention publique, allergique à la concertation. Nous y sommes. Ultime paradoxe : il est le premier président du CNPF sorti de l'ENA, ce symbole de la France jacobine.

LCI Pierre-Luc Séguillon

■ Tel le lion de la fable, les Etats-Unis se souffrent pas la discussion ! Ils se connaissent que la raison du plus fort. La leur. Et dans le domaine de l'environnement comme dans celui de l'économie ou de la défense, ils imposent leur décret impérial sans complexe ni contestation possible, mais ooo

tés de son parti, estimant qu'ils devaient, en l'occurrence, s'exprimer selon leur conscience. La presse se demande si Tony Blair campera longtemps sur cette position ou s'il se ralliera au mouvement d'opinion qui sympathise avec les renards.

« Le premier ministre, écrit le *Times*, peut être tenté de recueillir tout le crédit d'une mesure d'interdiction. Il peut aussi en profiter pour entraîner dans la bataille la Chambre des lords. Mais celle-ci pourrait bien ne pas se laisser faire. » Et le quotidien conservateur ajoute, fort sérieusement : « Le premier ministre devrait plutôt se souvenir des leçons de la Bosnie : la diplomatie et la négociation sont préférables à un conflit ouvert. Le gouvernement devrait nommer une commission qui sera chargée d'examiner, sous

lous ses aspects, la chasse au renard. Le sort du renard doit être jugé sur ses propres mérites. Il ne doit pas devenir un piège contre la Chambre des lords. »

Pour l'éditorialiste du *Guardian*, cet épisode a surtout apporté la preuve que les députés de base, les fameux « backbenchers », étaient de retour, et que le gouvernement aura du mal, sur ce dossier, à les « faire rentrer dans le rang ». La presse publie aussi, en bonne place, la photo d'une cavalière émérite, Camilla Parker Bowles, partant à la chasse à courre, au lendemain du vote des Communes. L'amie du prince Charles aurait pu rêver d'une meilleure publicité.

Jean-Pierre Langellier

affaires du monde car elle ressentait la misère du monde. Elle en est morte, à Douchanbé, capitale du Tadjikistan, où la fin du communisme a laissé libre cours à la guerre des clans et au banditisme militaire. Partir ou rester ? C'est le dilemme de plus en plus fréquent des organisations humanitaires. Quand les menaces se précipitent ou quand elles se coécritent, la tentation est grande, et bien compréhensible, de renoncer. L'enjeu de l'assistance aux démunis et aux souffrants ne doit pas conduire à des prises de risque excessives, à un héroïsme limite. Cependant, le rappel de la nécessaire prudence ne doit pas éclipser l'hommage à rendre au courage de ceux qui ont froid ni aux yeux ni au cœur.

SUR LA TOILE

DONS EN LIGNE

L'Association française contre les myopathies (AFM) a ouvert un site Web consacré au Téléthon 97, qui aura lieu les 5 et 6 décembre prochains. On pourra y faire des questions, envoyer des témoignages, suivre en direct l'évolution du compte pécuniaire de la manifestation, et trouver un ensemble d'informations scientifiques et financières, ainsi que des renseignements pratiques. www.afm-téléthon.asso.fr

CYBERMARINS

Les marins du porte-avions américain USS *George Washington*, qui croise dans le golfe Persique depuis le mois d'octobre, peuvent désormais communiquer avec les Etats-Unis par courrier électronique. Selon le contre-amiral Michael G. Mullen, commandant de l'escadre, il s'agit d'« une innovation absolument merveilleuse, qui a vraiment remanié le moral à bord ». Sur les 4 750 membres d'équipage, près de 3 700 possèdent désormais une adresse électronique personnelle. Les autres pourront en obtenir une dès que le système informatique du navire aura été renforcé. (AP.)

www.roche-hiv.com

Une animation interactive pour expliquer les nouveaux traitements du sida.



entier est consacré à l'importance de la stricte observation des dosages et de la fréquence des prises des nouveaux médicaments, ou autre aux phénomènes de mutation du virus et de résistance. La rubrique la plus originale, baptisée « HIV Lifecycle » (cycle

de vie du VIH) permet au non-spécialiste de visualiser le processus de l'infection au niveau cellulaire et les effets des nouvelles thérapies grâce à une série d'animations interactives. Dans une image de cellule en plan de coupe, on suit le cheminement du virus et les

différents stades de son évolution : attachement et entrée dans la cellule, transcription inverse, intégration de l'ADN, réplication virale, maturation virale et phase post-bourgeonnement.

A chaque étape, un mini-tableau de bord permet de faire apparaître des textes explicatifs complémentaires, et surtout de zoomer dans l'image pour obtenir un schéma détaillé et annoté. Il suffit alors de cliquer sur « Play » pour que le schéma se transforme à son tour en animation.

A tout moment, on peut alterner entre deux scénarios, qui se déroulent en parallèle : développement de la maladie et l'absence de traitement, ou au contraire action des nouvelles thérapies, adaptées aux différents stades du cycle de vie du virus. Les résultats ainsi présentés sont encourageants, même si les statistiques proposées par ailleurs sur la progression de la maladie le sont beaucoup moins.

Catherine Nivez

Une soirée abracadabrante

par Alain Rollat

FAUT-IL en rire ou en pleurer ? L'irrationnel était de retour, lundi soir, sur France 2.

D'un côté, il y avait un panel de marchands d'illusions. Un gendarme du genre « laque », délégué par un prétendu syndicat national des magiciens, reprochait « aux médias » de faire « un amalgame » entre sa corporation et celle des camelots du paranormal. L'une de ses clientes l'avait accompagné pour témoigner de son efficacité quasi miraculeuse. Une aimable sorcière tzigane disqualifiait les uns et les autres en vantant son propre « savoir », hérité des temps « où les religions n'existaient pas encore ». Une escouade de curés en grand apparat antiscandale se laissait filmer en plein travail d'exorcisme chez une femme qu'on disait possédée. La propriétaire d'une maison hantée racontait ses nuits d'enfer faites de bruits « assourdissants » et de « petites lueurs ». Une autre

séquence montrait un groupe de spirites en train de capter un message de l'au-delà signé de Jacques-Yves Cousteau qui tenait à transmettre à ses fans, en léger défilé, le post-scriptum post mortem suivant : « Si ma famille et mes amis sont hantés, alors la vérité doit être dite : j'affirme l'existence de la rale géante de Djibouti et je souhaite que le grand public le sache. Trop de mensonges habitent les médias. Faites un effort, je vous en remercie d'avance. »

De l'autre côté, quelques rationalistes tentaient d'édouifier ce flux de fadaïes. Un psychiatre expliquait pour la millionième fois que l'autosuggestion a plus d'effets thérapeutiques que le prétendu fluide magico-éthérique. Deux ethnologues se retransmettaient derrière les murs de l'humanité primitive. L'exorciste du diocèse de Paris mettait en doute, à cause de son caractère télévisuel, proscrit par l'Eglise,

l'authenticité de la cérémonie antiodémoniaque dont les auteurs (belges) se révélaient alors pas très catholiques. Un sceptique rapporta qu'« on inspectant la maison hantée, on compagnie de spéléologues il avait découvert sous celle-ci deux puits qu'allument, en effet, de bruyantes eaux souterraines. En revanche, sa caméra n'avait enregistré aucune des « petites lueurs » signalées par la propriétaire. Un physicien proposa aux spirites de venir enregistrer dans son laboratoire leur prochaine conversation avec Captain Cousteau. Ils déclinaient l'invitation en se prévalant d'autres cautions scientifiques, qu'ils se refusèrent à citer. Personne, hélas ! ne daigna approfondir le mystère de la rale géante de Djibouti.

Cela se passait sur le plateau de « D'un monde à l'autre ». Entre les deux, il y avait donc Paul Amar. Il semblait content de lui.

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 450F d'économie soit 10 semaines de lecture GRATUITE

PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION !

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante : ☐ 3 MOIS - 538F ☐ 6 MOIS - 1038F ☐ 1 AN - 1890F

au lieu de 585F au lieu de 1170F au lieu de 2340F

* Prix de vente au numéro - (Taux en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MQ 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA-CANADA

1 AN 2085F 2960F

6 mois 1125F 1580F

3 mois 572F 790F

Offre valable jusqu'au 31/12/97.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacour - 92049 Châtillon Cedex

هذا من لاصحل

FILMS DE LA SOIRÉE

19.00 La Reine vierge ■
De George Sidney (États-Unis, 1953, 120 min).
19.00 La Nuit de jazz ■
De Basil Dearden (Grande-Bretagne, 1961, N, v.o., 90 min).
19.00 Colère froide ■
De Jonathan Demme (États-Unis, 1976, v.o., 90 min).
20.10 Tron ■
De Steven Lisberger (États-Unis, 1982, 95 min).
20.30 Seul dans la nuit ■
De Christian Stengel (France, 1945, N, 100 min).
20.30 Le Regard d'Ulysse ■
De Theo Angelopoulos (France - Grèce, 1995, 175 min). Ciné Cinéma

20.55 Bons baisers de Russie ■
De Terence Young (Grande-Bretagne, 1963, 115 min).
21.35 Viva Las Vegas ■
De Roy Rowland (États-Unis, 1956, 110 min).
22.10 Le Château du dragon ■
De Joseph L. Mankiewicz (États-Unis, 1944, N, v.o., 105 min).
22.20 L'Amour pourrissant ■
D'A. Rudolph (EU, 1989, 99 min). RTL 9
22.45 Dernière sordide ■
pour Brooklyn ■
D'Ulli Edel (États-Unis - Allemagne, 1988, v.o., 105 min). Paris Première
22.55 Le Chien des Baskerville ■
De Terence Fisher (Grande-Bretagne, 1959, 80 min). France 2

23.55 La Grande Révolte ■
De Luis Trenker et Werner Klingner (Allemagne, 1957, N, v.o., 100 min).
0.10 Irma Vep ■
D'Olivier Assayas (France, 1996, 95 min). Canal +
0.35 Lady Panama ■
D'Henri Jeanson (France, 1950, N, 120 min). RTL 9
1.35 Chance ■
Of a Lifetime ■
De Bernard Miles (Grande-Bretagne, 1950, N, v.o., 90 min). Ciné Cinéma
2.40 Darkman 3 ■
De Bradford May (États-Unis, 1996, 85 min). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

22.00 Spécial procès Papon. Nostalgie

MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Jacqueline Bisset. Joanne Woodward. Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal +
21.00 Le Gai Savoir. Best of. Paris Première
21.20 Pulsations. Sida et trithérapies. RTBF 1
22.20 Stud. Invités: François Létoury. Dominique Laguerre. TMC
22.35 Bouillon de culture. Nouveau féminisme ou éternel féminin ? TV 5
23.00 De l'actualité à l'histoire. Le travail des enfants. Le travail des mandats. Nostalgie
23.35 Science 3. Des cailloux pleins la bouche. France 3
0.25 Zone interdite. Au cœur des urgences. M 6
0.45 Les Grands Entretiens du Cercle. Invités: Simone Veil. France 2

DOCUMENTAIRES

18.00 L'Histoire oubliée. [16]. Les travailleurs scénaristes. Nostalgie
18.25 Le Mystère Lee Harvey Oswald. [2]. Planète
18.30 Le Monde des animaux. La Cité des nouvelles. La Cinquième
18.50 Le Volontaire du futur. Pierre Boulez. Muzik

SPORTS EN DIRECT

19.15 Les Chevaliers. [26]. Planète
20.10 Des hommes dans la tourmente. Lindbergh vers l'Atlantique. Planète
20.45 La Vie en face. Al Nakba. Arte
22.00 Portraits. Georges Brassens. Paris Première
22.05 Sur le seuil. Arte
22.30 Une femme résistante. [2]. Marguerite Gonon: Pour l'honneur. Planète
23.05 Les Dockers de Liverpool. TSR
23.30 Mémoires du XX^e siècle. C'est pas moi. Planète
0.00 Le Grand Jeu. URSS-USA. [16]. 1945-1953. Minuit dans le siècle. Histoire
0.10 La Longue Ballade des sans-papiers. Planète

MUSIQUE

18.10 et 20.45 Festival international de musiques sacrées de Fribourg. France Supervision
21.00 Sold's Barok in Budapest. Concert. Muzik
22.30 Elijah: A Celebration. Concert. Muzik
0.20 La Calisto. France Supervision

VARIÉTÉS

20.50 Que la musique commencent ! France 3

TELEFILMS

20.30 Marat, terroriste apatride. De Maroun Bagdad. Festival
20.30 Super porte-avions. De Billy Graham. RTL 9
22.10 Capitaine James Cook. De Gordon Clark [44]. Festival
22.35 A Birthday Video. De Robert Longo. Arte
22.45 Cas de conscience. De Michael Katteman. M 6
18.05 Sliders, les mondes parallèles. Un monde sans homme. M 6
19.00 Sentimental. Peggy. M 6
20.45 Murder One: L'Affaire Jessica. Chapitre XII. Série Club
21.30 Twin Peaks. Episode n° 8. Série Club
21.50 Minimal. Un enjeu d'importance. M 6
22.50 Angéla, 15 ans. Brûlé de soleil (v.o.). Canal Jimmy
23.40 Star Trek: la nouvelle génération. Filiation (v.o.). Canal Jimmy
1.55 Bottom. Parade (v.o.). Canal Jimmy

FILMS DU JOUR

13.30 La Sonnambule ■
De José Giovanni (France, 1972, 110 min). TV 5
14.05 La Grande Révolte ■
De Luis Trenker et Werner Klingner (Allemagne, 1957, N, v.o., 100 min). Ciné Cinéma
14.30 Obsession fatale ■
De Jonathan Kaplan (États-Unis, 1992, 110 min). Ciné Cinéma
15.15 Madame Souszatzka ■
De John Schlesinger (Grande-Bretagne, 1988, 120 min). France Supervision
15.45 Le Château du dragon ■
De Joseph L. Mankiewicz (États-Unis, 1944, N, 100 min). Ciné Cinéma
16.20 L'Insurgé ■
De Martin Ritt (États-Unis, 1970, 105 min). Ciné Cinéma
17.00 La Reine vierge ■
De George Sidney (États-Unis, 1953, 120 min). Nostalgie
17.05 Le Diable dans la boîte ■
De Pierre Lary (France, 1976, 105 min). Festival
17.30 Rocketeer ■
De Joe Johnston (États-Unis, 1991, 105 min). Disney Channel

18.45 L'Ombre d'un doute ■
D'Alfred Hitchcock (États-Unis, 1943, N, 105 min). Ciné Cinéma
18.55 Travail en noir ■
De Jerry Schatzberg (Grande-Bretagne, 1982, v.o., 95 min). Ciné Cinéma
20.30 Chance of a Lifetime ■
De Bernard Miles (Grande-Bretagne, 1950, N, v.o., 95 min). Ciné Cinéma
20.30 La Vie en square ■
De Jean-Claude Tramont (États-Unis, 1980, 90 min). Ciné Cinéma
21.00 La Dernière Marche ■
De Tim Robbins (États-Unis, 1995, 120 min). Canal +
21.05 Rambo ■
De T. Kotcheff (EU, 1985, 95 min). TSR
21.15 Sugar Hill ■
De Leon Ichaso (États-Unis, 1993, 120 min). RTBF 1
22.00 La Rumba ■
De Roger Hanin (France, 1986, 90 min). Ciné Cinéma
22.05 Les Jeux de l'Amour et de la guerre ■
D'Arthur Hiller (États-Unis, 1984, N, 115 min). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.00 Une heure pour l'emploi. La Cinquième
14.30 Business humanum est. Le héraut du Pin. La Cinquième
16.05 Saga-Cités. Pour l'Algérie. France 3
17.10 A bout portant. Georges Moustaki. Paris Première
18.00 Stars en stock. Grace Kelly. Tony Curtis. Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal +
19.00 De l'actualité à l'histoire. Le travail des enfants. Le travail des mandats. Nostalgie
20.00 Faute pas rêver. Tanzanie: Les peintres Tinga-Tinga. France: L'œuvre des vaches. Argentine: Les quatre frères du polo. TV 5
20.05 Têlescope. Le ciel en état d'urgence. TSR
20.10 Droit de cité. Sans peur et sans reproches ? RTBF 1
20.45 Les Mémoires de l'Histoire. 140 000 Chinois pour la Grande Guerre. Arte
20.50 Combien ça coûte ? Les chanteurs pour enfants. Les inventeurs de jeux. Profession astronaute. Les cabarets parisiens pendant les fêtes. Qualité des produits. Acheter une Re. TF 1
20.50 La Marche du siècle. 25 millions de morts: la sombre histoire du communisme. Invités: Jean Ferrat; Stéphane Courroux; Jacques Rossi. France 3
21.00 Au nom de la loi. Les enfants du silence. Une brève sur l'escompte. TV 5
21.00 Envoyé spécial. Les années 90. La cueca sola. L'actualité vue par un cinéaste. Spécial territoire. Histoire
22.35 Pulsations. Sida et trithérapies. TV 5

DOCUMENTAIRES

18.00 Chasseurs de trésors. [27/0]. Les épreuves du détroit de Babel. La Cinquième
18.35 Mozart en tournée. Vienne, la dernière étape. Muzik
19.20 Les Filles de Memmo. Planète
19.45 Le Mystère Lee Harvey Oswald. [2]. Planète
20.00 Le Grand Jeu. URSS-USA. [16]. 1945-1953. Minuit dans le siècle. Histoire
20.35 Les Chevaliers. [26]. Guillaume et Ulrich, au service des dames. Planète
20.55 Femmes dans le monde. Hassan Achcar, une femme de son temps. Téva
21.45 Musica. Alma Mahler: sensualité infinie. Petite suite d'un journal intime. Arte
21.55 La Colère des Belges. Planète
22.00 L'Histoire oubliée. [16]. Les parachutistes indochinois. Muzik
22.25 Olivier Messiaen: L'héritage. Muzik
23.15 Profil. Sur les traces des Incas. Arte
23.30 Sur la route des croisades. TSR
23.50 Une femme résistante. [2]. Marguerite Gonon: Pour l'honneur. Planète
0.15 The Intimate Art. Muzik
21.00 La Chute d'Icare. Ballet. Muzik

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

■ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classiques. Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément, dans dimanche-tu, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 22.55 France 2
Le Chien des Baskerville
Sherlock Holmes, assisté du docteur Watson, enquête sur un chien moostreux et redoutable qui semble hanter le domaine des Baskerville et s'attaquer aux héritiers du nom. Malgré l'utilisation de la couleur comme élément dramatique, le film manque d'un véritable climat d'angoisse. Terence Fisher avait été pins à l'aise avec Frankenstein et surtout Dracula.

● 23.35 France 3
Science 3:
Des cailloux pleins la bouche
En France, il y a cinq cent mille bégues. Une grande majorité se sont résignées à vivre avec cette parole rétive. Seuls 10 % cherchent à surmonter ce handicap. « Des cailloux pleins la bouche », de Patricia Corphie et Philippe Baron, raconte le combat de certains d'entre eux, engagés dans un stage thérapeutique. Quatre à quinze jours pour mettre en commun leur expérience et pour que les mots coulent de source. « Mon bégaiement, c'est un mur qui s'est construit tout au long de ma vie. Ce mur, qui me sépare du reste du monde, m'empêche de communiquer », témoigne un jeune participant. L'approche thérapeutique évoquée dans ce reportage propose non pas une « parole de survie », résultant de méthodes à caractère choc, mais plutôt de provoquer progressivement le vrai plaisir de s'exprimer lors de situations quotidiennes (répondre à une petite annonce, demander son chemin...). On passe de la joie quand les mots sortent facilement, à la colère quand ça dérape. Un reportage bouleversant. - A. N.

TELEFILMS

20.30 Marat, terroriste apatride. De Maroun Bagdad. Festival
20.30 Super porte-avions. De Billy Graham. RTL 9
22.10 Capitaine James Cook. De Gordon Clark [44]. Festival
22.35 A Birthday Video. De Robert Longo. Arte
22.45 Cas de conscience. De Michael Katteman. M 6
18.05 Sliders, les mondes parallèles. Un monde sans homme. M 6
19.00 Sentimental. Peggy. M 6
20.45 Murder One: L'Affaire Jessica. Chapitre XII. Série Club
21.30 Twin Peaks. Episode n° 8. Série Club
21.50 Minimal. Un enjeu d'importance. M 6
22.50 Angéla, 15 ans. Brûlé de soleil (v.o.). Canal Jimmy
23.40 Star Trek: la nouvelle génération. Filiation (v.o.). Canal Jimmy
1.55 Bottom. Parade (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 22.40 France 2
La vie à l'endroit:
C'est la vie de château
De l'autre côté du rêve

LA VIE DE CHATEAU n'est pas toujours rose. Si l'oo n'est pas doté d'une fortune à la mesure des toitures à entretenir, il est difficile de joindre les deux bouts. « Avec le temps, la, tout s'en va », même les périodes les plus fastes ou les plus frivoles de la noblesse française.
Dans son magazine « La vie à l'endroit », Mireille Dumas feuillette à ciel ouvert les mille et une « galeries » du quotidien d'un châtelain. Et l'entrée dans la vie ordinaire de ces gens de haute ascendance. Car il a fallu s'adapter pour survivre.
Mettre la clef sous la porte, troquer tourelles et pigeonniers contre un trois-pièces-cuisine dans une banlieue polluée ? Grand Dieu, jamais ! Duc, baron, comte et comtesse ont retourné leurs manches pour transformer leur patrimoine en une entreprise prospère. Alors que les uns jouent désormais la carte de l'hôtellerie, du spectacle solo et lumière, des réceptions et des dîners d'affaires, les autres privilégient les visites guidées pour arrondir leurs fins de mois difficiles.
Si d'aventure, dans l'au-delà, nos illustres monarches, Henri IV comme Louis XIV, avaient la possibilité de regarder le petit écran, ils ne manqueraient pas d'être étonnés par le spectacle de cette gent nobiliaire reconvenue pour la survie de son patrimoine en de besogneux tâches. Restaurer la chapelle, réparer la plomberie, laver le parquet, nettoyer les chambres occupent aujourd'hui la vie et les pensées de ces gentilshommes des temps modernes.
La baronne Florence Goupil de Bouillie raconte ainsi comment, par amour pour son château, elle se charge elle-même, truie à la main, de maintenir en état l'héritage familial.
Quand bien même son mode de vie aurait subi quelques changements, les valeurs de la noblesse, elles, subsistent. On se marie toujours entre geos de même rang, de même éducation. On reste attaché à ses origines, à son titre et à son bien. Et à sa notice dans le Bottin moodain.

MUSIQUE

17.55 Concerto brandebourgeois. France Supervision
21.35 Columns Classics: Mozart. Divertimento. France Supervision
21.55 Le Festival des Inrocks 1997. Paris Première
22.05 Columns Classics. harpe et archiste. France Supervision
22.35 Blues Sessions. James « Blood » Ulmer. France Supervision
22.45 Musica. Leonard Bernstein dirige Mahler. Arte

THEATRE

19.00 La Seconde Surprise de l'Amour. De Molière. France Supervision

VARIÉTÉS

20.50 Graines de star. M 6
23.45 Hommage à Barbara. Oscarami enregistré le 17 octobre 1987. Paris Première
20.30 Les Paux Médicaments. D'Alain Michel Blanc. Festival
20.30 L'Impossible Vérité. [16]. De Ali Corcoran. RTL 9
20.55 Un printemps de chien. D'Alain Taroni. France 2
22.40 Piège pour un flic. De Sander Stern. RTL 9
22.55 Suspect public n° 1. O de Noël Black. M 6

SÉRIES

18.15 Friends. Celui qui pense et signe. France 2
19.00 Sentimental. Scoop. M 6
22.20 Une fille à scandales. Une année en un jour (v.o.). Canal Jimmy
22.45 Spin City. Un nouveau départ. Canal Jimmy
22.55 Colombo. SOS Scotland Yard. TF 1
23.40 Bottom. Hèle (v.o.). Canal Jimmy
0.10 New York Police Blues. Case-file chinois (v.o.). Canal Jimmy
0.55 New York District. L'amour d'une mère. France 3

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
19.05 Walker, Texas Ranger. 19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Résultat des courses, Ma Coupe du monde.
20.50 Les Sous-Doués en vacances. Film de Claude Zidi.
22.30 Célébrités.
0.05 Le docteur même l'enquête. 0.55 Lumières sur un massacre. 1.00 TFI nuit, Météo. 1.15 Reportages. 1.40 Histoires naturelles.

FRANCE 2

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 C'est l'heure.
19.35 Au nom du sport. 20.00 Journal, A cheval, Météo. 20.55 Bons baisers de Russie ■
22.50 Un livre, des livres. 22.55 Le Chien des Baskerville ■
0.15 En fin de compte. 0.30 Journal, Météo. 0.45 Les Grands Entretiens du Cercle.

FRANCE 3

18.50 ► Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.01 et 23.00 Météo. 20.05 Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.50 Que la musique commence ! 23.10 Soir 3. 23.30 Lumière sur un massacre. 23.35 ► Science 3. 23.50 Cailloux pleins la bouche. 0.30 Magazine olympique. 1.00 Rencontres à XV. 1.30 New York District.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.35. 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Kid... napping. 22.20 Flash infos. 22.25 Le Jour des morts vivants. Film de George A. Romero. 0.10 Irma Vep ■
Film d'Olivier Assayas.

ARTE

19.00 The Monkees. 19.25 et 1.20 Les Secrets du Nil. 19.30 7 1/2. Kyoto, le sommet de la dernière chance. 20.00 Archimède. 20.45 La Vie en face: Al Nakba. La Palestine et la catastrophe de 1948. 21.40 Souris thématique. Heinrich Heine. 21.45 Par monts et par monuments. 22.05 Sur le seuil. 22.35 A Birthday Video. Téléfilm de Robert Longo. 23.35 Débat. 23.50 Moi, fou du bonheur. 0.45 Le Spectacle Heinrich Heine. 1.15 Bibliographie. 1.25 La Place d'une mère.

M 6

19.00 Sentinel. 19.54 6 minutes, Météo. 20.05 Notre belle famille. 20.40 Décrochages info, E = M + Junior. 20.45 Les Pédigres du mardi. 21.50 Minimal. Un enjeu d'importance. 22.45 Cas de conscience. Téléfilm de Michael Katteman. 0.25 Zone interdite.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Robert Solé. 21.00 Prédiction. Pierre-Jean Remy, Anaïs, Edo Cross. 21.00 Nuits magnétiques. 23.00 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.48 Les Cinémas du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Festival international de Toulouse: les orgues. Éléments de Schütz, Florent. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Jansen, Hervé. 23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Valéry Gergiev. 22.35 Les Soirées... (suite). Œuvres de Moussorgski, Chostakovitch.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
13.50 Les Foux de l'amour. 14.40 TF 1 Jeunesse. 17.05 Sauvages. 18.00 Les Amnésies fac. 18.30 All Baba. 19.05 Walker, Texas Ranger. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal, Ma Coupe du monde, Résultat des courses. 20.50 Combien ça coûte ? 22.55 Colombo. SOS Scotland Yard. 0.40 Minut sport. Patinage artistique. 1.35 Lumières sur un massacre.

FRANCE 2

13.50 et 17.40 Un livre, des livres. 13.55 et 14.55 Derrick. 14.55 Tics. 16.15 La Chance aux chansons. 17.15 Des chiffres et des lettres. 17.45 Chair de poule. 18.15 Friends. 18.45 Qui est qui ? 18.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 C'est l'heure. 19.50 et 20.45 Tirage du Loto. 19.55 Au nom du sport. 20.00 Journal, A cheval, Météo. 20.55 Un printemps de chien. Téléfilm d'Alain Taroni. 22.40 La Vie à l'endroit. C'est la vie de château ! 23.45 En fin de compte. 0.15 Journal, Météo. 0.30 Le Cerve des médiers. Justice: des médiers en mutation.

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert. 14.20 Va savoir. 14.58 Questions au gouvernement. 16.05 Saga-Cités. 16.40 Millemees. 17.45 C'est pas sorcier. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 ► Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.02 et 22.45 Météo. 20.05 Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 Lumière sur un massacre. 20.50 La Marche du siècle. 25 millions de morts: la sombre histoire du communisme. 22.55 Soir 3. 23.20 ► Un siècle d'écrivains. Stefan Zweig. 0.10 Cinéma étoiles. 0.35 Vivre avec... 0.55 New York District. 1.40 Tous sur orbite.

CANAL +

13.35 Décade pas Bunny. 14.25 C + Cléo. 16.20 L'Invasion des talons. 16.45 Les Sans de l'absence. Téléfilm de Richard A. Colla. ► En clair jusqu'à 21.00. 18.20 Cyberflash. 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 La Dernière Marche ■
Film de Tim Robbins. 23.40 Flash infos. 23.05 Le Roi des aulnes ■
Film de Volker Schlöndorff. 1.00 Les Mongols ■
Film d'André Del Toth et Leopoldo Savona.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.00 Une heure pour l'emploi. 14.00 Plans de vol. 14.30 Business humanum est. 15.30 Comparaisons naturelles. 16.30 L'Étoffe des aéro. 17.00 Cellulo. 17.30 Au cœur d'Okavango. 17.55 Le Journal du temps. 18.00 Chasseurs de trésors. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 The Monkees. 19.25 et 1.15 Les Secrets du Nil. 19.30 7 1/2. 20.00 L'île aux éléphants. 20.30 6 1/2 Journal. 20.45 ► Les Mémoires de l'Histoire. 140 000 Chinois pour la Grande Guerre. 21.45 Musica. Alma Mahler: sensualité infinie. 22.45 Leonard Bernstein dirige Mahler: l'adagio de la Symphonie n° 10. 23.15 Profil. Sur les traces des Incas. 0.20 Lost in Music. 1.20 Fille d'Eve ■
Film de Georg Jacoby (v.o.).

M 6

13.05 M6 Kid. 16.30 Des clips et des bulles. 16.50 Fan de. 17.20 Fangoz. 18.05 Sliders, les mondes parallèles. 19.54 6 minutes, Météo. 19.55 Notre belle famille. 20.35 Décrochages info. Éléments Terre. 20.50 Graines de star. 22.55 Suspect public n° 1. Téléfilm O de Noël Black. 0.40 Secrets de femme. 1.15 Scary 2 Tap. 1.40 Dix films contre les mines antipersonnel. 1.45 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux Internationaux. 20.00 Les Chemins de la musique. 20.30 Agora. Pierre Rosenberg. 21.00 Philambule. L'actualité philosophique. Michèle Olszky. 22.10 Fiction. Marcumarche, de Marcel Moreau. 23.00 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.48 Les Cinémas du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

18.36 Le Voyage des Dieux. Concert donné en direct du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie. 19.15 Polyphonies vocales de Georgie. 20.00 Vietnam. Cérémonial bouddhiste. 21.00 Œuvres de Ton That Tiet, Xenakis, Ohana. 22.45 Liturgie Yoruba. 0.05 Les Greniers de la mémoire. L'histoire de l'Orchestre Radio-Lyrique.

RADIO-CLASSIQUE

18.30 Le Magazine de Radio-Classique. 19.30 Classique d'Alfred-Soir. 20.40 Les Soirées. Hommage à Maria Callas. Rigolotto, opera de Verdi. 22.00 Les Soirées... (suite). Les enregistrements pirates de Maria Callas.

Assurance tous risques

par Pierre Georges

ILS PRATIQUENT, ces gens-là, l'irresponsabilité comme l'assurance : tous risques ! Un trou ? Quel trou ? Combien ? 50 milliards ? Vous plaisantez, à peine 40. Et d'ailleurs, le responsable, c'est l'Etat.

Il paraphrase volontiers le mot fameux : l'Etat, ce n'est pas moi ! Ils sont formés par l'Etat, dans les meilleures écoles de l'Etat, aux frais de l'Etat. Ils sont considérés comme l'élite de l'Etat. Ils sont nommés par l'Etat. Ils dirigent des entreprises d'Etat ou des entreprises à actionnariat d'Etat. Ils doivent des comptes à l'Etat.

Et, quand vient l'heure des comptes, précisément, ils se retournent contre l'Etat, leur maître délégué, pour dire combien celui-ci a manqué à tous ses devoirs de surveillance et de contrôle, laissant se creuser le trou, s'amplifier le désastre. Ce qui n'est pas faux, mais tout de même un peu court comme explication. Ou un peu vaste comme paraplume.

On croit rêver parfois devant cette manière de s'exonérer, une fois pour toutes, de ses propres responsabilités et de ses propres erreurs de gestion, de ses propres jongleries avec l'argent des autres, le nôtre. Cinquante milliards de pertes en cinq ans, voilà les pertes du GAN telles qu'elles ont été évaluées, lundi, par *Le Parisien-Aujourd'hui*. Ce n'est pas un journal économique, *Le Parisien*, mais un quotidien populaire, au vrai sens du terme.

Au vrai bon sens du terme, même. Excusez du peu ! Cinquante milliards, ou quarante, selon la comptabilité de Bercy, de pertes en cinq ans, cela frappe autant l'imaginaire que le portefeuille du citoyen. Cela met le naufrage du GAN, le trou à

comblé, à plus de 10 000 francs par contribuable français. Et, bien sûr, cela nourrit, plus sûrement que tout discours-poujadiste ou extrémiste, l'and-étadisme montant. Cela creuse, profondément, le fossé qui sépare le pays de ses élites.

Crédit lyonnais, GAN, pour ne parler que de ces deux sinistres-là, l'addition est sévère : 200 milliards de francs. Une immense responsabilité d'Etat, donc des politiques, car, en démocratie, la responsabilité ultime est bien celle du politique. Mais aussi une immense fuite de responsabilités par ceux qui requèrent mandat de gérer au mieux les affaires de l'Etat.

Des enquêtes sont en cours ou vont être ouvertes sur la gestion du GAN. Elles diront les responsabilités. Elles permettront de faire le tri entre les erreurs et aventures gestionnaires et le reste, qui procède de la gabegie sinon du droit commun. Elles ouvriront, si nécessaire, la voie à des poursuites judiciaires. Mais déjà, ce qu'on lit, ici et là, du pré-rapport de la Cour des comptes, laisse stupéfait.

Rien, mais vraiment rien, dans le contrat qui lie un grand commis à l'Etat ne l'autorise à jeter l'argent des autres par les fenêtres, à s'octroyer ou à octroyer des avantages exorbitants, des primes de départ somptueuses, des notes de frais ébouriffantes. Rien ne l'oblige à s'engager, tête baissée, dans des opérations immobilières à très haut risque, à consentir des prêts à des partenaires réputés insolvables, à accumuler les bêtises industrielles et les aventures commerciales. Rien, si ce n'est parfois la pression du politique. Rien, si ce n'est, toujours, ce sentiment d'impunité qui lui semble devenu un privilège de caste.

Les années sombres du GAN refont surface

LA POLÉMIQUE, lancée lundi 1^{er} décembre par *Le Parisien* autour du montant de la facture laissée par cinq années de gestion calamiteuse du GAN, a fait vigoureusement réagir les pouvoirs publics, les dirigeants actuels de la compagnie d'assurance et... François Heilbrunner, qui présida le GAN de 1986 à 1994. Au-delà de la bataille de chiffres (*Le Monde* du 2 décembre) qui fait osciller le montant du désastre entre 40 milliards de francs - chiffre confirmé par le ministère des finances dans un communiqué diffusé en fin d'après-midi - et les 50 milliards de francs annoncés par le quotidien, c'est le procès de tout un système qui est en train de s'ouvrir. Le dossier vient en effet devant les parlementaires mercredi 3 décembre, à l'occasion du débat sur le collectif budgétaire où sera examiné la garantie de 9 milliards de francs promise par le gouvernement pour sauver le GAN.

Soucieuse de faire comprendre qu'il s'agissait d'un passé qui ne remettait pas en cause les résultats actuels du GAN, la direction a confirmé l'évaluation des pertes cumulées dues à l'immobilier et à l'assurance-dommages à 34,5 milliards de francs. « Il n'y a pas d'autres pertes cachées à venir », précise-t-on rue Pillet-Will, où l'on table sur un résultat 1997 positif. Cela n'a pas empêché le titre de plonger, perdant 4,7 % à la clôture de la Bourse de Paris lundi.

De son côté, Bercy s'est montré particulièrement ferme. Comme dans le dossier du Crédit lyonnais, Dominique Strauss-Kahn se sent totalement libre de donner quelques coups de pied dans la fourmière puisqu'il n'était pas au pouvoir au moment des faits. « Toutes les suites, notamment pénales, seront évidemment données. Le gouvernement est très attaché à ce qu'aucune zone d'ombre ne subsiste », affirme le ministère des finances dans un communiqué.

C'est probablement ce qui a conduit l'ancien patron du GAN, François Heilbrunner, à s'exprimer. Dans un entretien accordé au *Parisien*, mardi 2 décembre, l'ancien directeur adjoint de cabinet de Jacques Chirac soutient qu'il ignorait la situation de la filiale immobilière UIC, qui a perdu 30 milliards de francs en cinq ans. « Cette société était jusqu'en 1993 hors de mon contrôle. Sinon, les choses ne se seraient pas déroulées ainsi. » Quant à l'activité d'assurance, qui est la cause de quelque 4,5 milliards de francs de pertes sur la même période, M. Heilbrunner estime « qu'il était moins cher de chercher à conquérir de nouveaux clients en France plutôt que d'acheter des filiales à l'étranger ». Pour lui, le grand responsable de ce désastre est l'Etat, qui a organisé « un système d'absence de responsabilités ».

Babette Stern

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

36 15 LE MONDE

Cours relevés le mardi 2 décembre, à 10 h 15 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	16910,29	-0,57	-12,46
Hong Kong index	1216,35	+4,33	-16,62

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours à l'01h12	Var. en % l'01h12	Var. en % fin de la
Paris CAC 40	2917,37	-0,04	25,98
Amsterdam Cbs	911	+0,10	+40,53
Belgie 3656	56,56	+0,28	+45,10
Francfort Dax 30	3815,57	+0,24	+39,99
Irlande ISEO	4971,70	+1,01	+20,72
Londones FT 100	4971,70	+0,21	+20,72
Madrid Ibex 35	3394	-0,27	+49,09
Nièvre N18 30	5864,90	-0,17	+48,77
Zurich Smi			

Tirage du Monde daté mardi 2 décembre : 519 659 exemplaires.

- 3